|  |
| --- |
| **SOUS LA DIRECTION DE**  Marguerite SOULIÈRE Karine GENTELET et Gabriela COMAN  (2014)  Visages contemporaines de la critique sociale  *Réflexions croisées sur la résistance quotidienne*  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Sous la direction de  
Marguerite Soulière, Karine Gentelet et Gabriela Coman

**Visages contemporains de la critique sociale. Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.**

Montréal : Les Éditions de l’ACSALF, 2014, 321 pp.

Madame Soulière nous a accordé, le 27 mai 2021, l’autorisation de diffuser en libre accès à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriels : Marguerite Soulière : [Marguerite.Souliere@uottawa.ca](mailto:Marguerite.Souliere@uottawa.ca)

Karine Gentelet : [karine.gentelet@uqo.ca](mailto:karine.gentelet@uqo.ca)

Gabriela Coman : [gabriela\_coman@hotmail.com](mailto:gabriela_coman@hotmail.com)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 12 juillet 2021 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Marguerite SOULIÈRE  
Karine GENTELET et Gabriela COMAN

Visages contemporains de la critique sociale.  
Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.



Montréal : Les Éditions de l’ACSALF, 2014, 321 pp.

VISAGES CONTEMPORAINS  
DE LA CRITIQUE SOCIALE

RÉFLEXIONS CROISÉES  
SUR LA RÉSISTANCE QUOTIDIENNE

sous la direction de

Marguerite Soulière  
Karine Gentelet  
Gabriela Coman



Editions de l'ACSALF

Visages contemporains  
de la critique sociale

© Éditions de l'ACSALF, 2014

Tous les droits réservés

ISBN : 978-2-9813576-2-5

Conception graphique de la couverture :  
Nicoleta Coman

Illustration de la couverture :  
Nicoleta Coman - « *La rue »*(pen and ink drawing, computer manipulation)

SOUS LA DIRECTION DE  
Marguerite Soulière Karine Gentelet Gabriela Coman

Visages contemporains  
de la critique sociale

Réflexions croisées  
sur la résistance quotidienne

Éditions de l'ACSALF

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[5]

**Visages contemporains de la critique sociale.**

*Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.*

Table des matières

*Marguerite Soulière, Gabriela Coman et Karine Gentelet,* [Introduction. La critique sociale comme pluralité d'engagements, d'actions et de réflexions](#VISAGES_intro). [9]

[**Tenter d'y voir clair**](#VISAGES_pt_1) [17]

*Marguerite Soulière, Gabriela Coman et Karine Gentelet,* [Langue, poésie et engagement. Entrevue avec le slameur Ivy](#VISAGES_pt_1_texte_01). [19]

*Catherine Hass et Marianne Hérard,* [La critique sociale à l'épreuve de la jeunesse populaire française d'aujourd'hui. Formes de pensées et espaces des possibles](#VISAGES_pt_1_texte_02). [22]

*Sébastien Richard,* [Critique sociale et nanotechnologies](#VISAGES_pt_1_texte_03). [42]

*Paul Brochu,* [L'économisme contemporain et le triomphe de la nature](#VISAGES_pt_1_texte_04). [59]

*Gaël Curty,* [Les critiques sociologiques du capitalisme en Suisse : socialisations plurielles et normativité discursive](#VISAGES_pt_1_texte_05). [77]

*Barbara Fontar,* [La critique sociale et ses dimensions. Pour une contribution de la théorie de la critique sociale](#VISAGES_pt_1_texte_06). [93]

[6]

[**Changer**](#VISAGES_pt_2) [105]

*Jean-François Fortier,* [La déterritorialisation en tant que désinstitutionalisation de l'espace politique. Réflexions sur la gouvernance territoriale et les conditions de possibilité d'une critique sociale](#VISAGES_pt_2_texte_07). [107]

*Marie-Ève Lapointe,* [Le poids de la logique managériale dans l'hôpital contemporain : un patient, un prétexte ?](#VISAGES_pt_2_texte_08) [126]

*Magali Uhl et Clément de Gaulejac,* [Formes et mutations de la critique sociale dans l'art contemporain](#VISAGES_pt_2_texte_09). [137]

*Marguerite Soulière, Gabriela Coman et Karine Gentelet,* [De possibles changements pour le meilleur des individus et des collectivités](#VISAGES_pt_2_texte_10). Entrevue avec Réjean Bédard et Hélène Desperrier, Théâtre Parminou. [153]

*Valérie Aubourg,* [Le Pentecôtisme à l'île de la Réunion : nouvelle forme de « résistance à l'oppression »](#VISAGES_pt_2_texte_11). [157]

*Gilles Monceau,* [Analyse critique, analyse en actes. Les apports de l'analyse institutionnelle française](#VISAGES_pt_2_texte_12). [175]

[**S'ENGAGER**](#VISAGES_pt_3) [193]

*Marguerite Soulière, Gabriela Coman et Karine Gentelet,* [Une anthropologue sur la scène politique. Entrevue avec Susana Sel](#VISAGES_pt_3_texte_13). [195]

*Michel Venne,* [Entre indignation et responsabilité](#VISAGES_pt_3_texte_14). [204]

[7]

*Karine Gentelet,* [Nos œuvres demandent à l'autre de se positionner. Entrevue avec Annie Roy, ATSA](#VISAGES_pt_3_texte_15). [217]

*Marguerite Soulière, Gabriela Coman et Karine Gentelet,* [La critique sociale pour défendre d'autres mondes possibles. Entrevues avec Eve Lamont et Denis McCready, Productions du Rapide-Blanc](#VISAGES_pt_3_texte_16). [231]

*Charles Beaudoin-Jobin, Aude Fournier, Roxanne Milot et Francisco Toledo Ortiz,* [Repenser l'université de manière critique ? Expériences d'engagement académique. Une table ronde](#VISAGES_pt_3_texte_17). [237]

[**Risquer**](#VISAGES_pt_4) [261]

*Delphine Zamai,* [La résurgence de la désobéissance civile en France : reconfiguration des rapports de force, mutation des formes de l'action collective et de la fonction de l'engagement politique](#VISAGES_pt_4_texte_18). [263]

*Marguerite Soulière,* [40 ans d'engagement communautaire. Entrevue avec Pierre Lavergne et Jean-Claude Landry, Comité de solidarité/Trois-Rivières](#VISAGES_pt_4_texte_19). [275]

*Gilles Bibeau,* [Quelle place pour les savoirs critiques dans notre université corporative ?](#VISAGES_pt_4_texte_20) [291]

*Gabriela Coman,* [« Moins on est nombreux à s'exposer, plus la pression est grande ». Entrevue avec Alain Deneault](#VISAGES_pt_4_texte_21). [303]

[Remerciements](#VISAGES_remerciements) [318]

[Notes sur les éditrices](#VISAGES_notes_sur_les_editrices) [320]

[8]

[9]

**Visages contemporains de la critique sociale.**

*Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.*

INTRODUCTION

La critique sociale  
comme pluralité d'engagements,  
d'actions et de réflexions

**Marguerite Soulière** *Université d'Ottawa*

**Gabriela Coman** *CNRS-EHESS*

**Karine Gentelet** *Université de Montréal*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le sentiment d'urgence de réfléchir à la critique sociale a grandi à force d'entendre qu'elle n'existait plus et qu'on vivait désormais dans une société démissionnaire et démobilisée. C'était en 2008.

Ce qu'on considérait être de la critique sociale restait toujours associé aux importants mouvements sociaux de libération et d'émancipation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés. Ces mouvements soutenus par des organisations locales, régionales et nationales, elles-mêmes regroupées en coalitions, avaient fait front commun pour leurs revendications et avaient obtenu de réels changements de politiques, et acquis de nouveaux droits et services. C'est avec ces références en tête qu'on regardait la jeunesse, apparemment happée par le numérique et le virtuel, et désintéressée des débats de la cité réelle. On voyait les groupes communautaires engloutis dans les structures gouvernementales et incapables de générer des actions collectives de l'ampleur d'autrefois.

Ces discours dominants sur la disparition de la critique sociale renvoyaient de nos sociétés l'image d'un agglomérat d'individus isolés, indifférents, repliés sur leur confort ou excusés par la peur. Était-ce vraiment le cas ? Pendant que l'urgence de se positionner comme citoyens, de prendre part aux débats et d'agir sur les grands enjeux sociaux, politiques, économiques, éthiques et environnementaux s'imposait indéniablement, était-il justifié d'évoquer le silence et l'immobilisme comme seules [10] réponses collectives ? Certes, les années 1960-1970, des années de profondes transformations, pouvaient servir de référence explicative. Cependant, cantonner la critique sociale à ce qu'elle fut dans des conjonctures sociales, économiques et politiques d'une autre époque ne nous privait-il pas de la voir telle qu'elle était ? La critique sociale était-elle vraiment en train de s'éroder au point de disparaître ? Les obstacles idéologiques ou structurels qu'elle rencontrait pouvaient-ils vraiment en réduire la faisabilité ? Ne pouvait-elle pas tout simplement avoir muté suite à de nouvelles réalités et en fonction de nouveaux contextes ?

Les révoltes de 2010 à 2012 au Moyen-Orient qui, d'une certaine façon, ont ouvert la voie aux mouvements de protestation pacifiques et participatifs que nous avons connus par la suite un peu partout dans le monde, comme *Occupy* aux États-Unis et les *Indignés* enEurope, ont en ce sens forcé à une relecture de la critique sociale. La corruption, les injustices et les inégalités se retrouvaient dans tous ces coins du monde au coeur des dénonciations et des revendications. Mais qu'en était-il au Canada et au Québec ? Étions-nous en train de laisser démanteler nos institutions démocratiques, bien anesthésiés par le credo néolibéral de la croissance économique ? Étions-nous décidément pétris dans ce discours de compétitivité soutenu par celui du risque et de la menace permanente de disparaître de l'« échiquier » mondial ? Avions-nous incorporé comme allant de soi tous ces dispositifs de contrôle social de plus en plus efficaces, insidieusement ramifiés dans notre vie de tous les jours ? Étions-nous en train de nous pétrifier en lucides [[1]](#footnote-1) de la planète et laisser détruire ou fragiliser notre patrimoine naturel, culturel et humain ? Les soulèvements populaires d'ailleurs nous avaient alors réinterrogés sur notre propre capacité d'indignation et de mobilisation. Aurait-on, ici aussi, le courage de se soulever avec la conviction qu'on ne nous ferait pas rentrer avant qu'on ait fait changer des choses ? Quand et comment pourrait éclater la grogne grandissante qui sourdait dans de multiples secteurs de nos sociétés ?

En 2012, des événements, en apparence inattendus, ont surpris et marqué le paysage politique du Québec et du Canada. Au printemps, les étudiants québécois se mobilisent contre la hausse des droits de scolarité et initient une grève générale illimitée, qui est devenue au fil des semaines un mouvement de protestation, de mobilisation politique et de résistance à la répression. À l'automne 2012, à la suite de l'adoption par le Parlement fédéral d'un budget défiant les ententes environnementales avec les Premières Nations, un mouvement de protestation autochtone national issu de la base jeune et féminine des communautés voit le jour. La critique sociale était bel et bien un phénomène en mutation. Le fond d'analyse globale que faisaient les étudiants et les militants autochtones débordait [11] largement le cadre restreint de leurs revendications et de leurs intérêts particuliers. Ces deux événements ont ouvert la brèche à un large mouvement d'appui populaire. Le soutien quotidien et manifeste de nombreux groupes sociaux et de simples citoyens a rappelé à plusieurs une époque qu'on croyait révolue et fait réaliser à d'autres la force, l'originalité et la détermination inédites de ces mouvements ; mouvements qui possèdent d'ailleurs des identités collectives propres : le *Printemps érable* et *Idle No More.*

Force est de constater que, tandis que l'idée de démocratie était présentée comme s'étiolant sous des impératifs de croissance économique et de sécurité, elle a resurgi pourtant impérativement presque partout dans le monde. Notre quotidien globalisé inclut désormais les images de générations courageuses, révoltées d'être ignorées, décidées à bousculer les configurations politiques et économiques existantes et à travailler pour bâtir des sociétés dont les principes de base reposent sur la justice sociale, l'égalité, l'inclusion et la démocratie.

Ces nouvelles formes de critique sociale de masse se sont déployées à la suite de décisions des gouvernements. Elles ont rapidement rassemblé une grande diversité de personnes concernées ou touchées par leurs effets sociaux, économiques, politiques ou environnementaux. L'engagement ne se superpose plus toujours à un projet politique concerté et structuré, ces mobilisations populaires n'étant pas nécessairement le fruit ou le signe d'un engagement continu et quotidien pour une cause. Les actions sont devenues plus ciblées, ponctuelles et surprenantes de par l'ampleur de la mobilisation ou la ferveur de celles et ceux qui s'y engagent. Comment expliquer ces particularités, au-delà d'en faire le constat ? Quelles directions privilégier dans nos réflexions quant à ces phénomènes ?

Notre livre propose de possibles réponses en suggérant de nouvelles pistes d'analyse et de compréhension de la critique sociale, telle qu'elle se présente aujourd'hui. Nous partons de l'idée que la critique sociale ne peut être pensée ni analysée en dehors d'un temps, d'un contexte, d'une conjoncture sociale et politique. Les postures nostalgiques existantes nous confinent à une lecture statique, linéaire et normée de ce que fut, n'est plus et devrait être la critique sociale. Elles ne sont pas utiles pour saisir la diversité de ses thèmes et modalités d'expression, de ses lieux et de ses enjeux.

Selon nous, la critique sociale contemporaine relève de processus qui s'articulent et se déploient dans les interstices d'un pouvoir particulier ; parfois dans des espaces qui résonnent et des moments stratégiques ; parfois subtilement, presque silencieusement, sur une toile, une scène ou dans un livre, par une simple inflexion du regard posé. Ces formes de critique sociale ne sont pas dénuées de risques ; elles exposent davantage les acteurs qui doivent faire face individuellement à la réception de leur prise de position et de leur engagement. Notre approche consiste à inverser la démarche [12] classique de recherche sociologique en partant, non plus de l'appareillage théorique consacré de la critique sociale, mais de la réalité telle que décodée et identifiée par les acteurs eux-mêmes comme étant de la critique sociale. Elle suit les pratiques collectives qui se constituent en réponse aux pressions institutionnelles de réglementation et de contrôle du social. Si certaines formes sont visibles et facilement identifiables, d'autres sont plus silencieuses, en filigrane, presque invisibles.

Notre livre rend compte d'une diversité de manifestations dans la critique sociale contemporaine et il rappelle qu'à travers cette vitalité diffuse, il est possible de créer des communautés critiques, de se mettre ensemble et de se lever, tout comme ailleurs, pour le changement social. En rassemblant une variété de gestes, de prises de position, de modes d'expression et d'actions lors de notre colloque sur la critique sociale, nous avons pu observer de multiples manifestations de résistance et de mobilisation : de la déconstruction de phénomènes sociaux à la mise en lumière d'aspects inédits des réalités actuelles ; de la constante négociation entre la conformité aux normes institutionnelles pour survivre en tant qu'organisme communautaire, pour exister socialement en tant qu'artiste ou chercheur, au souhait d'échapper à l'hégémonie de la marchandisation de l'action ; de l'indignation, la colère et la révolte à la joie de créer, déjouer, de transmettre, d'écrire, de chanter, de dire et montrer les choses autrement, à l'espérance en d'autres mondes possibles.

L'ouvrage est construit à partir de trois positions de parole - des universitaires, des travailleurs du communautaire et des artistes engagés. Avec une variété de moyens et d'approches, les participants ont proposé une diversité d'éclairages sur les apories et les injustices de nos sociétés actuelles. Le désir de dire, la volonté de mettre en mots, en scène et en images l'indignation, l'urgence de comprendre et d'agir pour changer les choses, l'intention d'imaginer d'autres mondes possibles, tout cela se retrouve dans les contributions à ce livre. La force de l'éveil n'est pas étrangère à l'émergence de manifestations culturelles qui ont apporté aux personnes et aux collectivités de nouveaux regards sur eux-mêmes et sur le monde, leur offrant ainsi la possibilité de se représenter et d'agir autrement.

Le rapprochement de multiples regards, de différentes sensibilités nous mène à voir la critique sociale dans ce qu'elle présente aujourd'hui de diversifié, de spontané et d'intentionnel, de continu, de dynamique et de risqué. En donnant vie à ces liens, notre livre propose une réflexion sur la possibilité de penser autrement l'engagement et le désir de changement manifesté dans nombre de sociétés. Il contribue à développer de nouvelles représentations de la critique sociale et, ainsi, à prendre conscience des multiples lignes de faille qui ébranlent le non-espoir récurrent. Faire des brèches, proposer des images, des idées, faire rêver, remettre l'indignation, la compassion, la bienveillance, l'amour, la connaissance, l'attachement, la solidarité, la beauté au goût du jour sont autant de voies de [13] contestation, de critique fondamentale d'un monde aseptisé, uniformisé, robotisé qu'on nous propose et qui s'implante avec un peu plus de rigidité chaque jour. Ce métaregard sur ce qu'est la critique sociale participe à la reconnaissance d'une force contestatrice et créatrice et ainsi à de nouvelles représentations de vie, de résistance, de courage et d'alternatives dans nos collectivités.

Les textes réunis ici partent donc d'une conception de la critique sociale telle qu'elle émerge de la vie des personnes et des groupes, de leurs intérêts, leurs passions, leurs intentions, leurs créations, leurs actions, bref, de leur expérience et du sens qu'ils y donnent, et de la réception qu'on en fait. Par cet autre regard analytique, les participants à ce livre montrent comment la contestation du pouvoir en place, la résistance à l'ordre établi, la lutte d'appropriation de sens sont parties prenantes des dynamiques fondamentales qui animent et transforment toute société. La critique sociale est ainsi un processus de réflexion, de création et d'action, vivant et contextuel, en permanente mouvance, disséminé dans une multitude de sites et empruntant une diversité de formes, que ce soit par l'engagement militant d'une chercheuse (Susana Sel), d'un organisme communautaire (Comité de Solidarité/Trois-Rivières) ou d'un théâtre social (Théâtre Parminou).

Cette perspective renversée favorise une nouvelle vision analytique de la critique sociale, tournée vers l'avenir et proposant des représentations qui ont comme prémisse la déconstruction des analyses classiques de la critique sociale. Dans le présent ouvrage, Barbara Fontar propose un retour synthétique sur ces différentes approches critiques en sciences sociales. Quatre autres contributeurs se penchent sur les plusieurs facettes de la déconstruction des textes classiques. Dans son article, Paul Brochu revient sur le modèle (néo)classique tel que développé par les sciences économiques pour en faire une critique sociologique à partir de l'analyse d'une forme coopérative d'économique financière québécoise. Gilles Monceau prend l'analyse institutionnelle comme cadre d'étude pour formuler la critique des rapports de pouvoirs au sein des institutions et pour proposer les paroles subjectives comme éléments alternatifs de leur connaissance. Dans le même sens vont aussi Catherine Hass et Marianne Hérard qui soulignent l'importance de la critique sociale dans les recherches concernant des groupes marginalisés tout en développant des formes de pensée leur étant propres, souvent, sont ignorées par les institutions de l'État. Sébastien Richard expose le rôle de la critique sociale dans la recherche scientifique à travers son étude sur les discours et les pratiques des chercheurs en nanotechnologies.

Cette nouvelle perspective nous permet également de sortir de la théorie de la contamination politique et d'accepter la présence au sein même de chaque société de bribes de la contestation politique collective, se présentant sous diverses formes et se manifestant dans une diversité de secteurs. Par exemple, celles des sociologues suisses sur le capitalisme (Gaël Curty) ou la logique [14] managériale au sein de l'hôpital (Marie-Ève Lapointe). Cela nous rapproche de ce qui pourrait être pensé comme étant dans la marge à travers l'introduction de la notion d'espace du politique (Jean-François Fortier).

Dans son texte, Delphine Zamai montre comment la juridicisation de la désobéissance civile pratiquée par les faucheurs ouvre un nouvel espace politique de contestation. Valérie Aubourg, pour sa part, regarde la religion, le pentecôtisme, sous l'angle de la résistance politique. Ce sont des traces qui existent, qui rendent compte des mécontentements, d'un état d'esprit qui, sous des conditions particulières, peuvent prendre de l'ampleur et devenir action politique, des stratégies qui orientent les résistances et les luttes. En ce sens, la table ronde *Repenser l'université* ne préludait-elle pas en quelque sorte au *Printemps érable ?* Charles Beaudoin-Jobin, Aude Fournier, Roxanne Milot et Francisco Toledo-Ortiz introduisent ici ce qui a été l'événement de clôture du colloque de l'ACSALF, à savoir un débat intergénérationnel et interuniversitaire devenu symbolique par la participation exceptionnelle d'un critique incontestable de l'université de nos jours, Michel Freitag, avant sa disparition quelques semaines plus tard. Étudiants, chargés de cours, professeurs exposent et discutent leurs positions lors de la grève étudiante de 2007, les perspectives théoriques à dégager, les enseignements à en tirer sur le plan sociétal.

La critique sociale actuelle se représente ainsi comme une pluralité d'agencements possibles qui allient une diversité d'acteurs de différents milieux, provenances et appartenances qui posent des gestes, développent des idées, mènent des actions, mettent en scène, en mots, en images des créations comme en témoigne aussi dans sa postface Michel Venne. D'aucuns proposent des regards, posent des actions, font des gestes, remettent en question une politique, d'autres font simplement leur métier sans intention précise de critique sociale. Alain Deneault revient dans son témoignage sur la manière dont *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique,* l'ouvrage qu'il signe, est devenu un livre de critique sociale du fait de sa réception, et conséquemment du risque que cela a impliqué pour lui, mais aussi, de l'impact de cette œuvre sur la prise de conscience publique, de la sensibilisation et des effets sociaux de mobilisation qu'elle a suscités. Les actions de Rapide Blanc seront considérées comme de la critique du fait de ce qu'elles racontent du monde, de ce qu'elles en informent, de la brèche qu'elles taillent dans une logique, un ordre, une pensée dominante, une manière évidente de voir et de faire. D'autres - qu'il s'agisse du slameur Ivy, du groupe ATSA, ou de l'artiste Clément de Gaulejac et son critique, Magali Uhl - perçoivent et analysent leurs actions comme étant en elles-mêmes une forme de critique sociale : la parole, le geste, l'œuvre, le texte prennent leur signification dans l'engagement, l'intention de participer au changement social, à la dénonciation des injustices, à l'analyse critique des apories et des non-sens. Ces composantes - acteurs-contenus- [15] intentions-réceptions - s'agencent de multiples manières originales. Ce qui nous laisse voir que la critique sociale s'immisce dans une multitude de champs et travaille au corps, pourrait-on dire, une société en mouvement, en dépit de son soi-disant repli et immobilisme apparent.

Nous avons construit ce livre en présentant en écho les productions des universitaires (évaluées par les pairs), les parcours des travailleurs du communautaire et les œuvres des artistes engagés, toutes approfondies par des réflexions personnelles sur l'engagement et la critique sociale. L'ensemble des contributions à cet ouvrage a été organisé autour de quatre catégories, à la fois empiriques et analytiques : *tenter de voir clair ; changer ; s'engager ; risquer.* Ces mots d'action ont émergé de cette mise en dialogue intersectorielle et interdisciplinaire, tout en reflétant notre projet intellectuel de comprendre et de se représenter la critique sociale au plus près de ce qu'elle est aujourd'hui.

***Mots-clés***:

Critique sociale, mutation de la critique sociale, pluralité de la critique sociale

Bibliographie

2005. *Manifeste. Pour un Québec lucide.* Document électronique,

<http://www.pourunquebeclucide.info/site/default.htm>, consulté le 29 octobre 2013.

[16]

[17]



**Visages contemporains de la critique sociale.**

*Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.*

Première partie

TENTER D’Y VOIR CLAIR

[Retour à la table des matières](#tdm)

Tenter d'y voir clair c'est ébranler les certitudes, c'est questionner les discours de vérité, c'est regarder sous d'autres angles. Tenter d'y voir clair, c'est documenter le réel, c'est avoir recours à des méthodologies et s'appuyer sur des théories qui mettent en lumière les substrats politiques et économiques, les rapports de domination, la perpétuation des discriminations. Tenter d'y voir clair, c'est appréhender le monde dans sa mouvance, sa diversité et sa complexité.

[18]

[19]



Première partie.

**TENTER D’Y VOIR CLAIR**

“Langue, poésie et engagement.  
Entrevue avec le slameur Ivy.”

***Marguerite Soulière*** *Université d'Ottawa*

***Gabriela Coman*** *CNRS-EHESS*

***Karine Gentelet*** *Université de Montréal*

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Ivy (Ivan Bielinski) est poète, slameur, musicien et l'initiateur du mouvement slam au Québec. Il fonde en 2006* Slamontréal *et la* Ligue Québécoise de Slam. *Par ses créations et spectacles* lors des *festivals culturels francophones, comme le* Forum mondial de la langue française, *les* FrancoFolies de Montréal *et le* Coup de coeur francophone, *les* Jeux Olympiques de Vancouver 2010, *il cultive et soutient la langue française du Québec. Il est également très engagé dans des causes environnementales* (Visionnaires planétaires) ou auprès des jeunes issus de l'immigration en quête d'une parole publique (Le bruit des mots) *(*[*www.ivycontact.com*](http://www.ivycontact.com)*).*

Éditrices : *Qu'est-ce que la critique sociale pour vous ?*

Ivy : Critiquer (du gr. *kritikos,* discerner) est de tenter de voir clair. La critique sociale est d'étendre ce regard jusqu'à l'organisation sociale et jusqu'aux us et coutumes d'une société. Pour un artiste comme moi, chacun imprègne l'autre de ce qu'il est et réciproquement, d'où l'amalgame que j'ai fait, parfois douteux, entre moi et le monde. La critique est forcément *a posteriori -* je ne crée jamais quelque chose avec *l'intention* de faire de la critique sociale. Étant engagé dans ma société, je suis évidemment préoccupé par certains sujets évidemment me préoccupent. Mais faire de la critique pour de la critique [20] m'apparaît aujourd'hui puéril. Il s'agit avant tout de débusquer les pièges, les nœuds, les culs-de-sac de la « théorie » de la société au mépris des vies réelles.

Éditrices : *Est-il possible d'envisager une critique sociale sans engagement social ?*

Ivy : Je ne sais pas : beaucoup de gens travaillent dans des commerces, des industries ou des organismes pas nécessairement engagés sans que cela ne les empêche, par ailleurs, de militer pour des causes sociales qui leur tiennent à coeur - c'est souvent le cas lorsqu'un drame survient à un de leurs proches. La critique est donc forcément toujours possible. Sera-t-elle juste ? Pertinente ? C'est une autre histoire.

Éditrices : *Certains affirment que l'engagement social tend à disparaître, d'autres croient en l'émergence de nouvelles formes d'engagement. Où vous situez-vous dans cette réflexion ?*

Ivy : Il y aura toujours des gens qui, devant l'injustice, les erreurs de leur société, etc., sentiront la nécessité d'agir. Je suis mal à l'aise avec l'analyse qu'on pourrait faire du phénomène. La mode est une vague ; le besoin fondamental, lui, est le rocher sur lequel elle vient se briser. En 20 ans, j'ai vu l'engagement passer de mode puis revenir... pour les commerçants qui en tirent profit. Ceux et celles qui s'engagent se moquent pas mal des modes.

Éditrices : *Quels sont vos champs d'intérêt ou vos préoccupations ? De quelle manière abordez-vous cette question ? Comment se nourrit votre position sur le sujet ? Comment la mettez-vous en action ?*

Ivy : La langue française au Québec. C'est plus qu'un sujet pour moi, c'est une cause et un radar. D'une part, elle est ambiguë parce qu'elle procède d'une quasi-innéité, alors qu'elle est plutôt acquise. On la dit maternelle : elle nous est imposée par nos parents, nos tuteurs. Par ailleurs, elle doit s'acquérir pour se partager, échanger des informations, communiquer. Bref, c'est plus qu'un outil, c'est le seul lieu praticable par tous. Les relations syntaxiques évoquent les liens entre les individus, et on pourrait presque parier que les fautes de syntaxe ou de grammaire sont psychologiques. Presque innée, donc, mais acquise pour le partage, la langue est l'ossature des relations humaines, du tissu social. Voilà pourquoi pour nous, Québécois, ce sujet est si épidermique. À la fois propagande identitaire, mais outil du politique avant tout (gr. *politikos),* le conflit est pour ainsi dire quotidiennement inévitable dans ce dialogue de sourds. Car enfin, si l'identité est portée par la langue, elle ne saurait s'y réduire : or le discours sur le français au Québec, c'est en fait l'arbre qui cache la forêt de l'identité nationale. Et si la quête identitaire est plutôt salutaire pour l'individu, en termes sociaux, le même exercice flirte avec le racisme, l'exclusion, l'hétérophobie, etc. Sans compter que cela ne règle en rien la question de la langue : au contraire, cela risque de l'engloutir, ne laissant derrière qu'un créole identitaire avec lequel nous ne pourrons guère assurer les nuances nécessaires à l'édification et à la gestion de la [21] société. Pour moi, la présence de la corruption dans le système - connue depuis belle lurette pourtant - n'est que la conséquence d'une déchéance linguistique contre laquelle je m'insurge, vous l'aurez deviné. Mes spectacles mettent le doigt, parfois le coup de pied, sur cette dominante identitaire de notre langage, notamment lorsqu'elle justifie des erreurs de syntaxe grossières, des accords grammaticaux erronés et des anglicismes indus.

Éditrices : *À quelle question aimeriez-vous répondre ?*

Ivy : Si la Nouvelle-France n'avait pas été conquise, serait-elle devenue indépendante ? Il y a ici une telle indisposition envers la France, qu'on ne peut s'empêcher d'y sentir l'odeur d'un vieux reproche. La spécificité québécoise ressemble énormément à l'exception à la française. Tout nous rapproche de la France, mais en réalité la géographie joue contre nous. Ou serait-ce l'histoire qui a un drôle de goût ?

Éditrices : *Si c'était à refaire, mèneriez-vous vos actions et votre réflexion de la même manière ou différemment ?*

Ivy : Les deux. Je ne changerais rien de ce que j'ai voulu apprendre et de ce que j'ai jugé important dans ma vie. Par contre, j'aurais consulté un psy plus tôt : ça m'aurait fait comprendre à quel point tout dans la vie n'est qu'une question de perceptions, m'évitant ainsi de tourner autour du pot pendant des années. En effet, d'un point de vue psychologique, nos pensées finissent par nous emprisonner, voir oblitérer notre vision de la réalité ; ainsi le militant rebelle s'attaquait à la société à défaut d'adapter sa vision au monde qui l'entoure. En d'autres mots, il faut distinguer les choses, encore une fois voir clair et espérer pouvoir agir de manière éclairée.

Éditrices : *Est-ce que les dialogues souhaités entre les penseurs-chercheurs et des personnes et groupes engagés dans des actions citoyennes vous paraissent comme un partage fructueux ou un leurre d'intellectuels ?*

Ivy : Malgré le respect que je vous dois, je trouve que l'idée même de parler de leurre est un symptôme de déconnexion assez grave avec la réalité. Les penseurs-chercheurs font partie de la société. Penser le contraire c'est de la schizophrénie et se vouer les uns comme les autres à rouler dans le vide. Nous sommes tous praticiens de la religion du vivant : s'il est vrai qu'autrefois certains prêchaient dans leur chapelle à des convertis, alors que des missionnaires portaient la bonne nouvelle aux païens, il me semble que désormais il n'y a plus d'élus. Chacun doit construire le même édifice : celui de la société, avec les briques et les matériaux de sa vie.

Éditrices : *Merci beaucoup !*

Mots-clés : Slam, poésie, critique

[22]



Première partie.

**TENTER D’Y VOIR CLAIR**

“La critique sociale à l’épreuve  
de la jeunesse populaire française  
d’aujourd’hui. Formes de pensées  
et espaces des possibles.”

**Catherine Hass***,  
Université Paris 8*

**Marianne Mérard***,  
Université Paris 8*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Depuis près de 15 ans, la catégorie de « jeunes de banlieues » connaît dans le débat public une inflation sécuritaire et stigmatisante [[2]](#footnote-2). Les noms successifs donnés par des responsables étatiques pour désigner ces jeunes sont édifiants : « sauvageons », « racaille », « jeunes noirs ». Si, depuis les émeutes de 2005, l'État leur reconnaît, pour part, le statut de victimes de la discrimination [[3]](#footnote-3), d'une manière générale, les discours étatiques les désignent comme potentiellement délinquants. Ainsi, l'État isole une partie de la jeunesse à laquelle il infère des conduites et des représentations déterminées, le plus souvent délictueuses, au regard de leurs origines sociales, familiales, territoriales et depuis peu « ethniques ». L'État les a ainsi constitués comme groupe réfèrent dans l'espace public. Ce qui, ici, nous intéresse, et dont nous souhaitons débattre, est que cette construction sous-tend des modes d'être, des subjectivations ou encore une socialité, circulants et transitifs à tout espace.

Remettre en cause cet ordre du réel proposé aujourd'hui par l'État et interroger la pertinence des catégories instituées pour lire la société constitue, selon nous, l'un des réquisits de la critique sociale. L'objet de cet article sera de montrer, au terme d'une enquête anthropologique sur les formes de pensées, qu'un tout autre espace d'intellection du réel est proposé par ces jeunes. Celui-ci est certes en opposition avec les espaces de catégorisation constitués par l'État, mais il déploie surtout un [23] « ailleurs ». Nos résultats sont fondés sur une enquête réalisée en 2007 dans un quartier de Paris très fréquenté par cette jeunesse, les Halles (Baudoin *et al.* 2007) [[4]](#footnote-4). Lors de cette enquête, nous avons soumis à nos interlocuteurs la pertinence de l'usage de la catégorie de « jeunes de banlieues » dans ce lieu précis pour les désigner (Hass et Hérard 2007). Ainsi, les catégories de « jeunes de banlieues » et de « Halles » ont été entièrement soumises à la pensée de nos interlocuteurs. Nous le verrons, la question des lieux et de leur subjectivation s'est avérée nodale.

À la différence de la sociologie qui travaille sur les rapports sociaux, les groupes, les déterminations sociales et les représentations correspondantes, la singularité de notre démarche anthropologique est de travailler uniquement à partir, et de l'intérieur, des catégories d'intellection proposées par les gens. Ainsi, la connaissance anthropologique engagée se dispose à la fois en écart et en complémentarité avec la sociologie.

Dans un premier temps, nous examinerons comment la catégorie de « jeunes de banlieues » est devenue, au fil des discours et politiques publics, une figure principalement stigmatisée et sécuritaire. Dans un deuxième temps, nous présenterons les apports de la sociologie quant à ces jeunes et nous montrerons les modalités de sa critique envers les discours et catégories de l'État. Dans un troisième temps, nous présenterons notre démarche et nos résultats d'enquête. Nous verrons comment les jeunes interrogés déconstruisent la catégorie de « jeunes de banlieues » dans ce lieu précis, les Halles, et exposerons notre principal résultat : les jeunes ne sont pas catégorisables et pensables de façon invariante selon le lieu d'où ils viennent, subjectivement captifs de celui-ci.

En mettant à distance les catégories instituées et en enquêtant sur la pensée des gens c'est, nous le verrons, un réel tout à fait singulier qui se problématise et s'ordonne. Selon nous, une critique sociale doit également être adossée à ce que les gens pensent et à leurs propres catégories ou procès d'intellection du réel. Il s'agit d'une étape indispensable pour une critique sociale au plus juste du contemporain.

[24]

L'évolution des représentations étatiques

Depuis plus de 30 ans, les représentations étatiques des jeunes vivant dans les quartiers, ainsi que les politiques menées à leur endroit, ont grandement évolué. Dans les années ‘80, durant la phase d'expérimentation de la politique dite « de la ville » [[5]](#footnote-5), les représentations des jeunes vivant dans les quartiers sont doubles : ils sont envisagés du point de vue de leurs potentialités et de leurs ressources mais aussi comme présentant des difficultés sociales et étant potentiellement délinquants. Les politiques dans les quartiers [[6]](#footnote-6) promeuvent dès lors différentes actions jugées complémentaires : des actions sociales avec notamment la création des missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, des actions éducatives avec la mise en place du dispositif des « zones d'éducation prioritaire » (ZEP) [[7]](#footnote-7), des actions culturelles cherchant à valoriser les différentes cultures urbaines [[8]](#footnote-8) et, enfin, des actions relevant de la prévention de la délinquance avec la mise en place des conseils communaux de prévention de la délinquance [[9]](#footnote-9).

À partir des années 90 et de l'institutionnalisation de la politique de la ville, la figure du « jeune » vivant en banlieue est renouvelée. Elle est prise dans les nouvelles représentations de la pauvreté qui mettent l'accent sur les responsabilités individuelles et minorent les causes structurelles (Duvoux 2009 ; Castel 1995). La figure « des jeunes vivant en banlieue » est dès lors considérée en termes de « handicaps » sociaux ou culturels mais également comme facteurs de « risques » (Commissariat au Plan 2001).

L'année 1997 marque une rupture puisqu'un glissement décisif de la question sociale et urbaine à la question sécuritaire commence à s'opérer. En effet, la sécurité et la délinquance juvénile sont déclarées « priorités nationales » par le Parti socialiste au pouvoir. La sécurité devient dès lors [25] indissociable des jeunes des quartiers considérés comme des « sauvageons » par le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement (Chevènement 1997). Les grandes cités sont désignées comme étant pathogènes voire criminogènes (Besson 1997). L'idée de la démolition de ce que l'on appelle en France « les grandes barres », immeubles caractéristiques de ces quartiers, s'impose à cette époque (Donzelot 2006). L'école, quant à elle, est jugée défaillante et doit désormais inculquer aux jeunes l'autorité et le respect des règles « de la République ». La police est fortement redéployée dans les quartiers avec la mise en place de la police de proximité en 1997 (Roche 2009), et la justice des mineurs commence sa mue avec la remise en cause du modèle protectionnel (Guigou 1999a, 1999b) [[10]](#footnote-10) qui privilégiait l'éducation à la sanction [[11]](#footnote-11). L'inflation sécuritaire se poursuivra après 2002 (Kokoref, 2003) avec les lois sur la justice (Loi n°2002-1138) et les lois sur la sécurité intérieure (Loi n° 2002-1094 ; Loi n° 2011-267) qui, entre autres, durcissent la responsabilité pénale des mineurs, interdisent le regroupement de jeunes dans les halls d'immeubles et stigmatisent les « bandes » [[12]](#footnote-12). Les parents sont également jugés démissionnaires et peuvent se voir retirer à ce titre les aides sociales (Loi n°2006-396).

L'année 2005 marquera l'étape de la radicalisation sécuritaire, suite aux émeutes qui touchèrent les quartiers et qui, contrairement à ce qui a été rapporté dans les médias nationaux et internationaux, n'ont pas mis la France à feu et à sang. Rappelons les faits. Le 27 octobre 2005, à Clichy-sous-Bois, en banlieue parisienne, deux des trois adolescents de retour d'un match de football entre amis meurent électrocutés dans un transformateur en fuyant la police. Les policiers, voyant les jeunes et conscients du danger de mort encouru, n'interviennent pas [[13]](#footnote-13). Alors que ce drame aurait dû donner lieu à des condoléances nationales dans un souci de respect et d'apaisement, la politique adoptée fut celle de la tension : négation de la « bavure », stigmatisation et diffamation à l'endroit de ces trois jeunes, provocations policières, etc. Suite à la réaction de l'État et du gouvernement, des violences éclatent dans la ville de Clichy-sous-Bois le soir même et se propagent, durant trois semaines, dans 200 quartiers. Les médias s'enflamment et des dispositions politiques disproportionnées sont prises : l'état d'urgence est voté (4 novembre 2005) pour une durée de 3 mois [[14]](#footnote-14). Les cités sont quadrillées et [26] survolées parla police. Des centaines déjeunes, dont certains n'avaient pris aucune part aux violences, sont arrêtés et déférés au tribunal sans même pouvoir préparer leur défense.

L'État durcit son propos et parle de « bandes organisées », « d'armes », de « délinquants », « d'expulsion d'étrangers » et impute ces révoltes, entre autres, à la polygamie (Le Monde 2005), visant explicitement les familles d'origine africaine vivant dans ces cités. Cependant, il faut indiquer que l'État propose également, au lendemain de ces révoltes, de lutter contre les discriminations et en faveur de « l'égalité des chances » en mettant en place des mesures pour les « jeunes issus des zones urbaines sensibles » (Loi pour l'égalité des chances 2006), ou encore des « jeunes issus de la diversité ». Soulignons que l'État s'adresse uniquement aux « jeunes » qui « veulent vraiment s'en sortir » ou encore « à ceux qui ont du talent » et non à tous les jeunes vivant dans les quartiers, créant tout à la fois une division entre les jeunes et, pour la première fois, une ethnicisation ouverte de la question sociale (Hérard 2013).

En 2008, le président de la République, Nicolas Sarkozy lance « Le plan espoir banlieue », présenté comme un « plan Marshall » pour les quartiers « sensibles » alors même que les crédits alloués diminuent, ceux-ci étant massivement dédiés à la démolition/reconstruction des quartiers. Ce plan est accompagné d'un fort discours méritocratique en direction des jeunes, cherchant à renforcer le clivage entre les « bons jeunes » et les « mauvais jeunes » (Belmessous 2010). Dans les faits, pour exemple, l'État construit des « internats d'excellence » (Ministère de l'Éducation Nationale 2014a) [[15]](#footnote-15) pour les bons élèves et des « établissements de réinsertion scolaire » [[16]](#footnote-16) (Ministère de l'Éducation Nationale 2014b) proches de la carcéralité scolaire, pour les collégiens « perturbateurs ».

Enfin, en juillet 2010, suite à la mort d'un policier dans un quartier de Grenoble, le chef de l'État prononce un discours (Sarkozy 2010) où, tout en reprenant le clivage entre la victime et le délinquant, il use d'un lexique délibérément guerrier à l'endroit des quartiers et des jeunes. La violence et la radicalisation du discours opèrent, selon nous, le passage d'une politique sécuritaire de l'État à une figure policière de celui-ci.

L'évolution des politiques publiques nous montre que l'État central se considère de moins en moins comptable à l'endroit de ces quartiers en imputant principalement la responsabilité de la situation aux [27] gens. Il n'aura donc fallu qu'une dizaine d'années pour forger un consensus sécuritaire, tant politique que médiatique, à l'endroit des banlieues et de ces jeunes. « Jeunes de banlieues » est à ce jour devenu le paradigme de la politique sécuritaire de l'État, la part de positivité étant réduite et assignée au talent, au mérite et à « la diversité ». La politique menée par le nouveau chef de l'État socialiste, François Hollande, élu en 2012, n'est pas venue bouleverser cela.

Si, pour l'État, la catégorie de « jeunes de banlieues » est devenue binaire - victime/délinquant -, les travaux sociologiques portant sur cette catégorie tentent au contraire d'en montrer la complexité et la positivité. La sociologie déploie en outre une modalité d'espace critique des politiques étatiques singulière et distincte de la nôtre, comme nous le verrons plus loin dans le texte.

Les jeunes vivant en banlieues *[[17]](#footnote-17)* :  
l'apport sociologique

Nous donnerons ici les éléments, à nos yeux significatifs, permettant d'identifier les traits singuliers de cette jeunesse et tels que la sociologie les dispose. Dans le premier ouvrage de référence *La galère, jeunes en survie* (1987), François Dubet présente les logiques d'action des jeunes liées à « la galère ». La galère résulte du chômage, de l'exclusion, de la relégation, de la perte de repères consécutive à la fin du monde ouvrier, de ses liens de solidarité particuliers et de ses rapports sociaux. Ces jeunes sont désormais confrontés, selon Dubet, à la désorganisation sociale et à l'anomie qui touchent les grandes cités. L'expérience de la galère conduit, selon lui, à la marginalité juvénile, à la rage, mais aussi à son potentiel renversement par la solidarité, la créativité, voire l'engagement associatif. La sociologie propose une vision duale de ces jeunes : ils sont capables de produire leurs propres normes (Lepoutre 1997) et des rapports sociaux inédits (Jazouli 1995), mais peuvent également connaître la violence et la marginalité (Dubet 1987). Ainsi, les études des années 90 ont permis de connaître les modes d'être, de faire et de penser de ces nouveaux et jeunes acteurs de la scène sociale.

Au début des années 2000, un certain nombre d'études vont présenter ces jeunes à partir de trajectoires sociales différenciées, selon leurs itinéraires scolaires, professionnels, familiaux ou culturels. Ces approches permettent de défaire l'idée selon laquelle « jeunes de banlieues » serait un groupe homogène mais également d'écarter l'hypothèse sécuritaire et délictueuse de plus en plus active, du point de vue de l'État et des médias, pour penser ces jeunes et les quartiers. Le contexte de ces études est important : c'est celui d'une augmentation des violences urbaines et d'un accroissement de la paupérisation dans les cités (Kokoreff 2003 ; Beaud et Pialoux 2003). Eric Marlière, par exemple, a montré la diversité des pratiques sociales et culturelles des jeunes malgré la présence [28] de codes culturels communs, permettant ainsi d'identifier l'existence d'une multiplicité de socialités au sein d'un même groupe, « les jeunes de cités » (Marlière 2009). Michel Kokoreff insiste, quant à lui, sur la politisation des jeunes. En effet, selon lui, leur implication dans une multiplicité d'actions et de dispositifs est l'expression d'un engagement politique local renouvelé. De la même façon, cet auteur considère les révoltes régulières des cités non comme des violences gratuites et aveugles mais comme des messages politiques à l'endroit des institutions. Ainsi, loin de la thèse d'une dépolitisation des quartiers, Kokoreff soutient que les jeunes cherchent de nouveaux repères politiques tout en revendiquant la reconnaissance, la représentation et l'accès à une citoyenneté active (Kokoreff 2003). Pour Stéphane Beaud et Michel Pialoux, la violence dans les quartiers découle d'une histoire sociale partagée. Selon eux, l'absence de destin social fragilise, tout en les soudant, l'ensemble des jeunes, qu'ils soient scolarisés, jeunes diplômés ou ouvriers (Beaud et Pialoux 2003). Pour ces sociologues, les quartiers peuvent être un lieu de ressources (amitié, valeurs, etc.) et ne sont donc pas sous la règle de l'anomie ou encore des « zones de non-droit », comme le déclare l'État. L'ensemble de ces études montre, au travers d'hypothèses politique, socio-économique ou encore culturelle, les modalités sociales complexes et différenciées dans lesquelles les jeunes évoluent dans les quartiers.

Un certain nombre d'analyses sur les émeutes de 2005 prennent également le contre-pied des discours médiatico-politiques en réfutant la thèse selon laquelle les violences seraient le fait de « bandes », de « casseurs » ou de « voyous », soit d'une délinquance juvénile organisée. En donnant la parole aux jeunes, les sociologues vont déconstruire cette vision nihiliste des émeutes (Kokoreff 2006 ; Lapeyronnie 2006 ; Galland *et al.* 2007 ; Mucchielli et Le Goaziou 2006) et montrer que ces violences n'ont pas été le fait d'une « fraction » de la jeunesse des quartiers, mais de l'ensemble des jeunes, sans distinction entre les différents « groupes statutaires » ou « ethniques » (diplômés, ouvriers, chômeurs, scolarisés...). En effet, les émeutes ne sont pas assignables à un comportement destructeur, mais résultent d'une violente contestation des conditions sociales, marquées par le rejet de la police et des institutions, la relégation, les inégalités, le chômage, la discrimination, l'échec scolaire, le « ghetto », soit autant de traits qui caractérisent la vie des jeunes dans les cités aujourd'hui (Beaud et Pialoux 2005 ; Lapeyronnie 2006 ; Mucchielli et Le Goaziou 2006).

Par ce bref détour, nous avons souhaité montrer la construction, complexe et différenciée, de la catégorie de « jeunes venant de banlieues » ainsi que ses transformations du point de vue de la sociologie. Si l'État institue les jeunes dans des représentations et des figures de plus en plus violentes et en écart avec ce qu'ils pensent et vivent réellement, la sociologie, au contraire, nous donne à voir leur réalité sociale, la complexité des groupes, des univers sociaux, des logiques d'acteurs et des [29] représentations internes aux rapports sociaux. Ainsi, c'est de l'intérieur de ces problématiques qu'un cadre analytique est posé et une critique constituée.

Nous allons le voir, la spécificité de notre démarche est de soumettre la catégorie « jeunes de banlieues » aux jeunes eux-mêmes et donc de ne pas la considérer comme un « tout déjà là » reflétant une réalité sociale donnée. À la différence de la sociologie, nous travaillons uniquement à partir des formes de pensées et de l'intérieur d'elles.

Une enquête anthropologique  
adossée aux formes de pensées

Dans le cadre de l'enquête auprès de jeunes venant de la banlieue et fréquentant le quartier des Halles, citée en introduction de cet article, le commanditaire, la Ville de Paris, souhaitait y développer des espaces culturels dédiés à ceux-ci et nous demandait d'identifier les termes de cette « culture de banlieue ». Le postulat de la municipalité était celui de l'existence d'une singularité « culturelle » de cette jeunesse aux Halles. Or, est-ce le cas ? C'est ce que nous avons voulu étudier. Dans cette perspective, une enquête qualitative d'anthropologie urbaine sur les lieux subjectifs s'est imposée. Nous avons souhaité connaître les pratiques et les représentations des jeunes, comment ceux qui fréquentent massivement les Halles s'y pensent et se représentent le lieu.

Lors de cette enquête, nous avons soumis à nos interlocuteurs la pertinence de l'usage de la catégorie de « jeunes de banlieues » dans ce lieu précis pour les désigner. Nous avons voulu savoir si cette catégorie était opportune à leurs yeux. Les catégories de « jeunes de banlieues » et de « Halles » ont donc été ainsi entièrement soumises à la pensée et aux catégorisations de nos interlocuteurs. Nous indiquons d'emblée que notre enquête engage une connaissance circonscrite et localisée puisque nous ne prétendons pas fournir un propos général sur « les jeunes » ou sur « les jeunes de banlieues ». De même, nous ne travaillons pas sur leurs interactions avec les différents acteurs dans ce lieu donné [[18]](#footnote-18).

Dans l'anthropologie des singularités subjectives (Lazarus 1996) que nous pratiquons, nous enquêtons sur la pensée des gens et appréhendons le réel à partir de celle-ci, de leurs subjectivations à son endroit. Mener une telle enquête, c'est postuler la capacité des individus de livrer leurs propres conceptions, idées et représentations du réel. La pensée est entendue ici non comme une opinion ou un sentiment, mais au sens fort du terme dont la rationalité n'est cependant pas d'ordre scientifique ou conceptuel. Notre rôle d'anthropologue consiste à identifier, par le biais d'entretiens individuels, les [30] catégories, thèses et prescriptions soutenues puisque ce sont elles qui, dans notre démarche, disposent le réel.

Par conséquent, dans notre approche, les gens ne sont pas définissables *a priori* en termes d'entités sociologiques. Ce point est très important car il leur laisse la possibilité de s'identifier, de se penser et de se nommer selon leurs propres critères. De même, notre appréhension des lieux se fait en termes d'espaces subjectifs. Si « lieu » il y a, celui-ci est sous condition de sa problématisation et des thèses énoncées. Si aucune prescription ou thèse n'est tenue à l'endroit du lieu (ici, les Halles), celui-ci ne sera pas considéré par nous comme un lieu singulier. Pour qu'il y ait lieu, il faut que des propositions subjectives le déploient (Hass et Hérard, 2008). En soutenant que les représentations et les usages constituent une dimension essentielle de l'urbain, nous nous interrogeons, avec Gérard Althabe, sur ce qui « a lieu d'anthropologiquement fondamental dans l'urbain » (cité dans Paquot 2008 : 18) et ce, sans postuler une socialité urbaine propre et « déjà là » (Simmel 2007). Ainsi, nous faisons nôtre la formule de le Corbusier pour qui « Dans la ville, on se recrée » (le Corbusier 1971).

L'enquête s'est déroulée durant les mois de janvier et février 2007 dans le quartier même des Halles. Le choix des jeunes (entre 16 ans et 22 ans) s'est fait au hasard : nous leur demandions simplement s'ils habitaient en banlieue ou non. Ainsi, le lieu d'où les jeunes venaient était la seule donnée objective prise en compte. Le sexe, ou encore l'origine n'ont pas été préalablement constitués par nous comme des indicateurs ou des paramètres de choix ou de rationalité. Conformément à notre démarche, ces données sont traitées si elles interviennent de façon référentielle dans les propos des gens. L'enquête repose sur un corpus de 25 entretiens réalisés sur la base d'un questionnaire préalablement élaboré et identique pour tous. Une longue pratique des enquêtes sur les formes de pensées montre qu'un tel corpus est suffisant pour saisir les singularités en jeu. Si des particularités existent dans une situation, interroger 25 personnes choisies au hasard permet de façon certaine de les repérer. Les entretiens, confidentiels et en tête-à-tête, ont duré entre 1.h30 et 2h00. Le questionnaire était composé d'une soixantaine de questions ouvertes et de type « Que pensez-vous de... ? », « Selon vous, diriez-vous que... ? ». Dans le cadre d'une enquête sur les formes de pensées, les personnes interviewées sont considérées comme des interlocuteurs et non comme des informateurs.

L'enquête : formes de pensées et espaces de possibles

« Jeune », une catégorie prescriptive

L'un des principaux résultats de cette enquête est que, dans le cadre des Halles, les jeunes venant de banlieues tiennent à être nommés par la catégorie générique déjeunes. Ainsi, les jeunes interrogés [31] déclarent qu'aux Halles « un jeune est un jeune », et ce, d'où qu'il vienne. Comme ils le précisent, c'est ce qu'ils viennent rechercher aux Halles qui, à leurs yeux, les identifie et les unifie.

Je suis un jeune qui vient se promener aux Halles pas une racaille.

Diriez-vous que vous êtes un jeune de banlieue aux Halles ou bien un jeune aux Halles ? Une jeune aux Halles. Qu'on vienne de la banlieue ou de n'importe où c'est pareil, on est tous les mêmes.

Selon vous, quand on est aux Halles, cela fait-il une différence de venir de Paris ou de banlieue ? Non, parce qu'on vient chercher les mêmes choses.

Ainsi, même s'il existe empiriquement des jeunes venant de la banlieue aux Halles, l'assignation de « jeunes de banlieues » à une origine géographique et à une subjectivité *ad hoc* n'est pas opérante aux Halles. « Jeune » est constitué ici comme une catégorie prescriptive à laquelle ils tiennent, leur permettant, en outre, de mettre à distance les catégorisations étatiques (racaille). Alors que l'État, mais aussi certaines villes, chacune à leur manière, subdivise la jeunesse, les jeunes interrogés prescrivent comme générique la catégorie de jeunes ; de la sorte, ils défont la thèse selon laquelle il y aurait plusieurs jeunesses, thèse de plus en plus courante en France. Cet ensemble de citations donne également à voir le lieu comme un paramètre important. En effet, nous allons voir que la façon de se nommer dépend du lieu ; et les Halles sont, en pensée, un lieu très particulier. Voyons cela avec la question des styles.

Le « style », un opérateur de catégorisation  
des jeunes entre eux

C'est à partir de la catégorie de *style* que les jeunes se pensent et s'identifient entre eux aux Halles. Le *style* est, en France, un des traits de la jeunesse et les Halles sont reconnues depuis longtemps comme un lieu accueillant tous types de jeunes, un lieu où se présente et s'exprime la jeunesse dans ses styles les plus variés et hétéroclites (Dubet 1987 : 11). Les jeunes venant de banlieues n'y font pas exception :

Selon vous, peut-on parler de plusieurs jeunesses aux Halles ? Celle de banlieue, celle de Paris ? Oui il y a différents groupes de jeunes, mais ils viennent de partout. Et toi tu te situes plutôt dans quel groupe ? Je me considère plutôt dans les fashions et américains. Les skateurs je ne les fréquente pas trop.

[32]

Selon vous, peut-on parler de plusieurs jeunesses aux Halles : celle de banlieue, celle de Paris ? Oui : deux catégories : les jeunes entre 15 et 26 ans, et après vers 30/45 ans. Et parmi les jeunes ? Y'a les « Bolos » qui ont le même délire « fashion ». Y'a les « racailleux » : jogging basket ou fashion. Et les « classiques-fashion ». Et toi, comment tu te situes ? Moi aujourd'hui je suis plutôt racailleux mais généralement classique.

Selon vous, peut-on parler de plusieurs jeunesses aux Halles, celle de banlieue, celle de Paris ? Y'a tout ce qui est jeunesse. C'est pareil. Y'a des différences de styles.

Les gothiques. J'aime pas les gothiques. Et les rastas, les ricains non plus.

« Fashion », « bolos », « ricains », « gothiques », tels sont les multiples termes à partir desquels les jeunes s'identifient. Ainsi, loin de rechercher l'anonymat, ils s'identifient entre eux par leurs styles. S'ils jouent parfois avec eux ("Moi aujourd'hui je suis plutôt racailleux mais généralement classique"), il apparaît que le « style » détermine, en partie, leur socialité ("J'aime pas les gothiques", "Les skateurs je ne les fréquente pas trop"). La catégorie de *style* se présente ainsi comme une catégorie générique, inclusive, comprenant tous les jeunes aux Halles. Elle singularise pour une grande partie le lieu. Avec cette catégorie, les jeunes rompent avec l'attribut « banlieue » et en proposent une tout autre (le style).

Jeunes, jeunes aux Halles, jeunes de banlieues

Le fait que les jeunes venant de banlieues aux Halles souhaitent être considérés par la catégorie générique déjeunes ne signifie pas qu'ils récusent l'appellation de « jeunes de banlieues ». En effet, certains tiennent à l'appellation de « jeunes de banlieues » ou bien encore à la double appellation de « jeunes de banlieues » et de « jeunes aux Halles ». Cependant, la catégorie de « jeunes de banlieues » ne les constitue pas en groupe spécifique aux Halles et n'y compose pas une figure active. Elle renvoie à l'identification de leurs univers personnels, privés et multiples, comme nous le montrent les citations.

Je suis jeune de banlieue aux Halles parce que je suis dans Paris, et ce n'est pas le même univers. Je suis jeune aux Halles parce que je ne suis pas supérieur, ou inférieur aux autres, je suis jeune c'est tout.

[33]

Diriez-vous que vous êtes un jeune de banlieue aux Halles ou bien un jeune aux Halles ? Un jeune de banlieue aux Halles. C'est pas que je fais la différence, mais vous prenez un jeune de Châtelet, il va venir se poser dans les cafés, il va aller au cinéma, moi aussi je vais au cinéma, mais... Je dirais que c'est pas le même délire, mais on n'a pas le même quotidien en fait. Quand on regarde au style, oui, il y en a beaucoup de jeunes de banlieue ici. Mais après, va savoir s'ils viennent vraiment de banlieue. On ne peut pas savoir.

Selon vous, peut-on parler de plusieurs jeunesses aux Halles ? Celle de banlieue, celle de Paris ? Y a tout qui est jeunesse. C'est pareil. Y a des différences de styles, on n'a pas le même vécu chacun est dans son monde, on n'a pas tous le même monde dans notre tête. On est jeunes tous, mais chacun a ses délires au niveau individuel.

Qu'est-ce que vous aimez là où vous habitez que vous ne trouvez pas aux Halles ? Mes potes, ils viennent aussi ici, mais c'est pas pareil. Ah je sais, le shit et ma musique, le RAP, c'est pas le même univers.

La mentalité, les attitudes, les copains, la musique, le quotidien, la famille, etc. sont autant de traits qui dessinent leurs univers en banlieue, un univers décrit à de nombreuses reprises par la sociologie (voir *supra).* Ce que nous tenons à souligner ici, c'est que cet univers fait partie d'eux sans pour autant les distinguer des autres jeunes ou les constituer en un groupe à l'identité déterminée et appréhendable en tant que telle aux Halles. Si les jeunes s'identifient à une multiplicité de figures : « jeunes de banlieues », « jeunes aux Halles », « jeunes », une seule est active aux Halles : celle de jeunes. Ainsi, les jeunes venant de banlieues n'identifient pas, aux Halles, de différences fondamentales avec les autres jeunes.

Notre approche anthropologique montre dès lors l'importance du lieu et de ses conséquences en termes de nominations et de représentations. La nomination n'est pas transitive à tout espace, elle dépend des lieux et de la subjectivation que les jeunes en ont. Comme nous allons le voir dans la partie suivante, les Halles représentent un des rares lieux où ils peuvent s'inventer.

Les Halles, un lieu singulier  
sans transitivité avec la banlieue

Les Halles représentent pour les jeunes une coupure au regard de la cité. Ce qui leur plaît aux Halles, c'est précisément le fait qu'il s'agisse d'un lieu absolument disjoint de la cité, un lieu où ils peuvent ne pas être les mêmes. Ainsi, loin d'établir une transitivité entre la cité et les Halles, ils tiennent les deux [34] lieux dissociés. La cité est le lieu des copains, de la famille mais également un endroit où l'origine géographique est importante, une source potentielle *d'embrouilles* et de conflits. Aux Halles, au contraire, la question « d'où tu viens » n'est ni signifiante, ni problématique, comme ils nous l'expliquent longuement. Ainsi les jeunes ne souhaitent pas reproduire aux Halles ce qui se joue dans leurs quartiers, que ce soit en termes de socialité ou d'intersubjectivité. Les Halles s'inscrivent en rupture avec la cité car les subjectivations n'y sont pas les mêmes. Elles constituent un lieu unique où ils peuvent se réinventer :

Selon vous, peut-on parler de plusieurs jeunesses aux Halles ? Celle de banlieue, celle de Paris ? Un banlieusard en banlieue et à Paris, c'est pas la même chose. À Paris les gens changent, c'est plus ouvert.

Avez-vous déjà connu des situations de tension aux Halles ? Pas beaucoup... C'est inexistant... Les histoires de copines ça passe par le regard. Ça va. Autre part ça pourrait s'embrouiller, mais aux Halles les jeunes ne viennent pas se taper. On prend le temps de réfléchir alors qu'ailleurs on ne réfléchit pas : on tape...

Ici, tout le monde s'en fout de ta vie. Par exemple, quand on est en banlieue et que tu vois débarquer quelqu'un que tu ne connais pas, t'essaies de l'embrouiller : « d'où tu viens ? Qu'est-ce que tu viens faire là ?... » Ici, si tu veux pas parler aux gens, ils viennent pas t'emmerder.

Ici, les jeunes, même s'ils ne sont pas du même quartier, ils ne s'embrouillent pas entre eux. Enfin, moi, je ne me suis jamais fait embrouiller parce que je venais d'ailleurs. À Châtelet, je me suis jamais fait embrouiller, mais chez moi, si. Dans les quartiers rivaux, à chaque fois qu'on y va, voilà, on se fait embrouiller. Aux Halles, c'est pas possible, parce que si chacun s'embrouillait parce qu'il venait pas du même quartier qu'un autre, ça serait la guerre.

Selon vous, peut-on parler de plusieurs jeunesses aux Halles ? Celle de banlieue, celle de Paris ? Le problème, c'est que celle de banlieue et celle de Paris en fait, c'est que personne ne sait d'où viennent les gens. Il n'y a pas plus de monde qui vient de banlieue. Mais tu vois une différence entre les jeunes de banlieue et les jeunes de Paris aux Halles ? Non, il n'y a pas de différence. Parce qu'ils recherchent plus la tranquillité.

[35]

Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez voir changer aux Halles ? Non c'est pépère, c'est pas trop agité, ça change de la cité. Les gens, y a pas d'embrouilles et y'a les connaissances avec les filles.

Qu'est-ce que vous aimez aux Halles que vous ne trouvez pas là où vous habitez ? Les magasins, les filles. Il n'y a pas de filles en banlieue ? Si, mais on a grandi ensemble, on les connaît. Après sortir avec elle ça ne se fait pas, tu vas pas sortir avec ta sœur.

Selon les jeunes, aux Halles, les gens changent et sont plus ouverts, ils ne cherchent pas les embrouilles mais au contraire la tranquillité, ils ne se posent pas la question de l'origine géographique et peuvent y draguer. Aux Halles, ils ne sont pas, subjectivement, les mêmes. Toutes ces citations exemplifient le fait que la catégorie de « jeunes de banlieues » y est défaite. Aux Halles, un univers singulier commence tandis qu'un autre, celui de la cité, se clôt provisoirement. Ainsi, les Halles sont considérées comme un lieu tranquille et ouvert, deux des attributs qui donnent sens à leurs venues (TF1, 2008) [[19]](#footnote-19).

L'ensemble de ces citations nous renvoie une nouvelle fois au caractère déterminant du lieu pour ce qui est des représentations ou de la socialité inédite que les jeunes peuvent y avoir puisque, aux Halles, ils ne sont pas les mêmes. Ces citations nous montrent également que les jeunes ont des représentations de l'espace bien singulières (avec des géographies subjectives particulières, comme celle de la drague, très importante pour eux aux Halles) et que les Halles sont un lieu fortement investi. Les citations suivantes vont exemplifier ce point en nous montrant que les Halles constituent un lieu en exception au regard du reste de la ville, c'est-à-dire non assimilable à Paris.

[...] (les Halles) y'a que ça qui nous ressemble. Tout Paris c'est pour les chics ; les Halles y a que ce coin où les pas chics peuvent squatter. Arrêtez ! Il y en a assez des chics.

[36]

Les Halles, c'est comme une grande zone et Paris c'est un coin où y a du bruit. Y'a rien à Paris, les Halles y a tout.

Quand vous allez aux Halles, dites-vous que vous allez à Paris ou bien aux Halles ? Faites-vous une différence entre les deux termes ? Je dis que je vais aux Halles. Donc tu fais une différence entre les deux termes ? Ouais. Quand je dis que je vais aux Halles, les gens ils savent pourquoi : pour acheter des sapes. Alors que si je dis que je vais à Paris, on me dit : « Qu'est-ce que tu vas à foutre à Paris ? Pourquoi tu restes pas là ? ». Et puis, j'aime bien venir ici, ça me change les idées, je ne vois pas toujours les mêmes gueules, les mêmes tours.

De façon caractéristique la ville n'est pas référente : les Halles ne sont pas pensées comme un quartier de Paris mais ne renvoient qu'à elles-mêmes et ne trouvent de sens que de l'intérieur d'elles-mêmes.

« Jeunes de banlieues », une catégorie de la police

Au regard des citations antérieures, l'on comprend dès lors la grande violence que constituent les contrôles au faciès dont ces jeunes sont régulièrement la cible lorsqu'ils se rendent aux Halles. En effet, par ces contrôles, la police réintroduit un continuum avec la cité et la problématique de l'origine géographique. Ainsi, aux Halles, la catégorie de « jeunes de banlieues » est une catégorie « active » pour la police.

Vis-à-vis des policiers, ça fait une différence de venir de banlieue. Quand je suis avec des copains, ils viennent nous voir directement. Ils viennent en priorité voir les jeunes de banlieue. En même temps, c'est normal, d'un côté ils ont toujours le mot « banlieue, banlieue » qui leur revient aux oreilles, comme une consigne.

On est des vacanciers, on n'a pas une tête de délinquant. Mais on nous vide les poches devant tout le monde, on nous met la honte : ça change l'idée. L'idée que les gens ont de nous. Ils font trop les malins. Et les vigiles nous regardent trop mal.

Les seules occurrences où « jeunes de banlieues » est problématique aux Halles relèvent des rapports avec la police. Les contrôles aux faciès de « banlieues » témoignent de l'évolution sécuritaire de l'État comme nous l'avons montré dans la première partie. Cette enquête manifeste un conflit de prescriptions entre la façon dont les jeunes se pensent aux Halles et la façon dont la police les appréhende.

[37]

Pour conclure, nous dirons que « jeune », aux Halles, se présente comme une catégorie prescriptive au sens d'une capacité à se nommer librement et positivement, sans aucun attribut. Aux Halles, un jeune y est un jeune et doit y être considéré comme tel. Au regard de ces résultats, nous avons déconseillé à la mairie de Paris de mettre en place des lieux culturels spécifiques dédiés aux jeunes venant de banlieues et nous leur avons transmis les attentes des jeunes interrogés : des salles ouvertes, gratuites et sans encadrement pour se réunir, des terrains de foot, des pistes de skate, soit des installations dédiées à l'ensemble des jeunes, sans distinction. Une politique culturelle en faveur des « jeunes de banlieues » ne serait pas pertinente - même si cette proposition prescrit une vision positive de ces jeunes - puisqu'elle ré-identifierait un « qui est qui », actuellement absent aux Halles.

Au terme de cette enquête, nous avons identifié deux options en termes de politique publique pour la Ville de Paris : la première consisterait à appréhender le lieu à partir des thèses énoncées par les jeunes et à développer une politique en conséquence ; la seconde consisterait à mettre en œuvre une politique à partir d'une catégorisation normative et en écart avec leurs subjectivités et leurs pratiques. Dans le premier cas, il est possible de maintenir les Halles comme les jeunes les apprécient et, ainsi, d'en respecter leur esprit. Dans le second cas, le risque de stigmatisation des jeunes est possible, tout comme la mise en péril du sens actuel que les jeunes y trouvent. Cette disjonction concernant la nomination entre « jeunes » et « jeunes de banlieues », outre les apports pour la critique sociale, dessine donc un véritable possible en termes de politiques publiques.

Enfin, les résultats de notre enquête nous apprennent que la catégorie de « jeunes de banlieues » est complexe et non transitive à tout espace. Ainsi, les connaissances sociologiques sur les représentations ou la socialité de ces jeunes valent pour l'espace de la banlieue et nous renseignent sur ce qui se joue dans cet espace donné. En effet, les jeunes insistent bien sur la rupture entre les Halles et la banlieue et l'ensemble des citations nous ont montré que leurs subjectivations changent selon le lieu où ils se trouvent. Et les Halles, de ce point de vue, sont tout à fait singulières.

Conclusion

Au travers de cet article, nous avons voulu montrer que les enjeux de la nomination sont considérables pour ce qui est de la critique sociale. Au regard de l'usage de la catégorie de « jeunes de banlieues » et ce qu'elle déploie dans les discours publics, les résultats de notre recherche ont présenté que les populations échappent bien souvent au statut qu'on veut leur assigner. Aux Halles, il existe un écart considérable entre la façon dont les politiques publiques et les discours appréhendent les jeunes et la façon dont ils se pensent eux-mêmes. Les jeunes interrogés se pensent et veulent être identifiés à [38] travers la catégorie générique de jeunes. On comprend dès lors la violence qui leur est faite de les catégoriser comme « jeunes de banlieues » quel que soit le lieu où ils se trouvent.

En nous appuyant sur la prescription, telle qu'énoncée par les gens, nous donnons à voir un réel et un espace de propositions qui ne se déduisent pas de la réalité sociale, aussi complexe soit-elle. Ainsi, la perspective anthropologie déploie une connaissance différente et complémentaire à la sociologie.

Pour conclure, nous soutiendrons que la critique sociale a tout intérêt à s'adosser aux représentations des gens tout en s'attachant à leurs prescriptions et aux espaces de possibles qu'elle ouvre. Ici, l'anthropologique que nous pratiquons dispose de toute sa pertinence.

***Mots-clés***: Usages et représentations de la catégorie « jeunes », jeunesse populaire française, sociologie et anthropologie urbaine, politiques de la jeunesse en France, jeunes venant de la banlieue

[39]

Bibliographie

Baudoin, Thierry, Alain Bertho, Michelle Collin, Catherine Hass et Marianne Hérard. 2007. *Jeunes métropolitains aux Halles.* Rapport. Ville de Paris, CEME, LTMU. Document électronique, <http://www.paris.fr/portail/Urbanisme/Portal.lut?page_id=101&document_type_id=4&document_id=13460&portlet_id=20988&multileveldocument_sheet_id=9461>, consulté le 24 août 2014.

Beaud, Stéphane et Michel Pialoux. 2003. *Violence urbaine, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses.* Paris : Fayard.

Beaud, Stéphane et Michel Pialoux. 2005. *« La "racaille" et les "vrais jeunes". Critique d'une vision binaire du monde des cités ». Liens socio.* Document électronique, <http://liens-socio.org/article.php3?id_article=977>, consulté le 15 décembre 2008.

Belmessous, Hacène. 2010. *Opérations banlieues. Comment l'État prépare la guerre dans les cités françaises.* Paris : La découverte.

Besson, Louis. 1997. « Sur les moyens de renforcer la sécurité dans les espaces urbains ». Texte présenté au congrès de Villepinte, 24-25 octobre 1997.

Castel, Robert. 1995. *Les métamorphoses de la question sociale.* Paris : Fayard.

Chevènement, Jean-Pierre. 1997. « Des villes sûres pour des citoyens libres ». Texte présenté lors du congrès de Villepinte. Villepinte, 24-25 octobre 1997.

Commissariat Général au Plan. 2001. *Jeunesse, le devoir d'avenir.* Rapport de la commission présidée par Dominique Charvet. Paris : La documentation Française.

Donzelot, Jacques. 2006. *Quand la ville se défait. Quelles politiques face à la crise des banlieues ?* Paris : Seuil.

Dubet, François. 1987. *La galère. Jeunes en survie.* Paris : Fayard.

Duvoux, Nicolas. 2009. *L'autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion.* Paris : PUF.

Fromonot, Françoise. 2005. *La campagne des Halles. Les nouveaux malheurs de Paris.* Paris : La fabrique.

Galland, Olivier, Vicenzo Cicchelli, Jacques de Maillard et Séverine Misset. 2007. « Retour sur les violences urbaines de l'automne 2005. Émeutes et emeutiers à Aulnay sous bois ». *Horizons stratégiques.* 3 : 98-119.

Guigou, Elisabeth. 1999a. *Circulaire du Garde des sceaux du* 13 octobre 1999 sur le suivi des décisions des Conseils de Sécurité Intérieure des 8juin 1998. N° NOR : JUSD9930152C.

Guigou, Elisabeth. 1999a. *Circulaire du Garde des sceaux du* 27 janvier 1999, « Bilan d'application de la circulaire du 15 juillet 1998 relative à la délinquance juvénile ».

[40]

Hass, Catherine et Marianne Hérard. 2007. « Une invention des Halles. Enquête sur les pensées et les pratiques auprès des jeunes venant de banlieues ». *Rapport.* Paris : Ville de Paris, CEME, LTMU.

Hass, Catherine et Marianne Hérard. 2008. « Les Halles, lieu d'une seule jeunesse ». *Annales de la recherche urbaine.* 105 :46-54.

Hérard, Marianne. 2013 « Réduire la distance ou la créer ? Analyse des politiques publiques en faveur des jeunes issus des ZUS' et enquête auprès des intéressés ». *Revue internationale d'ethnographie.* n° 2, *L'insertion professionnelle des jeunes : entre champs des possibles et impasses.* Document électronique, <http://riethno.org/numero-2/>, consulté le 15 mai 2013.

Jazouli, Adil. 1995. *Une saison en banlieue.* Paris : Plon.

Kokoreff, Michel. 2003. *La force des quartiers.* Paris : Payot.

Kokoreff, Michel. 2006. « L'exemple de Saint-Denis ». In *Enquêtes sur les violences urbaines. Comprendre les émeutes de novembre 2005. Les exemples de Saint-Denis et d'Aulnay-sous-Bois.* Centre d'analyse stratégique. Paris : La documentation Française. 4 71-139.

Lapeyronnie, Didier. 2006. « Révolte primitive dans les banlieues françaises : Essai sur les émeutes de l'automne 2005 »*. Déviance et Société.* 30(4) : 431-448.

Lazarus, Sylvain. 1996. *Anthropologie du nom.* Paris : Seuil.

Le Corbusier ; 1971. *La Charte d'Athènes.* Paris : Seuil.

Le Monde. 2014. « Le ministre de l'emploi fait de la polygamie une 'cause possible' des Violences urbaines ». *Le Monde.* Document électronique, <https://www.lemonde.fr/societe/article/2005/11/16/le-ministre-de-l-emploi-stigmatise-la-polygamie_710615_3224.html>, consulté le 28 août 2014

Mucchielli, Laurent et Véronique Le Goaziou, dir. 2006. *Quand les banlieues brûlent... : Retour sur les émeutes de novembre 2005.* Paris : La Découverte.

Lepoutre, David. 1997. *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages.* Paris : Odile Jacob.

Paquot, Thierry. 2008. *Conversations sur la ville et l'urbain.* Gollion : Infolio éditions.

Roche, Sebastien. 2005. *Police de proximité. Nos politiques de sécurité.* Paris : Seuil.

Sarkozy, Nicolas. 2010. « Le discours de Grenoble ». 30 juillet 2010. Document électronique, <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/03/27/25001-20140327ARTFIG00084-le-discours-de-grenoble-de-nicolas-sarkozy.php>. consulté le 15 décembre 2010.

Simmel, Georges. 2007[1983]. *Les grandes villes et la vie de l'esprit.* Paris : L'Herne.

Youf, Dominique. 2006. « Éduquer et punir. L'évolution de la justice pénale des enfants ». *Esprit.* 10 : 156-177.

[41]

TF1. 2008. Appels d'urgence : « Paris Police, les Halles ». Reportage télévisé. 1h07min. novembre 2008.

Loi n°2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice.

Loi n°2002-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.

Loi n°2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

Loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances

Loi n°2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure

Ministère de l'Éducation nationale. 2014a. « Les internats d'excellence ». Document électronique, <https://www.education.gouv.fr/vivre-sa-scolarite-dans-un-internat-d-excellence-322693>, consulté le 29 août 2014

Ministère de l'Éducation Nationale. 2014b. « Les établissements de réinsertion scolaire ». Document électronique.

RATP. 2014. « Pôle RER Châtelet - Les Halles ». Document électronique, <https://www.ratp.fr/decouvrir/coulisses/modernisation-du-reseau/pole-rer-chatelet-les-halles>, consulté le 28 août 2014.

[42]



Première partie.

**TENTER D’Y VOIR CLAIR**

“Critique sociale  
et nanotechnologies.”

**Sébastien Richard** *Université de Montréal*

On a aujourd'hui tendance à réclamer à peu près dans tous les domaines la réintroduction d'exigences de nature éthique, au moment même où on s'oppose par tous les moyens à celles de normes quelconques dans le domaine de la pensée et de la connaissance. (Bouveresse, 1984)

Introduction

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les rapports entre critique sociale et activité scientifique ont toujours été, au mieux, conflictuels. Ainsi, si Gaston Bachelard défendait au début du siècle dernier l'idée que « la science dans son besoin d'achèvement comme dans son principe s'oppose absolument à l'opinion » (Bachelard 1938 : 14), la sociologie des sciences introduisit, dans le courant des années 1970, la perspective constructiviste qui consiste à voir les connaissances scientifiques comme des objets socialement construits n'existant pas en dehors des instruments de mesure et des spécialistes qui les interprètent. L'épistémologie, en tant qu'« étude de la constitution des connaissances valables » (Piaget 1967 : 6), se retrouve ainsi en tension permanente entre une assimilation ou un rejet des éléments sociaux de la recherche scientifique. Les nanotechnologies, nouvel eldorado de la recherche scientifique, n'échappent pas à ce constat.

Définies comme

[un] domaine multidisciplinaire qui englobe la conception et la fabrication, à l'échelle des atomes et des molécules, de structures moléculaires qui ont au moins une dimension comprise entre 1 et 100 nanomètres, qui possèdent des propriétés physicochimiques particulières exploitables et qui peuvent faire l'objet de manipulations et d'opérations de contrôle. (Office québécois de la langue française 2008)

[43]

les nanotechnologies apparaissent ainsi à la fois comme le présent (avec des applications comme les nanotubes de carbone) et le futur (à travers les multiples promesses médicales liées aux nanorobots, par exemple) de la recherche scientifique. Ajoutons à cela que les frontières mêmes entre ce qui est nanotechnologies et ce qui ne l'est pas apparaissent assez vagues, certains commentateurs allant jusqu'à qualifier la terminologie même de nanotechnologies *d'umbrella term* (Schmidt 2004). Plus qu'un domaine précis, le terme de nanotechnologies renvoie en effet à une multiplicité de techniques d'ingénierie guidées par une forme de vision stratégique et s'appuyant sur la possibilité de manipuler et de contrôler la matière. Les nanotechnologies s'inscrivent ainsi directement dans ce que Gilbert Hottois nomme la technoscience, c'est-à-dire l'idée que la composante technique est indissociable du travail de preuve, de vérification et, en dernier lieu, de définition de l'activité scientifique. Les nanotechnologies présentent donc trois caractéristiques principales : 1) elles dépendent d'un potentiel d'applications ; 2) celles-ci dérivant de techniques d'ingénierie variées, il est difficile de circonscrire les nanotechnologies dans un champ particulier de la connaissance ; et 3) l'appareillage instrumental est intimement lié à leur développement.

L'objectif de cet article est de réfléchir aux conditions de possibilité d'une critique sociale des nanotechnologies. Pour ce faire, notre raisonnement se tiendra en deux temps. En premier lieu, nous étudierons le type de connaissances des nanotechnologies proposé au public à travers une analyse thématique de plusieurs discours de vulgarisation. De cette analyse émergeront trois caractéristiques essentielles à une discussion critique sur les nanotechnologies : la *contextualisation de l'activité,* la *place de l'instrument* et *l'insistance sur le présent de la recherche.* Ces trois éléments seront, dans un deuxième temps, analysés à la lumière d'une étude de terrain réalisée dans deux laboratoires de nanotechnologies de la ville de Montréal [[20]](#footnote-20). Nous montrerons ainsi comment la critique sociale peut apporter un nouvel élan à la réflexion sur les nanotechnologies en dépassant la simple éthique des usages pour intégrer une éthique des essences réfléchissant sur la façon dont les éléments de connaissance émergent. Nous rappellerons également l'importance d'une référence externe permanente dans la méthodologie scientifique en tant que garante d'un statut épistémologique particulier. De même, afin de dégager les mécanismes de compréhension des nanotechnologies, le rôle des images dans la diffusion du savoir sera analysé, tout comme ce que nous nommerons le potentiel nouménal de certaines des techniques utilisées en nanotechnologies. Enfin, tous ces éléments seront rapprochés de l'émergence d'une nouvelle catégorie d'acteurs de la recherche scientifique, les chercheurs technico-instrumentaux. En intégrant ces différents éléments, le discours [44] social pourra, selon nous, proposer un point de vue critique sur les nanotechnologies et sur la façon dont elles font, ou ne font pas, sens pour le public.

Parler des nanotechnologies :  
une analyse des discours de vulgarisation

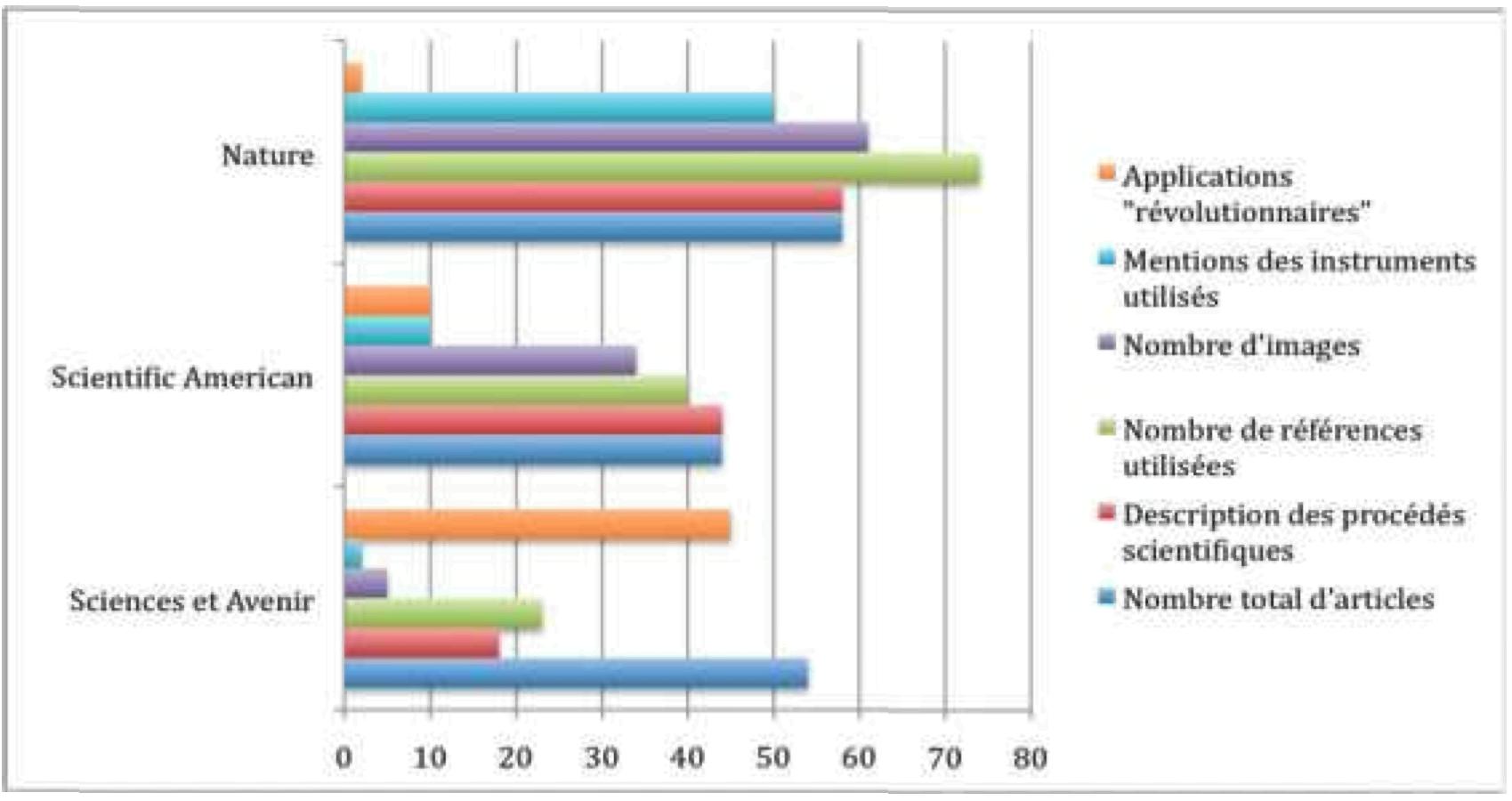
L'exemple des OGM a montré que l'information qui circule sur les pratiques scientifiques influence directement notre vie quotidienne et peut être confuse, déformée ou partiale (Housset 2002). Les nanotechnologies constituent, dans cet ordre d'idées, un défi épistémologique de taille : alliant les spécificités de la physique quantique aux propriétés de disciplines aussi diverses que la biologie ou l'optique, les concepts et les théories mobilisés par cette discipline nécessitent un bagage scientifique important.

Les nanotechnologies disposent ainsi d'un nombre important de porte-paroles : scientifiques, experts gouvernementaux, journalistes, industriels, amateurs de science. Chacun, de par sa position sociale, renvoie à des aprioris et à des intérêts particuliers. Les discours de vulgarisation [[21]](#footnote-21) représentent cependant un élément spécifique de la connaissance : c'est en effet eux qui, par leur présentation des résultats scientifiques sous forme accessible, contribuent à populariser les concepts et les découvertes scientifiques. Ils sont la véritable vitrine sociale de la science. Ils contribuent à légitimer les investissements en recherche et développement scientifiques (R&D) en présentant les résultats du travail des chercheurs. Il est donc essentiel d'analyser les mécanismes de vulgarisation utilisés pour décrire et transmettre la connaissance vers le « grand public ».

Les scientifiques comprennent d'ailleurs parfaitement l'importance du travail des journalistes scientifiques et l'impact de leur travail dans ce que l'on appelle « l'acceptabilité sociale » des nanotechnologies. Nombreux sont ceux qui donnent ainsi du crédit à cette profession, alors que, paradoxalement, ils avouent eux-mêmes limiter leurs attentes lors d'un entretien avec un journaliste. Même si les scientifiques ont besoin du support des médias pour obtenir du « crédit social », le scepticisme est la meilleure posture à adopter selon eux face aux journalistes, le processus de traitement de l'information leur paraissant au mieux une simplification et, plus souvent, une distorsion.

Pour vérifier cet argument, nous avons réalisé une analyse thématique des articles de nouvelles *(science news)* comprenant le terme « nanotubes ». Réalisée sur un matériel allant de janvier 2000 à [45] avril 2010, cette recherche a été effectuée sur les sites Internet de trois magazines de vulgarisation scientifique : *Sciences et Avenir,* un magazine français qui vise à informer le public de « l'actualité des sciences de l'espace à la nature en passant par les technologies et la recherche » [[22]](#footnote-22), *Scientific American,* l'un des plus vieux magazines de vulgarisation (premier numéro en 1848), et *Nature,* le journal de diffusion scientifique le plus prestigieux au niveau mondial (même si son prix élevé le rend plus difficile d'accès). Très différents les uns des autres, tout en étant représentatifs des différentes tendances en vulgarisation scientifique, ces trois magazines permettent un bon échantillonnage. De même, nous avons choisi de nous concentrer sur du matériel provenant d'Internet, à la fois plus accessible et dont la place dans la diffusion du savoir est de plus en plus importante [[23]](#footnote-23).

Dans le graphique ci-dessous, nous comparons six éléments de ces articles de nouvelles : leur nombre, leurs descriptions du travail scientifique, leurs capacités à se référer à la source de l'information (en l'occurrence le communiqué scientifique), le nombre d'images utilisées pour illustrer la nouvelle, leur mention des composants instrumentaux de la recherche et, finalement, leurs tendances à présenter des applications dites « révolutionnaires ».



Cette étude démontre ainsi trois éléments essentiels pour notre propos :

1) Le caractère complexe des nanotechnologies tend à devenir plus apparent au fur et à mesure que le journal se spécialise. Dans la publication la plus difficile d'accès *(Nature),* le [46] nombre de références est de loin supérieur au nombre total d'articles de nouvelles de cette revue, laissant au lecteur la possibilité d'approfondir l'information et de comprendre son contexte de diffusion. À l'inverse, dans la majorité des articles de *Sciences* et *Avenir,* la construction de l'information est occultée au profit de son impact potentiel, comme en atteste le très petit nombre de références citées en comparaison au nombre d'articles portant sur les nanotubes. Ce procédé de « saupoudrage de la connaissance » contribue à entretenir le flou autour des nanotechnologies, le seul véritable point d'ancrage proposé par ce type de présentation de la science étant l'application potentielle liée à l'avancée scientifique plus que la percée en termes de connaissance. Il apparaît ainsi difficile dans les publications les plus populaires de contextualiser l'activité scientifique, rendant du coup la portée épistémologique de la recherche quasi nulle.

2) Même quand un effort de description des procédés scientifiques est fait (comme c'est le cas, par exemple, dans *Scientific American),* on constate une absence quasi complète de mentions des instruments qui conditionnent ce travail de recherche. La citation d'une simple interface instrumentale, comme un logiciel de calcul informatique, par exemple, est courante dans *Nature,* là où les deux autres publications ne parlent jamais de cette interface pourtant vitale aux procédures scientifiques. En nanotechnologies on ne peut ainsi concevoir d'interagir avec des atomes sans un appareillage instrumental lourd et complexe. Cela souligne la naturalisation, l'oubli de la matérialité instrumentale dans les procédés de description de production de la connaissance. Ainsi, le produit du travail scientifique semble sortir de nulle part ou plus précisément, d'un procédé linéaire allant directement de l'idée à l'application. Ne pas prendre en compte la place de l'instrument dans une présentation des nanotechnologies revient ultimement à nier la condition d'existence même de la discipline [[24]](#footnote-24).

3) Les conclusions futuristes apparaissent comme une substitution facile des mentions instrumentales : une procédure scientifique correctement illustrée avec des images, des descriptions du travail des chercheurs et des instruments utilisés, peut être aisément remplacée, en termes de puissance suggestive, par un discours prospectif. Plus l'aspect positif et révolutionnaire des découvertes présentées dans les nouvelles est mis en avant, plus l'insistance sur l'aspect prophétique des nanotechnologies est grande. Celles-ci semblent ainsi une préoccupation futuriste, une sorte de « présent-futur », et non une activité scientifique ancrée dans le présent. Il est évidemment plus simple de décrire le futur, qui ne demande de [47] comptes à personne, que de faire comprendre la difficile réalité d'erreurs, d'ajustements et l'ensemble de la méthodologie de la preuve inhérente au présent du travail scientifique.

Ces trois éléments - contextualisation de l'activité, place de l'instrument et présent de la recherche - sont autant de critères fondamentaux ignorés par la majorité des discours de vulgarisation des nanotechnologies. Impossible donc pour le citoyen, l'acteur social ou le simple amateur de sciences de comprendre la complexité du débat éthique lié aux nanotechnologies lorsqu'une présentation aussi caricaturale en est faite. La critique sociale, en s'appropriant ces trois éléments, peut ainsi établir une base solide de réflexion à l'écart des discours stéréotypés et/ou intéressés. Reste cependant à les approfondir, notamment dans leur possibilité d'articulation vers une forme d'éthique originale répondant aux spécificités des nanotechnologies.

Réintroduire une éthique des essences

La posture éthique en nanotechnologies peut se résumer à deux possibilités : celle de travailler en amont de la découverte, au niveau du présent de la recherche, ou celle de travailler en aval, au niveau de l'application. Il faut ainsi distinguer une éthique des essences et une éthique des usages. Pour Frédéric Worms,

[...] la première [...] consiste à juger de « l'essence » de la technique en général, indépendamment de ses usages [...]. La deuxième, en revanche [...] consiste à juger la technique comme neutre ou ambivalente, mais prise dans une dualité ou une polarité fondamentale des usages éthiques et politiques que l'on peut en faire. (Worms 2008 : 175)

D'un côté, l'éthique se pencherait sur les caractéristiques intrinsèques du phénomène technique, notamment comme élément constitutif d'un projet social de domination de la nature (Heidegger 1993). Dans la seconde perspective, l'innovation technique ne serait ni bonne ni mauvaise en soi, mais ne pourrait être jugée que parle ratio coût/bénéfice lié à son application.

Concernant les nanotechnologies, la prédominance des formes de l'éthique des usages est frappante : la réflexion sur le caractère problématique de certaines techniques est abandonnée au profit d'une concertation pragmatique sur nos capacités à nous adapter aux applications technologiques à venir [[25]](#footnote-25).

[48]

Le postulat d'une neutralité de la technique est également une constante, puisque ce ne sont pas les nanotechnologies en elles-mêmes qui sont critiquées, mais bien les applications qu'elles contribuent à développer. Certaines exigences publiques, notamment celles concernant des travaux de recherche sur la toxicité des nanoparticules déjà commercialisées, symbolisent l'importance d'une éthique des usages, en tant qu'application élémentaire (et souvent unique) du principe de précaution [[26]](#footnote-26). Le pragmatisme traitant des conséquences d'une action ne doit cependant pas occulter les mécanismes qui en sont à l'origine, la critique sociale ne devant pas se priver de la possibilité de faire une évaluation des mécanismes enjeu dans la production de la connaissance en nanotechnologies.

De manière plus fondamentale, on peut noter que cette domination de l'éthique des usages repose sur un postulat propre aux perspectives postmodernes sur la science, qui voit l'activité scientifique comme une activité sociale ne disposant pas d'un statut épistémologique particulier. Le travail scientifique, et notamment la méthodologie de la preuve, est ainsi renvoyé à un système de croyances fondé sur des arrangements intersubjectifs sur la validité des résultats de recherche (Latour et Woolgar 1979). L'existence des nanoparticules relèverait ainsi, dans cet ordre d'idées, d'un accord de la communauté scientifique sur des résultats expérimentaux obtenus grâce à des instruments complexes comme le microscope à force atomique (AFM), et non sur une quelconque adéquation avec la réalité.

Les nanotechnologies se prêtent très bien à un tel raisonnement, elles qui reposent intégralement sur la capacité d'un appareillage instrumental à décrypter la matière. Sans ce dernier, en effet, point de salut puisque c'est l'interface technique qui permet aux chercheurs de voir l'échantillon atomique ou moléculaire et, par le fait même, d'interagir avec lui. Dès lors, dire que les scientifiques, en plaçant leur confiance dans les instruments, participent à un régime de croyances pouvant être assimilé à certains comportements sociaux propres aux religions peut paraître cohérent (Latour et Woolgar 1979). Cela revient toutefois à oublier l'élément épistémologique principal de l'activité scientifique : la prise en compte nécessaire d'une référence externe.

La référence externe est en effet essentielle au travail scientifique. Elle peut être nommée nature ou réalité, mais elle fait office de constante puisque le travail scientifique cherche avant tout à *expliquer* quelque chose d'extérieure lui-même. Une perspective qui assimile la technoscience au seul régime de croyances partagées par les acteurs de la recherche rejette la validité même de la démarche scientifique, affectant ainsi une relecture de l'histoire des sciences pour le moins originale et dont la [49] validité épistémologique est quasi nulle [[27]](#footnote-27). Ce relativisme cognitif résiste mal à un examen critique qui cherche à échapper à un autre relativisme, culturel celui-là, qui nous verrait « supposer une culture commune à l'homme de l'âge de pierre, à Archimède et à une panthère » (Musil 1984 : 101-102). Il existe des méthodes de travail et des objectifs de recherche en rapport avec la volonté de dévoiler, de faire avancer la connaissance propre à l'activité scientifique qui n'existent pas dans la sphère religieuse, où les principes de justification reposent sur des validations de type transcendantal. Ce sont les validations de ce type qui sont non vérifiables. Les résultats scientifiques sont falsifiables, et c'est ce qui les rend ajustables à une réalité/nature complexe et en perpétuel dévoilement.

La falsifiabilité est l'idée selon laquelle chaque résultat de l'activité scientifique, étant obtenu par une méthodologie reproductible, porte en lui sa propre réfutation et ne peut, dès lors, être établi qu'en admettant le postulat de l'existence d'une réalité extérieure que le travail incessant du scientifique vise à mieux comprendre. Le travail de compréhension fondamental effectué sur les nanotubes de carbone, par exemple, ne peut être valide, scientifiquement parlant, que si les méthodes utilisées pour obtenir les résultats sont reproductibles, si le calibrage d'un instrument et le choix des conditions de l'expérience peuvent être répétés et améliorés pour obtenir des résultats plus poussés. Nier la falsifiabilité du travail scientifique c'est finalement rejeter l'idée qu'il y ait une quelconque forme de connaissance cumulative sur la réalité, pour défendre que l'activité scientifique ne fasse que « s'adapter » à l'air du temps. La critique sociale se doit d'échapper à ce type d'argumentation, qui décrédibilise toute tentative de compréhension de la science et ferme les portes à un dialogue entre sciences et société civile.

Ainsi, malgré les tâtonnements, les effets de modes, les petits arrangements et la part indéniable de la subjectivité dans toute activité scientifique, la *cohérence* de celle-ci et ce qui en fait une activité sociale particulière repose sur sa volonté de faire référence à quelque chose d'extérieur à elle-même. C'est ainsi que l'activité scientifique peut *faire sens* pour le public. C'est également lorsque cette capacité à faire référence apparaît menacée que le recours à une éthique des essences permet de comprendre les impacts sociaux de l'activité scientifique, comme c'est le cas en nanotechnologies. En effet, en revenant à l'essence du phénomène technique à l'œuvre dans les nanotechnologies, nous pouvons contribuer à dégager le caractère aliénant de l'appareillage technique, celui qui contribue, par exemple, à brouiller très fortement les frontières entre un ingénieur et un physicien ou un chimiste, [50] tous les trois manipulant finalement des échantillons pour mieux les comprendre [[28]](#footnote-28). Pour véritablement réussir à contextualiser la recherche scientifique en nanotechnologies, selon le premier des trois critères dégagés de notre analyse de la vulgarisation scientifique, la critique sociale doit établir les mécanismes de liaison entre la recherche scientifique et cette référence extérieure qu'elle tente d'éclairer. Elle pourra rapprocher les aléas des discours de vulgarisation sur les nanotechnologies à une tendance marquée de discours postmodernes sur la science. Le contexte de l'activité intégré par la critique sociale, il faut à présent se tourner vers l'action elle-même, et plus particulièrement sur la valeur prise par l'instrument dans le travail des chercheurs en nanotechnologies.

La performativité  
et la place de l'instrument en nanotechnologies

Le second critère fondamental pour la construction d'une critique sociale des nanotechnologies repose, en effet, sur l'analyse de la place de l'instrument. Ce critère s'appuie sur la critique de ce qui fait l'essence de l'appareillage technique en nanotechnologies : la performativité. Originellement empruntée à la linguistique, cette notion renvoie à l'idée que le phénomène technique n'est plus un simple moyen de décrire la réalité des phénomènes, mais possède également un rôle actif dans sa création même. La possibilité de manipuler la matière s'inscrit clairement dans cette perspective performative : en manipulant des échantillons atomiques, l'instrument crée en même temps qu'il nous fournit une compréhension des comportements de la matière à l'échelle quantique. La dynamique de la recherche repose alors en grande partie sur la capacité à concevoir des instruments performatifs, comme le rappelle un des chercheurs interviewés :

Clairement, dans une réussite comme celle de déplacer des atomes, ce n'est pas le fait de déplacer les atomes, c'est le fait d'être capable de concevoir un instrument qui déplace des atomes. À ce niveau-là, c'est vraiment ça le succès. (Entretien avec G.A.)

C'est la place de plus en plus importante de ce critère de performativité qui donne aux nanotechnologies l'aspect d'une discipline scientifique coupée de toute référence extérieure, se complaisant dans un critère de nouveauté permanente [[29]](#footnote-29) et délaissant des choses aussi fondamentales [51] que le critère de vérité. En effet, la recherche de la vérité s'appuie sur un travail d'affinage, de réfutation, d'avancées et de stagnation s'appuyant, nous l'avons vu, sur un support tiré d'une réalité extérieure. Ce que le critère de performativité contribue à faire disparaître, c'est l'idée simple que la science explique la réalité. En travaillant uniquement dans le but d'améliorer les performances d'un instrument, on prête ainsi plus d'attention au moyen qu'à la fin [[30]](#footnote-30). Pour répondre à cette tendance à l'autoréférence, il faut ainsi souligner les deux éléments qui contribuent à son développement.

Tout d'abord, insistons sur le rôle important joué par les images dans la perception des nanotechnologies, et sur la façon dont elles peuvent encourager la performativité. En effet, les difficultés rencontrées par les tentatives de représentation du nanomètre, au niveau du sens commun, font des images le seul moyen de développer une représentation de l'échelle atomique [[31]](#footnote-31). Historiquement, le rôle de l'image en science est celui d'une représentation de la réalité ou d'une explicitation du travail scientifique. Toutefois, ces images peuvent jouer un rôle ambivalent desservant clairement à la fois le travail scientifique et la perception du public, comme le souligne l'exemple suivant, recueilli lors d'un entretien.

Chaque année le MIT *(Massachussetts Institute of Technology)* organise un concours de photos pour son congrès annuel. Une étudiante du département où travaille le chercheur D. a, une année, soumis une photo retouchée par infographie de son travail de recherche sur un des aspects de la croissance des nanofils (fil en métal ou en céramique dont le diamètre ou la largeur ne dépasse pas quelques nanomètres). L'image a gagné un des premiers prix sous le titre, attribué par le comité d'évaluation, de « nano-explosions ». Quelques jours après la publication des résultats du concours, cette image apparut sur un grand nombre de blogues et de sites Internet en tant qu'illustration de la dangerosité des nanotechnologies (qui fabriquent alors, par extension, des nanobombes). Ainsi, une image qui ne visait, au départ, qu'à faire l'objet d'un concours entre des chercheurs en sciences des matériaux, sans aucune implication pratique et sans aucune prétention de représentation de la réalité, est devenue une image largement utilisée pour fabriquer une perception publique des nanotechnologies. Le recours aux images s'avère dès lors délicat : celle du concours reposait ainsi sur une échelle et sur des [52] explications qui favorisaient sa compréhension scientifique, mais ces dernières ont bien souvent été occultées lors du transfert sur Internet pour ne garder que le seul visuel « choc ». L'ambivalence de l'usage de ces images favorise alors la diffusion d'une logique de performativité de l'instrument, en substituant à la réalité de la recherche une description artificielle, faisant ainsi passer le statut de prise de vue de *représentation* à celui de *présentation.*

En effet, si l'exemple précédent prenait pour point de départ un concours ludique entre chercheurs, l'utilisation d'une belle image développe ce que l'on peut appeler une *présentation* de la réalité, en opposition à la représentation, objectif classique de l'imagerie (Galison et Daston, 2007). Les images diffusées au grand public des nanotechnologies sont, de fait, façonnées à travers des logiciels complexes qui ajoutent notamment couleurs et reliefs aux produits bruts de l'instrument, souvent sans être d'une précision spatiale exemplaire, préférant « s'arranger » avec l'échelle. C'est ainsi que des images de nanoguitare ou de nanovoiture (sans parler des nanorobots) apparurent dans des supports de vulgarisation, rendant très difficiles, voire parfois impossibles, leurs référencements à quelques avancée, découverte ou travail effectif de recherche.

Le caractère artistique de ces images occulte également l'aridité de la représentation scientifique classique. Elles sont plus faciles à diffuser, mais aussi bien moins réalistes, se détachant de toute référence extérieure pour mobiliser les ressources de l'imagination et de l'emphase artistique (ce qui assure une bonne partie de leur succès) [[32]](#footnote-32). Elles s'adaptent également bien au message réducteur que certains promoteurs des nanotechnologies veulent à tout prix imposer au public, et qui peut se résumer par « ce que l'on peut produire, c'est ce qui existe ». Les images, produits génériques de l'appareillage instrumental, deviennent ainsi de plus en plus performatives, s'adaptant parfaitement à un discours de vulgarisation - qui entretient le caractère spectaculaire de la recherche scientifique - et à des modes de financement qui, s'appliquant à court terme, répondent mieux à une bonne image qu'à une vraie démonstration. La rigueur scientifique se trouve fortement remise en cause, ouvrant ainsi la porte au deuxième élément développant la performativité : le potentiel nouménal des nanotechnologies.

Le concept de technologies nouménales a été introduit par le philosophe Alfred Nordmann, en référence à l'idée kantienne de noumènes. Là où le phénomène, comme l'a montré la [53] phénoménologie, est nécessairement « humanisé », civilisé, le noumène et une chose intrinsèquement inaccessible à l'expérience sensible. Celui-ci ne fait appel qu'à la pure faculté de comprendre, de saisir les concepts. Il permet d'assimiler la réalité qui nous entoure à un ensemble abstrait de concepts qui nous serait inaccessible par l'expérience sensible. Appliqué aux technologies, le noumène renvoie à l'idée qu'un appareillage instrumental puisse acquérir un sens qui nous échappe, et remplacer ainsi des éléments de notre expérience quotidienne, sans pour autant que nous en ayons conscience [[33]](#footnote-33). Le processus sociocognitif démontré par Kant souligne que c'est en considérant les phénomènes comme des faits que nous pouvons les expliciter. Nous considérons ainsi que la buée créée sur une vitre provient de la condensation de l'eau. De la même manière, si nous ne comprenons pas toutes les subtilités de l'échelle quantique, nous pouvons pourtant nous représenter facilement un objet comme constitué d'un assemblage d'atomes ou de molécules nous permettant de faire des atomes et des molécules des objets de connaissance (Nordmann 2005). Ainsi, si nous introduisons l'idée de technologies nouménales dans une critique sociale des nanotechnologies, nous pouvons expliquer pourquoi la complexité des pratiques de recherche en nanotechnologies semble intraduisible en termes compréhensibles par le public. N'étant plus référencé par rapport à nos capacités de compréhension, le travail d'un instrument comme le microscope à effet tunnel apparaît, au mieux, comme une interface invisible. La dangerosité de telles technologies n'est donc pas, originellement, dans les applications nuisibles qu'elles peuvent contribuer à produire, mais dans le fait qu'elles puissent être naturalisées, c'est à dire reconnues comme allant de soi, alors même que nous ne sommes pas en mesure de les comprendre.

L'apparition de technologies nouménales se produit ainsi lorsque la liaison entre représentation et contrôle, entre notre capacité à connaître et notre capacité à faire, est rompue. Dans le cas des nanotechnologies cela se fait au détriment de la représentation qui, nous l'avons vu, devient présentation. Cela contribue dès lors au développement d'une logique de contrôle, c'est-à-dire à l'apparition d'une action qui n'est pas reliée à une fin en soi, mais qui n'est qu'un moyen de maîtriser notre mode d'interaction. Ainsi, l'appareillage instrumental devient-il, paradoxalement, l'objet de toutes les attentions dans la pratique, alors qu'il est, tel qu'observé précédemment, ignoré dans la majorité des discours sur les nanotechnologies. Oublier la part de rationalité instrumentale qui régit les nanotechnologies contribue ainsi au glissement d'une perspective où l'instrument n'est qu'un moyen en vue d'une fin (démarche classique de la science), vers une perspective où le contrôle, [54] l’*opérationnalisation* de la matière - c'est à dire l'idée que la fin en soi est la maîtrise et l'optimisation de l'instrument - devient la finalité de l'activité scientifique.

La place de l'instrument devient ainsi prépondérante, à la fois au niveau de la pratique, mais également de l'idéal de la recherche lui-même servant de point de départ et, trop souvent aussi, de point d'arrivée. Prendre en compte cette double détermination apparaît donc comme décisif pour ériger une critique sociale pertinente des nanotechnologies. Elle trouve d'ailleurs un écho de plus en plus fort dans les interactions au sein des groupes de recherche, comme l'illustre l'émergence actuelle d'une nouvelle catégorie de chercheurs.

L'émergence des chercheurs  
« technico-instrumentaux »

Le dernier élément essentiel à une critique sociale pertinente des nanotechnologies, l'analyse du présent de la recherche, est directement lié à la juste prise en compte de la place de l'appareillage instrumentale dans la production de la connaissance que nous venons d'évoquer. En effet, en parallèle aux différentes incarnations de l'instrumentation, apparaît au coeur de la recherche scientifique une nouvelle catégorie de chercheurs dits technico-instrumentaux (Shinn et Ragouet, 2005). Leur importance au niveau social est indéniable puisqu'ils peuvent être considérés comme les passeurs de cette nouvelle forme de connaissance performative évoquée précédemment. Ils symbolisent ainsi le présent d'une recherche interdisciplinaire s'appuyant sur l'appareillage instrumental pour crédibiliser leur démarche. Les chercheurs technico-instrumentaux sont ainsi ceux qui créent et optimisent des instruments, qualifiés de « génériques » (Shinn et Ragouet, 2005), à vocation transdisciplinaire (en créant et en améliorant, par exemple, un nouveau type de microscope à force atomique). Leur valeur dans le processus de la recherche grandit ainsi à mesure que l'instrumentation devient l'élément prépondérant de l'interdisciplinarité et que la rationalité instrumentale apparaît comme le moteur de la démarche de recherche. Sans véritable attache disciplinaire, ils se définissent avant tout par l'instrument qu'ils contribuent à perfectionner [[34]](#footnote-34). Les scientifiques eux-mêmes ont bien conscience de cette tendance. Ainsi, le chercheur G, qui peut être rattaché à cette nouvelle catégorie de chercheurs, insiste sur l'importance d'une formation à l'optimisation des instruments :

Moi je pense que c'est l'instrumentation qui pousse les découvertes, la science et la technologie. [...] Une éducation universitaire doit donner la capacité aux gens d'être critiques et de n'être pas limités à trouver des réponses à des questions par des outils [55] qui ne sont pas là. [...] Je ne veux pas être contraint par les outils que j'ai à ma disposition. (Entretien avec G.)

Avant tout performative, la connaissance diffusée par les chercheurs technico-instrumentaux apparaît potentiellement aliénante pour certains de leurs collègues. En effet, la temporalité classique du travail scientifique (et notamment le laborieux travail méthodologique de preuve critiquée par les penseurs postmodernes) s'adapte mal à des exigences de performativité et de perspective à court terme. Parallèlement, la réalité du financement en nanotechnologies (à la fois public et privé) amène les milieux académiques à se réorganiser pour favoriser un cursus plus « réaliste » (ainsi une des deux universités où cette enquête a été réalisée propose à court terme des options spécifiquement tournées vers les nanotechnologies). Entre volonté de perpétuer une forme d'éducation à la méthodologie de la preuve et nécessité de s'adapter à un certain réalisme académique, les chercheurs technico-instrumentaux deviennent une solution à court et à moyen terme intéressante dans le cadre des recrutements de groupes de recherche. En évoluant en dehors des sphères disciplinaires classiques, cette nouvelle catégorie peut se prémunir d'une référence externe (réalité, nature, etc.) en insistant sur son expertise particulière et en livrant une solution « clé en main » adaptable à un vaste échantillon de phénomènes. Elle apparaît également moins touchée par les questions éthiques classiques (toxicité, problèmes environnementaux, etc.), mais interroge régulièrement des éléments comme l'utilisation d'images artistiques sans échelle témoignant d'un intérêt pour la transmission des informations permise par leur outil de travail. Au-delà des chercheurs technico-instrumentaux, qui en se coupant volontairement des phénomènes étudiés pour optimiser leur potentiel transdisciplinaire, perpétuent la caractéristique nouménale des technologies qu'ils utilisent dans leurs interactions sociales, il existe des formes de résistance quotidiennes à la performativité de la recherche que la critique sociale doit prendre en compte.

En effet, nous avons pu constater lors de notre étude de terrain qu'un savoir pratique pouvait se déployer par solidarité verticale au sein d'un groupe de recherche : un étudiant en doctorat pourra ainsi former un étudiant en maîtrise à l'utilisation d'un instrument, lequel pourra, s'il dispose d'une expertise dans un domaine différent de celui du doctorant, lui rendre la pareille sur une manipulation instrumentale que ce dernier ne maîtrise pas. Dans les deux cas, il s'agit d'une revitalisation du présent de la recherche, par l'éducation ou par le relationnel tissé au sein d'une équipe de recherche. Cependant ces formes d'adaptation sont liées à la fois à la capacité des individus du groupe de recherche à passer outre les clivages hiérarchiques et à la possibilité du groupe de stabiliser ses horizons de recherche en échappant aux différentes modes en cours en nanotechnologies permettant ainsi au savoir pratique de se développer au sein d'un présent partagé. Ce travail collectif semble difficile à mettre en place dans un contexte où la productivité scientifique (nombre de brevets, [56] fréquence des demandes de subventions) est de plus en plus importante. On peut donc dire que ces formes d'adaptation restent assez rares et que la plus grande part du travail scientifique en nanotechnologies favorise le développement de chercheurs technico-instrumentaux - plus adapté à la situation assez paradoxale d'une science transdisciplinaire, mais de plus en plus avide d'individualités spécialisées. La critique sociale qui voudra livrer une analyse cohérente des nanotechnologies ne pourra se prémunir contre cette réalité de la recherche qui explique en partie les modèles de formation des groupes de recherche, les stratégies de ceux-ci et l'évolution des cursus académiques en lien avec l'expansion de la discipline.

Conclusion

Au terme de notre recherche, nous pouvons affirmer que la critique sociale, pour créer un débat s'adaptant à l'aspect protéiforme des nanotechnologies, doit s'appuyer sur trois éléments distincts : la contextualisation de la recherche, à travers la prise en compte d'une référence externe comme moteur de la recherche ; la place de l'instrument, en tant que facilitateur et créateur de sens, notamment avec les images fournies par l'appareillage instrumental ; et, enfin, le présent de la recherche, symbolisé par l'émergence de la catégorie des chercheurs technico-instrumentaux, passeurs et symboles d'une technoscience qui tend à s'autoréférencer. Tous ces éléments débouchent ainsi sur une vision réaliste des nanotechnologies et permettent d'engager le débat éthique sur le processus même de la production de la connaissance, sans pour autant caricaturer celle-ci. Ils revitalisent également la possibilité pour le sens commun de s'approprier une partie des avancées scientifiques, tout en respectant les éléments épistémologiques qui font de la science un domaine particulier de la connaissance.

La critique sociale nous semble disposer, avec ces éléments, de la possibilité de créer une position qui dépasse les deux perspectives actuelles : celle de la critique totale et unilatérale des groupes de la société civile, souvent bien informée mais manquant de réalisme épistémologique, notamment dans sa tendance à simplifier la pratique scientifique ; et celle de l'optimisme béat, bien plus problématique et naïf, affiché par un trop grand nombre d'acteurs institutionnels (scientifiques, gouvernementaux ou industriels) qui se contentent de réclamer de l'institution des normes non contraignantes de développement des nanotechnologies. Plutôt que de monter la science contre la société ou au contraire d'assimiler l'une à l'autre sans aucune distinction épistémologique, la critique sociale peut proposer une vision réaliste basée sur la remise en cause des éléments de la recherche qui détache de façon irréversible la connaissance scientifique du sens commun. Elle pourra ainsi éviter la limitation du débat éthique au simple clivage acception/résignation face aux éléments complexes de l'évolution technologique.

[57]

***Mots-clés***: Épistémologie, nanotechnologies, sociologie des sciences, éthique, noumène

Bibliographie

Bachelard, Gaston. 1938. [*La formation de l'esprit scientifique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030331552)*.* Paris : Bibliothèque des textes philosophiques.

Bensaude-Vincent, Bernadette. 2010. « Il n'y a pas de vrai débat de société sur les nanotechnologies ». *La recherche.* Document électronique, [http://www.larecherche.fr/idees/entretien/il-n-y-a-pas-vrai-debat-societe-nanotechnologies-01-03-2010-80984](http://www.larecherche.fr/idees/entretien/il-n-y-a-pas-vraidebat-societe-nanotechnologies-01-03-2010-80984), consulté le 10 février 2010.

Bouveresse, Jacques. 1984. *Un philosophe chez les autophages.* Paris : Éditions de Minuit.

Commission Européenne. 2009. "Nanotubes". Document électronique, [www.timefornano.eu](http://www.timefornano.eu), consulté le 15 août 2010.

Galison, Peter. 1997. *Image and Logic : Material Culture of Microphysics.* Chicago : University of Chicago Press.

Galison, Peter et Lorraine Daston. 2007. *Objectivity.* New York : Zone Books.

Gras, Alain. 2003. *Fragilité de la puissance. Se libérer de l'emprise technologique.* Paris : Fayard.

Heidegger, Martin. 1993. *Essais et Conférences.* Paris : Gallimard.

Hessenbruch, Arne. 2004. "Nanotechnology and the negotiation of novelty". In *Discovering the Nanoscale.* Davis Baird, Alfred Nordmann et Joachim Schummer, dir. Pp. 135-144. Amsterdam : IOS Press.

Hottois, Gilbert. 1990. *Le paradigme bioéthique. Une éthique pour la technoscience.* Montréal : Éditions du renouveau pédagogique.

Housset, Karine. 2002. « Acceptabilité sociale des OGM. Le rôle des médias ». *Journal International de bioéthique* 13(2) : 81-89.

Latour, Bruno. 1998. « Ramsès 2 est-il mort de la tuberculose ? ». *La Recherche* Mars 98 : 84-85.

Latour, Bruno et Steve Woolgar.1979. *La vie de laboratoire.* Paris : La découverte.

Musil, Robert. 1984. « Esprit et expérience. Remarques pour des lecteurs réchappes du déclin de l'Occident ». *Essais.* Pp. 101-102. Paris : Éditions du Seuil.

Nature. 2010. "Nanotubes". Documents électroniques, <http://www.nature.com/nnano/index.html>, consulté le 10 février 2010.

[58]

Nordmann, Alfred. 2005. "Noumenal technology : reflections on the incredible tininess of nano". Techné 8(3) : 3-23.

Office québécois de la langue française. 2008. « Nanotechnologie ». Document électronique, <http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/index.aspx>, consulté le 10 Juillet 2010.

Pew Research Center. 2008. « Internet overtakes newspapers as news outlet ». Document électronique, <http://pewresearch.org/pubs/1066/internet-overtakes-newspapers-as-news-source>, consulté le 15 août 2010.

Piaget, Jean. 1967. *Logique et connaissance scientifique.* Paris : Gallimard-Encyclopédie de La Pléiade.

Schmidt Jan.C. 2004. "Unbounded Technologies : working through the technological reductionism of Nanotechnology". In *Discovering the Nanoscale.* Davis Baird, Alfred Nordmann et Joachim Schummer, dir. Pp. 35-50. Amsterdam : IOS Press.

Sciences et Avenir. 2010. « Nanotubes ». Document électronique, <http://recherche.nouvelobs.com/?q=nanotechnologies&referer=sciencesetavenir>, consulté le 10 février 2010.

Scientific American. 2010. "Nanotubes". Document électronique, http://www.scientificamerican.com/search/ ?display=search&q=nanotubes&source=article&category=&section=&author=&sortby=score, consulté le 10 février 2010.

Shinn, Terry et Pascal Ragouet. 2005. *Controverses sur la science. Pour une sociologie transversaliste de l'activité scientifique.* Paris : Éd. Raisons d'Agir.

Worms, Frédéric. 2008. « La question des usages et le moment des nanotechnologies ». In *Bionano-éthique. Perspectives critiques sur les bionanotechnologies.* Bernadette Bensaude-Vincent, Raphaël Larrère et Vanessa Nurock, dir. Pp. 169-183. Paris : Vuibert.

[59]



Première partie.

**TENTER D’Y VOIR CLAIR**

“L’économisme contemporain  
et le triomphe de la nature.”

*Paul Brochu  
Université de Saint-Boniface*

Introduction : l'économique versus l'économie

Il y a des fonctions mentales, comme celle du droit ou de l'économie, dont pour peu on oublierait qu'elles en sont : c'est qu'elles s'accomplissent dans notre société suivant un mécanisme dont l'homme lui-même paraîtrait absent. (Gernet cité dans Laufer 1990 : 625)

[Retour à la table des matières](#tdm)

Cet article se situe sur le plan disciplinaire et examine le raisonnement sociologique dans son appréhension critique de l'économie comme objet de recherche. Ainsi, notre contribution à la pensée critique s'inscrit dans une visée épistémologique portant sur la construction de l'objet qu'est l'économie, et ce, principalement par la critique du modèle (néo)classique en sciences économiques, et par la démonstration empirique (le cas analysé) de l'incohérence de l'application du fondement de ce modèle à la forme coopérative d'économie. Dans ce sens, nous ne proposons pas une critique sociale de l'économie, mais plutôt une critique sociologique du modèle construisant l'économique.

Comme remarque préliminaire et afin d'éviter toute confusion, nous définirons l'économique comme étant l'autonomisation d'une activité, du point de vue de la pensée [[35]](#footnote-35), c'est-à-dire telle que conçu à partir d'un modèle, celui de l’*homo œconomicus.* L'économique peut être vu comme étant tout critère, catégorie ou mesure qui relèverait de la logique utilitariste individuelle dans un rapport [60] d'appropriation à la vie matérielle. Ici, on remarque que l'économique tire son origine de l'individu et de ses propres intérêts, et qu'en tant que type de rationalité (logique ou formelle), il est possible de définir l'activité sans aucune référence aux relations sociales concrètes :

[...] individual preferences are exogenous, ordered, and stable. How these preferences are formed is not of analytical concern because, (...) individuals make independent rational choices to maximize their utility. (...) *rationality* in the model rests on the assumption that préférences are consistently ordered, *maximization* on the assumption that choices 'reveal' preferences, and *individuality* on the assumption that all acts are evaluated in terms of their anticipated consequences for the self. (Sen cité dans Friedland et Robertson 1990 : 24)

L'économique - définie ici comme modèle abstrait - est la rencontre d'intérêts individuels visant la maximisation. Dans l'abstrait, l'économique existe donc sans référence à la préexistence ou à la construction d'un rapport social qui lui donnerait forme. En fait, l'autonomisation de l'économie comme système abstrait (l'économique), c'est l'autonomisation de cette catégorie qu'est l'« individu » de sa forme sociale le construisant, comme nous le rappelle Paul Sabourin :

La grandeur économique est donc une mesure du point de vue d'une forme sociale abstraite, le rapport d'échange capitaliste. Cette forme sociale est celle de la rationalisation économique. C'est pourquoi, les individus ne cherchant que leurs propres intérêts dans le cadre de cette forme économique (...), en aucun cas leur appartenance ethnique ne devrait intervenir dans cette forme morale idéale. Ce qui fait société, dans ce cas, (...) c'est [la] généralité économique [des individus], c'est-à-dire l'existence des individus en tant qu'échangistes sur un marché. (Sabourin 1989 : 102)

Ainsi, il ne s'agit pas ici de nier l'existence d'une rationalité de type économique qui serait de plus le propre d'une entité abstraite nommée *homo œconomicus.* Seulement, cette rationalité (moyens-fins), lorsqu'elle est exprimée, soit par la science économique ou les acteurs sociaux, ne résume ni leur connaissance du monde ni leur comportement et n'existe jamais séparée des autres domaines de la vie sociale. Dans ce sens : « La limite même de (...) [I'] économique est celle de l'économie comme forme sociale (...) » (Sabourin 1989). Le passage du modèle abstrait (l'économique) à sa réalité concrète - l'économie comme forme sociale (Houle 1987 ; Sabourin 1989, 1992, 1993 ; Granovetter 1993) - donne toujours lieu à une articulation avec d'autres formes de connaissance non économiques, i.e. ne se réduisant pas qu'à une rationalité entre moyens et fins (Verges 1989). Nous reprenons donc [61] le point de vue de Max Weber qui définira toute forme de rationalité (dont celle en finalité [[36]](#footnote-36)) comme *idéal type.* Dans ce sens, cette rationalité en finalité s'exprime toujours à travers la médiation des relations sociales concrètes et de leurs propriétés construisant l'espace social et qui ne sont pas secondaires ou instrumentales mais plutôt fondamentales à la constitution de l'économie concrète. Ce sera de cette façon que nous distinguerons l'économique du social qui lui donne forme.

Economic action is socially situated and cannot be explained by reference to individual motives alone. It is embedded in ongoing networks of personal relationship ratherthan being carried out by atomized actors. By *network* we mean a regular set of contacts or similar social connections among individuals or groups. An action by a member is *embedded,* because it is expressed in interaction with other people. (Granovetter et Swedeberg 1992 :g, souligné par les auteurs)

Reprenons et résumons ici les distinctions que nous venons d'établir :

\* L'économie comme forme abstraite, nommée « l'économique » : le rapport d'adéquation entre moyens et fins (définition formelle, rationalité formelle ou en finalité).

\* L'économie comme forme sociale concrète : l'ensemble des rapports sociaux construisant le processus d'appropriation et de transformation de la nature (production, distribution ou circulation, consommation de biens matériels et services), que ce processus soit pensé ou non par les acteurs sociaux à travers une rationalité formelle. Cette construction du processus est définie comme étant un enracinement lorsqu'une distinction est admise dans une société entre l'action individuelle (conçue abstraitement comme rationalité formelle, i.e. « l'économique ») et les rapports sociaux, c'est-à-dire une autonomisation de l'action individuelle par rapport à la société.

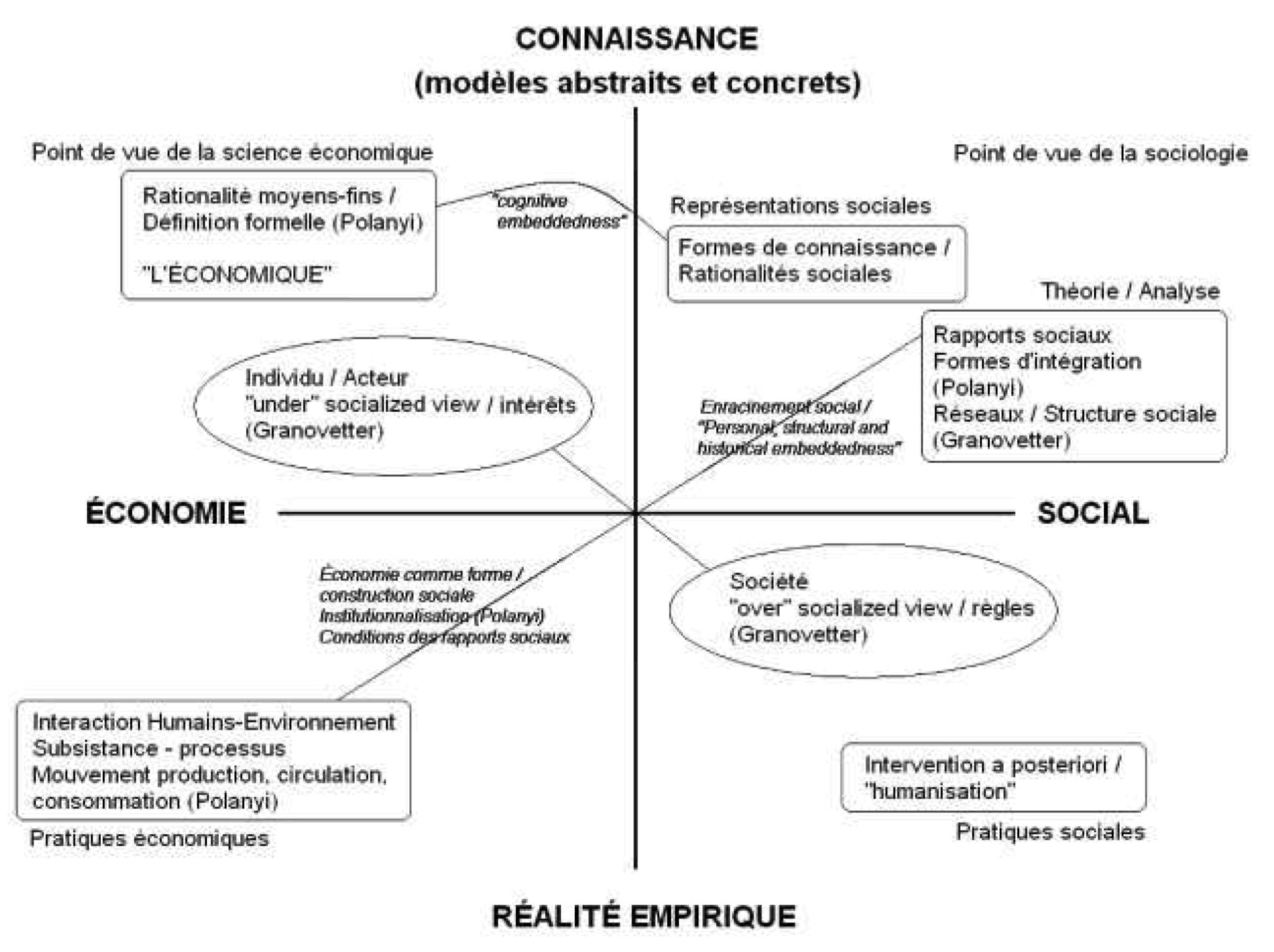
La distinction ici proposée entre l'économie comme forme abstraite et comme forme sociale concrète peut être considérée comme une reformulation des définitions *formelle* et *substantive* de l'économie chez Karl Polanyi :

\* Définition formelle :

L'action rationnelle [est] définie ici comme le choix des moyens par rapport aux fins. (...) le qualificatif « rationnel » (...) s'applique (...) à la relation moyens-fins. (...) la logique de l'action rationnelle [est] cette variante de la théorie des choix (...) appelée l'économie formelle. L'économie formelle renvoie (...) à une situation de choix découlant de l'insuffisance des moyens. (...) Par l'emploi du sens formel, on caractérise l'économie [62] comme une série d'actions consistant à économiser les moyens (...). (Polany, 1975[1957] : 241-242)

\* Définition substantive :

L'origine du concept substantif provient de l'économie empirique. On peut la définir brièvement comme un procès institutionnalisé d'interaction entre l'homme et son environnement qui se traduit par la fourniture continue des moyens matériels permettant la satisfaction des besoins. (Polany 1957 : 242)



Avancée de l'économisme, recul de la sociologie

D'un point de vue comparatif, il est possible d'envisager l'établissement de distinctions qui fondent la constitution de deux objets théoriques différenciés à propos de la réalité économique : celui de la science économique (anciennement nommée « économie politique ») et celui de la sociologie. En [63] effet, ces deux points de vue proposent des conceptualisations fondamentalement différentes d'une même réalité. Mais, en fait, s'agit-il vraiment de la même réalité ?

Pour le sociologue Fred Block, dans son ouvrage intitulé *Postindustrial Possibilities* (1990), la méthodologie néo-classique en sciences économiques aurait deux fondements critiquables : l'idée que l'économie est analytiquement séparée de la société et peut être expliquée dans sa propre dynamique interne, et la conception de l'individu agissant rationnellement en vue d'une maximisation utilitaire. Block précise que ce point de vue néglige la réalité concrète où tout ce qui n'entre pas dans le modèle proposé sera considéré comme des « déviations », des phénomènes « à la marge », voire des « facteurs externes ». Dans le cas du modèle de la rationalité formelle, ce point de vue s'intéresse moins à connaître comment les acteurs agissent que comment ils devraient agir, c'est-à-dire en fonction même du modèle abstrait de la rationalité pure.

La critique de Block est tout à fait valable sur le plan méthodologique, mais Karel Kosik avait déjà -nous semble-t-il - été plus loin dans le cadre de cette même réflexion en démontrant comment ces deux remarques étaient intrinsèquement liées. En effet, pour Kosik, une stricte critique du modèle de la maximisation ne permettrait pas de saisir cette « part idéelle du réel » (pour reprendre l'expression de Maurice Godelier 1984) qu'est *l'homo oeconomicus.* Car, enfin, la question qui s'impose est : *\'homo oeconomicus* existe-t-il réellement ? Dans ce cas, s'agit-il d'une réalité concrète ou abstraite ?

D'un point de vue dialectique, Kosik met en évidence qu'une telle conception de l'action humaine (remarque b : l'individu rationnel) n'est possible que dans le cadre d'une vision de l'économie comme système séparé (remarque a) construisant *\'homo oeconomicus* en tant que réalité :

L'économie est un système et un déterminisme de rapports qui transforment sans cesse l'individu en « homme économique » (...) il ne s'ensuit nullement que les hommes *sont* de telles abstractions. (Kosik, 1978 : 64, souligné par l'auteur)

*L'homo oeconomicus* ne serait donc pas qu'une construction formellement abstraite qu'il suffirait de critiquer comme vision de l'action humaine, mais aussi le résultat, la construction concrète et l'exigence d'un système économique spécifique. Dans ce sens, Kosik ajoutera :

*L'homo oeconomicus* n'est une fiction que s'il est conçu comme réalité existant indépendamment de l'ordre capitaliste. Comme élément du système, l’*homo oeconomicus* est une réalité. (Kosik, 1978 : 64)

[64]

Ainsi, la perspective néo-classique des sciences économiques aurait-elle raison dans l'ordre de l'explication proposée puisque l’*homo œconomicus* existerait réellement ? Cette explication, nous semble-t-il, constitue en elle-même le phénomène social à étudier du point de vue de la sociologie économique, i.e. cette correspondance (Laufer 1990) entre le modèle concret de connaissance (ou sens commun) et le modèle néo-classique de la science économique, correspondance ou adéquation fondatrice de la légitimité sociale du système.

Dans ce sens, l'explication fournie par la science économique demeure ce qu'il nous faut expliquer du point de vue sociologique, c'est-à-dire le processus même de construction, précisément celui de l'institutionnalisation d'un système contribuant à la constitution de l'« homme économique ». Sans cette visée explicative, l'on demeure au sein d'un raisonnement tautologique, expliquant par un modèle ce qui est la création concrète même de ce modèle. De plus, la possibilité de lois universelles proposées par la perspective économique correspond, en fait, à des formes structurelles localisées déterminées pour l'essentiel par un ordre social qui lui n'est pas invariable, variabilité observable dans ce qui est considéré comme des « externalités » au modèle économique.

Dès lors, les deux fondements méthodologiques de la construction de l'objet en science économique (identifiés à la fois par Block et Kosik) permettent d'instituer un modèle, celui du marché autorégulé intégrant et harmonisant les transactions par la production du travail et du capital. Par rapport à ce modèle, la tradition de la sociologie économique (Marx, Durkheim, Weber, Simmel) a remis en cause les fondements méthodologiques de la construction de l'objet (l'économie comme système séparé de la société et de l'individu rationnel), mais aussi les définitions mêmes proposées par la science économique du système qu'est le marché (l'offre et la demande) et de la rationalité formelle.

En résumé, une méthode qui s'abstrait de la réalité sociale concrète, i.e. de l'ensemble des dimensions historique, culturelle, politique, voire religieuse, offre comme résultat une analyse centrée sur une vision naturalisée et naturalisante d'un fait social. L'économisme est justement ce processus par lequel le point de vue économique (i.e. cette adéquation entre les moyens et les fins) et son fondement naturaliste (la raison pure et « naturelle », la comparaison - par analogie - de l'origine des comportements économiques aux phénomènes du monde physique) envahissent l'ensemble des domaines d'activités sociales et obtient le monopole de l'explication de la réalité. Depuis Thomas Hobbes et John Locke (théories du contrat), la plupart des tentatives pour situer la raison et les formes de la rationalité ont été de l'incorporer au sein d'une hypothèse abstraite qu'est « l'état de nature ». Il [65] faut repenser la rationalité ou la raison non plus par rapport à un supposé « état de nature », mais plutôt à la réalité concrète d'un « état de culture » [[37]](#footnote-37).

La sociologie peut et doit proposer comme alternative à cette vision naturalisée de l'économie une perspective qui pose les propriétés des rapports sociaux et leur transformation comme étant au centre même de l'analyse et de la compréhension du sens de l'activité économique. Par cette perspective, la sociologie doit suggérer l'analyse du processus même d'institutionnalisation de cette vision naturalisée construisant la réalité économique contemporaine. Et, là se trouvent justement les avancements les plus importants que peut proposer la sociologie économique. Cet objet demeure toujours le défi actuel de la sociologie économique, c'est-à-dire comment la référence aux processus naturels se constitue comme forme de connaissance et permet d'instituer, de légitimer les pratiques et les rapports économiques contemporains.

L'analyse sociologique de l'économie  
dans la *New Economic Soeiology* (NES)  
et la considération des médiations symboliques

La sociologie se définit comme un point de vue découpant et formalisant un objet dans la réalité, c'est-à-dire les rapports sociaux. La saisie des propriétés structurantes des rapports sociaux peut s'établir de deux façons analytiquement distinctes : soit par l'observation des relations sociales concrètes constituant la pratique empirique, soit par l'analyse des médiations symboliques relatives aux formes de connaissance. Ainsi, la réalité sociale ne se résume ni à la pratique ni aux représentations, ni surtout à une vision dichotomique qui serait de l'ordre d'un rapport entre la « culture » et la « structure » d'une société. Le social, dans cette position épistémologique, apparaît comme étant constitué et institué dans des formes sociales, des médiations, du point de vue des formes de connaissance et de la pratique. Ainsi, par rapport à la perspective qu'est la NES (fondée notamment sur la relecture de Polanyi), nous ferons deux remarques :

\* Polanyi élimine la définition formelle de l'économique pour choisir la définition substantive : cela reste justifiable du point de vue du modèle abstrait des sciences économiques, mais non du point de vue des modèles concrets de connaissance (i.e. le sens commun). À notre avis, Polanyi passe du niveau empirique au plan théorique (i.e. modèle abstrait de connaissance) sans se soucier de la constitution du modèle concret de connaissance existant dans la réalité. Or, la rationalité formelle - cette adéquation entre les moyens et les fins, de même que la rationalité en valeurs, existe bel et bien dans la réalité des représentations et des pratiques économiques. Éliminer le modèle concret de connaissance, c'est enlever l'accès à la description et à l'analyse d'un segment important de la connaissance sociale de l'économie.

[66]

C'est aussi croire à un accès direct de la théorie à l'empirie. Or, quelle forme et quel contenu obtient le modèle concret de connaissance dans les formes d'économie ? Et quel statut obtient-il dans la constitution des pratiques ? Ces questions ne doivent pas être évacuées par une simple critique méthodologique qui porterait sur les différences entre niveaux d'analyse (ou intérêts de connaissance).

* Dans le cas de Mark Granovetter s'intéressant aux réseaux sociaux et à leur configuration empirique, il définit trois propositions à la *New Economic Sociology* (NES) : a) l'action économique est une action sociale (Weber), b) l'action économique est socialement enracinée et localisée *(embeddedness)* et c) les institutions économiques sont des constructions sociales (Berger et Luckman 1966). Ce point de vue n'inclut aucune proposition portant sur la dimension relevant des médiations socio-symboliques qui constituent les formes d'économie.

Compte tenu spécifiquement des deux précédentes remarques, nous nous proposons d'inclure dans le programme de la NES l'analyse des cadres sociocognitifs de la construction sociale de l'économique (DiMaggio et Zukin 1990), i.e. de la rationalité formelle. L'objet d'analyse principal devient ainsi l'enracinement sociocognitif de la rationalité dans les représentations et formes sociales de connaissance. Essentiellement, d'un point de vue méthodologique, la rationalité formelle obtient un statut d'« idéal type » (Weber). Une fois repéré - dans le contenu du discours - le rapport d'adéquation entre les moyens et les fins, l'analyse vise à mettre en évidence son enracinement dans les formes sociales de connaissance qui lui sont relatives. C'est ainsi qu'a été définie l'économique comme forme de connaissance. Pour le dire d'une autre façon, le rapport formel entre moyens et fins n'existe pas qu'abstraitement, il est concrètement enraciné dans des modes de connaissance qui lui donnent forme et contenu [[38]](#footnote-38).

[67]

Le modèle d'analyse ici proposé est très simple : il s'agit de décomposer les catégories du modèle concret de connaissance. Quatre pôles (les définitions de l'individu, du groupe, des valeurs et du contexte) viennent définir les catégories d'indexation ainsi que leur contenu. C'est par cette méthode que nous avons pu situer ce processus d'enracinement de la rationalité formelle. Pour y arriver, nous avons fait l'analyse de discours des rapports financiers annuels de la Fédération des caisses d'économie du Québec (FCÉQ), des années 60 à 90. Nous ne verrons ici que trop brièvement la période qui nous intéresse du point de vue de notre objet : 1985 à 1996.

La forme coopérative d'économie  
et le rapport Individu/Société

La forme d'économie étudiée est la coopérative. Plusieurs raisons ont guidé notre choix. Si plusieurs études ont été produites sur les caisses populaires au Québec, aucune n'avait encore porté sur les caisses d'économie au Québec en sociologie économique. Pourtant, le développement croissant des caisses de groupes - de la fin des années 50 et au début des années 60 - est significatif d'une transformation importante de la société québécoise : le passage d'un enracinement social dans la paroisse à un enracinement dans le travail, dans le contexte de l'émergence de nouvelles pratiques de consommation (Tremblay et Fortin 1964).

La forme coopérative, pour la sociologie, offre un avantage et un inconvénient. L'avantage est qu'il y a reconnaissance explicite de l'aspect social des pratiques économiques. Il est donc plus aisé pour le.la sociologue de s'y introduire et d'obtenir une légitimité dans la démarche de recherche. L'inconvénient est que le social qui y est reconnu explicitement ne correspond pas toujours à la définition de l'objet sociologique. On peut facilement se retrouver alors face à une conception privilégiant un rapport individu/société où la sphère économique marchande est perçue comme étant régie par les intérêts individuels et la sphère de l'économie coopérative vue comme proposant l'intérêt collectif en tant que vecteur principal de l'activité économique. Le problème sous-jacent à cette conception se pose alors dans les termes suivants : où situer cette limite entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif ? L'intérêt individuel se construit-il hors des cadres sociohistoriques lui permettant d'émerger ? De plus, qu'est-ce à dire lorsque l'intérêt individuel devient (ou obtient le statut de) l'intérêt collectif ?

Le modèle concret de connaissance de la réalité nous renvoie constamment - et nous le verrons dans le cas d'analyse - à une vision dichotomique individu/société. Sociologiquement, ce rapport ou plutôt le fondement de chaque pôle du rapport s'inscrit dans des conditions sociohistoriques communes. Reprenant le point de vue de Maurice Halbwachs développé sur la mémoire sociale et individuelle, les travaux de Paul Sabourin précisent que ces conditions sont les référents du langage, de l'espace et du [67] temps, conditions fondant ce que Halbwachs nommait la « réciprocité des perspectives ». Il n'y a donc pas - sociologiquement parlant - un tel problème entre l'individu et la société, faut-il le rappeler, et, de ce fait, entre l'économique et le social : la catégorie « individu » est une construction sociale et la forme économique est une forme sociale de connaissance

Ainsi, les sociétés actuelles sont fondées sur des logiques contradictoires reformulant le développement dans les termes d'un rapport entre l'individu et la société. Du point de vue d'une sociologie de la connaissance sociale de l'économie, ce rapport est constitutif de référents communs, i.e. de la construction des espaces-temps sociaux repérables dans les médiations symboliques.

Dans notre cas d'analyse (la FCÉQ), cinq périodes caractéristiques de son développement ont pu être identifiées de 1962 à 1996. La dernière période historique (1985-1996) visera précisément à régler une opposition individu/société à travers un schème naturaliste d'où émergera une vision en termes de « partenariat associatif ». Pour cette période plus contemporaine, une nouvelle opposition apparaît : l'écart entre les valeurs à promouvoir et le contexte économique.

Les rapports annuels de la FCÉQ  
et la description des représentations sociales de l'économie

Les documents d'archives que sont les rapports annuels nous ont permis de caractériser quatre grandes périodes dans le développement de la Fédération des caisses d'économie du Québec, de 1963 à 1996. Le rapport annuel permet à l'organisme de faire le point sur la situation et d'envisager les changements propices aux difficultés spécifiques. Du point de vue de l'analyse de discours, ce matériau offre la possibilité de saisir l'idéologie dominante de cet espace-temps social qu'est l'organisme coopératif. Nous avons ainsi concentré l'analyse sur certaines sections des rapports annuels, principalement sur le discours du président et du gérant général. Elles nous offrent l'opportunité d'analyser un discours qui vise justement à définir le sens donné à l'orientation du groupe. Ce discours contient ainsi la caractérisation du groupe, des individus qui le composent, ses critères de légitimité (valeurs), le contexte dans lequel l'organisme s'inscrit et, à terme, le processus social au fondement de l'enracinement cognitif de l'activité économique, soit les formes de connaissance qui constituent et instituent l'économie comme phénomène social.

[69]

La métaphore naturaliste ou le fondement de l'économique  
comme forme sociale (1985-1996)

De 1985 à 1996, le discours des bilans financiers offre une représentation « naturaliste » de la relation établie entre la forme caractérisant les rapports sociaux dans les caisses (l'association) et le contexte de concurrence. Ainsi, ce qui est nouveau par rapport aux périodes antérieures n'est pas la présence de ces deux thèmes qui dominaient le discours surtout entre 1979 et 1984, mais bien la façon dont on en parle et la perspective qui lie ces deux pôles. Si nous l'avons qualifiée de « naturaliste », c'est qu'à partir de 1985, ce sera à travers la métaphore au monde de la nature que l'on se représente la réalité économique des caisses. L'importance des besoins individuels, le caractère homogène des caisses, la rentabilité et la forte concurrence restent l'essentiel du contenu du discours. Dans ce sens, il n'y a pas rupture avec la période antérieure. Au contraire, il y a continuité. À partir de 1985, ces mêmes thèmes sont abordés, mais, désormais, c'est à travers l'« analogie » à la nature que l'on en parle. Le contexte devient alors l'« environnement » [[39]](#footnote-39). La transformation ou le changement est une « mutation », et l'homogénéité des caisses se constitue par l'association de « partenaires naturels ». En 1988, le contexte reste toujours un environnement, voire un « paysage ». Les références aux processus naturels et biologiques *(fermentation, osmose, instinct, évolution, canalisation d'énergie)* sont les fondements du point de vue construisant :

1) le pôle identitaire, la Fédération et les caisses, en tant que forme associative constituée de partenaires qui font « alliance » ;

2) le contexte marqué par la concurrence et la lutte pour la survie dans les « remous économiques », une « économie qui paraît à bout de souffle », une « économie chancelante » ;

3) le rapport entre ces deux éléments. Ce rapport est l'aboutissement idéologique de ce que nous avions nommé « l'économisme agrégatif » pour la période 1973-1984.

Dans ce sens, il est possible d'affirmer que ce rapport métaphorique à la nature est la forme élémentaire, le fondement idéologique et l'enracinement cognitif de la construction sociale de l'économisme individuel, il en est l'origine même. Et voici la représentation contemporaine du contexte de la concurrence sur le marché : les caisses d'économie doivent avoir l'une envers l'autre une confiance absolue (ainsi qu'envers leur Fédération) afin de triompher d'un milieu économique comportant des risques et qui répondrait aux mêmes critères de définition que le monde physique [70] naturel [[40]](#footnote-40). La confiance construit ici concrètement la solidarité sociale qui devient une obligation de survie dans un contexte de risque et d'incertitude.

De plus, avec les fermetures d'entreprises, les pertes d'emplois, cette période donne lieu à une restructuration de l'ensemble de la fédération et, particulièrement, à des fusions entre caisses, remettant en cause le caractère « homogène » de chacune des institutions financières dont plusieurs deviendront « multigroupes ». Ainsi, à partir de cette période, les caisses seront vues comme un « réseau », redéfinissant la notion même de « groupes homogènes ». Le cas de la Caisse de la culture, née en 1994, en est un bon exemple. À ce propos, le président de la FCÉQ décrira son émergence par une référence implicite à la notion de réseau tout en s'inspirant d'une vision globale naturaliste. Ainsi, le réseau est constitué d'un ensemble de partenaires associant leurs intérêts particuliers : « Associer des personnes qui se font mutuellement confiance et dont les intérêts convergent ». L'enracinement social de l'activité économique se produit par l'alliance, le partenariat ; d'un point de vue sociologique cette forme sociale est bien celle de l'association (Mingione 1998) [[41]](#footnote-41). Jusqu'en 1996, cette économie financière s'inscrit dans une perspective « naturaliste » qui définit cette association et particulièrement son rapport au contexte.

En résumé, cette période (1985-1996) offre une explicitation des fondements sociaux élémentaires construisant l'individu comme catégorie sociale (pour la période précédente, 1973-1984, voir Brochu 2002a). C'est à travers un rapport métaphorique aux processus naturels que l'on appréhende et que l'on s'approprie la réalité économique ainsi que sa globalisation à l'échelle mondiale.

[71]

|  |  |
| --- | --- |
| **Forme et contenu du rapport économique** | |
| Forme | *Partenariat / association* |
| Contenu | *Moyens : affinités sélectives Fin : intérêt individuel* |
| **Catégories d'indexation du discours** | |
| Valeurs / croyances : | *Don de soi, coopération, dépassement, solidarité* |
| Individu : | *Partenaire naturel, membre (intérêt)* |
| Groupe :  FCÉQ  Caisse | *Réseau de caisses, partenaire*  *Homogénéité, réseau affinitaire, multi-groupes,*  *association, alliance* |
| Contexte : | *Environnement, paysage, mutation, concurrence, développement durable, rentabilité* |

Conclusion

Dans cet article, nous avons tenté de mettre en évidence le processus d'institutionnalisation du modèle qu'est l’*homo œconomicus.* Ce processus demeure, tout comme à l'origine de l'économie politique avec Adam Smith au 18e siècle, la construction d'un système référentiel à la nature, système qui permet la légitimation et l'autonomisation du domaine de l'économique. Sans perspective critique, sans distanciation sociologique, ce processus ne peut apparaître et la réalité demeure « obscurcie », pour reprendre l'expression de Karl Marx à propos des rapports capitalistes et l'origine du profit.

Mais la perspective critique doit, avant toute chose, s'appliquer au phénomène étudié lui-même : précisément aux catégories de connaissance qui le construisent et qui peuvent même le transformer en idéologie. C'est ici le cas avec l'« économie sociale et solidaire » lorsque l'on étudie la forme coopérative d'économie. Notre critique est que cette économie n'est pas sociale au sens sociologique, elle l'est au sens de l'usage du terme dans nos sociétés, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une économie « humaine », tenant compte de valeurs telles que l'égalitarisme et la démocratie. L'économie sociale est ainsi définie, idéologiquement, en opposition avec la forme capitaliste dont on n'a pas compris qu'elle était aussi une construction de rapports sociaux. Cette non-distinction entre les catégories sociales usuelles et les catégories sociologiques produit des conceptions incapables de cerner la construction sociale des formes d'économie puisque se réfugiant dans la dimension idéologique de l'objet d'étude, ne permettant au chercheur que de la soutenir et proposer ainsi une représentation essentialiste de ce même objet, comme cela est le cas dans la perspective de l'« économie sociale et solidaire » :

[...] l'invocation de l'idéologie de l'économie sociale et solidaire par les travailleurs associatifs leur permet de ne pas perdre la face en dissimulant derrière le folklore de la [72] « démocratisation de l'économie » des modifications structurelles telles que la raréfaction des postes dans la fonction publique et la discontinuité des carrières salariales multipliant les situations de reconversion professionnelles (...). (Hély, 2008 : 11)

Bref, en dissimulant la « rationalisation » (au sens de Weber), pourrions-nous ajouter à cette citation de Mathieu Hély. Le problème principal de ce point de vue de « l'économie sociale et solidaire » est qu'il procède d'un découpage idéalisé. Un découpage idéel n'est pas un découpage sociologique, i.e. relatif à une théorie des rapports sociaux qui de plus dépasserait la distinction entre le « social » et « l'économique ». Il faut relire le texte de Karl Polanyi « L'économie comme procès institutionnalisé » (1975[1957]) où il définira les trois formes possibles d'intégration de toute forme d'économie dans la société : l'échange, la redistribution et la réciprocité. Dans la perspective de Polanyi, par l'analyse des processus, il est possible de faire apparaître par exemple qu'un État ou une organisation coopérative puisse fonctionner concrètement selon le « procès institutionnalisé » qu'est l'échange, malgré une référence explicite à des valeurs collectives. Inversement, il est aussi possible de faire apparaître l'enracinement social de pratiques capitalistes (Granovetter 1985).

Polanyi nous le rappelait pourtant dès 1944 : le capitalisme, c'est la généralisation du rapport marchand. Le cas de la coopérative financière étudiée a permis de mettre en évidence que le modèle marchand, par sa généralisation, a même redéfini la forme coopérative au Québec. Cette redéfinition situe dorénavant la coopérative financière sous le même registre que la banque traditionnelle. Il nous faut continuer à découvrir les mécanismes précis et concrets de la construction de cette forme de connaissance généralisée. C'est ainsi qu'il nous semble important de mettre au jour la socialisation des personnes et des groupes sociaux à l'économie contemporaine. De nos jours, le rapport au monde et à la société apparaît comme étant *a priori* « économique » (ou *a priori* « naturel »). Cette appréhension s'avère souvent en décalage avec les engagements exprimés par certaines des personnes et des groupes sociaux y participant (décalage pouvant être saisi par l'analyse de l'idéologie à promouvoir comparé à la représentation du contexte). Cela permet de confirmer que la sociologie de l'économie doit continuer à développer ses analyses et les compréhensions des formes sociales d'économie afin de rendre intelligibles les formes de connaissance relatives aux pratiques socio-économiques dans les sociétés complexes.

Dans cette perspective, nous pouvons considérer que l'analyse de la connaissance sociale de l'économie offre l'opportunité d'observer les médiations par lesquelles se constituent les processus et les représentations socio-économiques, leur origine ainsi que leurs résultats. Depuis plusieurs années maintenant est remise en cause cette dichotomie entre l'économique et le social où ce dernier demeure réduit à un rapport résiduel et subordonné à l'économique (Perret et Roustang 1993). Mettre [73] au jour cette construction sociale - i.e. la constitution et la portée des connaissances sociales de l'économie - et s'interroger sur les limites de sa diffusion demeurent un point de vue à privilégier dans l'avancement actuel de la sociologie économique et permet également de contribuer, il est à souhaiter, au débat contemporain sur le développement de nos sociétés.

***Mots-clés***:

Sociologie, économie, enracinement cognitif, coopératives, Québec

[74]

Bibliographie

Berger, Peter L. et Thomas Luckmann. 1966. *The Social Construction of Reality : A Treatise in the Sociology of Knowledge.* Garden City, New Jersey : Doubleday.

Block, Fred. 1990. *Postindustrial Possibilities. A Critique of Economic Discourse.* Berkeley, Los Angeles : University of California Press.

Brochu, Paul. 2012. « L'éthique catholique et l'esprit du coopératisme : la Caisse d'économie des pompiers de Montréal comme observatoire sociologique (1945-1980) ». *Revue Interventions économiques,* (45) : 22.

Brochu, Paul. 2004. « Développement coopératif et représentations sociales de l'économique : le cas de la Fédération des Caisses d'économie du Québec (1962-1996) ». Actes du colloque *Petites sociétés et minorités nationales : enjeux politiques et perspectives comparées.* Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les études minoritaires (CIRCEM). Ottawa : Université d'Ottawa.

Brochu, Paul. 2002a. « De la mission coopérative au partenariat associatif : le développement de la Fédération des Caisses d'économie du Québec (1962-1996) ». *Économie et solidarités,* 33(2) : 54-80.

Brochu, Paul. 2002b. *Émergence et développement de la Fédération des caisses d'économie du Québec (FCEQ) : une analyse de l'enracinement cognitif des représentations sociales d'une économie coopérative (1962-1996). Cahiers du CRISES* ES-0206. coll. « Études de cas d'entreprises d'économie sociale ».

Brochu, Paul. 2002c. « L'économie comme construction sociale : de Karl Polanyi à Mark Granovetter ». *Actes* *du Colloque du comité de recherche « sociologie économique » de l'Association internationale des sociologues de langue française* (AISLF). Montréal : Université du Québec à Montréal.

DiMaggio, Paul et Sharon Zukin, dir. 1990. *Structures of Capital. The Social Organization of the Economy.* Cambridge, Massachussets : Cambridge University Press.

Douglas, Mary. 1986. *How Institutions Think.* Syracuse, New York : Syracuse University Press.

Douglas, Mary. 1985. *Risk Acceptability According to Social Sciences.* New York : Russell Sage Foundation.

Fédération des caisses d'économie du Québec (1962-1996). *Rapports annuels.* Montréal : La Fédération.

Friedland, Roger et Alexander F. Robertson, dir. 1990. *Beyond the Marketplace : Rethinking Economy and Society,* New York : Aldine de Gruyter.

Giddens, Anthony. 1990. *The Consequences of Modernity.* Stanford, Californie : Stanford University Press.

Godelier, Maurice. 1984. *L'idéal et le matériel : pensée, économies, sociétés.* Paris : Fayard.

[75]

Granovetter, Mark (à paraître). « Entrepreneurship, Development and the Emergence of Firms » (draft version du 4e chapitre). *Society and Economy : The Social Construction of Economic Institutions.* Cambridge, Massachussets : Harvard University Press.

Granovetter, Mark. 1992. « The Social Construction of Economie Institutions ». *Acta Sociologica,* 35(1) : 3-11.

Granovetter, Mark. 1990. « The Old and the New Economic Sociology : A History and an Agenda ». In *Beyond the Marketplace : Rethinking Economy and Society.* Roger Friedland et Alexander F. Robertson, dir. Pp. 89-112, New York : Aldine de Gruyter.

Granovetter, Mark. 1985. « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness ». *American Journal of Sociology,* 91(3 novembre) :4.8i-5io.

Granovetter, Mark et Richard Swedeberg. 1991. « Introduction ». In *The Sociology of Economic Life.* Mark Granovetter et Richard Swedeberg, dir, Pp. 1-28. San Francisco, Californie : Westview Press.

Halbwachs, Maurice. 1952. [*Les cadres sociaux de la mémoire*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.ham.cad)*.* Paris : PUF.

Halbwachs, Maurice. 1968. [*La mémoire collective*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.ham.mem1)*.* Paris : PUF.

Hamel, Jacques, Gilles Houle et Paul Sabourin. 1984. « [Stratégies économiques et développement industriel : l'émergence de Forano](https://www.erudit.org/en/journals/rs/1984-v25-n2-rs1564/056092ar/)». *Recherches sociographiques,* 25(2) : 189-209.

Hély, Matthieu. 2008. « L'économie sociale et solidaire n'existe pas ». <https://laviedesidees.fr/>. Document électronique, <https://laviedesidees.fr/L-economie-sociale-et-solidaire-n-existe-pas>. Consulté le 11 février 2008.

Houle, Gilles. 1987. « L'économie comme forme sociale de connaissance ». *Sociologie du Sud-Est,* (51-54) : 145-163.

Houle, Gilles et Jacques Hamel. 1987. « Une nouvelle économie politique francophone : problématique et enjeux. *Cahiers canadiens de sociologie,* 12(1-2) : 42-63.

Kosik, Karel. 1978. *La dialectique du concret.* Paris : François Maspero.

Laufer, Romain. 1990. « La mesure des choses ». *Comptabilité et pluridisciplinarité. Actes du 11e Congrès de l'Association française de comptabilité.* Saint-Maur : Université Paris Val-de-Marneol. 2 : 625-6^2.

Mingione, Enzo. 1998. « [Fragmentation et exclusion : la question sociale dans la phase actuelle de transition des villes dans les sociétés industrielles avancées](https://www.erudit.org/fr/revues/socsoc/1998-v30-n1-socsoc78/001507ar/)». *Sociologie et Sociétés,* 30(1) : 69-83.

Mingione, Enzo. 1991. *Fragmented Societies.* Oxford : Blackwell.

[76]

Montagna, Paul. 1990. « Accounting Rationality and Financial Legitimation ». In *Structures of Capital. The Social Organization of the Economy.* Paul DiMaggio et Sharon Zukin, dir. Pp. 227-260. Cambridge, Mass. : Cambridge University Press.

Noël, Alain. 1989. « Comme un funambule... »*.Gestion,* 14(3) : 14.

Perret, Bernard et Guy Roustang. 1993. *L'économie contre la société. Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle.* Paris : Seuil.

Polanyi, Karl. 1975[1957]. « L'économie en tant que procès institutionnalisé ». In *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie.* Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg et Harry W. Pearson, dir. Pp. 239-250. Paris : Gallimard.

Polanyi, Karl. 1983[1944]. *La grande transformation.* Paris : Gallimard.

Racine, Luc. 1986. « Les formes élémentaires de la réciprocité ». *L'Homme,* 26 (Juillet-Septembre), pp. 197-118.

Ramognino, Nicole. 1987. « La rationalisation du social : le symbolique comme enjeu du social ». *Sociologie du Sud-Est,* 51-54 : 201-226.

Rioux, Marcel. 1984. *Le besoin et le désir.* Montréal : L'Hexagone.

Sabourin, Paul et Paul Brochu. 2010. « Fragmentation des économies nationales : l'économie des personnes recourant au 'don' alimentaire au Québec comme observatoire ». *Anthropologie et sociétés,* 34(2) : 143-162.

Sabourin, Paul. 1997. « Perspective sur la mémoire sociale de Maurice Halbwachs ». *Sociologie et société* 29 :i3i-6i.

Sabourin, Paul. 1989. « Les enjeux méthodologiques de la construction de l'économie comme forme sociale ». *Anthropologie et Sociétés,* 13(3) : 99-118.

Simmel, Georg. 1987. *Philosophie de l'argent.* Paris : Presses universitaires de France.

Swedeberg, Richard. 1987. « Economie Sociology : Past and Present ». *Current Sociology,* 1(1) : 1-21.

Tremblay, Marc-Adélard et Gérald Fortin. 1964. [*Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.trm.com)*.* Québec : Presses de l'Université Laval.

Vergès, Pierre. 1989. « Représentations sociales de l'économie : une forme de connaissance ». In [*Les représentations sociales.* Denise Jodelet](http://classiques.uqac.ca/contemporains/jodelet_denise/representations_sociales/representations_sociales.html), dir. Pp. 387-405. Paris : Presses universitaires de France.

[77]



Première partie.

**TENTER D’Y VOIR CLAIR**

“Les critiques sociologiques  
du capitalisme en Suisse :  
socialisations plurielles  
et normativité discursive.”

*Gaël Curty  
Université de Neuchâtel*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Qu'elles soient à vocation historique ou statistique, les recherches macrosociologiques sur les critiques sociologiques du capitalisme montrent que les sociologues s'opposent de façon constante et patente à ce système économique et social particulier. De Durkheim à Weber en passant par Comte ou Saint-Simon, la reconstruction généalogique de ces discours laisse apparaître en effet que le champ sociologique s'est initialement et idéalement constitué en opposition au champ économique et au capitalisme (Laval :2002). Les études statistiques récentes participent également de cette thèse en révélant que la grande majorité des sociologues se situe à gauche ou à l'extrême gauche de l'axe politique, indicateur qui sans être de façon littérale un équivalent de l'anticapitalisme y est fortement corrélé (Rios et Raul :2003).

À partir d'une recherche microsociologique basée sur des entretiens semi-directifs avec des sociologues suisses, cette contribution a pour fins de tester les interprétations de ce phénomène en termes de ressentiment et frustration relative (individualisme méthodologique), d'une lutte pour la domination sociale et symbolique afin d'acquérir de la reconnaissance (structuralisme constructiviste) ou d'un sens aigu de la justice (sociologie pragmatique). Dans les sections suivantes, nous exposerons tout d'abord les modalités analytiques de ces perspectives au travers des travaux de Raul Berton et Diego Rios ; de Pierre Bourdieu ; de Luc Boltanski, Laurent Thévenot et Eve Chiapello. Cela nous permettra de réunir les ressources théoriques pour appréhender nos résultats intermédiaires sur les critiques sociologiques du capitalisme en termes de socialisations plurielles et de normativité discursive.

[78]

Individualisme méthodologique et critique

La perspective de l'individualisme méthodologique adoptée par Berton et Rios dans leur ouvrage *La misère des intellectuels. Pourquoi s'opposent-ils au capitalisme* implique de considérer l'anticapitalisme des enseignants en sciences sociales en France comme étant fonction d'une économie « rationnelle » de maximisation des bénéfices et de minimisation des coûts. Elle se fonde sur la conception anthropologique de *\'homo oeconomicus* selon laquelle les phénomènes sociaux trouvent leur intelligibilité dans une rationalité individuelle utilitariste essentiellement calculatrice et maximisatrice. Les enseignants sont ainsi portés à la critique du capitalisme du fait que leur passage du système scolaire au marché du travail leur fait perdre de leur valeur symbolique et sociale. À partir de données récoltées sur les socialisations primaires et secondaires prédisposant les enseignants à la critique, les auteurs développent une argumentation qui soutient que les enseignants éprouvent du ressentiment et une frustration relative envers le capitalisme. La raison évoquée pour expliquer ces sentiments négatifs est le système distributif marchand ne reconnaît pas assez leur valeur et ne correspond pas à la hauteur des aspirations sociales auxquelles leurs performances scolaires devraient leur permettre de prétendre.

Dans leurs analyses empiriques, les auteurs remarquent tout d'abord que les enseignants ont incorporé lors de leur socialisation familiale un ensemble d'idées et d'idéaux situés à gauche de l'axe politique ; une socialisation qui sans l'impliquer nécessairement est fortement corrélée à l'anticapitalisme (Berton et Rios 2003 : 45)*.* Cette familiarisation politique initiée dans la sphère familiale est ensuite développée et renforcée par une socialisation académique qui constitue, plus que tout autre indicateur, un élément déterminant dans leur prise de position idéologique. La socialisation académique agit en effet comme un « catalyseur » de leur disposition critique initiale et explique, dans une large mesure, que 80% des enseignants français se disent être de gauche et opposés au capitalisme (Berton et Rios 2003 : 128). À partir de ces données, les auteurs soutiennent - comme mentionné précédemment - que si les enseignants critiquent le capitalisme [[42]](#footnote-42), c'est parce que le marché ne rétribue pas leurs performances scolaires comme ils s'y attendent et pensent le mériter.

Leur démonstration s'effectue par l'établissement d'une distinction structurelle entre deux systèmes distributifs. Ils relèvent tout d'abord que les intellectuels font au cours de leurs socialisations scolaire et professionnelle, l'expérience successive de deux systèmes de justice distributive distincts reconnaissant différemment leurs mérites : une justice procédurale imparfaite représentée par l'école [79] et une autre, pure, représentée par le marché. Alors que le premier reconnaît pleinement leur mérite et les considère comme étant les meilleurs éléments, le second, a *contrario,* ne les gratifie pas socialement et financièrement comme tel. Cette dissymétrie entre hiérarchie scolaire et hiérarchie sociale constitue ainsi, selon les auteurs, une source de frustration et de ressentiment pour les enseignants. Ayant incorporé le modèle de justice scolaire à leur raisonnement, ils s'attendent en effet à une continuation de la hiérarchie scolaire dans la hiérarchie sociale. Or, comme cela n'est guère le cas, ils sont amenés à concevoir le capitalisme et le marché comme étant des systèmes injustes et inéquitables :

Privés de la récompense économique que leur performance à l'école aurait dû leur apporter, les enseignants ressentent l'économie de marché comme une institution injuste, régie par des principes qui violent les règles du jeu, le pacte originaire fondé sur l'effort et le mérite qui -à leurs yeux- est la base inévitable de la justice sociale. (Berton et Rios 2003 : 73)

C'est donc au nom d'une conception méritocratique et « élitiste » de la justice distributive que les enseignants portent leur critique. Le critère normatif retenu ici par les intellectuels repose sur l'idée qu'« une société juste doit être inégalitaire, mais [que] les inégalités doivent être justifiées en fonction des mérites de chacun » (Berton et Rios, 2003 : 135). Une posture relevant d'un « inégalitarisme élitiste de gauche », qui, selon les auteurs, se trouve tempérée dans certains cas par un « humanisme basé sur la dignité sociale » (au travers de l'octroi d'un revenu minimum universel, par exemple). Leur critique du capitalisme puise ainsi non pas au registre de l'égalitarisme radical, illustré dans la formule marxienne « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », mais à l'idée selon laquelle « les revenus et la reconnaissance sociale doivent être distribués en fonction du mérite » (Berton et Rios, 2003 : 100).

Structuralisme constructiviste et critique

La conception de la critique que l'on trouve dans les travaux de Bourdieu sur le champ académique et les intellectuels (Bourdieu, 1992 : 1997) est inséparable de l'anthropologie qui la fonde et lui donne sens. Selon cette dernière, l'Homme est caractérisé, suivant des modalités culturelles et historiques particulières, par sa contingence et sa finitude et se trouve confronté à la question de la légitimité de son existence. De ce fait, il est plongé dans « l'impossibilité anthropologique d'échapper aux jeux qui ont pour enjeux la vie et la mort symboliques », c'est-à-dire « les jeux de distinction entre les personnes et les groupes dans la quête d'une reconnaissance par les autres » (Corcuff, 2003 : 111). Nécessairement investi par le monde et ses enjeux, cet « être sans raison d'être » au fondement de [80] l'anthropologie bourdieusienne est ainsi constamment en lutte avec ses pairs pour l'acquisition d'un capital symbolique de reconnaissance. Dans le sillage de cette perspective, la critique est envisagée comme un phénomène relationnel dont la compréhension s'établit par l'identification des caractéristiques sociales des agents en présence et de leur prise de position relative. L'explication du phénomène des critiques sociologiques du capitalisme implique de saisir ainsi la construction des déterminants objectifs et subjectifs qui la suscite, à savoir les historicités respectives du champ culturel et de l'habitus scolastique.

Dans le prolongement d'une opposition séculaire entre le temporel et le spirituel, le champ culturel et symbolique français affirme son autonomie à l'égard des pouvoirs politique et économique au dix-neuvième siècle par sa distance à la nécessité économique. Il érige alors les principes de son fonctionnement dans cette même distance, par le *renversement des valeurs* du champ économique, et se constitue comme un monde autonome, doté d'un intérêt et de valeurs spécifiques.

Enfermé dans son ordre propre, adossé à ses propres valeurs de liberté, de désintéressement et de justice qui excluent qu'il puisse abdiquer son autorité et sa responsabilité spécifiques en échange de profits ou de pouvoirs temporels nécessairement dévalués, il s'affirme, contre les lois spécifiques de la politique, celles de la *Realpolitik* et de la raison d'État, comme le défenseur de principes universels qui ne sont que le produit de l'universalisation des principes spécifiques de son univers propre (Bourdieu 1992 : 187).

Il apparaît ainsi que les agents qui composent le champ culturel sont enclins à percevoir et à reconnaître le capital culturel comme le capital dominant et de façon corrélative à condamner en son sein « la poursuite des honneurs et des grandeurs temporelles » (Bourdieu 1992 :302). Ce renversement des valeurs et cet intérêt au désintéressement propre au champ culturel et symbolique est incorporé ensuite par les intellectuels durant leurs socialisations familiale et scolaire sous la forme de dispositions désintéressées et de schèmes de perception et d'appréciation valorisant le culturel au détriment de l'économique.

Concernant la socialisation familiale à la critique du capitalisme, Pierre Bourdieu esquisse l'hypothèse selon laquelle l'opposition macrosociologique des champs culturel et économique peut se retrouver de façon microsociologique dans une opposition des intellectuels avec un membre de leur famille incarnant le pôle économique. Cette opposition les place alors en situation de porte-à-faux et les incite à établir une rupture symbolique ou effective avec ce parent. Bourdieu illustre cette hypothèse à travers l'étude de cas de Flaubert rejetant son frère aîné, désigné par son rang de naissance pour [81] perpétuer la lignée bourgeoise, par son adoption de « la position pure d'écrivain pur » et celle de Baudelaire, dont

[la] rupture à la fois subie et revendiquée avec sa famille, et spécialement avec sa mère, est sans doute le principe d'une relation tragique au monde social, celle de l'exclu contraint d'exclure, dans et par une rupture permanente, qui l'exclut. (Bourdieu, 1992 : 129)

La notion qu'utilise Pierre Bourdieu pour rendre compte de ces dispositions critiques est celle d'habitus clivé. L'usage de ce concept lui permet de faire comprendre que la critique prend sa source dans les socialisations plurielles dont l'intellectuel fait l'objet, et surtout, dans leur décalage, leurs inadéquations et les différences qu'il peut exister entre « l'histoire incorporée et l'histoire réifiée » (Bourdieu, 1997). En effet, lorsque l'habitus se constitue à partir de socialisations et d'expériences plurielles et hétérogènes, ses principes et schèmes de perception ne peuvent que refléter cette pluralité et cette hétérogénéité constitutives. Il en résulte un rapport distancié et réflexif de l'agent à son habitus, qui est susceptible de mettre en cause la validité de ses principes et schèmes perceptifs. Comme le remarque l'auteur, la rupture de la soumission doxique que produit ces expériences contradictoires autorise à penser une contestation de l'ordre institué inscrite dans le sens pratique :

[...] il ne faut pas oublier tous les gens qui sont « mal dans leur peau » [...], dans leur poste, dans la fonction qui leur est assignée. Ces gens en porte-à-faux, déclassés par le bas ou par le haut, sont des gens à histoires qui, souvent, font l'histoire. (Bourdieu, 1980 : 76)

Dans un second temps, l'incorporation de ces dispositions familiales à la critique du capitalisme est amplifiée par une socialisation secondaire aux valeurs désintéressées du champ culturel (Bourdieu 1997). L'opposition principielle des deux champs se cristallise en effet par la socialisation chez ses agents sous la forme d'une structure dualiste de « schèmes classificatoires » selon laquelle chaque nécessité d'un champ s'envisage comme une vertu et plonge la nécessité concurrente dans l'arbitraire et la contingence. La mise à distance des urgences économiques et sociales qui constitue la doxa du champ culturel est alors institutionnalisée par l'école chez les intellectuels, sous forme de dispositions scolastiques et de l’*illusio correspondante.* Cette disposition « libre » et « pure » les incline à avoir un « rapport distant et distinctif » aux mots, aux choses et aux « exigences de la situation », qui implique « l'ignorance non seulement de ce qui se passe dans le monde de la pratique, mais aussi de ce que c'est que d'exister, tout simplement, dans ce monde » (Bourdieu, 1997 : 224-227)*.*

[82]

Selon le développement dont nous présentons maintenant les lignes de force, l'argumentation générale de l'auteur repose sur l'idée que l'appartenance à la fraction dominée de la classe dominante explique la posture critique des intellectuels face au capitalisme. En occupant une position de dominants-dominés, les intellectuels sont l'objet d'un manque de reconnaissance de leurs mérites et du principe scolaire de classement qui les a consacrés :

Le décalage entre le capital économique et le capital culturel ou, plus exactement, le capital scolaire qui en est la forme certifiée est sans aucun doute un des fondements de leur propension à contester un ordre social qui ne reconnaît pas pleinement leurs mérites parce qu'il reconnaît d'autres principes de classement que ceux du système scolaire qui les a reconnus [[43]](#footnote-43). (Bourdieu, 1979 : 331)

Si ce manque de reconnaissance suscitant le ressentiment rejoint ici superficiellement le raisonnement de Raul Berton et Diego Rios esquissé précédemment, il s'en distingue cependant en se fondant dans une interprétation plus étendue en termes de lutte sociale pour la domination sociale et symbolique afin d'acquérir de la reconnaissance.

Dans la suite de son argutie, Pierre Bourdieu ajoute alors à cette thèse que la position de dominant-dominé incline les intellectuels à se sentir proches des catégories sociales défavorisées par un effet d'homologie structurale (Bourdieu 1979). C'est ainsi parce qu'ils partagent avec les classes dominées un rapport de subordination qu'ils s'y identifient et épousent leur cause par solidarité.

Enfin, pour conclure sur ce point, si les intellectuels s'opposent à la fraction dominante des classes dominantes, dont la structure du capital global est définie par plus de capital économique que de culturel, ils le font, de manière - plus ou moins - inconsciente, afin d'acquérir de la reconnaissance en imposant le capital culturel comme principe légitime de hiérarchisation sociale et en cherchant à établir la sociodicée de leurs propres privilèges.

Sociologie pragmatique et critique

Contrairement aux perspectives théoriques précédentes, la sociologie pragmatique de Luc Boltanski, Laurent Thévenot et Eve Chiapello s'intéressent, non plus aux caractéristiques sociales des personnes [83] critiques et à leurs intérêts conscients ou inconscients associés, mais à la critique en tant que telle. Leur démarche a pour objectif premier de clarifier et de modéliser les compétences morales au jugement qui s'expriment au travers de la réalisation de critiques « légitimes » (Jacquemain, 2005). Dans les ouvrages *De la justification* et *Le nouvel esprit du capitalisme,* ces auteurs s'attachent ainsi à l'analyse des critiques du capitalisme en leur dimension morale, c'est-à-dire en ce qu'elles reposent sur des sources d'indignation et des appuis normatifs. Ils divisent ainsi les critiques du capitalisme en deux catégories : la critique artiste et la critique sociale.

La critique artiste se développe au 19esiècle à travers l'invention par les intellectuels et les artistes d'un style de vie « bohème », qui consacre la liberté et la culture de l'incertitude comme des idéaux indépassables. S'inspirant de la philosophie allemande de Heidegger, Hegel et Nietzsche, la critique artiste puise à deux sources d'indignation et repose sur deux appuis normatifs. Elle s'affronte, d'une part, au désenchantement et à l'inauthenticité provoqués par la rationalisation, la standardisation et la marchandisation généralisées au nom d'une conception authentique de la vie et, d'autre part, au caractère coercitif et oppressif du capitalisme au nom de l'autonomie et de la liberté de l'artiste. Comme l'esquissent Luc Boltanski et Eve Chiapello la critique artiste a pour objet :

[la] perte de sens [...], qui découle de la standardisation et de la marchandisation généralisée [...]. Elle insiste sur la volonté objective du capitalisme et de la société bourgeoise d'enrégimenter, de dominer, de soumettre les hommes à un travail prescrit, dans le but de profit, mais en invoquant hypocritement la morale, à laquelle elle oppose la liberté de l'artiste, [...], son refus de toute forme d'assujettissement dans le temps et dans l'espace et, dans ses expressions extrêmes, de toute espèce de travail (Boltanski et Chiapello, 1999 : 84)

L'indignation provoquée par le non-sens et l'inauthenticité des modes de vie liés au capitalisme renvoie à un philosophème classique distinguant une manière authentique et inauthentique de vivre la condition humaine. Dans la première, l'Homme accepte « sa facticité » et « sa contingence en se mettant en tension vers ce qu'il a à être » et assume par là « sa liberté ontologique » et « sa responsabilité ». Dans la seconde, au contraire, il fuit « l'angoisse par l'engluement dans la banalité quotidienne, se réfugie dans le bavardage, comme dégradation de la parole, et se laisse entièrement déterminer par les autres » (Boltanski et Chiapello 1999 :53i).

La seconde source d'indignation se présente quant à elle sous les traits d'une critique de l'aliénation et du contrôle générés par le capitalisme au nom de la liberté et de la créativité artistiques. Elle s'attaque à toutes les formes d'autorité et de contrôle, dénonçant à la fois l'organisation patriarcale de la famille bourgeoise, le « pouvoir hiérarchisé » et la division du travail avec, pour appuis normatifs, « les [84] exigences d'autonomie et d'autogestion et la promesse d'une libération sans limites de la créativité humaine » (Boltanski et Chiapello, 1999 : 245). La dénonciation de la marchandisation et de la standardisation généralisée, propre à cette critique, aura un écho sans précédent en Mai 68 à travers la critique de la société de consommation. La critique estudiantine des processus de « technicisation » et de « technocratisation », et de « la perte d'autonomie et de créativité » de la vie moderne reprend en effet les idées de Freud, Marx et Nietzsche dans un langage inspiré du surréalisme et de l'avant-garde des années 50 (Internationale situationniste, Socialisme ou barbarie).

La critique sociale s'inspire quant à elle du socialisme et du marxisme. Ses sources d'indignation sont, d'une part, la misère et les inégalités, qu'elle cherche à éliminer au nom de l'égalité, et, d'autre part, l'intérêt individuel, l'opportunisme et l'égoïsme, qu'elle dénonce au nom de la solidarité. Le principal objectif de cette critique est d'opposer aux inégalités et à l'individualisme produits par le capitalisme, une société fondée sur le bien commun et la justice sociale afin de supprimer « l'exploitation de l'homme par l'homme ». Comme l'exemplifient les auteurs, cette critique opérée par les ouvriers en Mai 68 s'élève contre « l'égoïsme d'une oligarchie », les monopoles et l'accaparation des fruits du progrès par une minorité.

La démonstration générale de Luc Boltanski et Eve Chiapello consiste à faire voir l'importance que revêt la critique dans l'élaboration de ce que l'on nomme, suite à Max Weber, l'esprit du capitalisme. Leur reconstruction sociohistorique des critiques du capitalisme et de leur relation dialectique avec ce système et le management contemporain met ainsi en évidence que le nouvel esprit du capitalisme des années 1990 a récupéré certains éléments de la critique artiste de Mai 68 sous la forme d'une idéologie managériale et des formes d'organisation du travail fondées sur l'autonomie et la réalisation de soi. Selon les auteurs, l'incorporation de la critique artiste a non seulement permis d'éviter la critique sociale ainsi que d'y répondre, mais a eu pour effet, au surplus, la motivation et l'engagement des cadres, et le désarmement de la critique du capitalisme (Boltanski et Chiapello, 1999 ; Honneth, 2006).

Dans la suite de notre analyse, nous associerons les résultats empiriques de ces trois perspectives en une approche synthétique afin de définir les socialisations qui inclinent les sociologues à la critique du capitalisme et la normativité de leurs discours. Cela nous permettra au niveau théorique d'évaluer la validité respective des interprétations du phénomène des critiques sociologiques du capitalisme de Raul Berton et de Diego Rios, Pierre Bourdieu ainsi que celles de Luc Boltanski et d'Eve Chiapello sur les modalités normatives des discours critiques du capitalisme.

[85]

Les critiques sociologiques  
du capitalisme en Suisse

À partir de dix entretiens qualitatifs réalisés avec des sociologues suisses travaillant dans la sphère académique comme assistants ou collaborateurs de recherche, nous proposons de tester la validité respective à la fois des données empiriques et des interprétations théoriques des trois perspectives précitées. Notre développement sera divisé en deux temps : après avoir établi que les dispositions critiques du capitalisme sont fonction de socialisations plurielles et hétérogènes, nous dresserons un état des lieux des modalités discursives et normatives que les critiques sociologiques du capitalisme en Suisse recouvrent au début du 21e siècle.

Disposition critique et socialisations plurielles

Comme Raul Berton, Diego Rios et Pierre Bourdieu le développent respectivement, les dispositions critiques des intellectuels sont initiées à l'origine dans la sphère familiale, par une socialisation politique de gauche et une opposition intrafamiliale entre un pôle économique et un pôle culturel. Bien que nos résultats soient essentiellement qualitatifs et interdisent de faire des généralisations statistiques, nous pouvons remarquer en effet qu'ils corroborent, à leur mesure, les analyses quantitatives de Raul Berton et Diego Rios en montrant que *la totalité* des interviewés se disent de gauche ou d'extrême gauche et se situent plus à gauche que leurs parents. Cependant nos résultats nuancent également leurs propos en faisant apparaître qu'il n'y a pas une relation de continuité mécanique entre les socialisations politiques familiales et les inclinations politiques des sociologues : les sociologues ne sont en effet pas tous issus de familles de gauche - la moitié d'entre eux venant d'un milieu dont un parent - ou moins - est de droite.

Sur la question de l'inclination politique, nous constatons que la propension familiale à telle ou telle idéologie est fonction de la division de la structure des capitaux culturels et économiques : plus la famille est proportionnellement dotée de capital culturel, plus elle a de probabilité d'être de gauche, et, inversement, plus elle est proportionnellement dotée de capital économique, plus elle a de chances d'être de droite. Il importe alors de relever que lorsque la famille est de droite, elle n'appartient pas aux fractions dominantes de l'espace social, mais aux fractions dotées d'un faible volume de capital global (petits indépendants dans les transports, petits agriculteurs). Il en ressort que, d'une part, les sociologues sont l'objet d'un rapport de domination (en tant qu'ils ne sont jamais issus de la fraction dominante des classes dominantes) et, d'autre part, que si la socialisation politique familiale a en effet une influence sur les dispositions idéologiques futures de la moitié des sociologues interviewés, elle n'explique pas que la totalité devienne ensuite de gauche. Comme nous le verrons plus loin, ces tendances lorsqu'elles ne s'expliquent pas par la socialisation familiale, trouvent leur raison dans la socialisation scolaire et académique.

[86]

Le fait qui nous semble important sur la question de la socialisation primaire est que les trois quarts des sociologues ont vécu une opposition intrafamiliale entre le culturel et l'économique sous la forme d'une opposition au père ou au grand-père. En ce sens, à la question de savoir comment expliquer l'opposition des sociologues au capitalisme, un interviewé répond de façon explicite : « Dans mon cas - mais bon là c'est très psychologique, j'ai pas envie de rentrer là-dedans -, c'est une volonté de rompre avec le père, avec la famille » (Sociologue, assistant d'enseignement et de recherche). Ou encore, dans le même registre, cette chercheuse évoque l'expérience de la rupture de ses parents avec leur origine bourgeoise pour expliquer son rapport critique au capitalisme :

Je pense qu'une bonne partie de ma critique est un héritage de mes parents. Ils ont plutôt rejeté leur héritage d'enfant bourgeois - ils l'ont rejeté entre guillemets, ils en ont bien profité aussi -, mais dans leurs discours en tout cas, ils l'ont pas mal critiqué. Des discours contre l'économie, j'en entends depuis que je suis toute petite en fait. La question de mettre les valeurs humanistes avant les valeurs économiques, c'est quelque chose qui est profondément dans la culture de ma famille, en tout cas de façon récente. (Sociologue, chercheuse)

Ces oppositions intrafamiliales présentes aussi bien chez les sociologues appartenant à des familles de gauche que de droite génèrent, malgré leurs idiosyncrasies propres, un ensemble de dispositions contradictoires, constitutives d'un habitus clivé, divisé contre lui-même.

À partir de là, la fréquentation académique de la discipline sociologique et de son corpus practico-théorique agit pour les sociologues, soit comme la création institutionnelle de leurs dispositions critiques et anticapitalistes, soit comme un élargissement et un renforcement de leurs prédispositions familiales à la critique du capitalisme. Bien loin d'une neutralité axiologique si souvent érigée en profession de foi au sein du champ académique, les deux tiers des interviewés pensent ainsi que leurs professeurs de sociologie étaient engagés contre le capitalisme dans leur cours. L'élément qui apparaît le plus important et le plus inaperçu, à la fois cause et effet de leur critique, est l'incorporation du renversement des valeurs économiques qui est constitutif de la doxa du champ culturel. Ces dispositions scolastiques et les schèmes de perception et de division du monde associés, s'expriment dans leurs discours sur le mode de la critique du « privé au nom du public », du « matérialisme », de l'argent et du raisonnement économique. Malgré leurs différentes modalités d'expression, ces manifestations de l'incorporation de la doxa scolastique obéissent à une même structure hiérarchique consacrant le culturel comme étant supérieure l'économique.

[87]

Pour aller plus loin dans l'analyse, cette hiérarchisation différentielle et paradoxale des valeurs économiques et culturelles n'est pas liée, contrairement à ce qu'en pensent Raul Berton et Diego Rios, à un calcul conscient et à un manque de reconnaissance explicite de leur valeur, mais bien à leur *illusio* académique. En effet, les sociologues n'éprouvent pas de frustration quant à leur position sociale et ne souffrent pas de leur situation économique, non pas qu'ils soient particulièrement irrationnels économiquement parlant ou mauvais calculateurs, mais simplement parce que « cela ne compte pas » pour eux, et qu'ils sont investis, corps et âme, dans d'autres enjeux. Autrement dit, si les sociologues sont particulièrement disposés à la critique du capitalisme, c'est qu'à travers un nombre successif d'épreuves et de mises à l'épreuve par la famille et l'école, ils ont acquis patiemment des dispositions scolastiques et ont fini par être habités par l’*illusio* et la *doxa* du monde scolastique. C'est-à-dire que la croyance dans le jeu et les enjeux scolastiques les a amenés à reléguer la grandeur économique au second rang et à épouser progressivement une forme de sociodicée culturelle. En ce sens, certains interviewés expriment clairement cette supériorité des fins culturelles dans des formules ayant trait au registre de la vérité et de la lucidité :

Je pense que ma position est la plus privilégiée : j'ai des armes pour comprendre le monde, je peux travailler quand je veux, je gagne assez d'argent, même si c'est rien, même si je suis au-dessous du seuil de pauvreté. (Sociologue, assistant d'enseignement)

Ou encore celle-ci :

La sociologie [est mieux que l'économie] car c'est un point de vue sur les choses, sur la société, sur l'Homme, plus global, plus vrai et aussi plus humain [...]. Moi, je ne gagne pas beaucoup, je ne fais pas quelque chose de productif pour la société, je critique. Ça ne me pose pas de problèmes de vivre comme ça : je fabrique quelque chose qui dérange et qui ne satisfait pas le système. (Sociologue, chercheuse)

Enfin pour conclure sur la socialisation professionnelle, il apparaît qu'à l'unanimité les sociologues interviewés pensent que la vocation et la fonction de la sociologie est d'être critique, de « dévoiler et dénoncer les inégalités et les injustices » afin de faire « changer les choses ». En endossant le rôle du porte-parole, les sociologues expriment ainsi leur solidarité avec les dominés, ce qui peut être interprété en termes bourdieusiens comme un effet de l'homologie structurale et du rapport de subordination qui les caractérisent tous deux, bien que différemment.

[88]

Normativité critique

De façon générale, nos résultats corroborent les analyses de Luc Boltanski et Eve Chiapello en montrant que la critique sociale a gardé son intensité et sa forme en ayant soigneusement été neutralisée par le capitalisme alors qu'en revanche, la critique artiste a subi de profondes modifications et perdu de sa force par son incorporation partielle dans le nouvel esprit du capitalisme et de ses formes de management correspondantes. Dans ce qui suit, nous présentons les différentes modalités selon lesquelles se déploient les critiques artistes et sociales du capitalisme, et leurs sources d'indignation et leurs appuis normatifs.

La critique artiste de l'inauthenticité prend la forme d'une critique du non-sens de la société de consommation et de la marchandisation généralisée. La vanité de cette société réside dans son accumulation sans limite à des fins distinctives et sa marchandisation effrénée. Comme nous pouvons le voir dans cet extrait, c'est l'absence de finalité et d'authenticité qui porte préjudice à cette manière d'être au monde :

Dans une société qui est guidée par des valeurs d'entreprise, un des besoins fondamentaux de l'entreprise, c'est d'avoir des débouchés pour ses produits, donc si on veut des débouchés pour ces produits, il faut bien des gens qui ont envie de les acheter. À travers la publicité, à travers le marketing, on a créé toute une série de besoins complètement artificiels - et là je crois que cela fait partie d'une des choses qui est complètement inhumaine et folle dans cette société - c'est que les gens sont amenés à remplir des quantités de besoins toujours plus importants, toujours plus divers, mais complètement artificiels, qui, finalement ne correspondent pas aux besoins fondamentaux que connaît la psychologie [...]. Après, cela se retrouve dans les *burn-out,* dans les suicides sur le lieu de travail, dans l'invalidité pour cause psychique qui augmente. C'est pas très étonnant que les gens pètent les plombs, faut s'en étonner, mais moi ça ne m'étonne absolument pas. (Sociologue, chercheuse)

La critique de l'oppression et de l'aliénation dans le capitalisme a quant à elle subi de grandes modifications suite à sa récupération dans le management participatif. En effet, les transformations à la fois idéelles et matérielles du management semblent avoir répondu aux aspirations à plus d'autonomie et de responsabilité des cadres et des sociologues dans leur travail. Il faut cependant nuancer le degré de cette récupération en ajoutant que les sociologues considèrent ces nouvelles exigences managériales comme n'étant pas applicables à tous les employés, inégalement dotés des compétences demandées en « savoir » et en « savoir-être » pour atteindre à l'autonomie et la réalisation de soi dans le travail. Autrement dit, le modèle de l'entrepreneur de soi propre au [89] management participatif, invitant à se considérer comme une entreprise en concurrence avec les autres, est relativement bien vécu par les sociologues [[44]](#footnote-44), bien qu'ils n'hésitent guère à dénoncer ce procédé de façon générale. Ainsi, après avoir dit bénéficier de « liberté totale » dans son travail, cette interviewée envisage le modèle de l'entrepreneuriat de soi comme une nouvelle forme d'aliénation :

Du moment où on fait de chaque employé un entrepreneur de soi [...] ce qui était une compétence complètement informelle et inconsciente [...] devient un capital qui est travaillé au même titre que n'importe quelle autre compétence ou capital. Il y a quelque chose de très paradoxal. Ce qu'on prêche comme modèle, c'est d'être le plus naturel possible, le plus spontané, en lien avec ses émotions, capable de dire les choses, ouvert à la critique, capable d'évolution, et en même temps on le fait dans un cadre complètement contraint, travaillé, artificiel. C'est l'extension de la logique de marché, de la logique économique ou tout devient matière à être pensé, travaillé dans une logique de capital, de processus d'accumulation et d'enrichissement. (Sociologue, chercheuse)

Quant à la critique sociale, ce sont les critiques des inégalités qui apparaissent avec le plus d'intensité et de récurrence. De façon classique, les différences économiques entre riches et pauvres, entre capital et travail sont dénoncées. L'élément nouveau consiste en ce que les inégalités ne sont pas dénoncées au nom d'un égalitarisme radical (comme dans les années '70), mais au nom du méritocratisme élitiste tempéré d'humanisme. Ainsi dans une formulation réfléchie, après avoir noté la primauté des valeurs humanistes sur les valeurs économiques, cette interviewée met en avant que le problème est moins celui de l'inégalité que de sa démesure :

Pour moi, il peut y avoir une certaine inégalité, je pense qu'une des choses que nous a apprises l'expérience soviétique, c'est qu'à vouloir mettre tous les êtres humains parfaitement à égalité, il y a effectivement une forme de créativité, de façon de se surpasser, d'avancer qu'on tue un petit peu [...]. Donc qu'il y ait des inégalités dans les rémunérations, je pense que c'est finalement assez juste, mais pour moi, c'est dans le niveau des inégalités que la question se pose : elles ne doivent pas être aussi fortes qu'à l'heure actuelle et surtout chaque rétribution, jusqu'aux niveaux les plus élevés doit rester en proportion d'un travail qui est fait. (Sociologue, chercheuse)

L'intérêt égoïste est quant à lui critiqué au nom de la solidarité et du primat du social et du collectif sur l'économique et l'individuel. Dans le sillage de Polanyi et de Mauss, la critique remet en question la naturalité de l’*homo œconomicus :*

[90]

Avec la logique néolibérale, il y a une logique de compétitivité qui s'installe, tous les individus sont en compétition les uns avec les autres, [alors que] je crois que l'être humain est profondément un être social, qui a besoin de relations humaines, qui a besoin de confiance, ça fait partie de ses besoins fondamentaux (Sociologue, chercheuse)

Conclusion

De manière générale, il découle de nos analyses empiriques que les critiques sociologiques du capitalisme en Suisse peuvent être comprises comme le fruit d'une pluralité et d'une hétérogénéité de socialisations et de conceptions normatives particulières. En ce sens, les principales implications théoriques de ces résultats sont, d'une part, de montrer que l'habitus n'est ni nécessairement adapté, ni nécessairement cohérent et, d'autre part, qu'à travers l'analyse du substrat normatif des critiques sociologiques du capitalisme, peut se lire une partie de la normativité de la sociologie. L'usage que nous avons fait du concept d'habitus clivé nous semble en effet affiner la conception traditionnelle par trop statique et mécanique de l'« habitus », en faisant voir l'importance des socialisations plurielles et contradictoires qui lui donne forme. L'analyse du substrat normatif des critiques sociologiques du capitalisme permet, quant à elle, de faire l'esquisse d'une partie de la normativité de la sociologie aujourd'hui. L'identification des appuis normatifs sur lesquels reposent ces critiques éclaire en effet la politique scientifique des sociologues interviewés en donnant des résultats sur l'engagement, la neutralité axiologique, ou le relativisme moral qu'ils épousent dans leur volonté de savoir. En ce sens, la vocation critique de la sociologie, évoquée systématiquement lors des entretiens, dénonce le manque de sens de la société moderne, l'émergence d'une nouvelle forme d'aliénation associée au modèle de l'employé entrepreneur de soi, ainsi que les inégalités sociales et l'individualisme intéressé de l’*homo œconomicus* au nom de la nécessité de la construction collective d'un horizon de sens commun, d'un rapport à soi non-instrumental, d'une forme de mérite tempéré d'humanisme et de la solidarité.

Enfin, s'agissant de la validité respective des perspectives théoriques que nous avons utilisées pour rendre intelligible notre objet, notre recherche fait apparaître que les analyses de Pierre Bourdieu, et de Luc Boltanski et Eve Chiapello sont confirmées de façon empirique et que celles de Raul Berton et de Diego Rios sont insuffisantes à rendre compte du phénomène des critiques sociologiques du capitalisme.

Notre recherche montre en effet tout d'abord que, si les données statistiques de Raul Berton et Diego Rios sur l'inclination politique de gauche des sociologues et de l'effet catalytique sur leurs critiques du [91] capitalisme de leur socialisation académique tendent à être confirmées par nos résultats, leur interprétation des critiques sociologiques du capitalisme comme un manque de reconnaissance de leur mérite n'épuise que partiellement l'explication du phénomène.

Dans le prolongement de cette centralisation, notre recherche établit ensuite à la fois la validité des observations empiriques de Pierre Bourdieu et de son interprétation. Son analyse du phénomène des critiques sociologiques du capitalisme comme étant lié à des socialisations à la critique du capitalisme initiées dans la sphère familiale, prolongées dans une socialisation académique à des dispositions scolastiques et enfin magnifiées dans une socialisation professionnelle et une position de dominant-dominé dont la sociodicée consiste à valoriser le culturel au détriment de l'économique, est en effet pleinement vérifiée par notre recherche et autorise ainsi de comprendre l'inclination des sociologues à la critique du capitalisme comme l'expression d'une lutte pour la domination sociale et symbolique afin d'acquérir de la reconnaissance.

Notre recherche permet enfin d'attester de la validité des analyses de Luc Boltanski et Eve Chiapello sur les critiques sociologiques du capitalisme et leurs teneurs normatives et de mettre en lumière le fait que la critique artiste et la critique sociale demeurent fortement présentes au sein du champ sociologique aujourd'hui.

Arrivé aux termes de notre analyse, il ressort ainsi de façon synthétique que l'apport de notre recherche, au niveau empirique, est de permettre la compréhension du phénomène des critiques sociologiques du capitalisme comme une lutte pour la reconnaissance reposant sur les appuis normatifs de la critique artiste et sociale et, au niveau théorique, de confirmer la justesse des modèles explicatifs proposés par les approches du structuralisme constructiviste et de la sociologie pragmatique.

***Mots-clés***:

Capitalisme, critique artiste, critique sociale, socialisation anticapitaliste, normativité critique

[92]

Bibliographie

Berton, Raul et Diego Rios. 2003. *La misère des intellectuels. Pourquoi s'opposent-ils au capitalisme ?* Paris : L'Harmattan.

Boltanski, Luc et Laurent Thévenot. 1991. *De la Justification. Les économies de la grandeur.* Paris : Éditions Gallimard.

Boltanski, Luc et Eve Chiapello. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme.* Paris : Gallimard.

Boltanski, Luc. 2002. « Nécessité et justification ». *Revue économique* 53(2) :275-28g.

Bourdieu, Pierre. 1997. *Méditations pascaliennes.* Paris : Éditions du Seuil.

Bourdieu, Pierre. 1992. *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire.* Paris : Éditions du Seuil.

Bourdieu, Pierre. 1980. *Question de sociologie.* Paris : Les Éditions de Minuit.

Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction. Critique sociale du Jugement.* Paris : Les Éditions de Minuit.

Corcuff, Philipe.2003. *Bourdieu autrement.* Paris : Éditions Textuel.

Chiapello, Eve. 1998. *Artistes versus managers. Le management culturel face à la critique artiste.* Paris : Éditions Métailié.

Honneth, Axel. 2006. *La société du mépris.* Paris : Éditions de la Découverte.

Jacquemain, Marc. 2005. *Le sens du Juste. Cadre normatif et usages sociaux des critères de Justice.* Liège : Éditions de l'Université de Liège.

Laval, Christian. 2002. *L'ambition sociologique.* Paris : Éditions de la Découverte.

[93]



Première partie.

**TENTER D’Y VOIR CLAIR**

“La critique sociale et ses dimensions. Pour une contribution de la théorie  
de la critique sociale.”

**Barbara Fontar** *Université Rennes* 2

[Retour à la table des matières](#tdm)

Qu'est-ce que la critique sociale ? Quels sont son origine, sa raison d'être, son dessein ? Qui sont les critiques sociaux ? Existe-t-il une loi, un ordre, un modèle unique de la critique comme activité sociale ? Cet article tente de répondre en partie à ces questions en proposant une ébauche de modélisation. C'est par l'examen de plusieurs pensées sur la critique que nous avons cherché à comprendre cette activité. Dans un but de contextualisation, nous présenterons brièvement cette exploration dans la première section. Cette quête définitoire nous a conduite à l'identification d'entrées - les dimensions de la critique sociale - permettant de comprendre cette pratique et de la modéliser. Cela constitue le coeur de cet article (la deuxième section). Nous espérons ainsi modestement contribuer à une théorisation de la critique sociale.

Une plongée dans la pensée sur la critique sociale

Qu'ont en commun Reinhart Koselleck, Montesquieu, Roland Barthes, Pierre Bourdieu, Luc Boltanski et Michaël Walzer ? Ces auteurs appartiennent à des domaines et à des courants différents, mais ont tous pensé la critique comme une activité sociale, en ont dressé les caractéristiques et dessiné le portrait de son principal acteur.

Michaël Walzer, Roland Barthes, Pierre Bourdieu et Luc Boltanski produisent une théorie de la critique ; à l'exception de Luc Boltanski, tous ces auteurs proposent une vision de ce que doit être la « bonne » critique sociale. Leur approche est normative. Qu'ils la théorisent ou non, Bourdieu, Barthes et Montesquieu sont eux-mêmes des critiques sociaux, alors que Boltanski, Koselleck et Walzer sont des observateurs de la critique comme activité sociale. Soulignons plus spécifiquement l'originalité et l'apport de chacun de ces auteurs.

[94]

Reinhart Koselleck est historien allemand contemporain, spécialiste de l'histoire politique et culturelle du 18e siècle. C'est plus particulièrement son approche diachronique qui nous intéresse. Dans *Le règne de la critique* (Koselleck, 1979[1959], il interroge un pan des racines françaises de la critique, celui des penseurs des Lumières. Ce faisant, il retrace l'émergence de la notion de critique en France et la place qu'occupe la raison dans cette notion. En interrogeant les discours précédant la Révolution française et leurs origines, il fait le lien entre critique, morale et politique. Ce sont donc à la fois l'histoire et la genèse de la critique en France au 18e siècle, son rôle et la posture du critique que cet auteur interroge. Ce faisant, il montre que la critique sociale peut avoir des effets pervers.

Montesquieu est philosophe français du siècle des Lumières. Il se fait lui-même critique en prenant pour objet les moeurs de la société française au 18e siècle. Dans ses *Lettres persanes,* il montre la critique des Lumières en train de se faire. L'intérêt particulier de sa démarche est qu'elle met en lumière plusieurs conditions à la critique sociale. Parmi celles-ci, le procédé de distanciation du critique face à son objet, auquel s'ajoute la nécessité de la connaissance et du savoir. La multiplicité des points de vue constitue également une des conditions nécessaires de la critique.

Roland Barthes est sémiologue français du 20e siècle. Critique et théoricien de la critique, il appréhende les discours comme des sémiotiques particulières. Ce faisant, il établit et érige la véritable critique en critique immanente des significations. Son approche est intéressante dans la mesure où il ne pose pas la critique comme un jugement, mais comme le dévoilement de sens.

Pierre Bourdieu, sociologue français contemporain, aborde cette activité à travers la fonction critique de sa discipline. En octroyant à la sociologie une telle fonction, il se fait théoricien de la critique sociale et se pose également comme un acteur critique. En outre, il conçoit la critique comme une maïeutique sociale, un moyen d'action émancipatrice à l'égard des pouvoirs, de prise de conscience des déterminismes sociaux et de lutte contre les formes d'aliénation sociale. La sociologie critique bourdieusienne consiste à dévoiler la vérité du monde social. Un dévoilement qui apparaît le seul permis par l'expertise du sociologue.

Luc Boltanski est également sociologue français contemporain. Son approche de la critique répond de l'approche bourdieusienne et s'en distancie. On passe de la sociologie critique à la sociologie de la critique. Ce faisant, pour Boltanski, le sociologue n'a pas le monopole de la critique. Les individus, sans être représentés comme des agents dominés, mais comme des acteurs sociaux légitimes, sont, à l'instar du sociologue, compétents pour critiquer. Ainsi, son analyse des ressources et des compétences de la critique sociale « ordinaire » est particulièrement intéressante.

[95]

Michaël Walzer est philosophe américain contemporain. Théoricien de la justice, il propose dans *La critique sociale au XXe siècle* (Walzer, 1995[1988]) et dans *Critique et sens commun* (Walzer 1990) une approche normative de la critique comme activité sociale : il dessine le portrait du « véritable » critique. Ce qui intéresse l'auteur est davantage la pratique, le rôle et la posture du critique que son discours. Ainsi, parmi les caractéristiques du véritable critique social, on peut citer l'appartenance à la société qu'il critique et l'opposition tant à ses amis qu'à ses ennemis, et ce, au nom de leurs valeurs et principes communs.

Cette plongée n'est évidemment pas exhaustive. En l'état, elle apporte des points de vue divers et complémentaires. On l'aura compris, ces auteurs n'abordent pas nécessairement la critique sociale à travers les mêmes approches, ni avec les mêmes objets, ni ne dessinent le même portrait du critique. Parfois ils se rejoignent, parfois ils s'opposent. À notre questionnement initial, voici donc une première réponse : il n'existe pas une loi, un ordre de la critique, un modèle unique de la critique comme activité sociale.

Ce ne fut pas la seule « découverte ». Au cours de l'exploration de cette littérature questionnant ou décrivant l'activité critique et son acteur, nous avons identifié des critères généraux communs de la critique. En d'autres termes, au-delà de l'hétérogénéité et des pensées parfois contradictoires sur cette activité, on constate que celle-ci comporte des dimensions communes. Il s'agit d'invariants dont les modalités peuvent s'accorder, varier, voire s'opposer d'une pensée à une autre. Ces critères généraux communs, ces invariants ou encore dimensions communes permettent de monter en généralité et de modéliser l'activité critique. Ce sont ces dimensions qui feront l'objet de la suite de cet article. En effet, nous avons identifié huit dimensions de la critique sociale qui constituent, à notre sens, des entrées permettant de comprendre cette activité : son origine, la distance critique, son dessein, les ressources mobilisées, ses actions langagières, sa cible, son langage et enfin les réactions suscitées.

Les dimensions de la critique sociale

L'origine de la critique sociale :  
des attentes normatives déçues

Toute activité critique trouve son origine dans un état problématique qui devient à la fois son mobile et son objet. Cet état problématique crée un malaise dont souffre l'ensemble ou une partie des individus d'une société du fait d'un manque, d'un changement de règles morales, culturelles, politiques, juridiques ; du fait d'une rupture entre les valeurs, les principes moraux et la réalité : en pratique, ces principes sont ignorés ou obsolètes. Ce décalage ou cette déception devient le mobile de [96] la critique. Cela constitue un désajustement entre les normes intégrées par les individus et la réalité sociale, un décalage entre ce qui *devrait être* et ce qui *est,* qui a pour conséquence d'augmenter l'insatisfaction des individus, et qui peut les conduire à se positionner en tant que critiques. Des attentes normatives déçues, un « ce qui va mal » à l'origine de la critique devient l'objet de la critique. Walzer expose ainsi :

Nous avons une idée du fonctionnement idéal de nos institutions et du comportement idéal des personnes. Alors, il se passe quelque chose [...] et nous nous sentons projetés dans la compagnie des critiques sociaux. [...] L'injustice est infligée en mon nom, ou elle est infligée à mon peuple, et il faut que je la dénonce. (Walzer, 1995[1988] : 36)

Cela décrit parfaitement l'origine de la critique des Lumières dépeinte par Koselleck : à l'excès de pouvoir et d'immoralité de l'ordre établi, qui insatisfait les Lumières, ceux-là entreprennent une critique exigeant un monde politique plus moral. Les *Lettres persanes* de Montesquieu en sont l'illustration. De la même manière, la sociologie de Boltanski montre que c'est lorsque les individus ressentent une situation comme injuste et estiment leurs valeurs bafouées qu'ils s'engagent dans la critique.

La distance critique :  
la nécessaire extériorité par opposition à la critique interne

Les individus qui s'engagent dans la critique vont l'exprimer depuis une position énonciative et même socio-énonciative. C'est le lieu et la distance symbolique du critique face à son objet. En d'autres termes, il s'agit de répondre aux questions : qui est le critique et d'où parle-t-il ? Cette interrogation semble fondamentale puisque c'est de cette distance à son objet que dépendrait - selon certains de ces auteurs - la légitimité du critique. Deux modalités, deux pensées s'opposent sur cette question.

D'un côté, la nécessaire extériorité du critique. Le postulat sur lequel s'appuie cette pensée est que la familiarité des choses et des réalités est la cause de l'aveuglement des hommes sur elles. Aveugles sur leurs propres réalités, les individus ne peuvent percevoir que ce qui est en dehors d'eux-mêmes et avoir de véritables compétences critiques à ce sujet. Théorie de la sociologie critique bourdieusienne par excellence, seule l'objectivation de l'observateur qui enquête permet de dévoiler vraiment la réalité et donc de produire une véritable critique sur cette réalité. Car dès lors que l'on appartient à un champ, on n'a plus les moyens de le critiquer : appartenir, c'est adhérer et, par conséquent, méconnaître. Méconnaissant ce qui est réellement au principe de leurs pratiques, les individus ne peuvent rien dire sur les principes du champ auquel ils appartiennent : ils sont donc dans l'impossibilité de le remettre en cause.

[97]

En faisant de l'extériorité le principe de la critique légitime et véritable, cette pensée est en opposition avec celle selon laquelle la critique est, ou est aussi, une activité immanente produite par un juge local. Il faut comprendre par là que les individus *engagés dans* et *appartenant à* la société sont capables d'émettre des critiques sur celle-ci. Par exemple, la sociologie boltanskienne s'attaque au principe bourdieusien en constatant que les divers conflits sociaux sont des occasions de voir apparaître des dénonciations d'injustices, des revendications du respect des valeurs considérées comme flouées par des individus appartenant à cette société. Ce n'est donc pas parce que les individus ont effectivement intériorisé une culture spécifique que la possibilité critique est caduque. Autre exemple : aux yeux de Walzer, le détachement ou la prise de recul n'ont rien à voir avec la critique. Au contraire, car si les critiques sont détachés de la société qu'ils critiquent, ils perdent nécessairement toute velléité et produisent non pas une critique sociale, mais une critique asociale. En d'autres termes, le critique est un juge local qui se fonde sur la connaissance intime de sa culture locale. Ce faisant, ce n'est pas le détachement qui caractérise sa posture, mais l'opposition. Une opposition que le modèle koselleckien des Lumières illustre : ces critiques appartiennent à la société française, mais sont en opposition avec certaines de ses moeurs.

Dessein critique   
dévoiler pour transformer

Face aux déséquilibres, le critique a un dessein, un but : dévoiler ce qui va mal dans une volonté de changement. On note, par exemple chez Walzer, que le critique a pour rôle de rappeler en quoi les membres d'une cité ne vivent pas à la hauteur des valeurs et principes de la cité. Parce qu'il espère sincèrement que les pratiques et les comportements puissent être améliorés, que les acteurs critiqués aient une meilleure compréhension d'eux-mêmes et que le fonctionnement des institutions puisse être plus juste, le critique est celui qui « dénonce les pratiques qui constituent des manquements », et ce, dans l'espoir « que les esprits et les moeurs seront à l'avenir différents » (Walzer 1995[1988] : 32)*.* Le caractère fondamental de la critique sociale se situe dans cette fonction de lever le voile sur les pratiques. Il faut comprendre que dévoilement et changement sont dans un rapport dialectique, le premier suppose (ou mène) nécessairement (au) le second. On peut dire que le critique est celui qui espère, par le dévoilement des pratiques en rupture avec les principes et les valeurs, pouvoir mettre les acteurs en mouvement afin que des changements s'opèrent dans les pratiques. Ainsi et par exemple chez Boltanski, la compétence critique de l'individu le conduit à prendre le rôle de celui qui dénonce les injustices (actes de dévoiler) et revendique le respect des valeurs (transformer). La sociologie bourdieusienne revendique une volonté de dévoilement dans le cadre d'une maïeutique sociale : mettre à jour la vérité sur le monde social (dévoiler) pour libérer les individus (transformer). De même que, comme le montre Koselleck, c'est bien dans une volonté de changement (moraliser la politique) que les Lumières critiquent leur société (débusquer ses manquements). Les *Lettres persanes* de [98] Montesquieu en sont l'illustration. La critique trouve son origine dans les imperfections du monde et se donne pour tâche de les corriger.

La morale et la connaissance  
comme ressources de la critique

Pour atteindre son objectif et produire sa critique, le critique mobilise des ressources. Deux sortes de ressources apparaissent comme fondamentales. La première, la morale. Ce sont les principes et les valeurs qui prennent la forme de codes de conduite, de lois, etc. Ce sont des artefacts sociaux que l'on peut comprendre comme des références morales à partir desquelles le critique fonde sa critique. C'est parce qu'il considère qu'on ne vit pas à la hauteur de ces principes que le critique, en s'appuyant sur eux, prend le rôle de le rappeler à ceux qui s'en affranchissent.

Autre ressource fondamentale, la connaissance. La critique ne semble en effet avoir de sens et de légitimité que si elle s'appuie sur un socle de connaissance. Il faut comprendre le terme connaissance non seulement comme Savoir, mais également comme connaissance pratique (permise par l'expérience). En d'autres termes, la maîtrise des spécificités de l'objet critiqué apparaît comme une condition *sine qua non* de la critique sociale, c'est-à-dire sa ressource première.

Les actes de langage de la critique

En s'appuyant sur ces ressources, le critique entreprend des actes. Ce sont les actes de langage du critique. Décrire et expliquer les pratiques et les faits sociaux sont les actes premiers du critique. Il définit ainsi ce qui va mal, en donne les raisons et montre comment cela se manifeste dans la pratique. Ce faisant, le critique est celui qui interroge une pratique, un fait, pour porter un jugement à partir de la connaissance. Il faut comprendre par-là qu'il évalue et juge : bien *contre* mal, juste par opposition à injuste, vrai ou faux, etc. Il est celui qui dénonce les pratiques qui constituent des manquements. Ainsi, la prise de position et l'opposition sont les modalités communes des actes de langage du critique. La critique donc est caractérisée par le fait que le critique s'oppose. C'est la déception et le mécontentement qui fonde le principe de son opposition.

Enfin, concernant la situation de communication, si la critique sociale n'a pas un lieu circonscrit ou une scène privilégiée, elle s'inscrit dans le cadre symbolique du débat public. Il semble qu'elle ne puisse connaître d'autres conditions de réalisation ou se déployer dans d'autres situations langagières que celle de la discussion collective, celle d'une épreuve publique dans laquelle le critique est engagé et cherche à convaincre. La confrontation est constituante de l'activité critique. La critique se déploie [99] donc en plusieurs actes. Pour résumer, le critique décrit, explique, évalue les pratiques et les dénonce publiquement en prenant position *contre.*

La cible de la critique :  
les dominants et les dominés

À qui s'adresse ce discours critique ? Cherchant à dévoiler ce qui va mal pour transformer les pratiques, le critique social a un double destinataire. Il s'adresse aux dominés, c'est-à-dire à ceux qui subissent les manquements que le critique dévoile. Dans ce cadre, son objectif est de les libérer par la connaissance, par la prise de conscience de leur emprise politique, sociale, etc. En s'adressant aux dominés, il espère leur émancipation. Mais il s'adresse aussi aux dominants, c'est-à-dire à ceux qui produisent les manquements et en sont, en quelque sorte, les responsables. En s'adressant à eux, il vise le changement et l'amélioration des pratiques.

Ainsi, dans un même mouvement, qui fait sens, la critique sociale, définie par sa fonction de lever le voile sur ce qui va mal, s'adresse aux dominés pour qu'ils aient une meilleure compréhension du monde dans lequel ils vivent et en appelle aux dominants pour qu'ils traitent, changent et corrigent les manquements. Par exemple, Walzer dessine un critique qui s'adresse à la fois aux puissants et à ceux qui les subissent. Autre exemple, la critique de Montesquieu vise non seulement les institutions françaises, mais également les Français, aveugles face à l'immoralité de leurs institutions.

Le langage de la critique :  
obscur contre ordinaire

La possibilité d'atteindre l'auditoire, le public visé par la critique, repose notamment sur une autre dimension : le langage du critique. En effet, pour énoncer sa critique, le critique utilise un certain langage. À cet égard, deux modalités, deux pensées s'opposent.

D'un côté, la légitimité du langage ordinaire. Il y a ici une reconnaissance de l'hétérogénéité des registres de langage de la critique. Celle-ci navigue ainsi de la plainte ordinaire aux discours scientifiques. Ce qui ressort de cette pensée est qu'il n'est pas nécessaire que son langage prenne une forme obscure pour que la critique soit légitime ou véritable. Par exemple, Boltanski considère que, de même que la critique n'est pas l'apanage des sociologues, le langage sociologique n'est pas celui du langage critique. Walzer va plus loin. Pour lui, la critique doit s'inscrire dans le langage ordinaire, car est un véritable critique celui qui « reste suffisamment proche de son auditoire et qui a une confiance suffisante dans son statut pour ne pas être poussé à faire usage de langages hautement spécialisés ou ésotériques » (Walzer 1995 [1988] : 24)*.*

[100]

À l'opposé, la pensée de la nécessaire rupture avec le sens commun. En d'autres termes, pour que sa critique soit véritable et légitime, le critique doit faire un usage rigoureux et contrôlé du langage. Bourdieu estime par exemple que laisser parler le langage ordinaire, c'est risquer de dire n'importe quoi sur le monde social et, notamment, risquer de trahir la complexité du réel par des approximations langagières. Chez Barthes, rompre avec le langage commun permet d'éviter l'asymbolie. En d'autres termes, Barthes rejette l'idée d'une nécessaire « clarté » du langage et du narcissisme linguistique qui interdit les langages considérés comme jargonneux. Si le langage de la critique est « éprouvant », Barthes estime qu'il suffit de l'apprendre puisque « le langage n'est clair que dans la mesure où il est admis » (Barthes, 1966 : 34-35).

Mais l'usage rigoureux du langage constitue une limite, imposée parce modèle lui-même. Une limite qui concerne l'auditoire. Car du choix du langage va dépendre la relation du critique avec cet auditoire et, par là même, la portée de son discours dans la société. Ainsi, alors que deux modalités, deux pensées s'opposent sur le langage légitime, ces mêmes modèles s'accordent pourtant sur le danger ou les limites du langage ésotérique. Ce danger est que la critique ne soit pas entendue et comprise par ceux qui ont pourtant intérêt à se l'approprier, c'est-à-dire les dominés, et ne permette donc pas une prise de conscience ou une émancipation.

Par exemple, Bourdieu estime que sa sociologie critique « ne vaudrait pas une heure de peine si elle devait être un savoir d'expert réservé aux experts. » (Bourdieu, 1980a : 7). En effet, en faisant usage d'un langage ésotérique, la critique a, écrit-il, « toutes les chances d'atteindre ceux qui sont moins disposés à l'accepter » (Bourdieu 1980b 142), c'est-à-dire les puissants, les dominants, « et très peu de chances de parvenir à ceux qui auraient le plus intérêt à la recevoir » (Bourdieu 1980b 142), c'est-à-dire les dominés. Tel est le dilemme du modèle bourdieusien : refuser d'un côté le langage ordinaire et de l'autre reconnaître sa nécessité dans le cadre de la critique sociale. À ce titre, un constat : Bourdieu n'a pas uniquement produit des textes et discours au langage obscur ou « ésotérique » pour reprendre une expression de Walzer. L'ouvrage *Questions de sociologie* en est un exemple. Il a été édité pour être accessible et lu par des non-spécialistes. Faut-il penser pour autant que la clarté de cet ouvrage renforce les évidences du bon sens ou que cet ouvrage substitue le slogan à l'analyse ?

Les limites de la critique  
et les réactions qu'elle suscite

Enfin, la critique suscite des réactions dans l'espace social. Et à ce titre, une des conclusions de Walzer s'impose : la critique est « plus souvent moralement irritante que matériellement efficace » (Walzer 1995 [1988] : 249). En effet, sa fonction de « leveuse de voile » dérange. Comme le dit Bourdieu, elle dérange parce qu'elle contredit les idées reçues ou heurte les intérêts. De fait, la critique suscite le plus [101] souvent des réactions de rejet dans l'espace public et devient l'objet de reproches. Cela n'a sans doute rien d'étonnant, car ce rejet et ces reproches sont le fait de ceux qui peuvent s'exprimer dans l'espace public, ceux qui, en d'autres termes, ont le pouvoir de prendre publiquement la parole, c'est-à-dire les puissants, les dominants : ceux-là mêmes qui sont l'objet de la critique. Par exemple, Bourdieu constate que les pouvoirs institués ne supportent pas que le sociologue-critique démasque leurs profits. La critique des Lumières suscite, quant à elle, une dénonciation de la part du pouvoir en place, carelle constitue un dangerqu'il faut rendre illégal, hors la loi.

Ces reproches sont de différents ordres. Les plus récurrents : manquer de fondement et être réductrice. Il est par exemple reproché à la critique barthesienne de manquer d'objectivité et de ne pas être fondée, elle est alors désignée comme une « imposture ». Quant à la manière dont est qualifié le critique, elle concerne la fonction de dévoilement, le rôle de dénonciateur et les principes de jugement qui caractérisent la critique sociale. Ainsi, dans un registre péjoratif et dépréciatif, ce sont principalement le champ lexical de la police et celui de la justice qui sont employés pour désigner et caractériser le critique. Le critique bourdieusien est ainsi considéré comme celui qui vend la mèche, sa critique est réduite à une caricature policière. Quant aux penseurs des Lumières, ils sont perçus comme des moralistes excessifs et leur activité critique comme celle d'un tribunal moral qui se pose en juge suprême.

Conclusion

En faisant apparaitre les dimensions communes et les modalités de la critique sociale, cet article se veut une contribution à sa théorisation. Ainsi, il faut comprendre que toute activité critique trouve son origine dans une situation où les attentes normatives sont déçues. Situation qui devient le mobile et l'objet de la critique. Pour émettre sa critique, le critique prend une position socio-énonciative. C'est la distance du critique à son objet : à la nécessaire extériorité du critique s'oppose la légitime critique interne et située. L'activité critique a un but : dévoiler ce qui va mal dans une volonté de changement. Pour atteindre son objectif, le critique mobilise des ressources : la morale et la connaissance comme savoir et comme expérience. En s'appuyant sur ces ressources, le critique entreprend des actions langagières : la description, l'explication, l'évaluation, le jugement, la dénonciation, l'opposition et le débat sont caractéristiques de l'activité critique. Ce discours critique s'adresse à un double auditoire : dans un même mouvement, aux dominants et aux dominés. Le critique utilise un certain type de langage. Si deux pensées s'opposent (langage ordinaire ou langage ésotérique), elles s'accordent sur un idéal critique : la nécessité d'un langage qui soit compréhensible par le destinataire. Et enfin, « plus souvent moralement irritante que matériellement efficace » (Walzer, 1995 [1988] : 249), la critique a des [102] limites et suscite des réactions de rejet dans l'espace public, notamment de la part des dominants, le plus souvent objets de la critique.

Outre l'intérêt intrinsèque d'une contribution à une théorie de la critique sociale, cette modélisation permet de rendre compte de l'articulation du discours et des pratiques de la critique sociale, et de la comprendre. Ce faisant, elle constitue aussi un outil et un cadre conceptuel socio-sémiotique à partir duquel il est possible d'interroger des pratiques de critique sociale, contemporaines ou non, dans toute leur complexité en embrassant toute la « trajectoire » de la critique sociale, c'est-à-dire toutes les articulations de cette activité que sont ses conditions d'émergence, ses caractéristiques discursives et les réactions qu'elle suscite.

***Mots-clés***: Critique sociale, théories, socio-sémiotique

[103]

Bibliographie

Barthes, Roland. 1957[1970]. *Mythologies.* Paris : Seuil.

Barthes, Roland. 1963. *Sur Racine.* Paris : Seuil.

Barthes, Roland. 1966. *Critique et vérité.* Paris : Seuil.

Barthes, Roland. 2002. *Œuvres complètes. Tome II, 1962-1967.* Paris : Seuil.

Boltanski, Luc. 1990. *L'amour de la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action.* Paris : Métailié.

Boltanski, Luc. 1990. « Sociologie critique et sociologie de la critique ». *Politix,* 10-11 : 124-134.

Boltanski, Luc et Laurent Thévenot. 1991. *De la justification, Les économies de la grandeur.* Paris : Gallimard.

Boltanski, Luc. 2000. « La cause de la critique ». *Raisons politiques* 3 : 159-184.

Bourdieu, Pierre. 1980a. *Question de sociologie.* Paris : Éditions de Minuit.

Bourdieu, Pierre. 1980b. « Le sociologue en question ». *Question de sociologie.* Paris : Éditions de Minuit.

Bourdieu, Pierre. 1980c. *Le sens pratique.* Paris : Éditions de Minuit.

Bourdieu, Pierre. 1982. *Ce que parler veut dire, L'économie des échanges linguistiques.* Paris : Fayard.

Bourdieu, Pierre. 1987. *Choses dites.* Paris. Éditions de Minuit.

Bourdieu, Pierre et Loïc Wacquant. 1992. *Réponses. Pour une anthropologie réflexive.* Paris : Seuil.

Bourdieu, Pierre, dir. 1993. *La misère du monde.* Paris : Seuil.

Bourdieu, Pierre. 1994. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action.* Paris : Seuil.

Bourdieu, Pierre. 2003[igg7]. *Les méditations pascaliennes.* Paris : Seuil.

Bourdieu, Pierre. 2000[1972]. *Esquisse d'une théorie de la pratique.* Paris : Seuil.

Fontar, Barbara. 2007. *Modèles de la critique et* Arrêt sur images. *Étude d'une entreprise comme activité sociale.* Thèse de doctorat. Lyon : Université Lyon 3.

Koselleck, Reinhart. 1979[1959]. *Le Règne de la critique.* Paris : Éditions de Minuit.

Le Blic, Damien. 2000. « La sociologie politique et morale de Luc Boltanski ». *Raisons politiques,* 3.

Lemieux, Cyril. 2002. « Quelle critique après Bourdieu ? ». *Mouvements,* 24 (nov-déc).

[104]

Montesquieu. 1995. [*De l'esprit des lois*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.moc.del8)*.* Paris : Editions Gallimard.

Montesquieu. 1995. *Lettres persanes.* Paris : Flammarion.

Picard, Paymond. 1965. *Nouvelle critique ou nouvelle imposture.* Paris : J.-J. Pauvert, collection « Libertés ».

Todorov, Tzvetan. 1989. « Lettres persanes » et « De l'esprit des lois ». In *Nous et les autres, la réflexion française sur la diversité humaine.* Tzvetan Todorov. Pp 467-504. Paris : Seuil.

Walzer, Michael. 1990. *Critique et sens commun. Essai sur la critique sociale et son interprétation.* Paris : La Découverte.

Walzer, Michael. 1995[1988]. *La critique sociale au XXe siècle.* Paris : Métailié.

[105]



**Visages contemporains de la critique sociale.**

*Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.*

Deuxième partie

CHANGER

[Retour à la table des matières](#tdm)

Changer, c'est un processus de réflexion et de déconstruction d'une logique et d'une pensée. C'est mettre au grand jour les enjeux et les structures de pouvoir qui se trouvent au coeur des manières d'agir collectives. C'est proposer une autre manière d'approcher et de concevoir une réalité. Changer, c'est faire émerger la force créatrice de voir et de penser autrement. Changer, c'est aussi agir ensemble, offrir des projets de société, créer d'autres mondes possibles.

[106]

[107]



Deuxième partie.

**CHANGER**

“La déterritorialisation  
en tant que désinstitutionnalisation  
de l’espace politique.

Réflexions sur la gouvernance territoriale et  
les conditions de possibilité d’une critique sociale.”

Jean-François Fortier *Université du Québec à Montréal  
Cégep de Sherbrooke*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Notre point de départ est une constatation largement reçue en sciences sociales : les transformations contemporaines de l'État se jouent en grande partie sur la scène des nouvelles modalités spatiales de son inscription et de son exercice. Le territoire stato-national serait devenu soit trop grand, soit trop petit ; « par le haut » ou « par le bas », selon des catégories souvent utilisées, il serait fragilisé et mis en demeure de se réformer. Il faudrait impérativement revisiter les modalités de l'intervention étatique de manière à les « adapter », dit-on, à leur « nouvel environnement », caractérisé par la porosité des frontières, la multiplication des références identitaires infra ou supranationales, l'intégration croissante, globale, continentale, régionale ou métropolitaine des circuits d'échange ou des institutions, etc. Bref, l'espace du politique, sis dans le territoire stato-national, est remis sur le métier. Ce qui nous intéresse à ce propos, c'est ce que ces changements révèlent quant aux transformations du statut de la spatialité et, par extension, aux formes de l'institutionnalisation de la société. Pour le dire directement, il nous apparaît que plutôt que d'être pensées comme *transition des espaces institutionnels,* comme nouvelles formes du travail politique et comme recomposition des échelles de l'action politique, les transformations spatiales de l'organisation politique mériteraient d'être approchées sous l'angle de l'hypothèse générale, radicale et négative de la *déterritorialisation* comprise en tant que *désinstitutionnalisation de l'espace politique.* Trois remarques préliminaires à ce propos.

Première remarque, nous disons bel et bien statut de la spatialité, de l'espace donc - et non du territoire, de la région ou du lieu par exemple. Et cela, précisément, afin de ne préjuger de rien et de marquer le postulat sous-jacent à l'expression « statut de la spatialité ». Du point de vue sociologique, qui est le nôtre, l'espace n'est jamais rien d'autre que celui des rapports sociaux, non seulement [108] l'espace dans lequel se déploient les rapports sociaux, mais d'abord l'espace déployé à même la dynamique de reproduction de l'unité d'ensemble de ces rapports. Dans la foulée d'auteurs tels qu'Emile Durkheim, Marcel Mauss ou André Leroi-Gourhan - lequel disait que « la domestication du temps et de l'espace » est « le fait humain par excellence » (Leroi-Gourhan 1965 :139) -, Martin Heidegger, Maurice Merleau-Ponty ou Jan Patocka - lesquels ont mis en lumière le déploiement de l'espace comme une dimension du rapport au monde d'un être vivant, non pas « forme *a priori »,* mais « forme *a praesenti* de la sensibilité », dans les termes d'André Pichot (Pichot 1991 : 114) - ou encore Henri Lefebvre, Edward Soja ou David Harvey - lesquels ont articulé cette problématique dans le champ des rapports au monde *social,* en tant que « production de l'espace » (Lefebvre 1976) -, pour ne nommer que ceux-là, nous dirions que ni contenant ni substrat auxquels s'ajouteraient diverses représentations sociales ou dans lesquels se localiseraient des pratiques, l'espace dont il est question ici doit être pensé comme une catégorie sociale redevable d'un mode historiquement déterminé de structuration des rapports de distance et de proximité. Pour cette raison, par« statut de la spatialité », nous faisons référence au sens ou au rôle conféré à cette structuration des rapports de distance et de proximité ; sens ou rôle qui acquiert ses déterminations constitutives des modes d'institutionnalisation de la société.

Pourquoi ce questionnement concernant le statut de la spatialité s'arrime-t-il aux transformations de l'organisation politique ? Précisément, et ce sera notre deuxième remarque, parce que le mode moderne de production de l'espace a été un mode *politique.* Nous dirions, et c'est loin d'être original, que la modernité se donne à lire comme un processus *d'institutionnalisation de l'espace en territoire.* On peut entendre par là le dépassement et éventuellement l'encadrement de plus en plus minutieux des espaces vécus, les *terroirs* pour faire image, par des maillages politico-administratifs qui cristallisent, à l'échelle d'un *territoire,* la dynamique des conflits, contestations et arrangements autour des enjeux des rapports de pouvoir et des orientations générales de la société [[45]](#footnote-45). En cela, les transformations de l'organisation politique constituent un indicateur de transformations sociales beaucoup plus profondes et le lieu privilégié d'observation des transformations du statut contemporain de la spatialité.

Enfin, troisième et dernière remarque, il apparaît important, sinon du moins intéressant, d'interroger les transformations politiques contemporaines sous l'angle de la question du statut de la spatialité, en ce que les transformations des espaces de l'action politique ont des incidences majeures quant aux [109] conditions de possibilité mêmes d'une critique sociale. Il n'y a selon nous de critique sociale possible que dans le contexte d'une forme de société qui, ayant institutionnalisé la pratique sociale d'une manière que l'on peut qualifier de politique, laisse place à un mode de la pratique que l'on peut lui-même qualifier de politique. En d'autres termes, il n'y a de critique sociale que dans le contexte d'une forme de société qui rend explicites et discutables les règles, principes et orientations générales qui la structurent en tant que champ de rapports de pouvoir et qui donc, par le fait même, donne lieu à un *agir politique,* une activité de façonnement, par la participation et/ou par la contestation, de cet ensemble de règles, principes et orientations générales communs. Ainsi, en l'occurrence, questionner le statut contemporain de la spatialité, c'est questionner les formes d'institutionnalisation ou de désinstitutionnalisation de l'espace politique, les formes d'institutionnalisation ou de désinstitutionnalisation du *territoire* comme espace de *Vagir politique* et sa capacité à porter ou à rendre possible l'expression d'une critique sociale.

L'hypothèse radicale  
et négative de la déterritorialisation

L'idée d'une institutionnalisation politique de l'espace en territoire est depuis longtemps reconnue. Dans la foulée de cette reconnaissance, ils sont aujourd'hui nombreux à analyser les recompositions territoriales de l'État à partir de l'hypothèse, plus souvent implicite qu'explicite, d'une *transformation* ou d'une *transition des espaces institutionnels.* Entre autres sur le plan des politiques territoriales intra-nationales (organisation municipale ou régionale, politique de la ruralité, politique de gestion intégrée des ressources, politique de développement local, etc.), l'attention de plusieurs chercheurs porte largement sur les nouvelles modalités de l'organisation territoriale. Nonobstant l'intérêt de ce genre de travail, nous pensons que les transformations récentes de l'État gagneraient à être interprétées à l'aide de l'hypothèse, radicale et négative, de la déterritorialisation. *Radicale,* cette hypothèse l'est à proportion de sa capacité à ressaisir le passage d'un statut de la spatialité ancré dans des modalités politico-institutionnelles, à un statut de la spatialité dont la logique dominante, techno-organisationnelle, semble vouée à subvertir depuis l'intérieur le sens des dispositifs du premier. C'est d'ailleurs en cela qu'elle est radicale : elle vise la racine même du procès d'institutionnalisation politique de l'espace en territoire. *Négative,* par ailleurs, à ce stade et selon l'objet qui nous préoccupe du moins, cette hypothèse l'est, car non seulement elle n'induit rien quant aux formes persistantes ou éventuelles de l'action politique, mais aussi parce qu'elle marque en creux le moment d'une crise, le moment d'une indétermination dans la signification même du *territoire.*

Nous ne sommes pas sans le savoir, depuis quelques années, le thème, sinon le terme de déterritorialisation a fait florès. Selon la multitude de ses acceptions souvent contradictoires, voilà une notion qui recouvre tant l'idée d'une indifférenciation spatiale croissante que celle d'un recul des [110] contraintes liées à la distance ou d'une réticulation généralisée, essentiellement technique ou technoéconomique, des villes, des corporations transnationales, des places boursières, etc. C'est ce que certains appellent l'« espace des flux » (Castells, 2001), « de branchement » (Choay, 2006) ou « commutatif » (Guillaume, 1999), la prolifération des « non-lieux » (Augé, 1992), la « dispersion spatiotemporelle » (Giddens 1994) ou la « compression de l'espace-temps » (Harvey, 1989) ; bref, c'est un ensemble de formules synthèses qui s'inscrivent dans le registre de la perte de sens d'une certaine forme d'inscription spatiale, fondée sur la contiguïté, des pratiques sociales. Sur son versant politologique, le terme rime plutôt avec « fin des territoires », au sens spécifique que lui donna Bertrand Badie, c'est-à-dire une perte de pertinence du territoire stato-national dans le double contexte d'une prolifération d'instances supranationales *et* de la résurgence de microsocialités communautaires se déployant, sinon contre, du moins à l'extérieur de l'imaginaire national dominant depuis deux siècles (Badie, 1995).

Mais le plus important, bien sûr, c'est que nous n'ignorons pas non plus l'existence d'importantes et pertinentes critiques de ces diverses thèses. Par exemple, à la thèse de la déterritorialisation des firmes, des marchés financiers ou de la constitution d'un marché virtuel, plusieurs opposent les nouvelles logiques de localisation fondées sur les avantages comparatifs, voire compétitifs, la centralité des places financières mondiales, si ce n'est la réalité des formes multiples de régionalisme infra et supra national. De même, à la thèse de la perte généralisée de significations des emplacements, à celle de la fin des villes ou à celle de l'impertinence croissante des frontières étatiques, plusieurs opposent l'évidence empirique d'une prolifération d'espaces stratégiques en tout genre, les districts industriels, zones franches et autres places *offshores,* les concentrations urbaines, métropolitaines, voire métapolitaines, ou encore plus simplement la multiplication du nombre d'États et des conflits territoriaux depuis la Seconde Guerre mondiale. Plutôt que de parler de déterritorialisation, ces auteurs préfèrent donc souvent faire valoir la dynamique de « glocalisation », comme on le dit parfois, par laquelle le local se trouve connecté à des degrés divers au global [[46]](#footnote-46). L'une des critiques les plus communes que l'on oppose aux diverses thèses concernant la déterritorialisation consiste d'ailleurs à affirmer qu'à toute *déterritorialisation* correspond une *reterritorialisation,* qu'à toute *délocalisation* correspond une *relocalisation,* qu'à toute perte de significations d'un *enracinement* quelconque correspond un *réenracinement* quelque part ailleurs. « Toute déterritorialisation implique obligatoirement une reterritorialisation, puisque la recomposition de la société sur des bases territoriales est inhérente à l'homme », avançait par exemple Rogerio Haesbaert dans un article au titre explicite, *Le mythe de la déterritorialisation* (Haesbaert, 2001 : 55).

[111]

Là par contre, ce n'est pas en ces divers sens que nous entendons l'idée de déterritorialisation. Spatialisation, localisation et territorialisation ne sont pas des processus conceptuellement équivalents, et c'est de les départager, selon nous, qui rendra au concept de déterritorialisation sa véritable valeur heuristique, par-delà ces critiques. Alors que la spatialisation est un processus social inhérent à l'existence humaine, processus de catégorisation et d'ordonnancement de la spatialité comprise comme appréhension sensible et symbolique de la distance, de la proximité et de leur intervalle, et alors que la localisation, devenue aujourd'hui une spécialité en elle-même, est redevable d'un système de coordonnées, la territorialisation renvoie pour sa part à un procès proprement politique, ni naturel, ni transhistorique, de spatialisation. Ce que nous rappellent la signification du latin *territorium* comme portion de terre sous juridiction et l'histoire du mot lui-même, « rare avant le XVIIe et se [répandant] au XVIIIe siècle » (Rey, 2000 : 3804). Territorialiser, c'est objectiver à l'intérieur d'un corps d'institutions saisi à distance des rapports sociaux primaires une portion d'espace ; c'est l'instituer en tant que *médiation politique,* c'est-à-dire en tant que détour réflexif par lequel on se reconnaît appartenir à une communauté politique (Lamizet, 1998 : 92). En somme, territorialiser, c'est faire de l'espace sous juridiction le lieu et le symbole même de la communauté politique qui y trouve de la sorte ses conditions d'existence, *en tant que communauté politique.*

On comprendra que cette définition du territoire s'oppose frontalement à la conception naturaliste, éthologique, du territoire, qui tend à réduire la dimension politique à un impératif fonctionnel de contrôle et d'allocation des ressources au détriment des aspects de structuration sociosymbolique de l'identité sociale (Ardrey, 1973). De même, elle s'oppose à celles, le pluriel est de mise, qui sont au fondement de nombre d'approches contemporaines (géographie humaine, sociale, culturelle, des représentations, des perceptions, anthropologie de l'espace ou psychosociologie de l'espace, etc.). Malgré la diversité des qualificatifs qu'elles se donnent pour thématiser le territoire (« espace socialisé », « espace approprié », « espace vécu », « espace informé par la sémiosphère », « bulle » ou « coquille proxémique », etc.), et malgré leurs apports théoriques incontestables, ces approches partagent selon nous trop souvent un même fond dualiste impensé - une manière de *spatialisme implicite -* postulant quelque chose comme une *forme espace* précédant son *appropriation*[[47]](#footnote-47)*.* Pour le dire [112] abruptement, si tous les « espaces appropriés » devaient être pensés comme territoires, quel besoin aurions-nous d'autres concepts géographiques ? Existe-t-il des « espaces » qui ne soient pas perçus, vécus ou conçus, pour reprendre le célèbre triptyque lefebvrien ? Souvent, d'ailleurs, il semble que de telles approches brouillent les pistes d'une prise en compte des modalités sociales-historiques de spatialisation. Dans un article déjà un peu vieillot, Joël Bonnemaison et Luc Cambrezy en fournissaient une parfaite illustration en opposant le « territoire culturel » des sociétés primitives et traditionnelles au « territoire politique » des sociétés étatiques modernes, reconnaissant au premier une valeur anthropogène d'« appartenance au monde » - des « territoires d'identité » écrivaient-ils - tandis que le second ne se méritait que les épithètes de « fonctionnel », « abstrait » ou « géométrique », omettant de mettre en lumière les modalités nouvelles d'appartenance (ou d'identité) politique propre au monde moderne (Bonnemaison et Cambrezy 1996).

Cela dit, cette définition politique du territoire n'oblige en rien à sacrifiera ce que John Agnew nomme le « piège territorial » qui enferme très souvent les approches politologiques dans l'évidence ou la soi-disant naturalité des rapports entre État, communauté et territoire (Agnew 1994). Ce n'est que dans sa forme moderne, bien sûr, que ce mode politique de spatialisation s'est cristallisé, non sans résistances et conflits d'ailleurs, dans ce qu'il est convenu de nommer le territoire stato-national. Si souvent la France sert de modèle accompli de la construction territoriale stato-nationale moderne, plusieurs ont, avec raison, noté l'importance de prendre en compte d'autres modèles de production politique de l'espace [[48]](#footnote-48). Entre autres, parce que si l'emphase sur divers modes de spatialisation permet d'éviter la naturalisation de l'espace, celle mise sur le caractère politique de la spatialisation étatique risque non moins d'en venir à naturaliser la société nationale qui en serait au fondement. D'où l'utilisation du terme de *territorialisation* qui a au moins le mérite de mettre en exergue le caractère dynamique et réciproque de la production politique de l'espace et de l'institutionnalisation politique de la société. Et si l'espace, dans le cadre étatique moderne, acquiert un statut politique en tant que territoire, c'est parce qu'il est le produit contingent d'une double structuration politique : à la fois le produit de l'organisation territoriale des institutions étatiques (sens et rôle des frontières, circonscriptions politico-administratives à diverses échelles, etc.) et le produit des modes, stratégies et effets de la régulation étatique (infrastructures, modes de régulation des conditions de vie, interventions [113] socioéconomiques, politiques urbaines, etc.) [[49]](#footnote-49). En cela, véritable « cadre de référence » pour l'intégration et la régulation des pratiques, il s'inscrit comme une dimension, largement *imaginée* certes, mais structurante par ailleurs, de la communauté politique qui s'y réfère [[50]](#footnote-50).

Sur la base d'une telle conception, en revanche, nous entendons par *déterritorialisation* une tendance à la désinstitutionnalisation du territoire, c'est-à-dire à la liquidation progressive du statut politico-institutionnel, du statut de médiation politique, que la spatialité avait acquis tout au long de son processus d'institutionnalisation moderne. Pour approfondir cette hypothèse, nous présenterons une réflexion sur la nouvellement nommée « gouvernance territoriale ». Mot d'ordre contemporain, à gauche comme à droite, chez les politiciens, les chercheurs, les aménagistes et autres spécialistes du développement de toutes les échelles, la gouvernance territoriale semble en effet condenser à elle seule quelques-unes des principales transformations des modalités étatiques de spatialisation. Inversant la proposition, on peut se demander si ce n'est pas seulement « dans le contexte de la déterritorialisation », mais comme l'un de ses moments, que nous pouvons comprendre l'orientation en faveur de ladite gouvernance territoriale.

La gouvernance territoriale  
comme moment de la déterritorialisation

On conviendra que la notion de gouvernance territoriale et de ses multiples variantes - la gouvernance elle-même, la gouvernance locale, régionale, urbaine, métropolitaine, certains parlent de démocratie territoriale, de management local, etc. - est une notion-valise. Du moins, nous ne serons pas le première relever son imprécision [[51]](#footnote-51). Néanmoins, c'est une valise pleine ; et pleine de contenus pour le moins symptomatiques [[52]](#footnote-52). Symptomatiques parce que, tout en circonscrivant l'idée d'un nouveau mode [114] de coordination et de gestion de l'action collective permettant d'intégrer à la construction et à l'opérationnalisation des politiques publiques les acteurs locaux dans des structures qui ne seraient plus hiérarchiques, mais délibératives et participatives - certains parlent de « management des interdépendances » (Taiclet, 2007 : 109-110) -, on a tendance à la présenter comme une alternative aux processus de déterritorialisation. À notre avis, nous gagnerions plutôt à l'envisager, non comme une alternative, mais comme *un révélateur,* voire comme l'un des *principaux dispositifs* du processus de déterritorialisation. Et cela, parce qu'il semble qu'elle s'inscrive en droite ligne avec les trois grandes tendances des transformations déterritorialisantes de l'État contemporain identifiées entre autres par Bob Jessop : la « dénationalisation de l'État », la « désétatisation du système politique » et l'« internationalisation des régimes de politiques gouvernementales » (Jessop, 2002).

Par « dénationalisation de l'État », on entend la relativisation de l'échelle nationale d'intervention des institutions publiques par le biais du processus progressif d'évidement des appareils étatiques nationaux et leur décentrement à des niveaux multiples, supranationaux, subnationaux ou translocaux. La mise en place de « systèmes productifs régionaux », ou ce qu'on nomme dans un certain jargon des « milieux innovateurs », et la poursuite de la stratégie des « technopoles » et autres « grappes industrielles », entre autres, appuyées par la multiplication de corporations, d'agences ou de réseaux de partenariats visant à renforcer l'intégration urbaine ou régionale dans les réseaux mondiaux, témoignent éloquemment d'une progressive mise en service intensive de l'État au profit de sa propre dénationalisation.

D'autant qu'à cette tendance forte s'ajoute la « désétatisation du système politique », qu'on peut comprendre comme la reproblématisation de la distinction entre sphère publique et sphère privée et la réallocation des tâches gouvernementales par une réarticulation de ses relations avec diverses organisations de ladite « société civile ». La désétatisation du système politique renvoie en ce sens au processus de transfert et de contractualisation de fonctions étatiques, politiques, économiques, voire plus récemment sécuritaires, à des instances parapubliques, privées, semi-privées ou autres. Au Québec, à l'échelle supranationale, nous n'avons qu'à penser au Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité dans lequel s'est engagé le gouvernement fédéral depuis 2005, et à l'échelle infranationale, aux fameux Centres Locaux de Développement, ces organismes sans but lucratif mandatés par les municipalités régionales de comté pour constituer en partenariat avec les « leaders socioéconomiques du milieu » un « plan d'action locale pour l'économie et l'emploi » (Gouvernement du Québec 2004).

[115]

Dans ce contexte, c'est la structure même de l'État et son encadrement politique des processus d'institutionnalisation économique et culturelle qui sont court-circuités au profit d'une prolifération d'instances extra-parlementaires, consultatives, décisionnelles, voire directement opérationnelles. C'est là un processus que certains comprendront comme le parachèvement d'un mouvement de « décomposition de son [...] unité formelle » par lequel l'État perd son extériorité relative - en tant que « tiers exclu et inclus », selon l'expression judicieuse de Levasseur (Levasseur 2006 : 104) - et finit « par se brancher lui-même sur tout ce qui était branché sur lui » (Freitag, 1986 : 324)*.* Pour Bourque, Duchastel et Pineault, cette dynamique d'« incorporation » par laquelle les distinctions du privé et du public se trouvent brouillées témoigne d'un mode de régulation de plus en plus « techno-juridique » et « corporatiste » - un véritable « gouvernement en dehors du politique ». C'est là, à juste titre, ce qu'ils nomment le passage « du gouvernement à la gouvernance » (Bourque *et al.,* 1999 : 50).

Enfin, l'« internationalisation des régimes de politiques gouvernementales » constitue une autre série de transformations qui traversent de part en part les modalités de la régulation étatique. On fait référence à ce titre à l'élargissement des influences en matière domestique aux acteurs, facteurs et processus supranationaux, voire transnationaux, qui interviennent dans la formulation des orientations, la construction, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques nationales, régionales, urbaines ou locales. Sous une forme ou sous une autre, les forces, agents ou organisations « extraterritoriaux » concourent d'une manière croissante à orienter le sens des interventions étatiques à toutes les échelles, remettant ainsi radicalement en cause la « congruence structurelle » et la « coïncidence spatio-temporelle » de l'État national, de l'économie nationale et de la société nationale consolidées sous la forme fordienne-keynésienne de l'État d'après-guerre (Jessop, 2007 : 73). Pour n'en donner qu'un exemple, l'influence du tournant « développement territorial et système régional d'innovation » de l'OCDE sur les orientations contractualistes de nombreuses politiques étatiques n'est pas à négliger - pensons aux « contrats de ville » et aux « pactes ruraux », dans la terminologie québécoise.

Notons cependant que ces trois tendances n'impliquent pas ce que nous avons été habitués à penser en termes de retrait ou de dépérissement de l'État - non plus que l'idée de l'État comme victime de la globalisation. Sans même faire référence à la démultiplication de ses prérogatives ou encore à ses propres stratégies d'intimation et d'adaptation à la dynamique globalisante, il demeure que dans le contexte occidental du moins, il incarne encore aujourd'hui « le principe fondamental d'intégration des sociétés et le lieu privilégié de formation de l'identité collective » (Chevallier, 2004 : 19). Cela dit, cette persistance ne signifie pas moins que nous assistons à des transformations structurelles importantes dont les incidences sur la dynamique de spatialisation et le statut politique de la spatialité sont majeures. En effet, la dénationalisation n'est pas sans remettre en cause la référence identitaire, [116] culturelle, à l'espace national, et la capacité même de formuler des enjeux politiques qui concerneraient la communauté politique dans son ensemble. De même, la désétatisation n'est pas sans bouleverser la forme politique de l'institutionnalisation des rapports sociaux et de leurs espaces d'inscription, contribuant dès lors à la décomposition de ladite communauté politique. Et au même titre, l'internationalisation des sources et influences dans la formulation des politiques n'est pas sans ébranler la conception typiquement moderne de la territorialité souveraine de l'État - et de la citoyenneté à laquelle elle a partie liée. À ce dernier propos, faut-il rappeler que le défunt Accord multilatéral sur les Investissements, concocté sous les auspices de l'OCDE, faisait la promotion d'une citoyenneté transnationale... pour les investisseurs (Pineault *et al.,* 1999) ?

Résultat ? Tout en demeurant un acteur central dans un système nommé à juste titre interétatique, la primauté de l'échelle nationale se trouve concurrencée par la prolifération d'échelles dissociées et faisant l'objet de stratégies enchevêtrées. De la même manière, sur le plan intérieur, la spatialité étatique nationale relativement uniforme et soumise à une entreprise d'égalisation, norme centrale de la régulation keynésienne, se voit-elle emportée dans le tourbillon du désemboîtement et des brouillages scalaires. En première approximation, il semble que cela donne lieu à ce que Neil Brenner a magistralement analysé sous le concept de *Rescaled Competition State Regime : rescaled* parce que les stratégies étatiques reposent désormais en grande partie sur le positionnement optimal des espaces infranationaux différenciés dans les circuits régionaux, continentaux ou globaux d'accumulation plutôt que sur le renforcement de l'économie et du territoire national ; *compétition state,* précisément, compte tenu du privilège accordé à la compétitivité, au développement et au soutien de l'entrepreneuriat, fut-il « social » ou « collectif », sur les priorités providentielles d'égalité et de redistribution ; et *régime,* enfin, à cause de la mosaïque institutionnelle et organisationnelle entremêlée, instable et évolutive, qui le caractérise au détriment des formes politiques consolidées ou à consolider (Brenner, 2004 : 260). Au Québec, le projet Action concertée de Coopération régionale de Développement (ACCORD), dont le document de présentation, nommé selon une expression sous forme d'oxymore *Agir ensemble pour être compétitif,* précise qu'il vise la mise en valeur sur les marchés internationaux des « créneaux d'excellence » d'un « système productif régional » pour en faire l'« image de marque » de sa « niche productive », et ce, par le biais d'un « réseautage » d'élus locaux, d'entrepreneurs privés, d'entrepreneurs publics (sic) et d'experts, en est une illustration patente (Gouvernement du Québec 2008) [[53]](#footnote-53).

[117]

*Rescaled Compétition State Régime,* d'autres parlaient depuis longtemps déjà d'« État commercial ouvert », de « démocratie fonctionnelle », d'« État accompagnateur », « régulateur » ou « stratège » (Gagné, 1985 ; Thuot 1998 ; Klein, 1995 ; Chevallier, 2004 ; Côté *et al.* 2009), bref un ensemble d'appellations qui ont toutes un mérite commun, celui de donner à penser la désinstitutionnalisation des espaces de l'action politique à travers le passage du gouvernement à la gouvernance. Et de cette dernière, la meilleure définition est sans doute celle de Guy Hermet : « un gouvernement des organisations, par les organisations et pour les organisations » (Hermet, 2005 : 35). Parce que, en fait, c'est en cela qu'il semble retourner, et particulièrement avec ce que l'on nomme la gouvernance territoriale - ce processus de mobilisation des acteurs locaux ou régionaux, du secteur public, privé et du tiers secteur, en vue de promouvoir le « développement territorial ». Dans ces réseaux d'alliances « à géométrie variable », « multiniveau » et « polycentrique », ainsi qu'on se plaît à le dire, l'idéal semble être celui d'une autorégulation de l'espace des organisations par les organisations, rebaptisées indifféremment « acteurs de la société civile organisée » ou « parties prenantes », selon une logique proprement procédurale. On vise la coordination délibérative des organisations, locales ou régionales, afin de produire une stratégie de développement, locale ou régionale, pour laquelle, manifestement, le local ou le régional n'est finalement jamais rien d'autre que le lieu de déploiement de ces mêmes organisations impliquées dans le processus de concertation. D'où, d'ailleurs, l'indétermination fondamentale de ce que l'on entend par local ou régional, dès lors que le territoire lui-même tend à être saisi comme une organisation - le territoire comme « système complexe » (Lemoine, 2007). Et d'où aussi son dispositif central, le « plan stratégique de développement » calqué sur le modèle d'affaires : identification des projets ou des problèmes que se donnent ou qui se posent aux organisations, détermination des menaces, mais aussi des opportunités offertes par la coopération entre les organisations, programmation et évaluation des procédures d'opérationnalisation de cette stratégie organisationnelle qui, par la magie de la proximité et des partenariats, véritable sésame de la démocratisation à en croire certains, se transforme en « consensus territorial ». Nonobstant la qualité et la diversité des travaux qu'ils peuvent produire, il nous semble parfaitement significatif à cet égard que certains des spécialistes québécois les plus en vue de la gouvernance territoriale soient regroupés autour de la revue au titre éloquent, « *Organisations et territoires : réflexion sur la gestion, l'innovation et l'entrepreneurship »* (sic) !

Bien sûr, les acteurs engagés en faveur de la mise en place de formes de gouvernance territoriale ne partagent pas les mêmes horizons idéologiques ni les mêmes objectifs politiques. Il semble que nous puissions néanmoins déduire deux conséquences majeures et interreliées de la prolifération d'organismes, d'instances, de comités, d'agences, de tables de concertation, etc., pour lesquels les « territoires » visés dépendent essentiellement des projets ou des problèmes sélectionnés comme prioritaires (tantôt un bassin d'emplois, tantôt un bassin versant, tantôt une ou plusieurs [118] circonscriptions politico-administratives, tantôt autres choses encore). D'une part, nous semblons assistera rien de moins qu'une réduction radicale du politique à la logique managériale de résolution de problèmes. La dynamique des tensions et conflits ne concernant pas un enjeu pragmatique et ponctuel, mais l'orientation d'ensemble de la communauté politique, semble transmuée en problèmes de coordination et d'influence et en recherche de compromis « négociés » dans un cadre non négociable, ainsi qu'on le voit dans le fait que les enjeux politiques sont transformés en problèmes techniques ou procéduraux autour desquels se développe un ensemble d'« entrepreneurs en intermédiation » (experts, chercheurs, consultants, animateurs, etc.) (Gaudin, 1999). À terme, ce sont les dimensions mêmes du politique - les rapports agonistiques, la construction d'une légitimité transcendant les intérêts et objectifs immédiats et la capacité à objectiver la totalité sociale en en formulant les enjeux (Freitag 1986) - qui tombent sous les coups d'un véritable aplatissement gestionnaire. Dans une telle logique, ainsi que l'écrivait déjà Robert Castel, tout changement n'est alors qu'« un réagencement des éléments internes au système plutôt que la transformation des données qui structurent du dehors la situation » (Castel, 1995 : 428).

Intimement imbriqué à cette conséquence, d'autre part, il semble que le statut même de la spatialité tende à perdre son caractère politique de lieu d'objectivation de la totalité sociale à laquelle quelque chose comme une communauté politique puisse se référer. Le territoire éclate en multiples strates de prise en charge managériale, pulvérisé en « aires de gestion » dont seule la participation dans les organisations qui les déploient détermine désormais l'appartenance. N'en déplaise à la géoéconomie, personne - hormis peut-être les personnes morales que sont les organisations, justement - ne s'identifie à un bassin d'extraction, à une région « naturelle » découpée en fonction des ceintures argileuses ou d'une possible mise en valeur des facteurs de développement ! Ce n'est pas dire, bien entendu, que ne persistent pas des espaces vécus, ou même un sentiment d'appartenance à cette première et plus déterminante strate du « territoire de l'identité », dans les mots de Bruno Jean, que constitue la localité ou la région considérée comme une part de la communauté politique (Jean, 1993). Mais c'est plutôt postuler que nous assistons à un décrochage progressif des articulations définitoires de la spatialisation politique entre les lieux d'inscription et de référence des pratiques et les institutions qui en médiatisaient la reproduction (Bérubé, 1993). C'est cela, la liquidation progressive du statut politico-institutionnel de la spatialité. De l'objectivation formelle de la spatialité et à son incarnation dans un corps d'institutions saisi à distance des rapports sociaux primaires, en un dehors à partir duquel la communauté politique puisse se contempler et se remettre en cause, à sa conversion tranquille en tant qu'acteur, variable et point d'application de stratégies manageriales, c'est de l'intérieur même de la refonte de la régulation étatique que le territoire se déterritorialise en prenant de plus en plus les aspects d'une pluralité d'espaces techno-organisationnels dans les paramètres [119] desquels toutes formes d'identité culturelle et politique sont sommées de se présenter. Le territoire tend dès lors à ne plus constituer une médiation au fondement des rapports politiques, le lieu d'une *mise en forme,* c'est-à-dire d'une *mise en sens* et d'une *mise en scène,* de l'extériorité par laquelle des groupes particuliers confrontent leur commune appartenance (Lefort, 1986). Au contraire, il tend à devenir le creuset d'une expulsion de la conflictualité concernant les orientations d'ensemble de la communauté politique. Cette expulsion s'exprime de plusieurs manières, par le rabattement pragmatique sur les enjeux immédiats de l'intermédiation organisationnelle et par la cooptation professionnalisée des gestionnaires des problèmes locaux, entre autres, fondements de la gouvernance territoriale. Et donc, au final, pourrait-on peut-être penser, par l'invisibilisation progressive des acteurs sociaux qui n'y sont pas intégrés et qui semblent désormais condamnés à errer dans un *no man's land* politique.

L'hypothèse de la déterritorialisation  
et la question de la critique sociale

C'était annoncé d'entrée de jeu, la déterritorialisation, comprise en tant que désinstitutionnalisation des espaces de l'action politique, n'est rien d'autre qu'une hypothèse générale, c'est-à-dire une autre manière de poser le problème et de cadrer une analyse qui, manifestement, reste à faire. Une hypothèse que nous envisageons non seulement en ce qu'elle renvoie à la thématisation des formes contemporaines de l'État et du statut de la spatialité qu'elles impliquent, mais aussi parce qu'elle a l'avantage de procéder d'une rupture épistémologique avec les études opérationnelles qui très souvent ne proposent que des accompagnements idéologiques aux transformations sociales en cours. Nous n'avons d'ailleurs qu'à constater comment les spécialistes de ladite gouvernance territoriale ne sont très souvent capables de voir que des problèmes techniques dans ce qui se présente pourtant comme une nouvelle modalité d'organisation des rapports politiques - assimilant couramment gestion transparente et démocratie, client et citoyen, organisations et institutions, etc. Ou comment sont suggérés, par une série d'alternatives présentées sous forme de binômes antithétiques, les bienfaits des mécanismes de gouvernance par rapport aux formes antérieures de gouvernement - qui, en effet, prendra le parti de la délégation contre la participation, de l'ordre contre la liberté, de l'unité de commandement et de la discipline contre la créativité et la mobilisation des solidarités communautaires, de l'autorité étatique, hiérarchisée et lourde, contre le pouvoir dit citoyen et la responsabilisation des acteurs sociaux ? Ou enfin comment toute forme de réflexion critique est d'emblée affublée de l'épithète accablante d'« etatiste », le territoire stato-national ne faisant manifestement pas partie des « ressorts de la régulation territoriale » (Proulx, 2004) ! Si c'est là une juste guerre idéologique de la part des tenants de la décentralisation ou du développement local, son importation dans les (techno)sciences du social à visée directement gestionnaire n'est rien de moins que symptomatique de l'urgence d'insuffler un peu de « violence théorique », pour le dire dans l'esprit [120] de Jean Baudrillard, aux études contemporaines, c'est-à-dire de pousser à la limite une hypothèse afin de constater ce qu'elle peut nous apprendre de la réalité en dehors des créneaux idéologiques qui la révèlent plus qu'ils ne l'expliquent (Baudrillard, 1981 : 233).

Hypothèse *radicale,* donc, qui incontestablement soulève un grave défi concernant les conditions de possibilité d'une critique sociale. Si l'on peut définir cette dernière comme une mise en désordre explicite de l'ordre social institué par une remise en cause de ses fondements, de ses finalités ou de ses modalités de fonctionnement, on voit mal en effet comment acteurs, groupes ou mouvements sociaux pourraient ne pas devoir s'installer en rupture avec un mode de coordination de l'action collective dont seules les procédures d'opérationnalisation des finalités des organisations les plus puissantes - on dit aujourd'hui dans un jargon résolument dépolitisé « innovantes » ou « entreprenantes » - peuvent être discutées. Par contre, dès lors que la normalité politique consiste à être intégrée dans des structures de cooptation du management des problèmes locaux, la possibilité même de cette installation en rupture - et *a fortiori* la formulation d'enjeux politiques généraux -semble diminuée d'autant. Mais surtout, lorsque par « territoire » on ne tend plus qu'à comprendre l'espace circonscrit par la dynamique d'intermédiation des organisations, on peut se demander de quelle *société* relèverait une quelconque *critique.* À moins de réduire la société à l'agrégation fluctuante des acteurs sociaux organisés dans un « système dynamique complexe » et la critique à une expertise concernant l'efficacité et l'efficience des procédures de gestion de cette complexité, expulsant du coup les enjeux des rapports de pouvoir cristallisés dans les fondements, les finalités et les modes de fonctionnement des institutions. Ce qui nous semble précisément en phase avec la notion et les pratiques de ladite gouvernance territoriale [[54]](#footnote-54). La gouvernance territoriale comme « mise en quarantaine du politique » ou comme mise en forme de l’*asociété* (Freitag, 2008 : 223) ?

Dans un tel contexte de dépolitisation progressive du politique et des espaces politiques - leur managérialisation *métapolitique,* dirions-nous dans les termes de Jacques Rancière, qui, comme le *consensus,* est « une réduction de la politique à la police », une technologie de gestion des populations (Rancière, 1998 : 232) -, il n'est guère surprenant que cette mise en désordre explicite de l'ordre social institué qu'est la critique sociale semble parfois manquer de souffle. C'est qu'elle manque d'air ! Bien sûr, l'agir politique est un mode d'agir paradoxal, précaire, ponctuel et provisoire, pour le dire encore une fois dans l'esprit de Rancière, un mode d'agir qui n'a pas à demander la permission pour se [121] manifester et qui d'ailleurs se manifeste toujours en porte-à-faux. Cependant, puisque l'agir politique n'est pas un attribut des êtres humains, mais du monde qui s'intercale entre eux et qui fait sens de leur pluralité [[55]](#footnote-55), c'est-à-dire des formes de relations qu'ils entretiennent et des modalités de leur institutionnalisation, il est légitime de se demander jusqu'où ce qui apparaît comme un tour de force consistant à faire passer la réduction du politique à une technologie de coordination et de gestion de l'action collective pour un renouvellement démocratique pourra aller sans menacer la capacité d'auto-institution de la société ? Jusqu'où pourrons-nous expulser l'expression d'un dissensus concernant les finalités, les modes de fonctionnement ou le fondement même de l'ordre social, tout en maintenant de louables attentions à la formulation d'une critique sociale.

Néanmoins, il faut bien prendre note que notre hypothèse demeure *négative.* Sous l'utopie déterritorialisante de la gouvernance territoriale, il existe manifestement encore une réalité sociale et politique rébarbative à sa neutralisation par cette politique procédurale que ses tenants nomment comme tel, d'une manière laudative. La persistance d'acteurs et de mouvements sociaux qui ne sont pas encore assez « innovants » ou « entreprenants » pour être incorporés à ces structures techno-organisationnelles du « management de nos interdépendances » est là pour nous le rappeler !

***Mots-clés***: Espace, territoire, déterritorialisation, gouvernance, gouvernance territoriale.

[122]

Bibliographie

Agnew, John. 1994. « The territorial trap : the geopolitical assumptions of international relations theory ». *Review of International Political Economy,* 1 (i) : 53-80.

Ardrey, Robert. 1973[1966]. *The Territorial Imperative. A Personal Inquiry into the Animal Origins of Property and Nations.* New York : Atheneum.

Arendt, Hannah. 1995. *Qu'est-ce que la politique ?* Paris : Éditions du Seuil.

Auge, Marc. 1992. *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité.* Paris : Seuil.

Badie, Bertrand. 1995. *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect.* Paris : Librairie Arthème Fayard.

Baudrillard, Jean. 2002[1981]. *Simulacres et simulation.* Paris : Galilée.

Beaudry, Raymond. 2000. *La résistance incertaine. La ruralité dans le passage de la modernité à la postmodernité.* Québec : Les Presses de l'Université Laval.

Berque, Augustin. 2000. *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains.* Paris : Belin.

Bérubé, Pierre. 1993. *L'organisation territoriale au Québec. Dislocation ou restructuration ? Urgence d'agir.* Québec : Les Publications du Québec.

Bonnemaison, Joël et Luc Cambrez. 1996. « Le lien territorial entre frontières et identités ». *Géographie et cultures,* 20 : 7-18.

Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Éric Pineault. 1999. « [L'incorporation de la citoyenneté](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030373637)». *Sociologie et sociétés* 31(2) :4i-64.

Brenner, Neil. 2004. *New State spaces. Urban governance and the rescaling of statehood.* New York : Oxford University Press.

Caillosse, Jacques. 2007. « Questions sur l'identité juridique de la 'gouvernance' ». In *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories.* Romain Pasquier, Vincent Simoulin et Julien Weisbein. Pp. 35-64. Paris : Droit et Société.

Castel, Robert. 2005. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat.* Paris : Librairie Arthème Fayard.

Castells, Manuel. 2001[1998, 1996]. *La société en réseaux. L'ère de l'information I.* Paris : Librairie Arthème Fayard.

Chevallier, Jacques. 2004. *L'État postmoderne.* Paris : LGDJ.

[123]

Chevallier, Jacques. 2004. « L'État régulateur ». *Revue française d'administration publique,* 3(111) : 473-482.

Choay, Françoise. 2006. *Pour une anthropologie de l'espace.* Paris : Éditions du Seuil.

Côté, Louis, Benoît Lévesque et Guy Morneau, dir. 2009. *État stratège et participation citoyenne.* Québec : Presses de l'Université du Québec.

Cox, Robert, dir. 1997. *Spaces of globalization. Reasserting the power of the local.* New York/London : The Guilford Press.

Debray, Régis. 1981. *Critique de la raison politique.* Paris : Gallimard.

Di Méo, Guy et Pascal Buléon, dir. 2005. *L'espace social. Pour une lecture géographique des sociétés.* Paris : Armand Colin/VUEF.

Freitag, Michel. 2008. *L'impasse de la globalisation. Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme.* Montréal : Éditions Écosociété.

Freitag, Michel. 19986. [*Dialectique et société*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/freitag_michel/dialectique_et_societe_2/dialectique_2_original.html)*. Tome 2 : Culture, pouvoir, contrôle. Les modes de reproduction formels de la société.* Montréal : Éditions Saint-Martin.

Gagné, Gilles. 1985. « [L'État commercial ouvert](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.gag.eta)». *Conjonctures et politique. Revue québécoise d'analyse et de débat, 6 :*51-81.

Gauchet, Marcel. 2007. *L'avènement de la démocratie. T.1. La révolution moderne ;* *T.2. La crise du libéralisme.* Paris : Éditions Gallimard.

Gaudin, Jean-Pierre. 1999. *Gouverner par contrat. L'action publique en question.* Paris : Presses de Sciences Po.

Giddens, Anthony. 1994. *Les conséquences de la modernité.* Paris : L'Harmattan.

Giddens, Anthony. 1987. *The Nation-State and Violence. Volume two of A Contemporary Critique of Historical Materialism.* Berkeley : University of California Press.

Gottmann, Jean. 1973. *The significance of territory.* Charlottesville : The University Press of Virginia.

Gouvernement du Québec. 2008. *Agir ensemble pour être compétitif.* Québec : Ministère du Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Gouvernement du Québec. 2004. *Devenir maître de son développement. La force des régions. Phase 1. Une nouvelle gouvernance régionale.* Québec : Ministère du Conseil Exécutif.

Guillaume, Marc. 1999. *L'Empire des réseaux.* Paris : Descartes et Cie.

Haesbaert, Rogerio. 2001. « Le mythe de la déterritorialisation ». *Géographie et cultures,* 40 : 53-75.

[124]

Harvey, David. 1989. *The condition of postmodernity. An Enquiry into the Origins of Cultural Change.* Oxford : Blackwell publisching.

Heidegger, Martin. 1958[1954]. « Bâtir Habiter Penser ». In *Essais et conférences.* Pp. 170-193. Paris : Gallimard.

Hermet, Guy. 2005. « La gouvernance serait-elle le nom de l'après-démocratie ? L'inlassable quête du pluralisme limité ». In *La gouvernance. Un concept et ses applications.* Guy Hermet, Ali Kazancigil et Jean-François Prud'homme, dir. Pp. 17-48. Paris : Éditions Karthala.

Jean, Bruno. 1993. « Terre, territoire, territorialité : les agriculteurs et leur attachement au territoire ». *Cahiers de géographie du Québec,* 37(101) : 291-307.

Jessop, Bob. 2007. « L'imaginaire économique et l'économie politique des échelles ». In *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories.* Romain Pasquier, Vincent Simoulin et Julien Weisbein, dir. Pp. 65-85. Paris : Droit et Société.

Jessop, Bob 2002. *The Future of Capitalist State.* Cambridge : Polity Press.

Klein, Juan-Luis. 1995. « De l'État-providence à l'État accompagnateur dans la gestion du social. Le cas du développement régional au Québec ». *Lien social et politique – RIAC,* 33 : 133-141.

Lamizet, Bernard. 1998. *La médiation politique.* Paris : L'Harmattan.

Lefebvre, Henri. 1976. *La production de l'espace.* Paris : Éditions Anthropos.

Lefort, Claude. 1986. *Essais sur le politique. XIXe-XXe siècles.* Paris : Éditions du Seuil.

Leloup, Fabienne, Laurence Moyartet Bernard Pecqueur. 2004. « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? ». *Géographie Économie Société,* 4(7) : 321-332.

Leroi-Gourhan, André. 1965. *Le geste et la parole. Tome 2 : La mémoire et les rythmes.* Paris : Albin Michel.

Levasseur, Carol. 2006. *Incertitude, pouvoir et résistances. Les enjeux du politique dans la modernité.* Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

Meininger, Marie-Christine. 1999. « Remarques sur le concept de gouvernance et le système politico-administratif ». In *Gouvernance. Concepts et applications.* Joan Corkery, dir. Pp. 313-336. Bruxelles : Institut international des sciences administratives.

Merleau-Ponty, Maurice. 1995. *La nature. Notes de cours du Collège de France.* Paris : Éditions du Seuil.

Moine, Alexandre. 2007. *Le territoire : comment observer un système complexe.* Paris : L'Harmattan.

Moreau Defarges, Philippe. 2003. *La gouvernance.* Paris : Presses Universitaires de France.

[125]

Morin, Richard. 2006. *La régionalisation au Québec. Les mécanismes de développement et de gestion des territoires régionaux et locaux. 1960-2006.* Montréal : Éditions Saint-Martin.

Nay, Olivier et Andy Smith. 2002. *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action publique.* Paris : Economica.

Paquet, Gilles. 2002. « La nouvelle gouvernance, la subsidiarité et l'État stratégique ». In *La gouvernance du XXIe siècle. Études prospectives.* Gilles Paquet. Pp. 219-253. Paris : OCDE.

Patocka, Jan. 2002, « L'espace et sa problématique ». In *Qu'est-ce que la phénoménologie ?* Jan Patocka. Pp. 13-81. Grenoble : Éditions Jérôme Million.

Pichot, André. 1991. *Petite phénoménologie de la connaissance.* Paris : Aubier.

Pineault, Éric et Michel Freitag. 1999. *Le monde enchaîné. Perspective du l'AMI et le capitalisme globalisé.* Montréal : Éditions Nota Bene.

Proulx, Marc-Urbain. 2004. « Les ressorts de la régulation territoriale : essai ». *Lien social et politique ,* - RIAC, 52 : 151-159.

Rancière, Jacques. 1998. *Aux bords du politique.* Paris : Gallimard.

Ricoeur, Paul. 1997[1886]. *L'idéologie et l'utopie.* Paris : Éditions du Seuil.

Rey, Alain, dir. 2000[1998, 1992]. *Dictionnaire historique de la langue française.* Paris : Dictionnaire Le Robert.

Sack, Robert David. 1986. *Human Territoriality. Its Theory and History.* Cambridge : Cambridge University Press.

Sassen, Saskia, dir. 2007. *Decephering the Global. Its Scales, Spaces and Subjects.* New York/London : Routledge.

Spruyt, Hendrick. 2004. *The Sovereign State and Its Competitors.* Princeton : Princeton University Press.

Taiclet, Anne-France. 2007. « Le développement économique territorial au regard des hypothèses de la gouvernance territoriale ». In *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories.* Romain Pasquier, Vincent Simoulin et Julien Weisbein, dir. Pp. iog-127. Paris : Droit et Société.

Thuot, Jean-François. igg8. *La fin de la représentation et la forme contemporaines de la démocratie.* Montréal : Éditions Nota Bene.

Veltz, Pierre. 2005[igg6]. *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel.* Paris : Presses Universitaires de France.

Werlen, Benno. 2007[1993, 1988]. *Society, Action and Space. An Alternative Human Geography.* London/New York : Routledge.

[126]



Deuxième partie.

**CHANGER**

“Le poids de la logique managériale  
dans l’hôpital contemporain :  
un patient, un prétexte ?”

*Marie-Ève La pointe  
Université du Québec à Montréal*

[Retour à la table des matières](#tdm)

À partir de l'analyse sociohistorique des différentes logiques référentielles constitutives de l'univers hospitalier, puis de l'observation des gestes et paroles du quotidien de deux départements, l'un s'adressant à des sujets souffrant d'être trop vieux, l'autre à ceux dont le cancer coule dans leurs veines, je m'interroge sur ce que signifie aujourd'hui le patient hospitalisé [[56]](#footnote-56).

Si l'hospitalisation a pour effet, selon l'expression de Mary Douglas, de « refaire » un homme (Douglas, 1992 : 113), les sujets admis en terres hospitalières perdent-ils systématiquement le contrôle de leur existence (Le Breton, 2003) ? Tendent-ils à devenir des reclus qui revêtent « les mêmes caractéristiques que des objets inanimés » (Goffman 1970[1968] : 121) ? S'inscrivent-ils au contraire dans une structure suffisamment flexible leur permettant d'être en partie les auteurs de leur « carrière » hospitalière (Strauss, 1992 : 102-103 ; Gonnet et Lucas, 2003 : 215) ? Mais au-delà du fait que les patients puissent négocier certains aspects de leur prise en charge et qu'ils ne soient pas toujours complètement muets et passifs, ils sont doublement *souffrants :* à l'opposé des sujets *agissants,* ils subissent, avec les aléas de la maladie, ceux du monde hospitalier. Fragilisés par l'épreuve de la maladie, la place qu'ils vont occuper dans ce monde est déterminée par un ensemble de significations complexes à partir desquelles ils sont cernés et identifiés.

Rappel historique

Œuvre de la charité, les premiers établissements hospitaliers furent édifiés au cours des premiers siècles de l'ère chrétienne (Imbert 1958). Avec pour horizon la conversion et le salut spirituels, ces [127] établissements étaient à l'origine voués à l'hébergement et l'assistance de tous ceux qui en faisaient la demande, en tant que figures du Christ souffrant [[57]](#footnote-57). À cette vocation religieuse, se superposa, au cours de l'Âge classique, une nouvelle logique dont les balbutiements s'observaient déjà au 14e siècle, ainsi que le démontre notamment Michel Mollat (Mollat, 1978). Elle avait pour finalité le contrôle social des corps du délit, dont le principal représentant était le vagabond qui, par son indigence et son anonymat, ainsi que par ce qu'il pouvait éventuellement provoquer en tant que diffuseur de maladies et de violence, était considéré comme une menace pour l'ordre social. Dans cet hôpital mi-policier mi-charitable, celui qui était hospitalisé représentait, selon Michel Foucault, à la fois une « âme » à secourir et un « corps » à retirer du social et à dresser (Foucault, 2001[1978]). Même si ces pratiques « d'enfermement » furent moins importantes en Nouvelle-France que dans certaines régions urbaines de sa métropole [[58]](#footnote-58), on assiste tout de même à une intériorisation et à une individualisation des sources du Mal, processus qui seront au coeur de la médicalisation de l'hôpital [[59]](#footnote-59). C'est à partir de la fin du 18e siècle que l'hôpital se transforma progressivement en lieu de prise en charge, moins des malades que de la maladie (Foucault, 2000 [1963]), sous l'influence d'une biomédecine pour qui le corps, libéré des rets de celui qui l'habite et des mains de Dieu, représente désormais une chose à ouvrir et conquérir [[60]](#footnote-60). Dans un contexte où « vivre » et « produire » sont devenus de quasi synonymes, cette fonction thérapeutique adressée aux corps malades n'a cessé de se perfectionner et de se techniciser. Elle explique en partie l'essor rapide de l'hôpital du 20e siècle [[61]](#footnote-61) qui, dès la fin de la Seconde Guerre [128] mondiale, était classé parmi les dix plus grandes « industries » nord-américaines (Eachern 1957). Mais l'hôpital n'a pu s'industrialiser, pour ainsi devenir un « hôpital de masse », qu'avec l'introduction de la logique du management mise en place avec le taylorisme en Amérique du Nord et le fayolisme en Europe [[62]](#footnote-62). Déjà présente sous une forme embryonnaire dans l'hôpital de la première moitié du 20e siècle [[63]](#footnote-63), cette logique sera de plus en plus prégnante à partir du moment où l'hôpital sera placé sous l'entière autorité de l'État, pour qui il importait d'avoir recours « aux méthodes les plus modernes d'organisation et de gestion afin d'assurer une meilleure efficacité, un meilleur rendement à nos investissements » (Castonguay [[64]](#footnote-64) cité par Berlinguet, 1985).

C'est à cette même époque qu'émerge une logique soignante dite « holiste », visant l'accompagnement, le bien-être et l'autonomisation des sujets hospitalisés en tant que « personnes totales », définies comme des entités « bio-psycho-socio-culturo-spirituelles » [[65]](#footnote-65). Cette logique d'inspiration humaniste qui tente d'approcher le patient dans son unicité et dans ses composantes « humaines », représente aujourd'hui un idéal officiel, mais en réalité, elle est mise en œuvre comme un « outil » complémentaire aux approches de la biomédecine et du management.

En somme, l'hôpital contemporain n'est pas qu'« une sorte de huis clos structuré autour de la logique médicale » (Le Breton, 2003 : 20). Il est un univers symbolique complexe et sédimenté, une « mosaïque » de logiques hétérogènes. Selon l'analyse de certains, ces logiques n'obéissent pas aux mêmes principes organisateurs, ne s'intègrent pas les unes aux autres et instaurent de profonds clivages qui s'observent tant dans la structure hiérarchique que dans l'expérience vécue par les patients et les intervenants (Amourous, 2004 ; Contradiopoulos, 2003 ; Dubet, 2002 ; Glouberman et Mintzberg, 2002 ; Petitat, 1989). Je postulerais, cependant, que les logiques biomédicale et soignante tendent aujourd'hui à devenir des séries d'opérations codées d'avance sous l'égide du management, qui s'impose comme trame de fond dominante de l'univers hospitalier.

[129]

La logique managériale :  
le patient morcelé

Les hôpitaux ont de tout temps surveillé leurs recettes et dépenses et veillé à l'organisation de leurs actions quotidiennes. Ces exigences étaient toutefois subordonnées à la « mission » que ces établissements s'étaient donnée. En revanche, l'atteinte d'une meilleure productivité est devenue au cours du 20e siècle, et plus particulièrement depuis les vingt-cinq dernières années, une des principales préoccupations de l'hôpital, dans un contexte où le modèle de l'entreprise, disait Eugène Enriquez, s'impose comme « l'institution *princeps* de la société » (Enriquez 2006 : 907).

Selon ses tenants, l'urgence des « soins managériaux » dans l'« organisation » hospitalière s'imposerait aujourd'hui plus crucialement qu'ailleurs. La progression incontrôlable des coûts des biotechnologies, la « résistance » des intervenants à prendre des décisions « efficaces » et « économiques », la demande croissante de services hospitaliers due au « vieillissement de la population », etc., seraient autant de facteurs qui mettraient en péril l'hôpital. Telle une médecine du social, le management serait le seul outil permettant de pallier ces désordres et de garantir la pérennité de l'hôpital en lui prescrivant les meilleures diètes possibles.

Gestion de la qualité, gestion des compétences, analyses « coûts/efficacité », programmes clientèles, etc., les hôpitaux ont à peu près tout essayé et s'inspirent par mimétisme des modèles éprouvés en entreprise (Aggeri, 2003 : 32)*.* Cette logique managériale se nourrit, selon l'expression de Cornélius Castoriadis, du phantasme de rendre l'organisation hospitalière « autoréformatrice et autoexpansive » (Castoriadis 1999[1975] : 240). Elle se traduit par des pratiques de planification, de programmation et de contrôle des « ressources » financières, matérielles et humaines - ce qui inclut les patients - et des divers secteurs d'activités, dont les secteurs biomédical, alimentaire, mais aussi bien managérial. Ses préoccupations sont moins celles du « pourquoi » soigner ou du « pourquoi » de l'hôpital, que celles du « comment » distribuer et contrôler le personnel, installer les équipements, diffuser les informations, réduire les durées des séjours hospitaliers, etc. afin de rendre l'organisation la plus fonctionnelle et économique possible. Le management est en ce sens une *technologie,* une approche pragmatique de résolution de problèmes particuliers et circonstanciels dont la fonction essentielle est de réguler les pratiques hospitalières en les transfigurant en « opérations » [[66]](#footnote-66). Du visible à l'invisible, rien ne semble échapper aux diktats des calculs et manipulations ; des choses aux idées, tout tend à être directement pris en charge et transformé selon les plans et stratégies.

[130]

Si l'on a amplement analysé l'expérience de l'employé aux prises avec les impératifs de la logique managériale, la question des « objets » sur lesquels s'exerce cette logique a été peu abordée. On comprend que la question « que devient le cuir ? » dans une multinationale de chaussures ait moins d'intérêt que celle de sa main-d'œuvre. En revanche, l'hôpital travaille sur une « matière première » différente, à savoir l'être humain atteint par la maladie.

La logique managériale a pour principe organisateur la division technique du travail. Celle-ci apparaît, dans l'univers hospitalier, comme un décalque de la représentation du patient en tant qu'objet fragmenté, en tant qu'être partiel dont la composante biologique prévaut sur les autres composantes dites psychologiques, socioculturelles et spirituelles. S'imposant désormais comme le trait d'union entre les intervenants, la division technique du travail repose sur une conception de l'activité humaine dissociée des intentions de l'acteur, neutralisée d'un point de vue moral et dissécable dans ses plus simples expressions cognitivo-comportementales. L'objectif est de ne retenir que les gestes jugés utiles et de les recomposer en autant de séquences optimales d'opérations. Cela se manifeste dans la distribution des tâches, les protocoles de soins et de traitements, les grilles diagnostiques, les programmes clientèles et d'assurance qualité, les systèmes de triage, les arbres de décision, etc. Une large part des gestes et paroles du quotidien hospitalier, du jugement et de la capacité créatrice des intervenants, parce qu'immesurables et imprévisibles, sont ainsi dépréciés, du moins jusqu'au jour où l'on trouvera, par un tour de force méthodologique, le moyen de les réduire à leur dimension opératoire et d'en évaluer la valeur économique. À quand, donc, les études évaluatives qui démontreront que faire preuve de compassion à intensité x, pendant y minutes et à fréquence z réduit le coût des prises en charge tout en améliorant leur résultat ? N'est-ce pas d'ailleurs l'impensé de ces techniques psychologiques d'accompagnement, d'« écoute active » et de communication ?

Du point de vue managérial, l'infirmière n'est pas *une* infirmière et le concierge, *un* concierge : ils n'incarnent pas la fonction ou la vocation de leur profession. Interchangeables, ils sont considérés comme des vecteurs d'opérations qu'on leur a attribuées selon les diktats de l'efficacité et de l'efficience. Mais plus on se dégage des principes de la vocation, « moins le travail sur autrui, écrit François Dubet, se présente comme l'accomplissement d'un rôle et plus il est une expérience composite, expérience qui renvoie à l'expérience, elle aussi composite, des 'objets' de ce travail » (Dubet, 2002 : 14). Encore que cette abolition de la signification morale des actions a pour corollaire la déshumanisation des « objets » et finalités du travail qui peuvent être dès lors désignés à l'aide de [131] « termes purement techniques et éthiquement neutres » (Bauman 2002 : 172) : « La tournée va être rapide aujourd'hui ! On a 6 niveau 3 puis 4 H » [[67]](#footnote-67).

Dans le quotidien hospitalier, cela implique que l'infirmière qui distribue les médicaments, l'auxiliaire qui fait la « tournée des signes vitaux », l'administrateur qui planifie les enveloppes budgétaires et le médecin qui scrute moins les corps que les bilans de prélèvements, sont parfois tellement repliés sur la stricte réalisation de leurs tâches assignées et tellement détachés des effets qu'elles peuvent avoir sur autrui, qu'ils en viennent à oublier que chez le patient souffrant gît un sujet humain. Donnée x de l'instrument y, donnée *v* de l'évaluation *w,* le patient est aussi et en même temps un des codes du processus de « triage », un des « décodés » de la réanimation, une des nouvelles admissions de fracture du bassin, un des questionnaires à compléter, un des lits à transférer, un des cathéters à retirer, un des dossiers médicaux à réviser, une des culottes d'incontinence à changer, une des diètes hachées à commander... Bref, le patient tend à devenir le point d'application, objet neutre et indifférent d'une série d'opérations.

Alors que la logique managériale procède du morcellement du patient, et ce, malgré les tentatives de l'« interdisciplinarité » qui visent, dans l'après-coup, à en limiter les excès [[68]](#footnote-68), nous pouvons nous demander si le patient retrouve une certaine unité à travers une forme d'écriture qui fonctionnerait, à l'instar de la biomédecine, par une formulation de « cas ». En se référant toutefois à l'un de ses principaux espaces d'écriture, les prévisions et bilans budgétaires, la mise en « mots » importe moins que la mise en « nombre » des événements. Selon Michel Renault, le patient devient une donnée virtuelle, « un indice objectivable de coûts et recettes qui peut à chaque instant être comparé à d'autres indices » (Renault, 2000 : 114). Mais disséqué en autant de dépenses/besoins qu'il aura nécessités, il est plus qu'« une » donnée virtuelle, plus qu'« une » somme réelle de dépenses/besoins, mais une pluralité de variables éparses et impersonnelles : « dépense/besoin d'un lit », « dépense/besoin de x heures de soins », « dépense/besoin de médicaments », « dépense/besoin de trois repas par jour », « dépense/besoin de jaquettes et serviettes ». Non plus « corps du christ », « corps du délit » ou « corps malade », en somme un « corps discipliné », le sujet hospitalisé serait [132] réduit, avec la logique managériale, au statut de masse d'informations abstraites, de « hors corps » et de « hors parole ».

La logique managériale est d'autant plus perverse qu'on invite aujourd'hui le patient, au nom de l'idéal de l'« autonomie fonctionnelle » qui réduit l'humain à un organisme qui sait se laver, se nourrir et se mouvoir, à devenir un partenaire de soins, à contribuer activement à ses traitements et, ce faisant, au bon fonctionnement hospitalier. Tout en étant le point d'application, le produit et le bénéficiaire des opérations hospitalières, le patient devrait aussi démontrer de l'initiative et une capacité d'adaptation à son milieu. En d'autres termes, on attend de celui-ci qu'il agisse comme s'il était son propre manager.

Cette conception du patient-partenaire semble, en apparence, reconnaître au patient un pouvoir d'agir, mais en réalité, j'affirmerais qu'il est contraint à devenir l'acteur de son propre assujettissement. La condition de passivité, à l'origine de son hospitalisation, est perçue d'une double manière, paradoxale, à la fois exigée et en même temps reçue comme une forme de « déviance » qui se superpose au jugement du « pathologique ». Si l'hospitalisation se déroule sans tensions apparentes pour celui qui répond adéquatement aux attentes hospitalières, celui qui, en revanche, est réputé ne pas « collaborer », en ce qu'il remet en question par exemple l'orientation de ses traitements, ne comprend pas les « consignes » qui lui sont faites, fait sonner trop souvent la cloche ou se plaint « exagérément », est perçu aux yeux des intervenants comme un agent perturbateur. Accusé de « mauvaise volonté », de « paresse », d'« irresponsabilité », il se voit attribué la plupart du temps le diagnostic de trouble de l'adaptation, de trouble de l'humeur ou de trouble du comportement. Symptômes d'une alliance tacite entre la biomédecine et le management, les expressions de contestation de la part du patient sont fréquemment lues en termes de troubles « cognitifs » ou « mentaux » et dûment contrôlées au moyen de contentions chimiques, physiques ou humaines (surveillance). Plus encore, la dépendance extrême d'un sujet qui ne peut plus survivre indépendamment d'autrui pourrait justifier paradoxalement son abandon thérapeutique, et du même coup, sa sortie du système hospitalier. Car si le serment hippocratique fait de la médecine une lutte pour la vie, celle-ci se rétracte lorsque le corps devient « irrécupérable », un niveau 3 codé H relégué aux soins palliatifs ou au placement en CHSLD.

Alors que dans les années 1910, on accusait les malades indigents d'être l'entrave « au développement rationnel des hôpitaux » [[69]](#footnote-69), cette étiquette pourrait aujourd'hui s'appliquer potentiellement à [133] quiconque serait hospitalisé. Parce qu'en soi plus ou moins imprévisible, improductif et dépendant, tout patient incarnerait-il le « mauvais », un *« input »* indésirable, une menace à l'équilibre de l'organisation ? Non plus finalité de l'hôpital, le patient représenterait-il le VIH du système qui, malgré les nombreuses thérapies « managériales », ne serait jamais parvenu à s'en immuniser ? Ultimement, l'hôpital idéal serait-il celui qui fonctionnerait sans sa présence, par son « extermination » symbolique ?

L'oubli du patient :  
la dissolution de l'institution de l'hospitalité ?

L'histoire nous a appris que le sujet humain conserve ses attributs « humains » tant et aussi longtemps qu'il est reconnu comme tel, enjeu qui se trouve au coeur de l'institution de l'hospitalité. L'hospitalité n'est ni inconditionnelle ni spontanée : elle est une épreuve et un pacte fragile qui relèvent de la décision d'accueillir ou non l'étranger et de lui offrir une part de son chez soi. Cette décision d'accueillir l'étranger appartenait historiquement au Maître de maison. C'était à lui que revenait la responsabilité de juger si l'étranger était dangereux ou non pour sa communauté [[70]](#footnote-70).

Pour Charles Amourous, l'hospitalité en tant que matrice originelle de l'hôpital aurait réussi à perdurer à travers le temps (2004). Il nous faut toutefois constater qu'avec la managérialisation de l'univers hospitalier, il y a plus que jamais mise à l'épreuve de cette institution sociale et de ce pacte relationnel. Les relations entre patients/intervenants, fondées sur le don de soi, la sollicitude et l'empathie, existent. Par contre, elles s'expriment, comme l'a observé André Petitat, en marge des circuits dominants de la prise en charge hospitalière, dans des moments fortuits (1989 : 349).

Tout le paradoxe de l'hôpital est là, constate Kristina Orfali, - cette organisation qui s'occupe de l'humain, qui soigne un malade, bref ! qui a une finalité relationnelle ne fonctionne qu'à la gommer. L'hôpital n'a finalement d'objectifs qu'instrumentaux. Il s'instrumentalise d'autant plus, qu'il cesse de *re-socialiser* (Orfali, 1997 : 12).

***Mots-clés***:

Hôpital, management, relation soignante, statut symbolique du malade hospitalisé, observation participante

[134]

Bibliographie

Aggeri, Frank. 2003. « L'hôpital aux prises avec le management ». *Sciences sociales et Santé,* 21(3) : 31-36.

Amourous, Charles. 2004. « L'hôpital et les soignants, leurs entours ». In *Que faire de l'hôpital ?* Charles Amourous, dir. Pp. 27-72. Paris : L'Harmattan.

Bauman, Zygmunt. 2002. *Modernité et holocauste.* Paris : La Fabrique.

Benveniste, Emile. 1998[1969]. *Le vocabulaire des institutions indo-européennes. Tome 1. Économie, parenté, société.* Paris : Les Éditions de Minuit.

Berlinguet, Marc. 1985. « Structures et fonctions hospitalières ». In *Traité d'anthropologie médicale.* Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin, dir. Pp. 353-383. Québec/Lyon : Presses de l'Université du Québec/Institut québécois de recherche sur la culture/Presses Universitaires de Lyon.

Bernier, Jeanne. 1949. *Trois siècles de charité à l'Hôtel-Dieu de Montréal. 1642-1942.* Montréal : C.R.D.

Boltanski, Luc et Eve Chiapello. 2004[1999]. *Le nouvel esprit du capitalisme.* Paris : Gallimard.

Castel, Robert. 1995. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat.* Paris : Fayard.

Castoriadis, Cornélius. 1999[1975]. *L'institution imaginaire de la société.* Paris : Seuil.

Chauvenet, Antoinette. 1982. « La machine bureaucratique : effets de l'industrialisation de la médecine sur les rapports sociaux de production de soins ». In *Médecine et société. Les années 80.* Luciano Bozzini, Marc Renaud, Dominique Gaucher et Jaime Llambias-Wolf, dir. Pp. 339-354. Laval : Éditions coopératives Albert Saint-Martin.

Cellard, André. 1991. *Histoire de la folie au Québec de 1600 à 1850. « Le désordre ».* Cap-Saint-Ignace : Éditions du Boréal.

Contandriopoulos, André-Pierre. 2003. « Inertie et changement ». *Ruptures, revue transdisciplinaire en santé,* 9(2) 4-31.

D'Allaire, Micheline. 1971. *L'Hôpital général de Québec. 1692-1664.* Montréal : Éditions Fides.

Douglas, Mary. 1992. *De la souillure. Études sur la notion de pollution et de tabou.* Paris : La Découverte.

Dubet, François. 2002. *Le déclin de l'institution.* Paris : Le Seuil.

Enriquez, Eugène. 2006. « L'institution de la 'Vie mutilée' ». *Revue française de psychanalyse* 70(4) : 899-917.

Foucault, Michel. 2001 [1972]. [*Histoire de la folie à l'âge classique*](https://monoskop.org/images/2/29/Foucault_Michel_Histoire_de_la_folie_a_l_age_classique.pdf)*.* Paris : Gallimard.

Foucault, Michel. 2000[1963]. *Naissance de la clinique.* Paris : Presses Universitaires de France.

[135]

Gagnon, Hervé. 2002. *Soigner le corps et l'âme. Les Hospitalières de Saint-Joseph et l'Hôtel-Dieu de Montréal. XVIIe-XXe siècles.* Sherbrooke : Éditions GGC.

Glouberman, Sholom et Henry Mintzberg. 2002. « Gérer les soins de santé et le traitement de la maladie ». *Gestion,* 27(3) : 12-22.

Goffman, Erving. 1970[1968]. *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux.* Paris : Les Éditions de Minuit.

Gonnet, Françoise et Sylvie Lucas. 2003. *L'hôpital en question(s). Un diagnostic pour améliorer les relations de travail.* Rueil-Malmaison : Éditions Lamarre.

Imbert, Jean. 1958. *Les hôpitaux en France.* Paris : Presses Universitaires de France.

Jorda, Henri. 1999. *Travail et discipline. De la manufacture à l'entreprise intelligente.* Paris : L'Harmattan.

Kerouac, Suzanne, Jacinthe Pépin, Francine Ducharme, André Duquette et Francine Major. 1994. *La pensée infirmière.* Laval : Éditions Études Vivantes.

Lambert, Serge. 2001. *Entre la crainte et la compassion. Les pauvres à Québec au temps de la Nouvelle-France.* Sainte-Foy : Les Éditions GID.

Laplantine, François. 1986. *Anthropologie de la maladie.* Paris : Payot.

Le Breton, David. 2003. « Hôpital et hospitalité ». *Cultures en mouvement. L'hôpital hospitalier. Droits des patients, valeurs du soin, formation des soignants* 61 : 20-25.

Mollat, Michel. 1978. *Les pauvres au Moyen-Âge.* Paris : Hachette.

Orfali, Kristina. 1997. *L'Hôpital ou la Critique de la raison instrumentale : Essai sur l'expérience hospitalière des patients.* Paris : EHESS/CADIS.

Pellissier, Jérôme. 2006. « Réflexions sur les philosophies de soins ». *Gérontologie et Société,* 118 : 37-54.

Petitat, André. 1989. *Les infirmières. De la vocation à la profession.* Montréal : Boréal.

Pinard, Rolande. 2000. *La révolution du travail. De l'artisan au manager.* Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Renaud, Marc. 1995. « Les réformes québécoises de la santé ou les aventures d'un État 'narcissique' ». In *Santé et société au Québec. XIXe-XXe siècle.* Peter Keating et Othmar Keel, dir. Pp. 189-218. Montréal : Boréal.

Renault, Michel. 2000. *Le désarroi hospitalier : patients et thérapeutes en mal de parole.* Paris : L'Harmattan.

[136]

Rousseau, François. 1989. *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec Tome 1 : 1639-1892.* Sillery : Éditions du Septentrion.

Rousseau, François. 1994. *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec Tome II : 1892-1989.* Sillery : Éditions du Septentrion.

Saillant, Francine. 2007. « Soins ». In *Dictionnaire du corps.* Michela Marzano, dir. Pp. 877-880. Paris : Presses universitaires de France.

Strauss, Anselm L. 1992. *La trame de la négociation : sociologie qualitative et interactionnisme.* Paris : L'Harmattan.

[137]



Deuxième partie.

**CHANGER**

“Formes et mutations  
de la critique sociale  
dans l’art contemporain.

**Magali Uhl** *Université du Québec à Montréal*

**Clément de Gaulejac** *Université du Québec à Montréal*

[Retour à la table des matières](#tdm)

L'art constitue un champ de pratiques où se réinventent régulièrement des formes de critique sociale à travers des déplacements, des ruptures, des contestations des codes régissant à la fois les canons esthétiques et les règles de vie d'une époque. Ainsi, les tableaux que Manet présenta dans les salons des années 1860 firent scandale pour leur critique du classicisme : « Vous êtes le premier dans la décrépitude de votre art ! » lui écrivit Baudelaire admiratif (Baudelaire 1865). Ces tableaux préfiguraient en effet le mouvement impressionniste conjoignant la création d'une forme à l'invention d'un nouveau style de vie.

Qu'en est-il de l'art aujourd'hui ? Peut-on encore faire de l'art engagé dans le monde qui est le nôtre et de quelle manière ?

Dans cet article qui invite, par son dispositif même conjuguant l'essai et l'intervention artistique, à un dialogue entre la sociologie et l'art, nous dessinerons d'abord les contours de cet art critique dans le cadre de la mondialisation artistique. Nous dresserons ensuite un panorama des principales formes itératives de l'art engagé afin de comprendre dans quelle mesure l'art contemporain, dans ses recherches formelles, propose de nouveaux horizons critiques, autrement dit, si sa possibilité de subversion - et de transformation - ne passe pas désormais par les modes opératoires originaux que les artistes inventent en s'emparant du réel. C'est enfin à partir du travail postconceptuel de Clément de Gaulejac que nous donnerons quelques éléments de réponse à ces questionnements afin de [138] préciser les stratégies discursives et formelles sur lesquelles s'appuient les créateurs contemporains pour exprimer artistiquement leur conception du changement social et proposer des alternatives aux logiques socio-économiques d'aujourd'hui.

Les mutations de la production artistique  
à dimension critique

Corrélativement à la crise de la modernité, l'engagement social et politique des artistes qui interrogent les fondements et les limites de l'ordre social a subi depuis les années soixante-dix de profondes modifications d'ordre structurel (champ de l'art), conceptuel (discours sur l'art) et formel (productions artistiques). L'intégration des artistes, avec leur potentiel de subversion, dans les circuits institutionnels (état, musées, galeries, etc.), l'apparition d'une figure de l'artiste hors champ à la marge de ce système, la polysémie de l'action artistique engagée et son inscription dans le domaine de la vie quotidienne modifient profondément le rôle de l'art et des artistes. L'art en ce début de 21e siècle ne critique ainsi plus directement la société par des performances corporelles radicales, des œuvres plastiques au message univoque, des dispositifs visuels visant à produire un effet démonstratif, voire performatif. Il n'apparaît donc plus aujourd'hui comme totalisant, mais fragmentaire (Lyotard, 1979) ; univoque, mais équivoque ; global, mais micropolitique (Ardenne, 1999) ; total, mais partiel ; spectaculaire, mais ordinaire ; unilatéral, mais participatif (Rancière, 2004) ; utopique, mais hétérotopique (Foucault, 2001).

Un rapide panorama sociohistorique des productions en art engagé dans le dernier siècle met en évidence un partage assez net entre des « moments » de l'art distincts correspondant aussi à des « manières de faire » de l'art différentes. En effet, si l'art moderne et les avant-gardes recherchaient une rupture avec l'ordre établi à partir de manifestes souvent polémiques, toujours militants - que ce soit le Bauhaus, le Futurisme, le Surréalisme, Fluxus ou le Dadaïsme ; si l'art des années 70 prenait aussi des formes contestataires, activistes - par exemple l'artiste nord-américain Chris Burden qui rejouait la violence de la société au péril de sa propre vie lors de performances comme *Shoot* (1971) dans laquelle il sert de cible humaine à un tir de carabine ou *Trans-fixed* (1974) où il se crucifie sur une voiture ; si enfin, parallèlement à cette pratique artistique mettant en scène le corps comme réceptacle des signes sociaux de l'époque, l'art du vingtième siècle et plus spécifiquement de la seconde moitié du siècle présentait une figure de l'artiste s'articulant sur deux niveaux : l'artiste citoyen d'un côté et la pratique artistique de l'autre - par exemple le célèbre expressionniste abstrait Barnett Newmann écrivant un manifeste [[71]](#footnote-71) pour les élections municipales de New York en 1933 ; plus [139] proche de nous l'artiste conceptuel Hans Haacke proposant aussi bien des productions artistiques de grande ampleur que des écrits de sociologie critique (voir Bourdieu et Haacke 1995) et parfois mêlant les deux aspects dans des œuvres à portée politique *(Germania* au Pavillon allemand de la Biennale de Venise en 1993) -, le régime de l'art contemporain n'est plus, quant à lui, redevable de stratégies militantes univoques à visées performatives et brouille les cartes par des procédés esthétiques multiples dans lesquels le réel est convoqué, mais souvent à la marge, dans des parcours de sens parfois équivoques.

Il semble par ailleurs que cette distinction, art d'un côté engagement de l'autre, ne soit plus opérante aujourd'hui. Un déplacement s'est réalisé entre le rôle de l'artiste dans la cité et son œuvre, l'œuvre exprimant *formellement* les deux pôles. C'est ce dont témoigne la pratique de Clément de Gaulejac qui distingue précisément l'acte citoyen de l'acte artistique, le geste politique du geste plastique, l'engagement social de l'engagement artistique, mettant en lumière la différence entre le fait de réaliser, parallèlement à une action politiquement et socialement engagée, une œuvre artistique (jusqu'à confondre parfois les deux registres comme c'est le cas avec le collectif ATSA, voir *infra)* et celui de rendre la dimension critique partie prenante de l'œuvre artistique, tel qu'il le conçoit lui-même.

Cette modification du rapport que les artistes entretiennent avec le politique affecte aujourd'hui la pratique artistique et tend à la modifier structurellement. De quelle manière et sous quelles formes peut-on alors faire de l'art engagé dans le monde d'aujourd'hui ? Deux changements récents traversent le champ de l'art : le premier concerne l'intégration massive des artistes dans les circuits institutionnels avec l'importance de l'État par ses subventions et ses musées, et l'essor sans précédent des galeries privées ; le second, d'ordre contextuel, porte sur les mutations du monde contemporain, c'est-à-dire sur l'objet potentiel de la critique sociale : libéralisme, globalisation, sophistication des dispositifs organisationnels, individualisme, rôle croissant des technosciences, bouleversement climatique... Quels sont alors les effets de ces changements sur la manière de faire de la critique par l'art aujourd'hui ? L'institutionnalisation de l'art provoque-t-elle une domestication et un surcroît de contrôle des créations, un désamorçage de leur potentiel critique (voir Rochlitz, 1994 : 175-198), ou plutôt une série de déplacements dans les formes artistiques elles-mêmes, conduisant ainsi à une modification des règles du jeu ?

[140]

Formes itératives  
dans la production artistique contemporaine

À la suite de la crise de légitimité de l'art [[72]](#footnote-72) des années quatre-vingt-dix, beaucoup d'observateurs, distancies et critiques, annoncèrent - mais sans l'engouement baudelairien - la « décrépitude » de l'art contemporain, autrement dit ici sa dilution dans le spectaculaire : l'art se serait en effet éloigné de sa dimension critique, les artistes démissionnant de ce rôle historique de contestation de l'ordre établi, dépolitisés, indifférents au monde et accompagnant futilement la marchandisation économique et la médiatisation généralisée [[73]](#footnote-73) (voir Baqué, 2004). Cette idée, largement répandue dans le débat esthétique contemporain, alimente aussi la rhétorique sociale, devenant ainsi un lieu commun, rarement interrogé. À l'image de la fin annoncée des grandes luttes sociales, finie aussi cette utopie esthétique prônant un art engagé, visant une transformation des « conditions de l'existence collective »... Incontestablement l'art depuis les années quatre-vingt-dix n'est plus le même, la critique est différente et le monde aussi a changé ; doit-on cependant réduire tout cela à un produit de la globalisation politico-économique dont l'art ne serait que le reflet futile, voire amusé ?

Notre hypothèse est la suivante : l'art, comme la société dans laquelle il s'inscrit, s'est transformé et cette transformation, loin d'être un appauvrissement, est au contraire un enrichissement, car elle rend possible l'apparition de nouvelles formes artistiques et de nouvelles potentialités esthétiques permettant ainsi de mettre en lumière de nouveaux aspects du réel jusqu'alors inexplorés.

En effet, une observation attentive des pratiques et des productions permet de distinguer au moins trois « catégories » contemporaines d'art engagé [[74]](#footnote-74). Chacune d'elles représente une réfutation de la soi-disant dissolution de l'art dans la consommation et le spectacle, et propose une réponse aux tenants du discours de la « fin de l'art ». En effet, même si le désir « d'inventer un nouveau style de vie » comme à l'époque baudelairienne, « d'ébranler l'ordre établi » comme pour les avant-gardes ou de « changer le monde » comme dans les années soixante-dix n'est pas l'élément moteur de leurs propositions artistiques, l'idée d'une emprise sur le réel n'en est pas moins présente. Ainsi à la question « peut-on encore faire de l'art critique aujourd'hui et comment ? », ces trois « manières de faire » (Goodman 1992) qui sont autant de « manières d'être sensibles » (Rancière 2004 :2i) en donnent des éléments de réponse.

[141]

L'exemple peut-être le plus frappant de la première forme itérative est celui de l'artiste Teresa Margolles dont l'œuvre est un réquisitoire contre l'insécurité et la violence urbaine à Mexico, sa ville natale. L'un de ses dispositifs récurrents, commencé dans les années quatre-vingt-dix, est l'installation, dans des espaces d'exposition, d'humidificateurs vaporisant l'eau ayant servi à désinfecter les cadavres victimes de mort violente dans la métropole et autopsiés à la morgue de Mexico (elle est elle-même titulaire d'un diplôme de médecine légale). Une autre oeuvre significative datant de 2003 est un suaire d'une vingtaine de mètres de long sur lequel transparaissent, sous forme d'empreintes corporelles, les traces d'autopsies effectuées sur des sans-abri non identifiés. On pourrait classer son travail dans la catégorie de « l'immonde, l'ordure et l'informe » décrite par Jean Clair (2004 :12). Or, à l'image d'autres artistes qui procèdent sur des terrains similaires (Andres Serrano [[75]](#footnote-75), Marilene Oliver, etc.), ce n'est pas la mort que met en scène l'artiste, mais les conséquences sociales de la violence urbaine dans une société individualiste où tuer et être tué n'est plus un fléau, mais une habitude quotidienne (Jimenez 2005 :28o-28i).

La deuxième catégorie relève d'un art participatif et rassemble les travaux d'artistes s'inscrivant dans la quotidienneté et s'appuyant sur la mobilisation éphémère des spectateurs pour susciter leur réflexivité critique et mettre en lumière les dysfonctionnements économiques et sociaux - le chômage, les inégalités sociales, la misère... - avec, depuis quelques années, une forte préoccupation écologique. Dépassant largement les frontières géographiques (voir par exemple Félix Gonzâlez-Torres aux États-Unis, Deborah Neumark au Canada, le collectif Etcetera en Argentine, etc.), cette forme d'art regroupe un grand nombre d'artistes d'horizons divers. Pris sous cet angle, l'art contemporain n'apparaît plus comme totalisant, à l'image des années soixante-dix, mais micropolitique (Ardenne 1999), considérant que l'impact sur le réel passe par une démarche citoyenne et une appropriation artistique de l'espace public qui fera dire à Yves Michaud, non sans ironie d'ailleurs, que l'artiste devient ici « un simple médiateur au sein de la communauté » (Michaud 2003 :g8). L'oeuvre de Jens Haaning *Turkish Jokes* (1994) donne une illustration à cette forme : par l'intermédiaire d'un haut-parleur, l'artiste a fait diffuser sur la place de Copenhague des histoires drôles, mais en turc, permettant de recréer de manière éphémère la microcommunauté des immigrés turcs, seuls capables de comprendre les histoires énoncées dans leur langue maternelle.

De nombreux autres artistes aujourd'hui se situent dans cette catégorie relevant d'un « art relationnel », autrement dit « un art prenant pour horizon théorique la sphère des interactions humaines et son contexte social » (Bourriaud, 2001 : 14). Au Québec, cette forme d'intervention artistique est largement représentée (Lamoureux, 2009), pour ne pas dire surreprésentée. Un seul [142] exemple : ATSA (Action Terroriste Socialement Acceptable) et son action annuelle *État d'urgence.* Ce festival artistique a lieu chaque début d'hiver au centre-ville de Montréal depuis 10 ans. Une soixantaine d'artistes participent à l'événement qui est gratuit et accueille les itinérants auxquels sont offerts le gîte et le couvert. Le but affiché de la manifestation, tel qu'en témoigne le site internet qui lui est consacré, est d'utiliser l'art comme moteur de rassemblement et de changement ([http ://www.atsa.qc.ca](http://www.atsa.qc.ca)). En effet, il s'agit de créer une situation éphémère dans laquelle le spectateur sort de son *statut supposément* passif et devient acteur des luttes sociales et politiques.

Enfin une autre manière de faire de la critique par l'art, plus subtile peut-être, car elle ne confond pas les registres de l'actionnisme social et de l'action artistique, peut être proposée dans une relecture contemporaine de l'art conceptuel. Les artistes impliqués ont pour point commun de s'inclure personnellement dans le réel, c'est-à-dire, écrit Inès Champey, « d'objectiver leur propre condition d'artiste et de faire apparaître, en tant que forme artistique à part entière, différentes questions taboues qui se retrouvent sur le même plan une fois intégrées dans le domaine de l'esthétique » (Champey, 2001 76). Ils remettent ainsi sur la scène artistique des dispositifs critiques que l'on croyait obsolètes depuis les années quatre-vingt-dix avec l'explosion de la forme participative (Uzel 2002), en interpellant l'institution des beaux-arts dans un jeu de regard entre les conventions de ladite institution et celles sur lesquelles elle repose, autrement dit les conventions sociales elles-mêmes. Ces artistes prolongent ainsi une exigence bien moderne, celle d'une critique interne introduite au sein même du nouveau paradigme participatif.

Dans cette troisième forme itérative, ce n'est donc pas l'œuvre qui est critique à travers ce qui est représenté, symbolisé ou redéfini, c'est au contraire le dispositif et le processus de l'œuvre qui produisent un effet critique. Il s'agit notamment, par une série de légers décalages, de faire glisser le sens. Nous n'allons pas donner ici d'exemples puisque le travail de Clément de Gaulejac s'inscrit dans cette catégorie relevant du « formalisme réaliste » tel qu'il a été thématisé par Inès Champey [[76]](#footnote-76). Nous citerons simplement l'œuvre remarquable de l'artiste étasunienne Andréa Fraser qui, de manière très construite, procède dans sa pratique à un redécoupage de l'espace matériel et symbolique permettant à l'art d'atteindre une dimension politique. L'œuvre de Clément de Gaulejac se rapproche également des préoccupations d'Andréa Fraser notamment lorsqu'elle pose le constat d'une « institutionnalisation de la critique institutionnelle » (Fraser, 2005 : 278).

[143]

Le travail de Clément de Gaulejac rejoint aussi non pas *la* politique, mais *le* politique, autrement dit l'être ensemble. Il illustre très bien cette recherche artistique qui met autant en évidence des dysfonctionnements sociaux que ceux internes au monde de l'art. Il montre en définitive que l'art peut toujours être critique, pas forcément de manière frontale (première forme itérative), pas forcément non plus de manière militante ou solidaire (deuxième forme), mais en laissant découvrir de nouveaux aspects du réel, c'est-à-dire en ouvrant aussi de nouveaux espaces pour la critique.

Étude de cas :  
le travail de Clément de Gaulejac

Aujourd'hui la frontière entre un art participatif qui convoque le spectateur et l'invite à prendre place dans le dispositif, et un art engagé inscrit dans une démarche citoyenne est ténue. La démarche de Clément de Gaulejac se situe dans un registre différent. Ce dernier n'est pas, au sens littéral, un artiste engagé dans des combats politiques circonscrits (lutte contre la peine de mort, dénonciation de la violence urbaine, etc.) ; il n'est pas non plus un médiateur ou un traducteur de la « misère du monde » (itinérance, chômage, pénibilité au travail...). S'il s'engage et s'il traduit, c'est pour mieux faire découvrir, par le prisme d'une recherche postconceptuelle, certaines capacités du langage artistique à dévoiler ou à élucider des réalités culturelles et sociales spécifiques. Son questionnement convoque en effet l'autorité du langage à dire le vrai en recherchant, dans ses impasses et ses paradoxes, les traces visibles d'un échec de la rationalité à vouloir tout comprendre. Les mots s'articulent ainsi dans l'espace de l'œuvre et deviennent, en les extrayant de la continuité du discours, des objets « avec des bords », tel qu'il le définit lui-même. Ces « ready-made sémantiques » sont alors une invitation pour le regardeur à percevoir les mots en leur qualité d'énoncés simples, c'est-à-dire dans ce qu'ils ont à dire intrinsèquement et non au terme d'une construction de sens induite par l'usage. Pour Clément de Gaulejac, les artistes ont ainsi un rôle à jouer dans la mise à jour de ces processus de naturalisation par le langage. Certaines de ses œuvres (dont la description suit) s'inscrivent ainsi dans cette recherche expérimentale qui, à partir d'un jeu linguistique sur la dissémination du sens, les impasses de la traduction et les discontinuités culturelles, propose une autre lecture possible de la réalité sociale et matérielle. S'il y a donc engagement de la part de l'artiste, ce dernier s'ancre dans la clarification du sens. À l'image de l'intellectuel engagé concourant au dévoilement du monde par la construction de concepts adéquats pour le décrire, l'artiste engagé aujourd'hui affûte, non pas ses arguments, mais ses propositions esthétiques, afin de créer des formes inusitées participant aussi à ce dévoilement. Il n'est donc plus ici question de dénonciation, mais de mise en lumière.

L'art apparaît ainsi comme une forme particulière du connaître, un mode de connaissance spécifique, qui ne se confond pas avec les autres modèles d'aperception du réel (syndicat, travail social, groupes politiques...), ne s'assimile pas plus aux luttes souhaitables (contre la peine de mort, les guérillas [144] urbaines, les tortionnaires des dictatures....), ni ne se définit enfin par ses moyens d'action possibles ou acceptables (regroupements citoyens, participations des démunis aux œuvres, investissement de l'espace public...). Il permet en revanche par l'invention de formes surprenantes d'ouvrir des horizons critiques. Ainsi, l'art rejoint le politique, mais en suivant sa propre voie... celle de la création de formes.

Prendre sa place au lion

À Paris, au milieu de la place Denfert-Rochereau, trône le célèbre Lion de Belfort. Cette sculpture, monument à la défense nationale française, a été réalisée par Bartholdi, le sculpteur de la statue de la Liberté. Durant l'année 2001, le Lion en bronze a été retiré de son socle pour être rénové. Je me suis alors confectionné un masque et un costume de lion et j'ai assuré un intérim volontaire sur le socle laissé vacant.

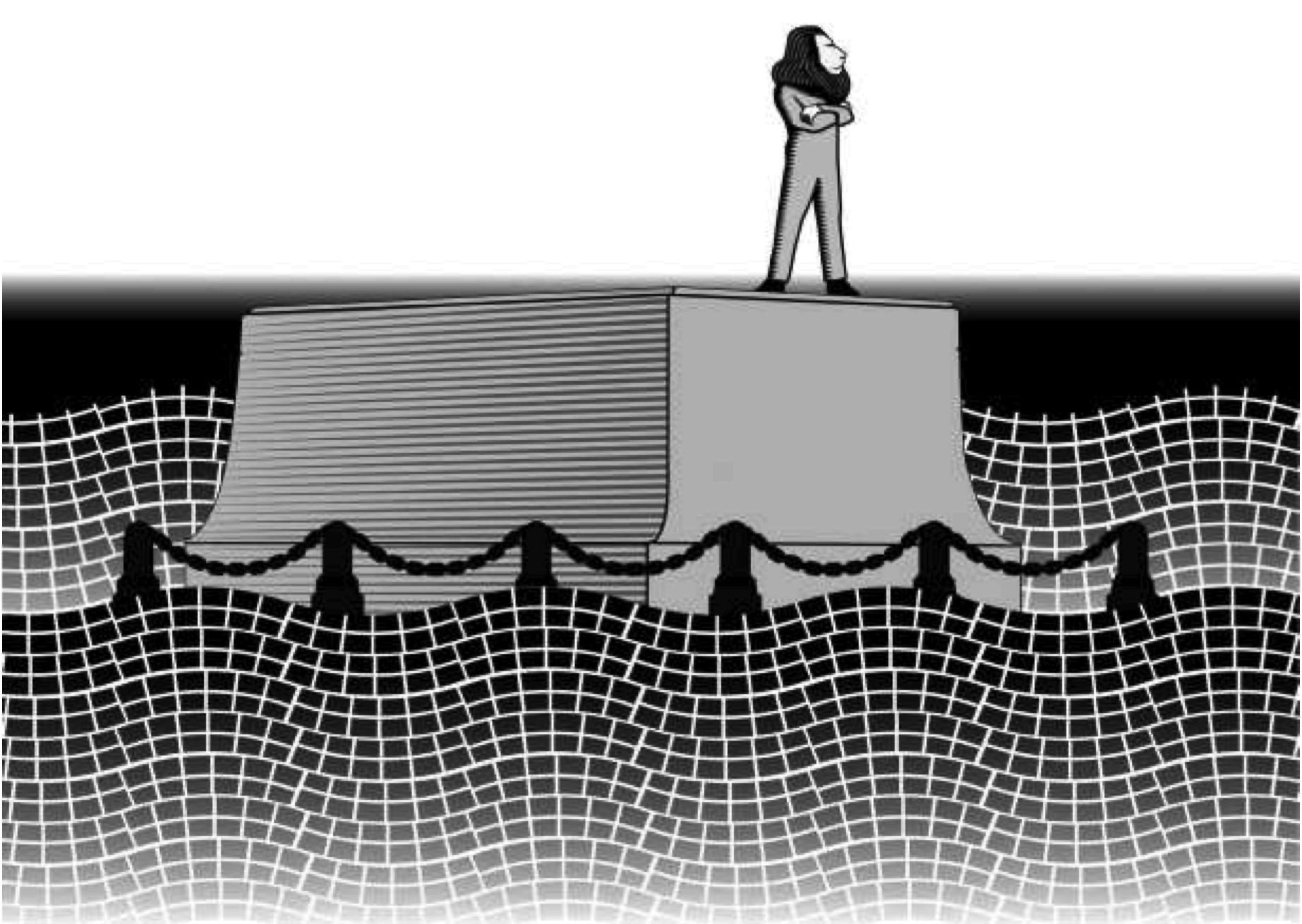


Fig. 1 - Prendre sa place au Lion

Intervention dans l'espace public, Paris, 2001

[145]

En m'identifiant à une sculpture chargée d'un lourd symbolisme historique, je la donne à voir sous un jour nouveau ; d'une certaine manière je l'actualise (Fig. 1). La nécessité d'un tel geste peut passer pour discutable, tout comme l'est à mes yeux la pertinence (historique, symbolique, artistique) du monument. Par une sorte de contamination croisée, la vacance du socle est perçue comme un miroir de la mienne. En choisissant d'occuper cette place vide, je donne à voir qu'elle en vaut bien une autre, mais quelle autre ?

Téléphone arabe

Le mot « téléphone » écrit en langue arabe crée une discontinuité de sens avec l'expression française « téléphone arabe ». En effet le mot « téléphone » écrit en langue arabe ne se distingue comme « arabe » que pour les non-arabophones ; quant aux arabophones, ils lisent le mot « téléphone » sans que ne leur soit perceptibles la dénotation d'arabe et encore moins la connotation qui lui est associée dans la langue française (de la rumeur au jeu des enfants qui se passent un message à l'oreille jusqu'à ce que celui-ci, complètement déformé, soit dit à haute voix). Quand j'ai découvert ce jeu linguistique, j'ai été fasciné par son fort potentiel métaphorique et j'ai décidé de le transposer dans l'espace public.

Accroché sur un pont de la gare Bruxelles-Midi, ce premier téléphone a été réalisé sous forme d'un néon - vite vandalisé. Le centre d'art qui m'avait invité à produire cette pièce a alors fait appel à un calligraphe pour produire une affiche de substitution. Cet enchaînement de faits m'a donné l'idée de poursuivre ce travail sous forme d'une série dont chaque nouvel avatar serait copié à partir du dessin de celui qui le précède, sans considération de lisibilité (rejouant en cela la règle non écrite du jeu du téléphone arabe tel que le pratiquent les enfants). À partir du dessin du calligraphe, j'ai fait réaliser un nouveau néon que j'ai installé au-dessus de la porte d'entrée de mes amis qui m'en avaient passé commande, à Montréal. Le Téléphone s'est ensuite transporté dans le centre d'Ottawa où il emprunte la forme des panneaux qui annoncent la présence d'un édifice officiel (Fig. 2). Si l'expression « téléphone arabe » est déjà moins utilisée au Québec qu'en France ou en Belgique, elle ne signifie plus grand-chose dans la capitale fédérale du Canada, à majorité anglophone. En se déplaçant géographiquement, mon téléphone arabe assume les affres d'une copie aveugle, idiote.

[146]



Fig. 2-Téléphone arabe

Installation permanente, Galerie Saw, Ottawa, 2007

Département des coûts

Au seuil d'une petite salle de la galerie, au fronton de laquelle j'ai porté l'inscription « Département des coûts », j'ai accroché deux marteaux (Fig. 3). Sur la face percutante de ces marteaux était collée une étampe reproduisant l'inscription : « ça ne vaut pas un clou ». Dans la pièce étaient disposés des tampons encreurs. Le spectateur comprenait ainsi qu'il avait la possibilité de se saisir du marteau pour en frapper les murs de l'institution artistique.

On sait depuis Duchamp que « ce sont les regardeurs qui font les tableaux » ; une œuvre d'art existe par l'intention de son auteur autant que dans la réception qu'on en fait, que l'art est avant tout une affaire de communication entre les hommes : sommes-nous d'accord pour estimer ensemble que cette proposition est une œuvre d'art ? Mon dispositif fait du spectateur l'arbitre ultime de cette estimation ; il martèle les murs de cette terrible assertion : cette œuvre ne vaut même pas le clou pour [147] l'accrocher. Mais où est l'œuvre qui ne vaut pas un clou ? Si on ne la voit pas, comment l'estimer ? Et plus généralement comment juge-t-on ? Le jugement peut-il remplacer l'œuvre elle-même ? Dans mon intention, les murs du *Département des coûts* étaient vides avant qu'on ne les recouvre petit à petit d'un jugement de valeur sur une œuvre qui resterait absente. Dans les faits, les murs de la petite salle qui m'avait été confiée pour réaliser cette pièce ont littéralement été détruits sous les coups des « regardeurs ». À l'issue des cinq semaines de l'exposition, il a fallu la reconstruire entièrement.



Fig. 3 - Département des coûts

Installation (détail), Galerie Saw, Ottawa, 2007

La Réserve

La Réserve est une installation conçue en 2007 à partir de l'histoire particulière d'un parc laissé sans affectation par la ville de Montréal. Ne sachant pas quoi faire, la municipalité avait *décidé de ne rien décider* et de laisser blanc cet espace sur le plan. Pour que cette décision par défaut ne soit pas modifiée par l'usage, on avait entouré le terrain d'une clôture pour en interdire l'accès. En s'y installant en 2006, le Centre d'artistes DARE-DARE a ouvert la clôture et s'est doté d'une cartographie au libellé intriguant : « situé dans un parc sans nom ». Je me suis inscrit dans cette histoire en imaginant un dispositif par lequel ce parc sans nom est devenu *Le parc sans nom* (Fig. 4).

Une structure, installée au seuil du parc, empruntait à la ville de Montréal les deux carrés, l'un rouge et l'autre gris, qui désignent habituellement ce qui relève de son équipement (piscines, arénas, écoles, parcs, etc.). Mais cette citation de la signalétique municipale s'en distinguait en ceci que les deux carrés étaient privés de toute inscription : aucun logo, aucun nom ne venait préciser la désignation. Cette enseigne silencieuse inscrivait dans l'espace réel le caractère « a-nominal » du parc sans nom. Une valise, mobile et transparente, contenant un néon allumé reproduisant les mots *Nous y voilà,* venait compléter ce dispositif. À la présence en creux d'un lieu sans nom, répondait l'intégrité d'une présence s'affirmant sans ancrage spécifique, un nom sans lieu. Prenant le contre-pied du classique [148] « vous êtes ici » qui permet de se repérer sur un plan, la valise-mot « Nous y voilà » ne peut se référer qu'au territoire où elle prend place. *Nous y voilà* parce que nous avons projeté d'y être ; mais où sommes-nous ? Un cheminement est arrivé à son terme, mais s'agit-il d'un déplacement dans l'espace réel (le terme d'une marche) ? Ou dans l'espace mental (le terme d'un raisonnement) ?



Fig. 4. - La réserve

Installation dans un parc sans nom, DARE-DARE, Montréal, 2007

Les drapeaux de Buren

Daniel Buren a montré qu'on ne pouvait séparer la perception d'une peinture du mur auquel on l'accroche ni du type d'institution à laquelle on prend part. J'ai voulu montrer comment j'avais intériorisé cette invention et comment j'étais contraint de la rejouer pour la comprendre, et de la comprendre pour l'emmener ailleurs. Pour donner à voir ce processus, j'ai utilisé l'œuvre de Buren que [149] j'avais sous la main à Montréal, *Neuf couleurs au vent,* pour en créer une autre. Cette nouvelle proposition, *Les drapeaux de Buren,* est une chanson qui emprunte sa mélodie et sa forme à une chanson populaire, *La laine des moutons.* J'en ai ensuite confié l'interprétation à un ensemble vocal de Montréal.

Le sujet de la chanson est un « nous » qui affirme hisser « les drapeaux de Buren », les tisser, les livrer, les plier, etc. Ce qui m'intéresse ici n'est pas tant de montrer le contexte platement réel de l'œuvre de Buren, que de le comprendre assez pour me permettre de le déplacer légèrement, d'élargir la focale du « in situ » pour prendre plus d'éléments en considération. La voix en chœur des chanteurs, coupée de toute référence extérieure, devient une voix intérieure, celle de l'artiste qui formalise l'intériorisation d'une nouvelle règle du jeu. Cette règle stipule que la frontière entre le champ de l'art et le monde profane ne matérialise pas le contour d'une institution (les musées, les galeries, les centres d'artistes...), mais qu'elle est enroulée en nous-mêmes.



Fig. 5 - Les drapeaux de Buren

Documentation vidéo, Montréal, 2008

[150]

Nous y voilà - collection

Depuis quelque temps, au fil de mes lectures de bandes dessinées, je glane des phylactères qui contiennent ces trois petits mots : *Nous y voilà.* Ce qui m'intéresse dans cette exclamation, c'est qu'elle articule l'intériorité des pensées du personnage avec l'extériorité du décor qui l'entoure. Elle conclut à la fois un cheminement mental et un cheminement dans l'espace. J'ai fait fabriquer une série de tampons montés sur bois à partir de ma collection. Au cours de cette opération, je me suis éloigné encore un peu de leur contexte original en les privant de tout réfèrent narratif (le moment du récit et les éléments du décor). Ils deviennent ainsi de petits opérateurs typographiques polyvalents, prêts à l'emploi. Les spectateurs de l'exposition pouvaient les utiliser sur les pages d'un cahier vierge, comme le sont les pages d'un passeport neuf. Un des enjeux de ce travail est de faire exister côte à côte tous ces soliloques sans autre contexte que ce cahier voué à l'exercice. C'est un état du travail de sens et de connaissance aujourd'hui que toutes ces voix, étrangères les unes aux autres, qui arrivent solitaires au terme d'un cheminement qui nous reste inconnu.



Fi g. 6 - Nous y voilà - collection

Installation, Atelier Punkt, Montréal, 2009

***Mots-clés***:

Art Contemporain, critique sociale, artistes engagés, art conceptuel, Clément de Gaulejac

[151]

Bibliographie

Arasse, Daniel. 1994. « Andres Serrano ou la venustà de la mort : notes sur la peinture endormie ». In *Le sommeil de la surface. Andres Serrano.* Jean-Louis Schefer, dir. Pp. 7-26. Arles : Actes Sud-Yvon Lambert.

Ardenne, Paul. 1999. *L'art dans son moment politique. Écrits de circonstance.* Bruxelles : La Lettre volée.

Baudelaire, Charles. 1973[1865]. « Lettre à Manet du 11 mai 1865 ». In *Correspondance.* C. Pichois, dir. Pp. 497. Paris : Gallimard.

Baqué, Dominique. 2004. *Pour un nouvel art politique. De l'art contemporain au documentaire.* Paris : Flammarion.

Bourdieu, Pierre et Haacke, Hans. 1994. *Libre échange.* Paris : Seuil.

Bourriaud, Nicolas. 2001. *Esthétique relationnelle.* Paris : Les presses du réel.

Champey, Inès.2001. « Un formalisme réaliste ». In *Formalisme, jeu des formes.* Éveline Pinto, dir. Pp. 75-101. Paris : Publication de la Sorbonne.

Clair, Jean. 2004. *De Immundo. Apophatisme et apocatastase dans l'art d'aujourd'hui.* Paris : Galilée.

Fraser, Andréa. 2005. « From the Critique of Institutions to an Institution of Critique ». *Artforum,* New York, 44(1) : 278. 8 pages

Foucault, Michel.2000. « Des espaces autres » [1984]. In *Dits et écrits 1980-1988.* Tome IV : *1976-1988.* Pp. 752-762. Paris : Gallimard.

Goodman, Nelson. 1992. *Manière de faire des mondes.* Nîmes : Éditions Jacqueline Chambon.

Jimenez, Marc. 2005. *La querelle de l'art contemporain.* Paris : Folio essais.

Lyotard, Jean-François. 1979. *La condition postmoderne. Rapport sur le savoir.* Paris : Minuit.

Lamoureux, Eve. 2009. *Art et politique : Nouvelles formes d'engagement artistique au Québec.* Montréal : Éditions Écosociété.

Michaud, Yves. 1997. *La crise de l'art contemporain.* Paris : PUF.

Michaud, Yves. 2003. *L'art à l'état gazeux. Essai sur le triomphe de l'esthétique.* Paris : Stock.

Newmann, Barnett. 1933. « On the Need for Political Action by Men of Culture », Document électronique, <http://www.barnettnewman.org/artist/chronology>, consulté le 3 septembre 2014.

Rancière, Jacques. 2004. *Malaise dans l'esthétique.* Paris : Galilée.

[152]

Rochlitz, Rainer. 1994. *Subvertion et subvention. Art contemporain et argumentation esthétique.* Paris : Gallimard.

Uzel, Jean-Philippe. 2002. « Art et politique dans les années 1990 ». In *Identités narratives. Mémoire et perception.* Pierre Ouellet, Simon Harel, Jocelyne Lupien et Alexis Nouss, dir. Pp. 267-277.Québec : Les Presses de l'Université Laval.

[153]



Deuxième partie.

**CHANGER**

“De possibles changements  
pour le meilleur des individus  
et des collectivités.

Entrevue avec Réjean Bédard et Hélène Desperrier,  
Théâtre Parminou

**Marguerite Soulière** *Université d'Ottawa*

**Gabriela Coman** *CNRS-EHEES*

**Karine Gentelet** *Université de Montréal*

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Né dans l'effervescence du mouvement social et de la vague contestataire des années ‘70, le Théâtre Parminou s'est vite défini par sa volonté de sortir du champ clos du théâtre de répertoire et de l'institution. Sa mission artistique est de développer un théâtre populaire, accessible, engagé dans le questionnement critique des problématiques sociales de son époque. Les fondements de sa démarche reposent sur la conviction que le théâtre, tout comme plus largement la culture, est un bien commun, et l'acte de création, le lieu d'une parole partagée entre les artistes et les publics (*[*http://parminou.com*](http://parminou.com)*).*

Éditrices : Qu'est-ce que la critique sociale pour vous ?

Théâtre Parminou : La critique est un regard sur une réalité. Les critiques les plus intéressantes sont sûrement celles qui se fondent sur une bonne connaissance de la réalité. On demandera toujours aux critiques d'art, par exemple, de bien connaître leur sujet. Il en va de même pour la critique sociale. Dans le meilleur des cas, et c'est ce que nous tentons de faire, la pratique de la critique sociale passe par trois étapes : 1) S'informer et se tenir informé : la diversification des sources d'information et leur nature importent. Les informations contenues dans un livre sont d'une nature différente de celles qu'on trouve dans un entrefilet de journal ou dans la nouvelle d'un téléjournal ; la nature de l'information peut varier, mais l'intérêt est équivalent. 2) Analyser et mettre en contexte : pour ne pas [154] se contenter « d'archiver » les informations, il importe, si l'on veut développer un regard critique, de les soupeser, de les comprendre et de chercher à en saisir les tenants et les aboutissants. Il arrive bien souvent qu'on fasse des liens entre des informations qui, d'emblée, ne semblent pas reliées. 3) Dénoncer ou approuver, bref prendre position : du travail d'accumulation et d'analyse des informations émergent bien souvent certaines conclusions. À partir de ce moment, prendre position, c'est donc simplement faire preuve de cohérence.

Éditrices : *Est-il possible d'envisager une critique sociale sans engagement social ?*

Théâtre Parminou : Difficilement, nous semble-t-il. À partir du moment où nous devenons porteurs d'une position, des manifestations concrètes de cette position s'imposent d'elles-mêmes. On sollicite constamment notre opinion, on nous sonde régulièrement, nous sommes amenés, à travers diverses discussions, rencontres, actions, à réaffirmer ces positions. Il est tout naturel d'agir en cohérence avec notre discours. Cependant, si l'engagement social signifie l'implication dans une forme ou une autre de regroupements, de partis, d'associations sociopolitiques, s'il se limite à ces formes, il est possible d'envisager la critique sans l'engagement. Mais il est plus simple de répondre à la question inverse : est-il possible d'envisager un engagement social sans critique sociale ? À cette question la réponse est « oui ». Le foisonnement des bénévolats de tous genres - dans les hôpitaux, dans les pays du Sud -, les « bonnes œuvres » de toutes sortes, les fondations (et probablement d'autres formes qui ne nous viennent pas à l'esprit immédiatement) en font foi. Il y a certes engagement, mais la plupart du temps on n'y remet pas en question le fonctionnement de la société. On se contente de travailler sur les effets des carences du système plutôt que sur les causes.

Éditrices : *Certains affirment que l'engagement social tend à disparaître pendant que d'autres croient en l'émergence de nouvelles formes d'engagement. Où vous situez-vous dans cette réflexion* ?

Théâtre Parminou : L'engagement social a toujours existé et, vu que nous sommes capables d'imaginer l'avenir, on ne voit aucune raison pour qu'il cesse. Les manifestations - le mot est ici fort judicieux - sont différentes. Ce qui, dans les années 60-70, et même 80, s'exprimait à travers des manifestations dans la rue, des groupes de pression ou des partis politiques, passe maintenant davantage par les célèbres et célébrés « réseaux sociaux ». On s'y exprime on y échange des informations, on y débat, bref on s'y implique. Il reste que, bien que moins répandues qu'elles l'ont déjà été, les vieilles formes d'implication ont toujours leur place. Le processus change, évolue, se transforme, mais l'implication demeure. Des causes comme l'écologie ou la paix trouvent leurs militants en abondance certes, mais il demeure que d'autres - la redistribution équitable de la richesse, la justice sociale, les luttes contre divers potentats qui gouvernent encore quelques pays de parle monde - trouvent également leurs militants.

[155]

Éditrices : *Un de vos champs d'intérêt est l'économie. De quelle manière abordez-vous cette question ? Comment se nourrit votre position sur l'économie ? Comment la mettez-vous en action ?*

Théâtre Parminou : Cet intérêt ne date pas d'hier. La troupe a, il y a bien des années, créé des spectacles qui traitaient de sujets économiques. Récemment, cependant, nous avons été amenés à fréquenter, autant par nos lectures que par des rencontres, un certain nombre de penseurs, philosophes, économistes, hommes et femmes politiques, artistes, qui nous ont rebranchés sur ce champ de réflexion. Notre regain d'intérêt pour l'économie a trouvé sa source dans les travaux de Patrick Viveret, de Ricardo Petrella, d'Hervé Kempf et de quelques autres. De ces travaux, une troupe de théâtre française, La Tribouille, a tiré une pièce de laquelle nous nous sommes inspirés pour faire notre propre création... puis une deuxième. Des troupes belges se sont jointes au mouvement, de même qu'une troupe italienne et une troupe brésilienne. Apparemment, nous sommes les constituants d'une grosse boule de neige qui continue de grossir. Sans compter que nous sommes accompagnés par différentes associations communautaires et groupes de réflexions provenant de tous ces pays. Nous travaillons à la diffusion des pièces déjà créées et participons à l'émergence d'autres groupes théâtraux ; nous servons de courroie de transmission entre diverses personnes ou groupes pour faire en sorte que ces réflexions nourrissent et soient nourries. Le but ultime étant que cette parole et ces analyses trouvent leur chemin et fassent progressivement leur nid dans la tête des gens de même que dans les programmes de partis politiques.

Éditrices : *À quelle question aimeriez-vous répondre ?*

Théâtre Parminou : « Votre objectif est-il d'en finir avec le capitalisme ? ». Oui. Nous le maintenons, malgré les échecs du socialisme. Il nous semble bien plus juste de considérer que les richesses appartiennent à tous plutôt qu'à quelques-uns. Il nous semble bien plus humain de tenter de satisfaire les besoins de tous que de satisfaire les désirs de possession de chacun. Il nous semble bien plus sain de rendre la terre à nos enfants que de la prendre à nos parents ou à notre voisin. Même si quelques manifestations de la nature humaine nous laissent bien perplexes quant au réalisme de telles espérances, nous pensons, à l'instar de Patrick Viveret, que nous n'avons plus les moyens d'être pessimistes.

Éditrices : *Si c'était à refaire, mèneriez-vous vos actions et votre réflexion de la même manière ou différemment ?*

Théâtre Parminou : Globalement, nous sommes assez fiers et fières de ce que nous avons réussi à faire durant toutes ces années. Nous sommes une troupe qui pratique l'autogestion, nous avons gardé, contre vents et marées, notre indépendance de penser et d'agir, nous sommes toujours à la source d'initiatives culturelles et artistiques dans la région, au pays et dans le monde, et nous avons humblement pu participer à diverses réflexions sociales dans l'exercice de notre métier. Il reste que [156] parmi tous les projets auxquels nous avons participé, il y en a certains qui ont pu nous échapper. Il se trouve que nous sommes tributaires de nos sources d'information et du temps dont nous disposons pour faire nos productions. Même en manifestant la plus grande prudence, en étant aussi clairvoyants que possible, il nous est arrivé parfois qu'un pan important du sujet que nous traitions nous ait échappé. Cela dit, le contraire s'est aussi produit : notre participation a pu donner un nouvel éclairage aux réalités que nous abordions.

Éditrices : *Est-ce que les dialogues souhaités entre les penseurs-chercheurs et des personnes et des groupes engagés dans des actions citoyennes, vous paraissent un partage fructueux ou un leurre d'intellectuels ?*

Théâtre Parminou : Nous ne tirons ni vanité ni affliction de notre statut d'intellectuels, mais il reste que nous ne nous considérons pas non plus comme des penseurs-chercheurs. Nous sommes une forme hybride amalgamant les « penseurs-chercheurs » et les « personnes engagées dans l'action citoyenne ». À ce titre, nous avons beaucoup de difficultés à imaginer les penseurs penser hors tout, enfermés qu'ils seraient dans une tour d'ivoire parfaitement étanche. Une telle chose nous semble aberrante.

Mais, paradoxalement sans doute, nous sommes bien conscients de l'existence et de la pertinence des sciences pures dont les travaux ne sont reliés à aucune application immédiate : les mathématiques, quelques domaines très pointus de la physique peut-être, pourraient en être des exemples évocateurs. Il est donc sans doute possible de concevoir l'existence et la pertinence de « sciences humaines pures », mais d'où nous sommes, cela nous semble un concept très abstrait, irréaliste, voire irréel. Difficile en effet d'imaginer un sociologue, un psychologue ou un anthropologue qui n'irait jamais sur le terrain.

Éditrices : *Merci pour votre temps et vos réponses !*

***Mots-clés***:

Théâtre social, Théâtre Parminou, théâtre engagé

[157]



Deuxième partie.

**CHANGER**

“Le Pentecôtisme  
à l’Île de la Réunion : nouvelle forme  
de « résistance à l’oppression ».

**Valérie Aubourg** *Université Catholique de Lyon*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Face à un déséquilibre social et politique, un groupe s'estimant frustré trouve différentes manières de riposter. En ce sens, la religion peut être une voie privilégiée par la *révolte collective.* « Dans ces moments d'effervescence sociale, l'imagination collective se dilate à l'infini et fait appel à ce qu'il faut bien appeler le sacré », convient François Laplantine (1974 : 17)*.* À l'île de la Réunion [[77]](#footnote-77), nos recherches sur le phénomène pentecôtiste [[78]](#footnote-78) nous ont permis de souligner la fonction de contestation sociale de cette mouvance religieuse, et ce, en dépit de la distance qu'elle prend par rapport à la politique et à la vie de la la société globale en général. Comme le notent André Corten et André Mary dans leur introduction à l'ouvrage *Imaginaires politiques etpentecôtismes :*

[...] les pentecôtistes ne pèsent pas uniquement sur la politique à travers leur participation à la vie politique...Cette influence ne se limite aucunement à des moyens politiques institutionnalisés - programmes, demandes, négociations, etc. -, mais s'opère à travers un monde global d'imaginaires politiques. (Corten et Mary, 2000 : 25)

C'est à leur suite que nous tenterons d'analyser comment la critique sociale à l'île de la Réunion s'est constamment exprimée par le biais du fait religieux : à travers le « catholicisme populaire » durant des siècles et plus particulièrement à travers le pentecôtisme depuis quarante ans.

Trois siècles de relations ambiguës  
avec la France métropolitaine

D'hier à aujourd'hui, les relations nouées entre l'île de la Réunion et la France métropolitaine sont constamment traversées par un mouvement double de soumission et de résistance. En effet, dès l'ère de la culture du café (1711-1815), avant même que ne règne la production sucrière, un lien exclusif s'établit : l'île des Mascareignes devient tributaire des intérêts économiques de la Métropole via la Compagnie des Indes. Avec la monoculture de la canne (à partir de 1815), le processus va croissant [[79]](#footnote-79). Par la suite, le déclin de la canne ne met pas un terme à cette situation puisque, d'une autre manière, c'est encore celle qui perdure actuellement. « Ce qui étonne dans l'histoire de la Réunion, c'est cette dépendance alors que la distance et l'insularité paraissent imposer un destin et des intérêts propres », écrit Bernard Champion, qui poursuit son propos en utilisant l'image de la Réunion comme « serre tropicale à l'exploitation extro-centrée » avant d'en fournir un élément de compréhension : « bien entendu on expliquera la situation d'aujourd'hui par la colonisation et par la nature de la colonisation. Jacobine avant la lettre, assimilatrice. C'est même un lieu commun de l'anthropologie... » (Champion, 1995).

Durant des siècles, cette domination n'est pas uniquement économique. Elle est également politique : il faut attendre 1946 pour que la colonisation s'achève. Elle est aussi culturelle : le poids des signes extérieurs d'appartenance à la culture « blanche » est notoire, à commencer par le fait que celui qui s'élève socialement se voit attribuer le vocable de « blanc », et ce, indépendamment de la couleur réelle de sa peau [[80]](#footnote-80). La maîtrise des codes culturels, et en particulier de la langue de Molière, est associée à une position élevée sur l'échelle sociale. Enfin, cette domination se double d'une conquête missionnaire où l'évangélisation se présente comme une entreprise de « civilisation ». Au sein de cette jeune société métisse composée de populations européennes, africaines, malgaches et indiennes partageant une variété d'habitudes culturelles, la religion du roi s'impose à tous.

Simultanément à cette situation de domination, force est de constater combien les relations entre les deux entités territoriales sont marquées du sceau de la résistance que les populations réunionnaises [159] ont de tout temps opposé à cette mainmise métropolitaine. En ce sens, le marronnage en est le plus illustre exemple : des premiers *Noirs marrons* jusqu'à « l'affaire Vergés » [[81]](#footnote-81).

Marronnage

Les tout premiers récits du peuplement insulaire relatent déjà comment les sept Malgaches et les trois femmes, emmenés à Bourbon par Payen en 1663, s'enfuient dans les Hauts [[82]](#footnote-82). En 1670, ce sont des *Blancs,* cette fois-ci, qui rejoignent les Malgaches pour échapper aux excès de la réglementation imposée par le gouverneur Jacques de la Hure. Après lui, d'autres hommes prennent sa suite aux commandes de l'île, s'acquittant de leur mission avec plus ou moins de tact et d'intelligence, mais tous admettent que la tâche n'était pas aisée : leurs concitoyens ont pour réputation d'être de perpétuels indisciplinés. Les gouverneurs peinent à faire rentrer dans le rang ces colons jugés frondeurs. En 1700, de l'avis des visiteurs, les habitants de l'île font figure d'insoumis aux règles civiles comme religieuses.

Pour Stéphane Niaise, c'est essentiellement au modèle économique imposé de l'extérieur que s'oppose une partie des habitants de Bourbon : « alors que ceux-ci s'orientent naturellement vers une économie de subsistance, la Compagnie des Indes, dans une perspective de rentabilité, veut imposer une culture destinée à l'exportation » (Nicaise, 1999 : 63). Aussi, l'ethnologue interprète-t-il leur insoumission au système de plantation comme une opposition au modèle dominant imposé par la Compagnie des Indes et dirigé vers une recherche effrénée du profit. « Ce refus semble être porteur d'une autre vision du monde qui, tout en incitant à la résistance, continue à faire vivre des hommes » (Nicaise, 1999 : 63)*.* Rejetant « l'univers impitoyable » de la plantation, les *petits Blancs* transformés en « altermondialistes » avant l'heure, se trouvent alors hissés au rang mythique des héros *Marrons.* En effet, selon les défenseurs de cette thèse, les « pauvres blancs » ne rejoignent pas simplement les *Marrons* dans une communauté de destin faite d'indigence et d'exclusion. Ces miséreux du bout du monde produisent également, comme l'explique Stéphane Nicaise :

[...] un ordre du monde bien distinct de l'univers de la plantation et de son administration par un pouvoir extérieur... Une sorte de dialectique s'est établie entre le système officiel qui régissait la colonie et une part de ceux qui dès le départ n'ont pas pu ou n'ont pas voulu être assimilés à ce système. C'est dans cette figure de marginaux que [160] nous recherchons les traces d'une force de contestation capable de soutenir la création d'un autre univers symbolique. (Nicaise, 1999 : 65)

Deux limites à l'évangélisation

Au caractère chronique de ce marronnage, se conjugue, dans l'univers religieux, une double résistance à l'imposition du modèle catholique. En effet, si l'immense majorité des insulaires a petit à petit embrassé le « message des Évangiles » en s'appropriant les éléments de catéchèse dispensés par les missionnaires et par les divers cultes aux saints introduits par ces derniers, la pénétration de la religion de Rome comporte néanmoins deux limites importantes.

La première se décèle à travers les transgressions morales des habitants de l'île que dénonce constamment le clergé. « Concubinage, ivrognerie, paresse, » autant de maux perpétrés par des fidèles néanmoins familiers des cultes et des sacrements. Pour les missionnaires catholiques, ce sont là les signes de conversions « superficielles », dépourvues d'incidences sur les conduites individuelles. Religion et morale sont séparées en deux domaines distincts. Claude Prudhomme explique :

La volonté de se concilier le Tout-Puissant s'est manifestée par la conservation attentive des pratiques. L'obligation de respecter une morale dont certaines règles étaient en opposition avec les moeurs ne leur est pas apparue essentielle. En cela, ils restent fidèles à leur conception d'une religion où l'accomplissement des rites prime celui de la loi morale chrétienne. (Prudhomme, 1984 : 304)

La seconde résistance au projet missionnaire apparaît avec la persistance de manifestations religieuses d'origines africaine, malgache et indiennes. En dépit de l'opposition d'un clergé ne voyant là que sorcellerie, maléfices ou escroquerie, des rites et pratiques survivent. Qui plus est, ils s'incorporent à ceux du catholicisme, permettant aux esclaves, aux engagés et à leurs descendants de conserver leurs croyances traditionnelles tout en les adaptant aux nouvelles contingences. Leur perpétuation témoigne d'un processus d'opposition au sein même de la religion dominante.

Néanmoins, en raison de leur condamnation par les élites, ces expressions religieuses sont contraintes de se rétracter dans l'univers domestique. Tout comme le marronnage, la résistance des croyants est donc souterraine. C'est là une des différences majeures avec les formes que cette contestation prend depuis la fin du 20e siècle : elle se manifeste encore à travers le phénomène religieux, mais sans avoir à se dissimuler.

[161]

Départementalisation et mutations socio-économiques  
(1960-1982)

Les années 1960 inaugurent une période de bouleversement profond. La société réunionnaise est en pleine mutation. Vingt ans après avoir accédé au statut de département français (1946), l'arrivée de Michel Debré (1963) à la députation accélère la transformation de la vie sociale, économique et politique. En trois décennies, les habitants de la Réunion passent d'une situation de très grande précarité à une amélioration considérable de leurs conditions matérielles d'existence. Mais le train de la modernité laisse également une partie de la population au bord du chemin. Le passage d'une économie essentiellement basée sur l'agriculture à une économie tertiaire engendre un flux migratoire vers les villes réunionnaises et métropolitaines [[83]](#footnote-83). Cette urbanisation accélérée produit son lot d'habitats précaires (bidonvilles du Port et de Saint-Denis). Le secteur agricole décline alors que celui de l'industrie peine à sortir la tête de l'eau [[84]](#footnote-84). La Réunion, qui a si longtemps fait venir de l'extérieur une main-d'œuvre insuffisante localement, bascule dans une situation de pénurie d'emplois engendrant l'assistance à une partie toujours plus grande de la population. L'application des lois sociales ne vient pas combler le fossé qui sépare ceux qui ont trouvé leur place sur le marché du travail de ceux qui en sont exclus. L'île « sous perfusion » demeure plus que jamais dépendante de fonds en provenance d'une métropole lui renvoyant l'image, stéréotypée à l'extrême, d'une population assistée. « La Réunion n'est rien sans la France », affirmait le préfet de la Réunion en 1963 !

Sur la scène publique : PCR et TCR

Les dérives consécutives à la départementalisation et à la persistance de fortes inégalités sociales sont le terreau propice à la naissance d'un nouveau parti politique : le Parti communiste réunionnais. Il fait figure de contre-pouvoir à celui du préfet et se fait rapidement le chantre de l'autonomie de l'île. Cette ambition, il la décline sous deux thèmes essentiels : la langue créole et la culture réunionnaise, qu'il s'agit de revaloriser en les élevant au rang de « fiertés locales ». C'est dans ce contexte que s'opposent, des années durant, une droite départementaliste et une gauche prônant l'autonomie. La vie politique est totalement clivée. Elle s'apparente à une guerre de tranchées où la question identitaire semble totalement confisquée parle PCR.

Les changements intervenus dans la société réunionnaise coïncident avec une période orageuse pour l'Église diocésaine qui traversait une crise intérieure correspondant au mandat épiscopal de Mgr Guibert (1960-1975). Structurée autour de paroisses établies dans des communes rurales, l'institution catholique, qui rassemblait une population stable et fortement hiérarchisée, reçoit de plein fouet les [162] modifications concomitantes à cette modernisation rapide de la société. Dorénavant, les fidèles migrent vers les grands centres urbains, quand ce n'est pas vers la métropole, ou déménagent d'un coin à l'autre de l'île au gré des opportunités d'emploi ou des motifs familiaux. Ces phénomènes migratoires modifient les modalités d'adhésion des individus aux structures traditionnelles : ils s'éloignent de leurs familles et remettent en question leur appartenance religieuse.

L'institution catholique se trouve encore fragilisée par des divisions internes, opposant différents courants, dont l'un s'apparente dans le département français au mouvement latino-américain de la théologie de la libération. Ses disciples prônent une véritable « rupture avec le système colonial et capitaliste ». Avec des laïcs, les prêtres appartenant à cette mouvance lancent le « Groupe sacerdotal de recherche et d'action » et le journal *Témoignage chrétien.* Dans ses colonnes, le ton est à la polémique et les prises de position politiques se succèdent. Les critiques principales portent sur le lien jugé trop étroit de l'institution ecclésiale avec le pouvoir en place. « Nous n'avons jamais accepté une Église conditionnée par ses dépendances envers l'administration coloniale. » [[85]](#footnote-85) Dans les lignes du bimensuel, l'Église est décrite comme une « institution importée », un « enfant de la colonisation », une « institution blanche » [[86]](#footnote-86). Entre TCR (le journal) et le PCR (le parti politique), le rapprochement est de plus en plus manifeste : alors que le PCR tente de récupérer les militants progressistes [[87]](#footnote-87), le TCR va jusqu'à se dire favorable à un partenariat avec le mouvement politique. Cette tendance trouve son apogée avec la célèbre formule « un communisme populaire et un christianisme populaire » (1975).

Au sein du catholicisme, ces turbulences locales se greffent sur une période *d'aggiornamento* post conciliaire. Après avoir repensé ses concepts face à la modernité, l'Église de Rome tend à inscrire la question sociale au coeur de ses préoccupations ecclésiales. Cette option ne trouve pas l'écho espéré par ses détracteurs qui regrettent, selon leurs propres termes, voir la « masse des croyants » maintenir sa préférence pour « les cultes populaires », les « manifestations religieuses » et autres « superstitions primitives » [[88]](#footnote-88).

Dans la sphère religieuse :  
Pentecôtisme et Renouveau charismatique

Depuis les années 2960, l'hégémonie catholique est remise en question par l'implantation de différentes Églises évangéliques et plus particulièrement pentecôtistes. En 1966, un pasteur [163] métropolitain des assemblées de Dieu, Aimé Cizeron, s'installe à la Réunion. Il inaugure la Mission Salut et Guérison. Le mouvement prend rapidement de l'ampleur. En moins de deux ans, un temple pentecôtiste est ouvert dans les principales agglomérations insulaires et le nombre d'adeptes se chiffre en dizaines de milliers de personnes. En 1975, c'est au tour du Renouveau charismatique de démarrer. La naissance, au sein du catholicisme, de cette mouvance considérée de par le monde comme la « seconde vague pentecôtiste », vient contrebalancer l'offre protestante en matière religieuse. Rapidement, le nombre de ses adhérents se multiplie dans des proportions égales à celles des assemblées de Dieu. Bientôt, la plupart des paroisses catholiques insulaires accueillent un groupe charismatique dans leurs locaux. Par-delà leurs différences, ces deux nouvelles formations religieuses partagent des caractéristiques communes, les plaçant chacune à leur manière du côté de la critique sociale et de ses acteurs.

Une résistance à la métaphorisation des contenus religieux

Tout en condamnant avec force le « continuum religieux créole », ces groupes renouent avec des traits spécifiques à la religiosité populaire : extase, miracle et délivrance. Ils privilégient un christianisme émotionnel qui favorise les signes tangibles de l'agir divin. Ils mettent l'accent sur la guérison, imputée à l'œuvre du Saint-Esprit, alors que l'origine de la maladie continue d'être attribuée à une source surnaturelle. Plus largement, possession, malheur et mal-être sous toutes leurs formes sont considérés comme autant de maux résultant d'une attaque démoniaque que le croyant peut affronter avec la puissance supérieure du Dieu trois fois saint.

Alors que certains courants catholiques se rallient aux acquis de la modernité en épousant une vision rationalisante du monde tendant à délégitimer les références religieuses populaires, les assemblées évangéliques et pentecôtistes n'évacuent pas les structures magico-religieuses locales. Au contraire, elles les « reconvoquent », les « remoulent », en les requalifiant : les entités invisibles fastes en Saint-Esprit, les néfastes en démons. Ce faisant, elles octroient à leurs fidèles la possibilité de donner un sens à l'infortune et de maîtriser symboliquement leur existence. En ce sens, elles résistent au processus ayant conduit les Églises historiques à proposer une explication du monde davantage en phase avec les progrès scientifiques, se rendant plus crédibles aux yeux des élites locales qui contribuent pour leur part à discréditer la vision religieuse populaire. En continuant à subordonner la connaissance à l'action immanente de forces invisibles, ces trois « réveils » chrétiens offrent un refuge aux croyants qui ne veulent ou ne peuvent emprunter ce chemin de métaphorisation des contenus religieux.

[164]

Une résistance à l'exclusion

Par ailleurs, ces groupes rallient à eux des Réunionnais issus des couches sociales les plus modestes, voire les plus pauvres de l'île. En réussissant à convaincre leurs ouailles de respecter une orthopraxie rigoureuse, les leaders de ces mouvements les conduisent à s'élever dans l'échelle sociale. Idéalement, les convertis deviennent d'honnêtes travailleurs, des époux fidèles, qui cessent de dilapider leurs économies dans des jeux de hasard et dans l'alcool. Bref, pour eux, les bénéfices spirituels engrangés sont accompagnés de bénéfices économiques et sociaux notoires. La place qu'ils n'ont pas pu prendre dans la société civile, ils la conquièrent après avoir intégré une assemblée évangélique ou pentecôtiste. En raison de leur conception extrêmement négative du « Monde » conçu comme le lieu de la corruption dont le chrétien doit se protéger, ils ne prennent pas leur place dans la société en s'investissant dans une de ses productions politique, associative, éducative.... Leur militantisme est exclusivement religieux. Néanmoins, ce « Monde » dont ils se trouvaient au préalable exclus leur offre dorénavant une seconde chance : celle de sortir de ses marges en intégrant le tissu social insulaire.

Une résistance à la cléricalisation

D'autre part, en faisant porter l'accent sur la liberté du Saint-Esprit, au détriment des médiations religieuses habituelles - rites, dogmes, clergé -, ces mouvements chrétiens relativisent les principes d'autorité et de tradition. Chaque croyant a dorénavant la possibilité d'accéder directement au divin. Nul besoin d'un « moun y fait la prière » : prêtre, psuari, sorcier ou autre technicien du surnaturel. Nul besoin d'une divinité hindoue ou d'un saint catholique. Le sacré est dorénavant accessible à chacun. La relation au divin se passe des *sacra,* elle se place quasi exclusivement du côté des *signa* [[89]](#footnote-89)*.* Elle est encore médiatisée, mais c'est le croyant lui-même qui se fait médiation. Son corps, sa parole et ses actes manifestent l'agir divin.

La distinction entre le domaine des *signa* et des *sacra* peut être établie dans toutes les religions. Au cours de sa description de la religion romaine archaïque, Georges Dumézil l'explique :

[...] deux sections composent l'ensemble des rapports cultuels des hommes et des dieux, les offrandes que les hommes adressent aux dieux, les avis que les dieux envoient aux hommes. L'importance relative de ces deux sections est un caractère important dans n'importe quelle religion. (Dumézil, 1966 : 125)

[165]

Si ces deux champs sont complémentaires dans l'étude des phénomènes religieux, dans la réalité, ils se trouvent bien souvent opposés. Et, lorsqu'un groupe donne au *signa* un soin qui en fait le principe directeur de sa conduite, il exprime à travers sa conduite religieuse sa tentative de rupture avec les modèles institutionnels dominants. Il explore symboliquement une issue à l'aspect oppressant de la situation sociale présente. Comme le souligne Herrenschmidt :

En situation de monopolisation de la relation au divin par une classe sacerdotale, c'est dans l'espace alternatif des *signa* que ceux qui n'ont pas la parole peuvent la prendre. [...] Ici, l'anthropologie de la religion et la phénoménologie de l'expérience religieuse cèdent la place à une sociologie du refus, de l'attente et de l'échec (Bastide, Balandier, Desroches). (Herrenschmidt, 1991 : 622)

Régionalisation et crise identitaire  
(depuis 1983)

En 1981, l'avènement de François Mitterrand au pouvoir achève définitivement la période coloniale. Le lien avec la Métropole n'est plus une question : ni d'indépendance (sur le mode actif) ni de « largage » (sur le mode passif). Le P.C.R abandonne ses revendications autonomistes. En effet, le fossé entre le développement de la Métropole et celui de la Réunion s'est progressivement comblé. Mais surtout, la victoire de la gauche et l'application outremer des lois de décentralisation offrent à la Réunion ce supplément de responsabilité locale revendiqué au préalable par les communistes. Le changement se manifeste dans tous les domaines de la société. C'est ainsi que les débats autour de la langue créole et de la culture réunionnaise se déplacent. La valorisation des attributs de la créolité relève d'une liberté acquise, elle n'est plus un lieu d'affirmation politique.

Simultanément, sans renoncer à ses particularités locales, la Réunion sort de son isolement, elle s'ouvre de plus en plus aux apports extérieurs. Au développement des moyens de transport permettant de rapprocher physiquement la population insulaire des « habitants du monde », se conjugue le progrès des moyens de communication qui les met en contact avec d'autres modes de pensée. En ce domaine l'influence métropolitaine s'avère prépondérante. La France métropolitaine jouit d'un véritable prestige. Rien ne vaut la « goyave de France » ! [[90]](#footnote-90) Alors, la Réunion imite la métropole dans sa quête de confort, glissant d'un type de consommation traditionnel vers un modèle international, s'assurant d'afficher tous les signes extérieurs de prospérité. Ainsi, l'arrivée d'un mode [166] de vie moderne relève à la Réunion d'un processus d'acculturation entendu comme l'adoption de manières de faire empruntées à l'Occident, sans qu'elles soient totalement intériorisées ; ou encore comme la surimposition d'un modèle différent, à connotation prestigieuse, sans perte de l'ancien système de référence.

En effet, si la départementalisation et la décentralisation produisent d'indéniables progrès quantitatifs, la promotion sur le versant matériel ne réalise pas toutes les promesses de satisfaction qu'elle annonçait. L'« Homme réunionnais » [[91]](#footnote-91) bénéficie de plus d'égalité avec ses concitoyens métropolitains certes, mais pas d'un surplus de satisfaction sur le plan identitaire. Non seulement la modernité ne vient pas à bout de toutes les tensions, mais elle en nourrit de nouvelles. « L'onde de choc » de la départementalisation, comme la qualifia à juste titre Jean Benoist, dont les effets se sont prolongés avec la décentralisation, a abouti à une dislocation de la société rurale que Bernard Boutter décrit comme

[...] sous-tendu par une profonde crise d'identité, avec comme corollaire l'autodévaluation des valeurs culturelles et de la langue créole, ainsi que, peut-être, des symptômes réactionnels tels que l'accroissement sensible des actes de violence isolés ou collectifs. (Boutter, 1999 : 13)

Jean Benoist pointait déjà cette dévalorisation en marche en affirmant que, dans bien des domaines, « on aboutit en fait à annuler les éléments positifs de la société traditionnelle, à fausser le bilan, tout en sous-évaluant les éléments négatifs de la société industrielle, en faussant également son bilan, mais en sens inverse (Benoist. 1973 : 90).

Si l'on ne peut parlera la Réunion de « malaise créole », comme à l'île Maurice, d'aucuns n'hésitent pas à utiliser le terme de « mal réunionnais » (Aubry. 1988). Face à cette dévalorisation culturelle, l'Évêque met en avant le fait religieux comme vecteur de la promotion de l'identité réunionnaise (Aubry. 1988). Premier prélat d'origine insulaire, Gilbert Aubry se fait le chantre de la créolité. Plus largement, il insiste sur ce qui fait la particularité de son île et tente de la soustraire à une domination venue d'ailleurs [[92]](#footnote-92). Simultanément, en dehors des discours institutionnels, dans les marges de l'Église catholique comme dans celles du protestantisme évangélique, une autre forme de réponse est [167] apportée à la question de l'identité réunionnaise. C'est ce que nous nous proposons d'observer à travers la diffusion de la « troisième vague pentecôtiste » sur l'île.

Le développement du néopentecôtisme  
ou la riposte du sud

À partir de 1983, le paysage pentecôtiste réunionnais est bouleversé par un processus de fragmentation. Cette dissémination résulte d'un double processus : elle correspond d'une part à l'arrivée de missionnaires évangéliques étrangers au département : martiniquais, suisses, canadiens, américains, mauriciens... Ils appartiennent à différentes dénominations : Baptistes, assemblées de Frères, Église du Nazaréen, Église Pentecôtiste Unie, etc. Ils tentent, chacun à leur manière, d'activer le nombre de conversions et d'établir de nouvelles assemblées aux quatre coins de l'île. Mais surtout, cette effervescence correspond à de multiples divisions produites à partir des assemblées de Dieu, sous l'égide de leaders locaux. La naissance et la multiplication de ces assemblées peuvent être comprises en raison des dynamiques religieuses qui les sous-tendent, mais elles désignent également une réaction contre-acculturative.

Des assemblées endémiques

Tout commence en décembre 1983, lorsque trois jeunes pasteurs de la Mission Salut et Guérison quittent les assemblées de Dieu pour fonder l'Église du plein Évangile. Il s'agit de Fred Techer, de François Hoareau dit *Fafa* etd'Éric Babef. Tous les trois exercent alors leur ministère dans le sud de l'île d'où ils sont également originaires. Leur départ coïncide avec le passage à la Réunion de Gold Dereck, un prédicateur sud-africain issu de cette « troisième vague pentecôtiste ». Cette dernière, également qualifiée de « néo-charismatique » ou « néopentecôtiste » est née au début des années 1980. Partie des États-Unis, la « troisième vague » pentecôtiste atteint rapidement l'Afrique du Sud, puis l'île Maurice. Dans les années qui suivent, les principaux artisans de la division réunionnaise entretiennent des liens privilégiés avec cette mouvance à l'île Maurice et son responsable Michael Hardy, avant, tour à tour, de prendre leur distance. Au final, dans le département français, une seule Église fait encore partie du *Church Team Ministries International* [[93]](#footnote-93)*,* le réseau créé par le Mauricien Hardy : il s'agit de l'ACMIR [[94]](#footnote-94).

Quant à la trentaine d'autres assemblées nées à partir du schisme de 1983, elles sont toutes à la fois autonomes localement et insérées dans un réseau international d'Églises néopentecôtistes dont le « siège » se situe en Afrique du Sud, en France métropolitaine, en Indonésie, ou en Israël. Cependant, [168] leurs adhésions sont fluctuantes. Au gré de vicissitudes internes à la vie des assemblées, les pasteurs se rapprochent d'un réseau, finissent par l'intégrer, mais bien souvent, par le quitter également pour un autre. Depuis qu'ils ont quitté la Mission Salut et Guérison, les leaders néo-charismatiques sont particulièrement soucieux de leur indépendance.

En milieu catholique, le Renouveau charismatique est traversé par une dynamique semblable à celle du Pentecôtisme insulaire : plusieurs groupes issus de cette mouvance se constituent, sans être directement rattachés à l'assemblée de l'Emmanuel [[95]](#footnote-95). Comme en milieu protestant, ces nouvelles formations religieuses sont introduites sur l'île par des leaders extérieurs au département (communautés du Chemin Neuf, de Marie Jeunesse, des Béatitudes) ou créées localement par d'anciens adeptes réunionnais de groupes charismatiques (Cellules de maison, Flambeaux, Buisson ardent). Et, comme dans le cas du Pentecôtisme évangélique, cette seconde catégorie d'assemblées est celle qui attire le plus de personnes.

Pour beaucoup, l'irrésistible succès de ce mouvement tient dans cette indépendance affichée vis-à-vis de toute communauté extérieure au département. Un responsable du groupe de prière d'où sont partis les premiers disciples des Cellules de maisons en est convaincu :

Il [son fondateur] a joué à fond sur la couleur locale ! Il a su habilement se faire commanditer du côté de l'évêché, et ils (les fidèles) ont suivi parce que c'était un créole. S'il n'avait pas été créole, il n'aurait eu aucun succès !

Un prêtre du sud utilise, au sujet du mouvement créé par Patrick Robert, le terme d'« endémique » [[96]](#footnote-96) afin de le comparer aux espèces vivantes dont la présence à l'état naturel est limitée à la Réunion. Patrick Robert lui-même reconnaît que, s'il a gardé quelques liens avec René Jacob ou d'autres mouvements charismatiques métropolitains, il s'est surtout émancipé de ces derniers :

On n'est pas sur la même longueur d'ondes aujourd'hui puisqu'on est indépendants d'eux. On ne dépend plus d'eux. Nous n'avons pas voulu ressembler aux autres. Nous avons voulu faire quelque chose de nous-mêmes parce que je pense que chacun de nous est appelé. Donc, avec mon parcours, je pense qu'il y a un mélange de tout : aussi bien au niveau du *Chemin Neuf,* du Renouveau, des *Béatitudes,* qui fait quelque chose propre à nous !

[169]

Ainsi, la multiplication du nombre d'assemblées charismatiques à partir des assemblées de Dieu, d'une part, et du Renouveau catholique, d'autre part, correspond à une nouvelle phase dans l'histoire du pentecôtisme insulaire : celle de la mise en place d'assemblées identifiées comme totalement indigènes : des « groupes péi ».

Des éléments propres à la culture créole

La résurgence de ce que Maurier appelle la « religion spontanée » (1997) nous apparaît ici non seulement à travers la création de ces entités religieuses locales, mais également à la vue des éléments propres à la culture et à la sensibilité religieuse créole que ces entités ont remobilisées. Ces derniers s'observent notablement à travers deux traits caractéristiques des Églises néopentecôtistes : une insistance sur la démonologie et une « absolutisation » de l'expérience sensible.

La Mission Salut et Guérison avait déjà fondé son succès sur une prise en charge d'exorcismes et sur la démonstration de sa supériorité sur les menaces de sorcellerie ou autres méfaits attribués à des divinités hindoues ou à l'esprit d'un défunt. Le Renouveau charismatique avait attiré à lui tous ceux qui se trouvaient en quête de libération après « avoir pratiqué ailleurs » [[97]](#footnote-97). Non seulement ce troisième type de formations religieuses reprend le thème du combat spirituel et des attaques malignes, mais il l'amplifie largement. Aussi, cette « fascination excessive et malsaine » pour les esprits démoniaques, qui tourne parfois à « l'obsession » selon l'expression d'Harvey Cox (1995 : 252), n'est pas sans rappeler l'axe central de la religion populaire qui, comme le montrent dans leur thèse respective Danièle Palmyre à Maurice (2007) et Stéphane Nicaise (1999) à la Réunion, place la croyance en l'existence du mal et en ses manifestations au coeur du monde créole.

D'autre part, ces assemblées nouvelle vague complètent la gamme des manifestations surnaturelles possibles. Aux charismes pratiqués habituellement dans les assemblées pentecôtistes, ces Églises favorisent les démonstrations telles que les chutes à terre, les gémissements, les rugissements et les rires... Ainsi, les assemblées issues de cette mouvance attirent des croyants à la recherche de signes extraordinaires, gages de la puissance de Dieu. Elles répondent aux attentes de ces Réunionnais qualifiés par Mgr Aubry de « très friands de merveilleux et de gestes spectaculaires » (Aubry, 1988 : 104).

Plus largement, ce langage du corps, si familier à la culture populaire créole, que ce soit à travers la médecine, la danse, mais aussi la transe, trouve dans ces assemblées charismatiques une nouvelle voie d'expression. Le pentecôtisme troisième vague condamne tout autant, et peut être même avec [170] encore plus de force que les mouvements qui les précèdent, les déviances morales de la population insulaire et son penchant pour les pratiques religieuses autochtones qualifiées d'idolâtres. Mais, au regard de cette majoration des expériences sensibles dans ce dernier type d'assemblées, nous pouvons nous demander si nous n'assistons pas au phénomène inverse avec une réintroduction d'éléments propres au fond culturel indien et africain.

Des assemblées localisées dans la région sud

La scissiparité continuelle, dont le protestantisme évangélique insulaire se fait le théâtre depuis vingt-cinq ans, est source d'un bouillonnement qui n'a de comparable que celui du volcan sur les pentes duquel ces diverses assemblées jaillissent, car, phénomène étonnant, ces nouvelles formations religieuses sont quasiment toutes concentrées dans un triangle compris entre Saint-Joseph, la plaine des Cafres et Saint Louis. Qui plus est, l'Église catholique, qui observe un processus similaire de segmentation à partir du Renouveau diocésain dans les années quatre-vingts, constate une même concentration de ces nouveaux mouvements et communautés charismatiques dans le sud de l'île. Alors, pourquoi le Sud ? « Au terme d'un combat dans les cieux, Dieu s'est acquis un territoire », clament les leaders dissidents. Au-delà de cette interprétation exclusivement spirituelle, nombreux sont-ils à s'accorder sur la spécificité de cette zone insulaire. Un de nos interlocuteurs résume la différence entre le Sud et le reste du département en ces termes :

Le Sud c'est *la case de l'oncle Tom,* c'est une autre île, c'est un autre tissu, un autre éthos. Le Nord est sous l'influence de l'aéroport de Gillot et de la capitale de Paris. Il y a un siècle entre les deux !

D'un point de vue sociohistorique, une des particularités de la région sud tient aux multiples petites propriétés dont elle est composée [[98]](#footnote-98) et à son peuplement majoritairement blanc. Comme le souligne Jean Benoist,

[...] ces contrastes ne représentent pas seulement des différences d'économie rurale ou d'implantation ethnique et de comportements culturels. Ils impliquent des différences considérables dans l'organisation sociale. La structure des communautés locales, les formes du pouvoir politique, les cheminements des communications, les choix économiques, les aspirations face à la société globale, les relations interethniques et les [171] valeurs culturelles et religieuses de ces deux variantes principales du monde rural réunionnais sont très différentes. (Benoist, 1973 : 17)

L'anthropologue s'attache à démontrer que cette région de l'île se singularise par son indépendance vis-à-vis de la plantation et par sa composition ethnique puisqu'elle est constituée en majorité de *Blancs* [[99]](#footnote-99)*.* Parmi ces *Kréol blan* [[100]](#footnote-100)*,* entre grands et petits, une classe intermédiaire s'est petit à petit frayée un chemin. Cette troisième catégorie, qu'Yves Pérotin mentionne comme celle des « *Blancs* de condition intermédiaire » (Perotin, 1959 : 196), détient de fait « le rôle de médiateur entre toutes les composantes de la société réunionnaise », note Stéphane Nicaise. Or, c'est précisément de ce groupe que sont majoritairement issus les pasteurs des assemblées pentecôtistes nouvelle vague, après avoir été celui dont étaient issus [[101]](#footnote-101), en majorité, les membres du clergé insulaire. En effet, depuis les années quatre-vingts, alors que les vocations sacerdotales tendent à se raréfier, d'une part, et à concerner beaucoup plus largement toutes les catégories ethnoculturelles de la population locale, d'autre part, les leaders néo-charismatiques appartiennent de manière quasi exclusive à cette catégorie des *Blancs moyens* originaires du sud de l'île. Paraphrasant Stéphane Nicaise, nous pouvons donc en conclure que

[...] le relevé attentif du lieu de naissance des candidats au *ministère pastoral* se superpose à l'observation de Defos du Rau et de Benoist. La majorité des *pasteurs* créoles est bien issue du paysannat de *Blancs moyens* qui, à la faveur d'un regroupement dans quelques localités du sud de l'île, a conservé sa propre identité socioculturelle et religieuse. (Nicaise, 1999 : 77)

Conclusion

Parmi les populations réunionnaises, la critique sociale n'est pas une réalité nouvelle, ni le fait qu'elle emprunte la voie de la religion pour s'exprimer. Le passé montre, en effet, combien cette dynamique est constitutive de ce *melting-pot* permanent caractérisé par une résistance à l'oppression politique conjuguée avec une soumission religieuse (Kichenapanaïdou, 2000).

Ce que nous révèle l'histoire récente du christianisme, ce sont les nouvelles formes adoptées par cette critique sociale à travers la multiplication de formations religieuses inédites, en particulier pentecôtistes. Dans une première phase de leur implantation, à travers la Mission Salut et Guérison et le Renouveau catholique, les croyants trouvent, tout à la fois, la possibilité d'échapper au « Monde » et [172] d'y obtenir une place. Ces deux mouvements apportent un même type de réponses aux mutations rapides enregistrées par la Réunion et à leurs conséquences néfastes sur le tissu social traditionnel pouvant être qualifiées d'« anomies » pour reprendre le terme de Durkheim.

Dans une seconde phase, l'analyse du pentecôtisme fait apparaître la constitution de groupes indigènes comme réplique au pentecôtisme importé depuis la métropole. À travers cette dynamique religieuse, ce sont les changements en cours dans la société réunionnaise qui sont mis de l'avant : depuis 1982 et la mise en application des lois de décentralisation, une affirmation identitaire se fait jour. Non qu'elle fut au préalable inexistante, mais dorénavant elle semble autorisée. De plus, comme le note Stéphane Nicaise,

[...] paradoxalement, la pression que le modèle métropolitain exerça sur la société réunionnaise est sans doute l'un des facteurs déterminants qui, joint à l'ampleur des problèmes sociaux et économiques du département, accéléra la prise de conscience d'identités culturelles originelles à restaurer. (Nicaise, 1999 : 233)

Les assemblées pentecôtistes nouvelle vague se présentent alors comme autant de réactions de la part d'une société se sentant tout à la fois agressée par une culture exogène, et menacée par ses propres transformations socio-économiques. Le fait religieux insulaire ne se réduit pas à sa fonction de riposte contre-acculturative, mais il la met néanmoins en lumière. Le lien entre critique sociale et production imaginaire est ici manifeste. Ces nouvelles formes d'activisme religieux revêtent indubitablement une portée politique.

***Mots-clés***:

Pentecôtiste, charismatique, évangélique, île de La Réunion, résistance

[173]

Bibliographie

Aubourg, Valérie. 2014. *Christianismes charismatiques à l'île de La Réunion.* Paris : Karthala.

Aubry, Gilbert. (Mgr). 1981. « Le mal réunionnais et l'espoir transculturel ». Texte présenté lors du congrès de psychiatrie. Saint-Gilles les Bains. 9 juillet.

Aubry, Gilbert. (Mgr). 1988. *Pour Dieu et pour l'Homme réunionnais.* Ile de la Réunion : Océan Éditions.

Aubry, Gilbert. (Mgr).1989. « Pour un « mieux-être réunionnais : savoir penser et savoir faire ». Texte présenté lors du colloque « Culture-Identité et développement ». Saint-Denis. 6 au 8 juillet.

Dumézil, Georges. 1966. *La religion archaïque romaine.* Paris : Payot.

Benoist, JEAN. 1978. « [Structure et changement de la société rurale réunionnaise](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030020757)». In *Martinique : Centre de recherches caraïbes : Départementalisation et développement dans une « île à sucre »*. Fonds Saint-Jacques : Centre de Recherches des Caraïbes.

Boutter, Bernard. 1999. « La Mission Salut et Guérison à l'île de la Réunion. Contribution à une anthropologie du pentecôtisme dans des sociétés en mutation ». Thèse de Doctorat d'Ethnologie. Université des Sciences humaines de Strasbourg.

Champion, Bernard 1995. « Vingt ans d'anthropologie à la Réunion ». Texte présenté lors du colloque de Saint-Denis de la Réunion. 11-12 mai. Document électronique, <http://www.anthropologieenligne.com/pages/vingtansR.html>. Consulté le 10 octobre 2008.

Corten, André et Mary André. 2001. [*Imaginaires politiques et pentecôtismes. Afrique/Amérique latine*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/corten_andre/imaginaires_pol/imaginaires_pol.html)*.* Paris : Karthala.

Cox, Harvey. 1995. *Retour de Dieu. Voyage en pays pentecôtiste.* Paris : Desclée de Brouwer.

Foulon, Alain. 1989. *Les religions à La Réunion. Le Renouveau.* Paris : Orphie.

Herrenschmidt, Olivier. 1991, « Religion ». In *Dictionnaires de l'ethnologie et de l'anthropologie* Pierre Bonté et Michel Izard, dir. Pp.622. Paris : PUF.

Laplantine, François. 1974. *Les trois voix de l'imaginaire.* Paris : Éditions universitaires.

Maurier, Henri. 1997. *La Religion spontanée, Philosophie des religions traditionnelles d'Afrique Noire.* Paris : L'Harmattan.

Nicaise, Stéphane. 1999. *Le continuum religieux créole, une matrice du catholicisme de la Réunion ?* Thèse de doctorat d'anthropologie. Faculté de Droit, d'Économie et des Sciences. Université d'Aix -Marseille.

Palmyre, Danielle. 2007. *Culture créole et foi chrétienne,* Bruxelles : Lumen vitae.

[174]

Perotin, Yves. 1959. « Le prolétariat blanc à Bourbon avant l'émancipation des esclaves ». *Recueil de documents inédits pour servir à l'histoire de La Réunion.* Nouvelle série. N 3, Archives Départementales de La Réunion, Pp.195-209.

Prudhomme, Claude. 1984. *Histoire religieuse de la Réunion.* Paris. Karthala.

Wanquet, Claude. 1980. *Histoire d'une Révolution, La Réunion (1789-1803).* Tome 1. Marseille : Éditions Jeanne Lafitte.

[175]



Deuxième partie.

**CHANGER**

“Analyse critique, analyse en actes.  
Les apports de l’analyse  
institutionnelle française.

**Gilles Monceau** *Université de Cergy-Pontoise*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le courant français de l'analyse institutionnelle est connu au Québec pour ses publications des années 1970, mais ses travaux les plus récents le sont beaucoup moins. Ma propre démarche de recherche s'inscrit dans cette suite. Si les sociétés et leurs institutions ont changé, elles ne sont pas plus faciles à comprendre aujourd'hui qu'hier. Leurs transformations semblent même les rendre de plus en plus opaques du fait des formes moins rigides et plus réticulaires qu'elles prennent désormais. La tâche qui consiste à étudier les processus par lesquels les institutions sont produites et se transforment reste d'actualité au moment où les rapports de pouvoir sont moins visibles car moins strictement inscrits dans des structurations hiérarchiques. Le principe d'une analyse critique « par les actes » constitue un ressort ancien de la socianalyse en analyse institutionnelle, je montrerai ici les origines de cette conception et quelques-unes de ses applications actuelles.

Des pratiques sociales prises dans des institutions

L'attention portée à la manière dont des pratiques sociales (thérapeutiques, éducatives, pédagogiques) s'inscrivent dans des institutions qui les déterminent en partie et contribuent à leur donner sens fait l'originalité des approches dites « institutionnelles ». Celles-ci ont considéré, dès les années 1940 dans le secteur psychiatrique, que l'institution elle-même pouvait être objet de la pratique. En conséquence, ses effets néfastes (aliénation, violence) pouvaient être contrés si les praticiens entraient dans une démarche d'analyse institutionnelle les conduisant à produire à la fois une intelligibilité de ces phénomènes et des dispositifs de travail nouveaux.

L'histoire de l'analyse institutionnelle fait apparaître des professionnels de la santé mentale comme les initiateurs de transformations qui ont durablement influé sur les pratiques psychiatriques mais [176] aussi éducatives et plus largement sociales. L'article publié en 1952 par les psychiatres Daumezon et Koechlin dans les *Annales portugaises de psychiatrie* sous le titre « La psychothérapie institutionnelle française contemporaine » est représentatif de l'examen sans concession du fonctionnement de l'« asile » décrit comme un « monde clos ». Les auteurs, adoptant un point de vue sociologique, n'hésitaient pas à affirmer que :

La comparaison avec la structure du camp de concentration s'impose inévitablement ; néanmoins existe une différence fondamentale, le camp de concentration, toujours assuré de son recrutement, a pour but l'élimination, la liquidation de la classe des internés ; à l'inverse l'asile adopte comme règle fondamentale la conservation de l'interné et il n'est pire scandale que l'évasion ou le suicide. (Ardoino et Lourau, 1994 : 62)

La suite du texte détaille les rites, les rapports de dépendance, la corruption et toutes les routines qui rendaient iatrogène le fonctionnement de l'établissement avant d'appeler à ce que « tous » (malades compris) se mettent à la tâche de « traiter » l'hôpital. C'est ce type d'analyse critique, menée de l'intérieur de l'institution, qui a généré de nouvelles modalités de travail et de rapports sociaux dans les établissements.

Les expériences les plus connues, en France, sont sans doute celles animées par Lucien Bonnafé (Chevillon, 2006) et François Tosquelles à partir de 1942 à Saint-Alban et par Jean Oury à partir de 1953 à La Borde (Michaud, 1976). Les liens avec d'autres milieux professionnels vont ensuite permettre d'une part d'enrichir les pratiques psychiatriques par des techniques issues de l'éducation populaire (Centres d'Entraînement aux Méthodes de l'Éducation Active, CEMEA) et de la pédagogie (Mouvement Freinet), mais aussi de diffuser la problématique institutionnelle en dehors de l'hôpital.

Le compte rendu du premier « stage des infirmiers des hôpitaux psychiatriques » paraît en 1949 dans la revue des CEMEA : *Vers l'Education nouvelle.* Ce stage est dirigé par Daumezon, alors secrétaire du Syndicat des médecins des hôpitaux psychiatriques, et Germaine Le Henaff, attachée à la direction technique des CEMEA. Les 43 infirmiers présents viennent de douze hôpitaux et suivent ce stage durant neuf jours à proximité de l'hôpital de Fleury-les-Aubrais où de petits groupes se rendent pour observer les premières réalisations novatrices qui y sont menées. François Tosquelles, l'un des principaux acteurs de l'expérience de Saint-Alban, vient y parler du « Club des malades » de son hôpital.

[177]

Germaine Le Henaff présente ainsi la nécessité de ce stage :

Les psychiatres estiment généralement aujourd'hui qu'un effort considérable doit être entrepris pour rénover l'assistance aux malades mentaux. D'une part, en effet, leurs conditions de vie tant matérielles que morales sont trop souvent encore lamentables. D'autre part, les traitements médicaux nouveaux (thérapeutiques de choc par exemple) doivent, pour donner leur plein effet, être accompagnés d'une action psychothérapeutique, d'une véritable rééducation du malade préparant sa réinsertion sociale. (Le Henaff, 1949 : 28)

Le court compte-rendu établi par une équipe d'infirmiers donne des détails sur le contenu du stage qui alterne conférences et travaux pratiques. Il y est question aussi bien des activités manuelles et de l'aménagement de l'espace que de la gestion de l'argent (du malade et de l'hôpital). L'effet thérapeutique attendu de ces changements tient à une modification de « l'atmosphère » dans laquelle vivent les malades. Les discours des psychiatres dénonçant l'aliénation produite par le fonctionnement traditionnel de l'hôpital resteraient inopérants sans cette mobilisation par les actes dans laquelle les infirmiers, nouvellement formés aux techniques de l'éducation active, doivent entraîner les malades.

Dans le champ pédagogique, c'est une vingtaine d'années après l'expérience de Saint-Alban qu'une scission du Mouvement Freinet donne lieu à l'affichage de la dénomination « pédagogie institutionnelle ». Fernand Oury (1972) et Raymond Fonvieille (1998) incarnent ensemble ce nouveau courant qui se scinde rapidement lui-même entre des enseignants qui se réfèrent à la psychanalyse et d'autres qui vont donner naissance au courant d'autogestion pédagogique. Pour tous, la pratique est première et fait l'objet de nombreuses monographies d'élèves et de classes qui permettent à des groupes d'enseignants d'analyser collectivement leur travail pédagogique (Imbert 2005). Ces textes permettent également la diffusion de pratiques novatrices.

Ces courants dits « institutionnels » ne donnent pas tous le même contenu au concept d'institution. Pour les uns, le terme est principalement utilisé pour désigner des dispositifs thérapeutiques ou pédagogiques, pour les autres il s'agit de décrire une réalité plus vaste et plus transversale (l'institution scolaire ou l'institution psychiatrique). Pour tous, l'objectif des pratiques institutionnelles est cependant d'agir sur l'institué, de faire en sorte que l'individu reprenne du pouvoir sur ce qui semble s'imposer à lui comme allant de soi. Mais, la « simple » remise en cause de la distribution du temps et de l'espace ne va pas sans entraîner l'institué à réagir. Les routines, les certitudes antérieures sont là qui se défendent. Déranger l'institué, c'est le forcer à se manifester là où sa force n'était pas même perçue. L'analyse passe donc par l'action.

[178]

De la psychothérapie institutionnelle à l'analyse institutionnelle en situation d'intervention (la socianalyse) en passant par les différents courants de pédagogie institutionnelle, la mise en œuvre de dispositifs d'analyse critique de l'institution est donc le principal trait commun. En interrogeant l'effet des institutions sur les subjectivités individuelles, une attention nouvelle est portée au quotidien de la vie sociale, à la disposition des lieux, à l'organisation du temps, aux rapports économiques et matériels entre les individus et plus largement à tout ce qui participe, en continu, à la production des institutions.

Pour les praticiens qui s'inscrivent dans cette démarche, la pratique professionnelle et l'analyse politique sont donc étroitement mêlées. Cela est particulièrement évident au cours des années 1960-1970 en France. Durant cette période, la contestation politique se combine à une inventivité sociale qui dérange l'institué jusque dans la vie quotidienne. La notion d'autogestion [[102]](#footnote-102) est alors mobilisée dans de nombreuses expérimentations [[103]](#footnote-103) qui cherchent à changer les relations sociales sur la base d'expériences localisées qui se qualifient pour certaines de communautaires. À des titres divers, Henri Lefebvre (par sa critique de la vie quotidienne), puis Guy Debord (par le situationnisme) influencent la perception que les intellectuels ont de la réalité sociale. Le quotidien, la situation présente, ne vont plus de soi. Leur mise en question « ici et maintenant » se décline dans des pratiques militantes, professionnelles et de recherche. Les déterminations macrosociales ne suffisent plus à expliquer le devenir des individus, car c'est au quotidien, ici et maintenant, que doivent être analysés les rapports sociaux, essentiellement considérés comme des rapports de pouvoir.

L'ouvrage de René Lourau, *Sociologue à plein temps,* est représentatif de cette orientation. Le sociologue y met en continuité les différents temps et espaces de sa propre vie en montrant que les séparations entre vie professionnelle (publique) et vie familiale (privée) sont activement produites par les institutions. L'analyse critique de cet institué passe par des actes qui viennent le déranger. Lourau emmène ainsi son jeune fils lors d'une socianalyse qu'il conduit dans un institut de formation de travailleurs sociaux et tient à son domicile des réunions avec ses étudiants de l'université.

La démarche critique  
de l'analyse institutionnelle

Le travail critique, en actes, est donc la réappropriation de son devenir par l'individu à travers l'analyse/transformation des fonctionnements et des rapports institués. Dans un article paru en 1973 Lourau écrivait :

[179]

Les manifestations concrètes de la critique sociale, l'analyse institutionnelle n'a cessé, ces dernières années, de les présenter comme ses véritables « travaux pratiques », comme sa seule réalisation possible, et donc comme son dépassement naturel. Ces critiques en acte se multiplient en France et dans quelques autres pays. Rappelons-en quelques formes : grèves non institutionnelles (non programmées et/ou non acceptées par les syndicats) ; occupation des lieux administratifs tombant sous le coup de la loi « anti-casseur », contre-institutions de lutte dans l'éducation et dans la psychiatrie, prises de paroles et passages à l'acte chez les paysans et les commerçants ; désertion de la famille, de l'école et du travail par les adolescents et les jeunes ; revendications de plus en plus audacieuses de minorités ethniques ou sexuelles... Derrière ces analyses en acte de la crise des institutions, la critique idéologique essaie de suivre, péniblement, dépassée non parce qu'insuffisante, mais parce que « manquant de pratique ». (Lourau, 1973 : 22)

Dans cet extrait, Lourau utilise le singulier dans l'expression « critiques en acte », cela sans doute en écho à l'expression « passage à l'acte » qu'il emploie également. L'ombre de la psychanalyse est bien sûr présente, mais l'idée qui se trouve également instillée est celle d'un lien entre la critique sociale et la transgression. Pour ma part, j'utilise aujourd'hui le pluriel, « analyse en actes », car ce choix me semble plus conforme à la manière dont la démarche d'analyse s'actualise effectivement dans les institutions, c'est-à-dire par un ensemble d'actes articulés dans des dispositifs construits.

Le diagnostic que Lourau établit en 1973 sur la situation de crise sociale peut se retrouver, avec les mêmes mots, dans des publications contemporaines. Cette « analyse en acte » dont il énumère les formes (grèves, occupations, désertions, etc.) participe de ces « travaux pratiques » de l'analyse institutionnelle qu'il désigne ailleurs comme « analyse institutionnelle généralisée », en particulier à propos des événements de 1968. Le sociologue regarde alors les mouvements sociaux, les décrit et en intègre l'interprétation à sa propre construction théorique. Quarante années plus tard, c'est sans doute cette mise en équivalence entre une activité analytique construite et une activité spontanée de contestation sociale qui résiste le moins. Cette évolution est d'ailleurs due en grande partie au travail de Lourau lui-même et à son effort pour théoriser la pratique de l'intervention à visée analytique (la socianalyse). Cela a occasionné des conflits importants à l'intérieur du courant dans les années 1980. Georges Lapassade, Patrick Boumard et Rémi Hess ont alors soutenu une position selon laquelle la contestation de l'institué par des individus sans formation spécifique pourrait être assimilée à une analyse institutionnelle interne de l'institution [[104]](#footnote-104).

[180]

Les travaux de Lourau et Lapassade ont trouvé en Amérique latine un écho important dans les milieux de la psychologie sociale et institutionnelle que l'expérience de la dictature avait rendus particulièrement sensibles à l'enchevêtrement du politique et de la clinique. Leurs publications participent aujourd'hui d'un corpus de référence qui se compose aussi des travaux de Michel Foucault, Félix Guattari, Cornélius Castoriadis et Gilles Deleuze. C'est à partir des années 1970, années de dictature, que cette diffusion va se réaliser dans un contexte politique qui n'est pas sans effet sur la manière dont s'opèrent les articulations théoriques et méthodologiques (de Barros Conde Rodrigues et Benevides de Barros, 2003).

À Montréal, Georges Lapassade a conduit une intervention sociologique à l'UQAM en 1970 à la demande du recteur Léo Dorais. Le récit de cette intervention a été publié en 1971 dans *L'Arpenteur.* L'analyse, qui se déroule sur trois mois et s'achève par le rejet de l'analyste, a surtout montré les contradictions d'une réforme de l'Université reposant sur le principe de participation des étudiants. Le récit de l'intervention montre comment l'analyste construit progressivement un dispositif qui implique des acteurs de l'établissement :

J'occupais au cinquième étage du Pavillon Emile-Gérard un bureau, le 504, complété d'une petite salle sans fenêtres avec deux entrées qui donnaient sur deux couloirs. Cette disposition permettait d'entrer par une porte, de traverser la petite salle de réunions, puis de sortir aussitôt si on ne désirait pas s'y arrêter davantage. On m'avait attribué cette pièce, que je partageais avec le vice-recteur à la planification, pour des réunions de travail, peut-être des séances de dynamique de groupe. Le 504 est devenu un lieu de rencontre à peu près permanent, ouvert jour et nuit. (Lapassade, 1971 : 46)

Lapassade s'appuie en particulier sur un groupe d'étudiants contestataires qui se réunit régulièrement et produit un journal. Par le mode d'occupation de l'espace et du temps comme par des prises de positions publiques, des actes sont posés qui conduisent l'institué à réagir. Le commanditaire lui-même se retrouve dans une position difficile. L'intervenant conclut :

Je suis allé jusqu'au bout d'une « intervention » - la première et sans doute aussi la dernière. J'ai réalisé le programme que je m'étais fixé, le « bilan 70 ». J'ai prouvé que la participation, au Québec comme ailleurs, est impossible, et qu'en fait, personne n'en veut, surtout pas ceux qui en font leur profession de foi. (Lapassade, 1971 : 36)

En échangeant en 2008 avec des collègues travaillant ou ayant travaillé à l'UQAM, je me suis aperçu que cette intervention, vieille de 38 ans, y avait laissé des traces persistantes. J'ai été assez surpris de [181] constater que ce que m'en disaient mes interlocuteurs lui donnait une dimension bien plus importante que ce que j'en avais perçu dans le récit de Lapassade.

D'autres usages, apparemment éloignés

Dans le cadre très différent de ses travaux de psychologie génétique, Jean Piaget utilise la notion de « méthode critique » après avoir employé celle de « méthode clinique ». C'est à partir de 1926, dans son ouvrage *La représentation du monde chez l'enfant,* que Piaget introduit l'idée selon laquelle la méthode clinique permettrait de dépasser la méthode de « pure observation » (Bang 1966). Par l'instauration d'un dialogue entre l'expérimentateur et l'enfant, il introduit une dimension clinique dans un mode de recherche de type expérimental. Le choix de l'adjectif « clinique » lui permettait également de se distinguer de la méthode des tests. Piaget préférera par la suite la dénomination « méthode critique ». Le principal intérêt de cette démarche est de ne pas soumettre le sujet à des questions ou à des épreuves standardisées tout en inscrivant bien l'expérimentation dans le cadre d'hypothèses élaborées au fil de l'avancée de la recherche. Le terme « critique » est alors employé parce qu'au cours des échanges avec l'enfant, l'expérimentateur va lui opposer des objections. On va par exemple lui dire qu'un autre enfanta donné une réponse différente de la sienne et lui demander ce qu'il en pense.

Bien que le domaine de la psychologie génétique soit fort éloigné de mes travaux socio-cliniques, ce positionnement méthodologique de Piaget me semble devoir être pris en compte. C'est par l'expérience de la contradiction que s'élabore la réflexivité de l'enfant. Le psychologue la provoque activement afin de produire des données nouvelles.

Dans un tout autre domaine, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, un enseignant de l'Institut d'Études Politiques de Paris, par ailleurs financier, publie en 1950 un article intitulé « Introduction à la socio-analyse ». Partant d'une interrogation de type anthropologique, trouvant certainement sa source dans la guerre et dans sa participation à la Résistance, André Amar termine ce texte par un appel à la mise en oeuvre d'une forme d'analyse qui pourrait assez bien correspondre à la socianalyse de Lapassade et Lourau :

Toute société ne dure que par mystique et mystification. En aliénant son agressivité, l'individu renonce à son esprit critique. Or, la socio-analyse donne à l'esprit critique une arme redoutable. Elle soulève les phraséologies officielles pour mettre à nu les rivalités économiques, pour dénoncer les situations de Maître et d'Esclave, pour démonter les mécanismes subtils grâce auxquels, en toute légalité, avec la complicité des idéologies du moment, le travail humain est l'objet d'un véritable vol. Une société ne se résout pas [182] à se laisser ainsi dévoiler. (...) La socio-analyse apparaît ainsi comme une entreprise de démystification. Elle sera attaquée, aucune société n'y trouvant son compte. Et cependant nous en sommes partisans, car à notre époque de barbarie scientifique, de tyrannie policière et de propagande politique, l'homme se trouve désormais en état permanent de légitime défense. (Amar, 1950 : 163)

Cet extrait pourrait être mêlé, sans contraste apparent, à des textes produits dans le courant de l'analyse institutionnelle des années 1960-70. Le thème du dévoilement y tient une place importante, il s'agit de celui des mécanismes subtils par lesquels les rapports de domination sont produits. L'expérience vécue parce fils de banquier, que le nazisme a dépossédé de ses biens et renvoyé à des origines juives auxquelles il ne donnait pas d'importance particulière auparavant, le conduit à promouvoir un esprit critique envers la constitution de « la société », critique qu'il conçoit comme une activité de démystification.

Les exemples de Piaget et d'Amar sont bien différents entre eux et peuvent sembler déplacés dans ce texte. Ils constituent cependant, choisis parmi bien d'autres, deux manifestations, de registres fort différents, de l'émergence de perspectives qualifiées de « critiques » dans les sciences sociales au milieu du 20e siècle. À travers eux s'affirme cette nécessité de la contradiction et du dévoilement pour avancer dans l'analyse des phénomènes aussi bien psychologiques que sociaux : l'analyse critique ne peut pas être produite dans le consensus.

Les pratiques actuelles de socio-clinique institutionnelle (Monceau 2003) s'inscrivent dans le prolongement de cette histoire bien qu'en discontinuité sur différents points. Par la recherche-action, l'intervention, l'analyse des pratiques professionnelles ou encore l'enquête participation, des chercheurs coopèrent avec des individus en demande d'une meilleure compréhension de phénomènes institutionnels perçus comme relevant de déterminations supérieures. Si dans les premières années, l'analyse institutionnelle prenait pour objet des institutions considérées comme rigides et immobiles, celles d'aujourd'hui nous apparaissent souvent comme déclinantes, mouvantes voire liquides : les institutions de 2009 ne sont identiques ni à celle des années 1940 ni à celles des années 1970. La posture du chercheur et sa démarche s'en trouvent nécessairement modifiée même si son cadre conceptuel ettechnique reste opérant moyennant certains réagencements.

Les professionnels des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale sont particulièrement confrontés aujourd'hui à une désorientation, produite par différents processus institutionnels, qu'ils vivent comme leur étant imposés par des logiques exogènes à leur propre milieu. Le sens (idéologique, [183] organisationnel, libidinal) qu'ils donnent à leurs pratiques se trouve sans cesse à reconstruire. Nos recherches portent sur ces transformations subjectives et institutionnelles. En cela, elles rencontrent d'autres travaux qui développent une analyse globale de l'évolution des politiques publiques dans le sens d'une intégration croissante d'un travail sur les subjectivités (Cantelli et Genard, 2007). Comment, au début du 21e siècle, s'appuyer sur un corpus théorique et méthodologique qui s'est constitué dans une période dont le contexte sociopolitique était fort différent ? En quoi l'idée selon laquelle l'analyse serait à mener « par les actes » peut-elle demeurer valide dans une période où les individus sont davantage en demande d'institutions fortes et protectrices qu'en révolte contre elles ?

Pour amorcer une réponse à ces questions, je ferai état de deux travaux menés ces dernières années. Le premier correspond à une enquête participation mise en œuvre en 2000 dans une commune moyenne au moment où celle-ci était confrontée à des tensions croissantes dans son collège (d'enseignement secondaire) et dans le quartier avoisinant. Le second propose d'examiner, à partir du concept de résistance, les résultats d'une recherche conduite en 2006-2007 sur la coopération parents/enseignants à l'école primaire. Dans les deux cas, le travail d'observation et d'enquête comprend la restitution, lors d'entretiens collectifs, de données issues de l'enquête la population concernée.

L'analyse par les actes  
dans l'enquête participation

Cette première investigation renoue avec la problématique développée par René Lourau dans son ouvrage *Sociologue à plein temps :* les frontières institutionnelles qui séparent les différents compartiments de la vie d'un individu sont des fictions faisant obstacle à l'analyse de ses implications. Les enseignants qui travaillent en établissement scolaire n'ont pas qu'une activité professionnelle qu'ils exercent entre ses murs, ils ont également des activités en dehors de l'établissement qui peuvent aussi avoir un impact sur leur pratique professionnelle.

En novembre 1999, j'ai été contacté par l'un des organisateurs d'une série de manifestations qui, dans une ville moyenne de la région parisienne, devaient permettre aux habitants de participer à une réflexion « citoyenne » sur les problèmes éducatifs. Cette initiative était celle d'un collectif militant d'une trentaine de personnes qui s'était initialement formé en réaction à une poussée de violence au collège et dans le quartier le plus « difficile » de la ville.

Je connaissais cette ville car j'y avais travaillé quelques années auparavant comme enseignant à l'école primaire. Joint par téléphone, j'ai proposé que la commande (encore très imprécise) soit adressée à une association de recherche que j'avais créée avec des étudiants de doctorat de notre laboratoire de [184] recherche. Le premier contact avec le comité de pilotage a été fixé et je m'y suis rendu avec une autre membre de notre équipe.

C'est lors de cette première séance de travail que la commande a été élaborée après que deux demandes divergentes aient été exprimées. La première correspondait à un travail de « conseil » : accompagner les organisateurs de ces manifestations en apportant un point de vue distancié, un regard d'expert. La seconde portait sur un travail d'analyse différé dans le temps sous la forme d'un écrit : « écrire comment nous faisons ce que nous faisons ». La discussion a assez rapidement permis de s'accorder sur la seconde, qui s'est donc transformée en commande. Cependant, comme c'est fréquemment le cas, la première n'a pas totalement disparu. En effet, au cours des différentes manifestations, les organisateurs des *Rencontres* nous demanderont de temps à autre notre avis et seront déçus et inquiets que nous ne répondions pas.

Le paiement devait être effectué par un organisme du secteur de l'éducation populaire recevant lui-même une subvention de la mairie de la ville pour couvrir l'ensemble des dépenses. Dès le début du travail, les représentants de cet organisme disent publiquement que leur structure apportera un financement complémentaire si la subvention municipale se révélait insuffisante. Ils affirmaient ainsi leur propre dimension militante. Bien qu'il ne soit pas notre commanditaire, c'est cependant le comité de pilotage des *Rencontres* qui nous a conféré une légitimité à enquêter dans la ville. Il était constitué d'habitants et de personnes qui y travaillaient, ce qui nous ouvrait l'accès au terrain.

Le produit attendu de notre travail est la production d'un rapport écrit. En incluant dans la commande l'observation de son propre fonctionnement, le Comité de pilotage s'était mis au centre de notre étude. De fait, il était l'élément moteur des *Rencontres.* Les observations du déroulement des manifestations (débats, projection d'un film suivi d'un débat, diffusion d'un questionnaire élaboré par le comité de pilotage, théâtre forum, repas interculturel), les entretiens individuels et collectifs ainsi que la rédaction du rapport final ont été réalisés par une équipe de sept chercheurs de l'association *Recherches socianalytiques.* À ces investigations de terrain, lors desquelles nous échangions avec différents participants (élus locaux, enseignants, travailleurs sociaux, militants associatifs, parents d'élèves, élèves du collège et surveillants du collège), nous avons ajouté une reconstitution de la genèse des rencontres afin de comprendre comment cette initiative s'était imposée dans la ville.

La genèse des *Rencontres* et de la constitution du comité de pilotage (par cooptation) a mis en évidence le rôle d'un collectif militant, représentant lui-même le réseau militant dominant dans la ville. Les enseignants y tenaient une place importante (presque la moitié de l'effectif), certains d'entre eux [185] étaient délégués syndicaux, élus municipaux, administrateurs d'association et même représentants des parents d'élèves. Notre principal interlocuteur était lui-même enseignant, provisoirement employé par l'organisme d'éducation populaire. Le repérage des différentes appartenances des membres du comité (opération réalisée par un groupe de travail que nous animions et qui réunissait une partie du comité) avait d'ailleurs permis d'établir une « cartographie » du réseau militant de la commune. Ce réseau était également visible lors des manifestations publiques pour un oeil averti informé. Nous avons ainsi pu constater, à certains moments, que le comité de pilotage avait tendance à se prendre pour la population de la ville tout comme les délégués de parents d'élèves le faisaient pour l'ensemble des parents. Les membres du réseau militant partageaient par exemple le sentiment que « dans la ville tout le monde se connaît » ; nous observions surtout les membres de ce réseau qui se (re)connaissaient entre eux.

Par ailleurs, en reconstituant le processus, il est apparu que les objectifs des *Rencontres* se sont progressivement transformés tout en s'élargissant. Il s'agissait au départ de permettre une réflexion collective sur les problèmes éducatifs dans la ville en associant un maximum d'habitants, mais les *Rencontres* se sont plutôt orientées, dans leur déroulement, vers la mobilisation des forces pour mettre l'éducation au centre des préoccupations et produire ainsi un consensus et une dynamique de transformation. Cet élargissement et ce changement de nature ont progressivement restreint la part du débat contradictoire et de l'analyse critique. Dans le même temps, certains enjeux de la situation tendaient à être dissimulés. C'était en particulier le cas de la volonté de la municipalité d'obtenir la légitimation du projet éducatif qu'elle préparait.

Le comité de pilotage souhaitait médiatiser les *Rencontres,* « faire du bruit ». Cela devait contribuera changer l'image de la ville, trop étiquetée comme lieu de violence et de misère. Le chiffrage de la participation faisait partie de cette préoccupation. Ce souci a souvent conduit à privilégier le bilan quantitatif au détriment du qualitatif. À défaut d'une présence physique de la population, les organisateurs ont cherché à montrer une participation importante, en particulier dans le taux élevé de réponses des familles à un questionnaire.

Le thème de la violence, toujours perçue comme étant celle des jeunes, avait été rapidement remplacé par un autre plus positif, celui de l'éducation. Cependant cette éducation avait été principalement traitée sous l'angle de la relation entre les parents et les enseignants. Cette focalisation nous a paru résulter très directement du diagnostic initial établi par le comité de pilotage concernant l'origine de la violence (en particulier au collège), à savoir l'insuffisance de relation entre les familles et l'école. Les jeunes semblaient dès lors hors-jeu, c'est entre adultes que les solutions devaient être trouvées.

[186]

Nous avons également insisté, dans le rapport final, sur l'influence du réseau militant qui s'actualisait en partie dans le comité de pilotage. Ce réseau entretenait avec la municipalité des relations qui étaient très difficiles à décrire clairement et dans lesquelles notre commanditaire s'était inséré. Apparaissait entre ces trois entités (organisme, municipalité et comité de pilotage) une sorte de conjonction d'intérêts autour de l'institutionnalisation des *Rencontres.* Ce phénomène leur rendait en conséquence difficile la perception de l'impact limité des manifestations auprès de la population.

Suite à l'envoi de notre rapport, nous n'avons reçu aucun écho collectif de la part de nos interlocuteurs ni de la part du commanditaire. Aucune contestation de nos analyses, mais également aucune autre demande qui aurait pu prolonger le travail. Cependant, nous avons appris de manière informelle que le rapport avait effectivement été diffusé au sein du comité de pilotage et que ses conclusions y avaient suscité des positionnements différents des uns et des autres.

La mise à jour du réseau militant de la commune, son dévoilement, faisait apparaître la place importante qu'y jouaient certains enseignants issus de familles implantées depuis longtemps dans la ville et appartenant au parti politique majoritaire et/ou au principal syndicat. Par leurs implications dans le milieu associatif, ils disposaient de divers relais leur donnant des moyens d'agir sur les événements se déroulant dans la ville.

Par leurs investissements dans la vie locale, les enseignants pouvaient transformer une difficulté professionnelle (tension entre enseignants et élèves au collège) en un problème de politique locale. Bien sûr, dans le cas que je viens d'évoquer, seuls les membres du comité de pilotage ont pu tirer parti du travail socio-clinique. Notre dispositif de travail était de ce point de vue limité par construction.

Cette analyse critique de la pratique d'un collectif militant, et singulièrement de sa partie enseignante, a été produite par des actes combinant le retrait (refus déjouer les experts) et la mise en œuvre de dispositifs en décalage avec le fonctionnement ordinaire du collectif. Ainsi, nous avons mené des entretiens avec des habitants de la ville qui ne participaient pas aux *Rencontres* ou bien encore nous avons surpris le collectif en l'engageant, non sans qu'il y oppose des résistances, dans un dispositif visant à cartographier les appartenances de ses membres. Ces actes, nécessaires à la construction d'un dispositif d'analyse, tranchaient avec les routines du collectif et contrariaient les rapports d'influences habituelles. Des inquiétudes se manifestaient, en particulier sur le risque d'affaiblissement de l'unité du groupe, mais la commande passée légitimait notre démarche. Notre travail n'apportait pas un soutien direct à la réalisation des objectifs du collectif militant. Comme le savent tous les cliniciens, le commanditaire est le plus souvent le première résistera la réalisation effective du travail analytique.

[187]

L'analyse résistancielle

Par « analyse résistancielle », j'entends une analyse non pas des résistances mais par les résistances (Monceau, 1997). Plutôt que de suivre la logique institutionnelle, qui conduit à considérer les actes des résistants comme des actes « insensés » (ce que représentait pour Taylor la « flânerie » des ouvriers de l'industrie), j'inverse la perspective pour les considérer comme des outils d'analyse de l'évolution institutionnelle. Après que la sociologie du travail se soit longuement intéressée aux résistances ouvrières, c'est aujourd'hui dans les milieux de l'encadrement que les chercheurs en observent de nouvelles formes. Ehrard Friedberg (1993) a ainsi pointé, dès 1993, la « récalcitrance » des cadres de l'industrie qui, analysant l'usage que l'entreprise fait de leur travail, mettent des limites à leur investissement intellectuel en son sein. La sociologie clinique (de Gaulejac *étal.* 2007) s'intéresse aux compétences réflexives que développe l'individu hypermoderne (Aubert, 2004) soumis à une demande croissante d'investissement subjectif. Des chercheurs en management travaillent par ailleurs sur les formes élaborées prises par les résistances des cadres supérieurs (Courpasson et Thoenig, 2008). De nombreux sociologues et psychosociologues mettent ainsi au coeur de leurs travaux l'examen des effets, sur l'individu, de la promotion de son autonomie et de sa responsabilité. Ces approches portent souvent sur les processus contemporains d'individualisation (Ehrenberg, 1991) et montrent les coûts psychiques générés par cette responsabilisation croissante.

En analyse institutionnelle, les relations que les individus entretiennent avec les institutions sont désignées comme étant des « implications » (Lamihi et Monceau, 2002). Dans un ouvrage désormais classique (Lourau, 1970), René Lourau s'est appuyé sur un texte de Sigmund Freud, bien connu des psychosociologues et sociologues cliniciens d'aujourd'hui, « Psychologie collective et analyse du moi », pour élaborer la triade libidinal/organisationnel/idéologique qu'il utilise pour caractériser la manière dont les groupes humains s'instituent. M'inscrivant dans cette même orientation, je propose d'examiner les résistances des parents d'élèves, observables dans les dispositifs de coopération, en croisant les trois moments de cette résistance (offensif, défensif et intégratif) et les trois dimensions de l'implication institutionnelle (idéologique, organisationnelle et libidinale). Ce cadre d'analyse ne vise pas à distinguer parmi différentes catégories de parents, mais à approcher, par le négatif, la dynamique de leurs relations avec l'institution scolaire [[105]](#footnote-105).

Comme dans l'enquête participation présentée précédemment, ce second travail a combiné différents éléments (observations, entretiens individuels et entretiens collectifs). Les plus productifs pour l'élaboration des analyses ont été les entretiens collectifs réalisés avec des groupes de parents dans [188] l'enceinte scolaire. Pour les participants, il était surprenant qu'une rencontre dans les locaux scolaires ne soit pas animée par un enseignant. Il était également étonnant pour eux d'être consultés sur des observations que nous avions réalisées dans différentes écoles. La présence d'un appareil pour enregistrer les discussions venait matérialiser le fait que les propos échangés seraient utilisés dans un autre temps, pour une recherche plus large. Nous avons eu alors accès à des propos moins convenus que ceux qui sont habituellement destinés aux enseignants. C'est par exemple le cas de la description de la manière dont certains parents demandent des conseils aux enseignants dans le simple but d'entretenir une relation dont ils espèrent des retombées favorables pour leur enfant. C'est aussi dans ce cadre que nous avons appris que de nombreuses mères d'élèves scolarisés dans des établissements dits « sensibles » examinent chaque soir le corps de leur enfant pour s'assurer qu'il n'a pas été battu.

Je ne développerai pas ici les résultats de cette recherche, mais j'évoquerai rapidement l'usage du concept de résistance, dans ses différents moments, pour proposer une lecture de la coopération entre parents et enseignants qui n'occulte pas le négatif.

Le moment défensif est mobilisé lorsque des parents éprouvent crainte, méfiance ou défiance vis-à-vis de l'institution scolaire et élaborent des stratégies d'évitement ; les enseignants ont tendance à les considérer comme « démissionnaires ». Ils semblent en effet se retirer du jeu institutionnel et il est difficile d'entrer en relation avec eux, aussi bien pour les enseignants que pour les délégués de parents élus. Les entretiens menés avec les parents font pourtant apparaître des stratégies bien plus complexes qu'une simple « démission ».

Le moment offensif caractérise principalement l'action de parents considérés parcertains enseignants comme « envahissants ». S'appuyant sur des valeurs et se disant porteurs de l'intérêt général, ces résistants ne s'opposent pas au principe de la coopération, mais lui donnent un contenu plus politique que fonctionnel. Cette démarche parentale se présente d'abord comme contestation de l'existant et formulation de propositions alternatives.

Le moment intégratif s'exprime surtout dans l'action de parents qui participent au fonctionnement institué prévu par les textes officiels (conseil d'école, réunion des associations de parents), mais aussi à d'autres activités plus quotidiennes comme l'encadrement d'ateliers de travail manuel, l'accompagnement de la classe à la piscine ou lors de visites, la préparation des fêtes ou bien encore la fourniture d'une petite aide matérielle (matériel de récupération, gâteaux et boissons). Ils ont alors la possibilité d'approcher les enseignants et d'entrer dans l'école. Ils peuvent ainsi intervenir, de l'intérieur, sur la conception même que les enseignants se font de la coopération avec les parents.

[189]

Nous avons observé comment certains délégués de parents parviennent parfois à renverser les rôles traditionnels et à enrôler idéologiquement les enseignants dans des dispositifs de coopération. Il arrive ainsi que le conseil d'école (auquel participent enseignants et représentants de parents) soit le lieu où des parents réconfortent des enseignants en difficulté en soulignant l'importance de leur mission.

En prenant place dans l'institution scolaire, les parents rendent des services en relayant certaines demandes des enseignants. Dans le même temps, ces parents résistent à l'instrumentalisation de leur action. Dans certaines situations, l'antagonisme des intérêts des uns et des autres peut ressurgir. C'est par exemple le cas lorsque des parents organisés s'appuient sur les derniers textes officiels pour demander à disposer d'un local à l'intérieur de l'établissement et que les enseignants voient dans cette demande le risque d'un contrôle permanent de leur activité professionnelle.

La dialectisation des résistances parentales nous permet d'échapper aux conceptions binaires opposant par exemple adhésion et résistance. C'est la dynamique des implications parentales dans l'institution scolaire qui est au centre de l'analyse et non leurs comportements, c'est le processus institutionnel qui est étudié et non les stratégies individuelles. Les mêmes parents peuvent en effet actualiser, selon les circonstances, des comportements et des discours fort variables. Les résistances des parents et des enseignants, peuvent alors être travaillées comme des analyseurs des relations parents/enseignants et non comme la simple expression d'un désintérêt ou d'un envahissement.

Ce faisant, le chercheur prend ses distances avec les perceptions des acteurs et en premier lieu avec celles de ces enseignants enclins à ranger les parents dans des catégories préconstruites, comme celles particulièrement simples de « bons » et de « mauvais » parents. En effet, en étudiant la coopération parents/enseignants et en dialectisant la résistance à cette coopération (le même travail pouvant être fait pour les enseignants), apparaît un rapport plus complexe entre les institutions scolaires et familiales que ce qu'en laissent paraître les catégories de l'affrontement, de la démission ou de l'envahissement, souvent mobilisées par les enseignants. Le moment intégratif est aujourd'hui le plus valorisé par les tenants des discours politiques et les enseignants favorables à une coopération effective. Il est attendu, par les nouvelles réglementations, que les parents se rapprochent de l'École et qu'ils contribuent activement à son efficacité ; et il est souvent demandé aux chercheurs de fournir les moyens d'accélérer ce processus.

Critique/analyse en actes aujourd'hui ?

Si les « travaux pratiques de l'analyse institutionnelle » qu'évoquait Lourau en 1973 sont moins visibles aujourd'hui, quoique non absents, les résistances des individus en refus d'objectivation ne sont pas [190] moins actives, y compris sous des formes apparemment passives. La perspective socio-clinique institutionnelle (Monceau, 2012) ne vise pas à venir soutenir cette résistance (ce qui serait une nouvelle forme d'instrumentalisation), mais elle peut être temporairement en alliance avec elle.

Aborder la recherche selon cette perspective critique, c'est développer une sensibilité au négatif. Par ce terme, je désigne tout ce qui ne s'inscrit pas dans la positivité institutionnelle exprimée dans les discours idéologiques dominants. Percevoir le négatif est souvent difficile, cela exige de construire des dispositifs appropriés qui surprennent nos interlocuteurs et qui peuvent même susciter de grandes tensions. Cependant, ces pratiques socio-cliniques ne visent ni la contestation systématique de l'institué ni sa défense, mais la saisie de la complexité des processus institutionnels. Cet intérêt porté au processus d'institutionnalisation, qui intègre et dépasse les affrontements entre instituant et institué, caractérise sans doute la manière dont les acquis théoriques et méthodologiques de l'analyse institutionnelle inspirent aujourd'hui nos pratiques de recherche [[106]](#footnote-106).

Cette orientation rend nécessaire une interrogation du chercheur sur sa place et sur son implication dans les processus d'institutionnalisation qu'il observe. Là encore, c'est par les actes, par les dispositifs mis en œuvre, que cette implication doit trouver la voie de son analyse.

***Mots clés***:

Analyse institutionnelle, résistance, socianalyse, socio-clinique

[191]

Bibliographie

Amar, André. 1950. « Introduction à la socio-analyse ». *Revue Française de Psychanalyse,* 2 : 151-163.

Ardoino, Jacques et René Lourau. 1994. *Les pédagogies institutionnelles.* Paris : PUF.

Aubert, Nicole, dir. 2004. *L'individu hypermoderne.* Ramonville : ERES.

Bang, Vinh. 1966. « La méthode clinique et la recherche en psychologie de l'enfant ». In *Psychologie et épistémologie génétique.* Pp 67-81. Paris : Dunod.

de Barros Conde Rodrigues, Heliana et Regina Benevides de Barros. 2003. « Socianalyse et pratiques groupales au Brésil : un mariage hétérogène ». *L'Homme et la société,* 147-148 : 55-70.

Boumard, Patrick, Rémi Hess et Georges Lapassade. 1987. *L'université en transe.* Paris : Syros.

Cantelli, Fabrizio et Jean-Louis Genard, dir. 2007. *Action publique et subjectivité.* Paris : L.G.D.J.

Chevillon, Bernadette, dir.2006. *Lucien Bonnafé psychiatre désaliéniste.* Paris : L'Harmattan.

Courpasson David et Jean-Claude Thoenig. 2008. *Quand les cadres se rebellent.* Paris : Vuibert.

Ehrenberg, Alain. 1991. *Le culte de la performance.* Paris : Calmann Lévy.

Fonvieille, Raymond. 1998. *Naissance de la pédagogie autogestionnaire.* Paris : Anthropos.

Freud, Sigmund. 1981[i921]. « [Psychologie des foules et analyse du moi](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.frs.psy1)». In [*Essais de psychanalyse*](http://classiques.uqac.ca/classiques/freud_sigmund/freud.html)*.* Pp. 117-217. Paris : Payot.

Friedberg, Ehrard. 1993. *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée.* Paris : Seuil.

de Gaulejac, Vincent, Fabienne Hanique et Pierre Roche, dir. 2007. *La sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques.* Ramonville : ERES.

Imbert, Francis. 2005. *La pédagogie institutionnelle, pour qui ? Pourquoi ?* Nîmes : Champ social.

Lamihi, Ahmed et Gilles Monceau, dir. 2002. *Implication et institution. L'œuvre de René Lourau.* Paris : Syllepse.

Lapassade, Georges. 1971. *L'arpenteur. Une intervention sociologique.* Paris : EPI.

Le Henaff, Germaine. 1949. « Stage des infirmiers des hôpitaux psychiatriques. Château de la Charbonnière du 22 au 29 septembre 1949 ». *Vers l'Education Nouvelle,* 37 : 28-31.

*Les Cahiers de l'implication. Revue d'analyse institutionnelle.* 2000-2001. 4 (Institutionnalisation).

Lourau, René. 1970. *L'analyse institutionnelle.* Paris : Minuit.

[192]

Lourau, René. 1973. « Analyse institutionnelle et question politique ». *L'Homme et la Société,* 29-30 : 21-34.

Lourau, René. 1976. *Sociologue à plein temps.* Paris : EPI.

Marchât, Jean-François. 2006. « Recherche-action et question politique ». In *La recherche-action et les transformations sociales.* Françoise Crézé et Michel Liu, dir. Pp 183-205. Paris : L'Harmattan.

Michaud, Ginette. 1976. *Laborde un pari nécessaire.* Paris : Bordas.

Monceau, Gilles. 1997. *Le concept de résistance en éducation. Conceptualisation descriptive et opératoire* Lille : Septentrion - Thèse à la carte.

Monceau, Gilles. 2003. « Pratiques socianalytiques et socioclinique institutionnelle ». *L'homme et la société,* 147-148 : 11-33.

Monceau, Gilles. 2009. « L'usage du concept de résistance pour analyser la coopération des parents d'élèves avec les enseignants dans l'institution scolaire ». *Nouvelle revue de psychosociologie,* 7 : 151-165.

Monceau, Gilles, dir. 2012. *L'analyse institutionnelle des pratiques. Socio-clinique des tourments institutionnels au Brésil et en France.* Paris : L'Harmattan.

Oury, Fernand et Jacques Pain. 1972. *Chronique de l'école caserne.* Paris : Maspero.

*Revue d'analyse institutionnelle. Les cahiers de l'implication.* 2006.1 (Autogestion).

[193]



**Visages contemporains de la critique sociale.**

*Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.*

Troisième partie

S’ENGAGER

[Retour à la table des matières](#tdm)

S'engager, c'est se positionner et se mettre en mouvement. Se conscientiser et conscientiser les autres. S'engager, c'est poser un geste citoyen. C'est le désir de se documenter et de s'informer pour ensuite s'inscrire dans un mouvement social, dans une action collective. S'engager, c'est induire et produire des actions significatives qui font réfléchir la collectivité. S'engager, finalement, c'est s'inscrire dans le temps et dans l'espace public, mobilisé par une cause et se faire porteur d'un espoir de changement.

[194]

[195]



Troisième partie.

**S’ENGAGER**

“Une anthropologue  
sur la scène politique.  
entrevue avec Susana Sel.”

***Marguerite Soulière*** *Université d'Ottawa*

***Gabriela Coman*** *CNRS-EHESS*

***Karine Gentelet*** *Université de Montréal*

*Susana Sel est anthropologue, professeure à l’*Instituto Universitario Nacional de Arte en la materia Comunicación y Médias *et à l'Université de Buenos Aires. De par ses recherches et ses films traitant de la mémoire des années de dictature, elle s'est impliquée dans la vie politique de l'Argentine, notamment dans le débat entourant l'héritage législatif de la dictature concernant l'audio-visuel et les tentatives des dernières années de le réformer.*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Éditrices : *Quelles sont les activités d'engagement social auxquelles tu as participé ces dernières années ?*

Susana Sel : Au cours des six dernières années, j'ai participé activement à la mise sur pied d'un mouvement social qui s'appelait Coalition pour une radiodiffusion démocratique (CRD). Ce mouvement projetait de mettre fin à la législation élaborée par la dernière dictature militaire. Il regroupe plus de 300 organismes sociaux, des coopératives, des syndicats, des étudiants et des professionnels, rattachés tant au travail journalistique, à la sphère académique, qu'aux reportages communautaires, aux petites entreprises de communication et aux organismes de défense de droits de la personne, comme les *Mères de la Place de mai* et les *Grands-mères de la Place de mai.*

[196]

Éditrices : *Pourrais-tu nous faire un bref historique du mouvement en mettant en évidence le contexte sociopolitique ? Comment cela a-t-il commencé ? Quels en furent les grandes étapes et l'aboutissement ?*

Susana Sel : Entre 1976 et 1983, les forces armées ont usurpé le pouvoir au gouvernement constitutionnel de la République d'Argentine au moyen d'un coup d'État. Dès le départ, le régime militaire, qui s'était autoproclamé « Processus de Réorganisation nationale », mettait de l'avant ce qui s'appelle le « Terrorisme d'État », exercé à travers la torture, la mort et la censure. La « disparition », la formule prédominante qui rendait compte de la répression politique, toucha quelque 30000 personnes de tous les âges et de toutes les couches sociales. Des personnes qui ont été soumises à la privation de liberté et à la torture, y compris quelque 500 enfants emprisonnés avec leurs parents ou venus au monde dans les centres clandestins de détention.

Dans ce contexte, le régime militaire a réglementé la censure de l'information au moyen du décret 22.285 de 1980 : les services de la radio diffusion devaient émettre l'information en fonction de la collaboration exigée (par le régime) pour satisfaire les (prétendues) nécessités de la sécurité nationale, permettant aussi à la dictature d'établir les restrictions de tous genres, surtout que les militaires contrôlaient le Comité fédéral de radiodiffusion. Les militaires génocidaires, assassins, se firent complices d'entreprises cupides, comme dans le cas de Papel Prensa, propriété de la famille Graiver à 75%, qui fut séquestrée en 1977, jugée et accusée par un tribunal de guerre, dans le seul but de s'approprier et de transférer le capital de cette entreprise familiale aux propriétaires complices des journaux *Clarin, La Nacion* et *La Razon.* À partir de cette période, Clarin exerça le monopole de la vente de papier pour les quotidiens et, avec cet avantage économique, devint le journal ayant le plus grand tirage au pays.

La législation de la dictature sur la communication ne fut pas abrogée sous le régime de Raul Alfonsin qui lui succéda de 1983 à 1989, à cause des pressions militaires (suite auxquelles des juges ont été emprisonnés) et des intérêts économiques. La loi fut seulement modifiée sous le régime néolibéral de Carlos Menem de 1989 à 1999. Cette modification permit de faciliter les pratiques pour tout ce qui touche la radiodiffusion et a permis d'augmenter le nombre de licences accordées à chaque emprunteur ; ces licences étant automatiquement renouvelées. Une telle concentration médiatique servit à consolider une nouvelle catégorie d'entreprises qui s'appuyaient sur le capital financier international, les opérateurs internationaux de services publics et de capitaux nationaux, tout en bénéficiant des processus de convergence technologique en communication, télécommunication et informatique. C'est le cas notamment d'associations entre des groupes locaux comme Clarin et Atlantida et les Étasuniens de la trempe des géants financiers Goldman Sachs et des fonds de pension *Hicks, Muse, Tate et Furst* (HMT&F). Il y a aussi le cas de l'ouverture de marché avec les revenus de [197] Telefonica, plus tard associée à la Citibank CEI, et les revenus des chaînes radiophoniques des groupes *Emmis Communications Corp* des États-Unis, du *Groupe Prisa* d'Espagne ou de la *Corporacion Interamericana de Entretenimiento de Mexico.* Bien que le type d'actionnaires au sein des divers groupes ait changé durant ces années, de telles politiques néolibérales ont eu une répercussion sur le panorama communicationnel suite à la dénationalisation, à la concentration économique et à l'expansion du système financier, faisant autant ressortir la logique de l'accumulation locale que la convergence multimédia transnationale.

Le degré de concentration peut se vérifier chez deux des principaux groupes bénéficiaires. D'un côté, le groupe Clarin qui combine l'intégration horizontale - la croissance d'un groupe se fait par l'achat d'autres moyens de communication - avec l'intégration verticale, ce qui signifie qu'un même groupe produit les différentes composantes nécessaires pour créer les nouvelles et les diffuser, donc les moyens de communication. Ce qui sera le cas de *Papel Prensa,* l'agence *DyN* et le quotidien *Clarín.* Le groupe Clarin combine aussi, cas unique en Amérique latine, l'intégration conglomérale qui possède les moyens graphiques, la télévision par satellite ou par câble, la radio, la presse écrite, l'agence de nouvelles, les productions audiovisuelles. De l'autre côté, il y a le groupe *Telefonica* (aujourd'hui Admira) qui a produit la plus importante transformation en télévision « ouverte » (parondes) du pays, en acquérant les canaux 9 et 11 (deux des cinq canaux existant en ondes) de même que les canaux provinciaux associés, devenant ainsi le principal opérateur de télévision par satellite en Argentine. Le groupe possède aussi des radios, la télévision par câble, la presse écrite, les productions audiovisuelles, les médias numériques et interactifs, et la téléphonie mobile et cellulaire. Pendant ce temps, la communication alternative et communautaire n'existait qu'en situation de semi-clandestinité, non reconnue par la législation issue de la dictature et en lutte pour sa légitimité, aux côtés des secteurs universitaires.

C'est sous le régime de Nestor Kirchner, de 2003 à 2007, que l'on accéda aux demandes de la société. Ce président a stabilisé l'Argentine et amorcé une activité politique de droits de la personne, en abrogeant lois et décrets qui blanchissaient de toute responsabilité les assassins (de la junte), afin de pouvoir les traduire devant les tribunaux. Il a aussi fait disparaître la mainmise des Forces armées, associée au terrorisme d'État, et a imposé des directives d'études dans les académies militaires à la place de celles contenues dans la doctrine de la Sécurité nationale. Enfin, il a réformé la Cour suprême de justice. Les procès pour crimes de la dictature ont commencé sous son mandat. Cette politique persiste avec la présidente Cristina Fernandez Kirchner depuis 2008 et c'est sous son mandat qu'a été promulguée le 10 octobre 2009 la nouvelle Loi des services de communication audiovisuelle, qui est étroitement liée aux principes de la communication en respect des droits de la personne, dans sa diversité et sa pluralité. Cette loi met fin à une des ultimes normes restrictives de la liberté d'expression et c'est la présidente elle-même qui a décidé de l'abrogation des articles des codes pénal [198] et civil qui punissaient la calomnie et les injures dans des cas d'intérêt public, et qui servaient de boucliers aux détenteurs du pouvoir devant toute dénonciation des journalistes.

Pour revenir à ma contribution dans ce mouvement... Elle s'inscrit dans le cadre d'une recherche-action, c'est-à-dire, une articulation de la connaissance et du changement social, de la théorie et de la pratique. Mon engagement se comprend dans un sens double : une participation active à un mouvement social pour des changements démocratiques dans mon pays, et en contrepartie, un enrichissement des savoirs académiques et des sciences sociales. Cela permet une articulation de la théorie et de la pratique ayant comme résultat la possibilité d'élaboration d'une nouvelle praxis sociale et de reformulation des catégories de pensée comme « la lutte des classes », en vue de rendre compte des conditions particulières de l'Argentine du 21e siècle.

Éditrices : *Quelle est ta position au sein de ce mouvement ? As-tu fait partie des groupes qui ont commencé la lutte/le débat ? Comment as-tu été rattachée à ce projet ?*

Susana Sel : J'ai été complètement engagée dans le mouvement depuis le début de la lutte. Ma participation prit diverses formes : par moments, elle était plutôt rattachée au milieu académique par l'organisation de débats, de publications, de présentations audiovisuelles, de tables rondes, etc. pour faire connaître le mouvement. À d'autres moments, mon implication fut concentrée à l'intérieur du mouvement : dans des journées de travail pour débattre sur les meilleurs moyens à prendre pour construire une nouvelle réglementation des communications, dans des actions de diffusion et de contestation avec les organisations sociales. Mon engagement est aussi lié au fait que depuis 2004, je coordonne un groupe de travail latino-américain en sciences sociales qui s'intéresse à la problématique des moyens de communication.

En Amérique latine, la situation des communications est très complexe : la concentration économique et la convergence technologique des dernières décennies se sont consolidées sous des gouvernements néolibéraux jusqu'en 2003 en Argentine. Cet encerclement autour de l'information et des médias a eu pour effet de rendre la participation populaire impossible. Ce mouvement social est en quelque sorte la résurgence d'une mobilisation sociale généralisée, sous les gouvernements de Nestor et Cristina Kirchner, pour changer cet état de choses. C'est en effet à partir des 21 points de revendications élaborés par le regroupement des organisations sociales durant cette période que prit appui le mouvement actuel lorsqu'il se mobilisa pour contrer la loi 26.522 sur les Services de communication audiovisuelle que le parlement argentin s'apprêtait à promulguer le 10 octobre 2009.

L'expérience de recherche-action fut un processus très riche, non seulement parce qu'avec les chercheurs, nous avons produit des analyses qualitatives, mais aussi parce que dans le processus de construction des connaissances, nous avons donné une place centrale à l'identification et la définition [199] des nécessités et des problèmes sociaux, et à l'élaboration de propositions pour un changement social. Ainsi, ce processus de recherche-action s'élargit en un militantisme autour de la question des communications, mettant en interaction diverses communautés du pays autour d'un travail commun. Un autre élément fort intéressant fut l'importante place que prirent les peuples autochtones. Contrairement à certaines perspectives réifiantes et naturalisantes, l'action conjointe dans la lutte a facilité leur visibilité en tant que sujets politiques, ayant des objectifs clairs et exigeant un espace. Il est important d'ajouter que dans le nouveau projet de communication approuvé, la participation des autochtones est assurée dans divers espaces décisionnels comme le Conseil fédéral de la communication audiovisuelle. Considérant qu'un des plus graves problèmes de la société argentine est son degré élevé de fragmentation sociale et son impossibilité de s'unir autour d'un bien commun, cette expérience est reconnue aujourd'hui à travers toute l'Amérique latine comme une expérience fondamentale dans la rupture avec une situation de domination médiatique. Sachant que les moyens de communication sont en réalité des groupes corporatistes, cette victoire populaire consolide la force de l'union et fait la démonstration qu'il est possible de construire une autre société.

Éditrices : *Peux-tu nous dire trois mots qui te viennent à l'esprit pour décrire ta participation ?*

Susana Sel : Militantisme, connaissances, savoirs. Le militantisme, parce que l'action est la condition première pour le changement, sur la base des connaissances acquises et aussi sur les savoirs issus des autres secteurs de la société. Tous au même niveau d'importance, d'échanges et d'articulation.

Éditrices : *Comment ce mouvement a-t-il été vu par les médias et par les autres acteurs sociaux ?*

Susana Sel : Le panorama des médias de communication en Argentine, comme je l'ai expliqué précédemment, est cogéré par des monopoles de l'information qui font aussi partie de groupes économiques. Pour cela, dans ces médias, comme *Clarin, La Nacion* et autres, les problématiques soulevées par le mouvement ne se posent pas, d'autant plus que l'objectif de ces actions était la démocratisation du réseau de communication. L'argument des corporations détentrices des pouvoirs obtenus par le biais de la réglementation du marché repose sur le refus de toute intervention de l'État qui représenterait en somme une sorte de censure à la liberté de la presse. Mais, si le marché garantit la liberté à ceux qui détiennent du pouvoir économique comme moyen de participer, l'État devra aussi intervenir pour garantir la liberté d'expression de tout le monde. Dans le chapitre IV de la Déclaration de la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits humains, dans le manifeste annuel de 2002, il est dit que la majorité des pauvres d'Amérique latine ne peuvent pas encore exercer leur droit à la libre expression. Par conséquent, il sera impératif de garantir ce droit humain à l'information et à la libre expression. De plus, les fréquences radio et télévisuelles - à la fois limitées et patrimoine commun - devraient être administrées par l'État, seul capable d'en faire une distribution [200] équitable, vu qu'il s'agit de biens publics, même si elles sont malheureusement encore détenues majoritairement, aujourd'hui en 2011, par les monopoles médiatiques.

En ce qui concerne les autres acteurs sociaux, l'amplitude et la diversité des résistances à la concentration en information s'expriment de façons variées et, bien que limitées dans leurs diffusions, s'affirment comme étant communautaires, populaires, libres et alternatives. Les pratiques d'activités médiatiques et cybernétiques, les collectifs audiovisuels, les radios FM, les téléviseurs de petite puissance, la presse et les agences qui sont regardés, dans certains cas, comme des réseaux nationaux dans le domaine de l'information, assurent une activité médiatique de niveau régional et local. Si tout ce mouvement s'articulait autour des sphères nationales et globales, il s'établirait possiblement un secteur mondial à but non lucratif qui remplacerait les moyens de communication commerciaux de la planète ou joueraient le rôle de complément. Dans ces conditions, pour apporter des changements significatifs, la pression des secteurs populaires devra se changer en hégémonie à l'intérieur d'un bloc alternatif capable d'articuler l'axe de l'accumulation avec l'axe de distribution dans le cadre d'une façon d'accumuler novatrice. C'est à partir de là que la communication démocratique devra fonctionner comme instrument favorisant la réussite d'une économie et aussi par le fait même, une société plus juste.

Éditrices : *Comment les représentants de ce mouvement ont-ils été traités par le gouvernement ?*

Susana Sel : Le gouvernement de Cristina Kirchnera accepté ce que propose cette loi qui intègre une grande diversité de secteurs, autant dans le domaine du savoir-faire communicationnel que dans celui de la création d'organismes de décisions et de contrôle. Il reconnaît jusqu'à 33 *%* de l'espace hertzien comme dévolu tant aux intérêts privés que sans but lucratif (en l'occurrence les communicateurs communautaires, les syndicats et les coopératives).

En plus, le gouvernement a créé le Conseil fédéral de communication audiovisuelle qui va collaborer à l'élaboration de la politique publique de communication. Ce conseil est composé des représentants de l'état, de ceux des organisations privées à but lucratif et des organismes sans but lucratif, des représentants des universités nationaux, en plus des représentants en communication dans les universités nationales, des entités syndicales, des entités qui gèrent les droits de la personne et des peuples autochtones. On a aussi créé un Groupe Conseil de la communication audiovisuelle et de l'enfance, organisme multidisciplinaire et fédéral, intégré par les personnes et les organisations sociales aux trajectoires reconnues dans le domaine, mais aussi par les représentants des jeunes. De même, on a constitué la Défense du public et le Conseil consultatif honoraire des médias publics, afin d'exercer le contrôle social sur tout développement venant compléter les objectifs de la loi. Ces organismes sont composés des représentants des académies des universités nationales, des syndicats [201] représentant le personnel corporatif du secteur, d'organisations non gouvernementales de droits de la personne, des représentants d'audiences, des juristes gouvernementaux, des représentants du Conseil Fédéral de l'Éducation, des entités organisatrices ou productrices de contenus de télévision éducative, télé pour enfants ou télé de documentaires, et enfin des peuples autochtones.

Éditrices : *Est-ce que le gouvernement a travaillé avec des experts ? Si oui, as-tu eu des relations avec ceux-ci ? Comment te positionnes-tu par rapport à eux ?*

Susana Sel : Dans les cas de la loi sur la communication, le gouvernement de Cristina Kirchner a nommé un académicien, ex-recteur universitaire et ancien communicateur dans le milieu communautaire, comme président de l'Autorité fédérale des services de communications audiovisuelles (AFSCA). Le travail préalable à l'approbation de la loi s'est fait dans les universités nationales, où l'on organisa des forums de débats publics dans le pays tout entier, avec contribution de tous les secteurs de la société. Contributions qui plus tard ont été triées, ordonnées par des spécialistes pour établir une norme finale.

En ce qui me concerne, j'ai participé aux débats en plus d'en organiser quelques-uns dans les milieux académiques à l'intérieur et à l'extérieur de mon pays. La plus riche expérience fut le débat sur tous les articles du projet de loi avec les secteurs autochtones, les ouvriers, les paysans et les femmes. Ce fut un travail très important que de se mettre d'accord en fonction du bénéfice de tous. Je n'ai jamais eu l'impression d'exécuter un travail ardu, surtout parce que la gestion publique requiert une grande dévotion et que ça m'intéresse beaucoup de continuer à diriger les équipes de recherche sous ma responsabilité à l'Université de Buenos Aires et au sein du Conseil latino-américain de sciences sociales. Mais aussi parce qu'une grande expertise légale est nécessaire pour cette étape, domaine qui n'est pas ma spécialité mais celle d'autres collègues qui participent à la gestion.

Éditrices : *Comment a été perçue ta position au sein de ce mouvement par d'autres universitaires ? En d'autres mots, as-tu représenté une exception ou une règle ? Est-ce que tu t'es sentie menacée ou jugée en tant que professeure d'université par l'université même à cause de ta participation à ce mouvement ?*

Susana Sel : De mon point de vue, prendre cette position est plus une question politique qu'académique. C'est de ça qu'il s'agit. Je ne suis pas une fervente de « l'aseptisation » académique. Nous avons tous notre opinion et nos idées, nous prenons des décisions, en ce qui concerne les thèmes de recherche et les milieux d'appartenance de nos sujets, en fonction de notre perspective politique, qui n'est pas nécessairement partisane. De là cette situation paradoxale dans le milieu académique argentin : d'un côté, nous sommes un groupe de professeurs en faveur de la présentation de cette législation par le gouvernement - législation construite par plusieurs secteurs de la société, et qui démocratise le domaine des communications. De l'autre côté, nous nous confrontons autant à des [202] secteurs de la droite qui ne veulent aucune modification au statut actuel qu'à d'autres de la gauche identifiés au courant trotskyste, qui ne veulent pas de cette loi parce que, disent-ils, elle profite au gouvernement actuel populiste. C'est de ces groupes qu'est venue la contestation concernant ma participation et celle de quelques collègues ; pour disqualifier notre activité « politico-académique », ceux-ci nous accusent d'être des représentants officiels du pouvoir en place. Les critiques politico-partisanes de la droite comme celles de la gauche se différencient de nos propres façons de faire parce qu'elles ne font pas d'analyses de contenu, ce qui, selon mes critères, dénoterait une véritable attitude à la fois politique et académique. Surtout dans un moment où s'ouvrent ces espaces de travail en équipe et considérations d'opinions diversifiées, un phénomène plutôt rare en Argentine, compte tenu du cycle des dictatures militaires et des gouvernements néolibéraux.

Éditrices : *Comment t'es-tu sentie dans cet engagement : comment es-tu arrivée à concilier - ou réconcilier - ta posture de chercheuse et ta posture de militante ? D'autant plus que ton engagement militant se fait au sein d'une coalition qui se mobilise sur un sujet que tu étudies*.

Susana Sel : Je n'ai jamais différencié la posture de chercheuse de celle de militante. Je fais partie d'une société où des gens comme moi, fille d'ouvriers, peuvent étudier gratuitement dans une université publique. Les études représentent une possibilité de gravir les échelons sociaux, d'avoir une meilleure situation personnelle qui, en retour, oblige à transférer les fruits de la formation à cette même société ; surtout pour soutenir ces secteurs de la population qui n'iront jamais à l'université, mais qui paieront nos études au prix de sacrifices. Je vois que la militance politique et sociale de toute ma carrière rejoint celle de beaucoup de mes collègues et avec ce même sentiment ; d'où ma critique de ce type d'anthropologie qui continue à explorer les sujets lointains dans le temps et l'espace, comme cela se faisait à l'époque coloniale. Je n'étudie pas des sujets, mais plutôt des problématiques et des actions. Quand j'ai fait des recherches dans le domaine ferroviaire, ce fut avec les travailleurs et les retraités des chemins de fer que j'ai procédé, partagé, débattu et agi. De même actuellement, dans le cas de la loi sur les communications, cela se fait avec les communicateurs autochtones, les travailleurs de la communication et les ouvriers.

Éditrices : Est*-ce qu'une réflexion épistémologique et éthique a émergé de cette posture à la fois dehors et dedans ?*

Susana Sel : Je crois que nous, les universitaires, surtout dans le domaine des sciences sociales et des sciences humaines, devons projeter notre activité pour agir sur les inégalités générées par le capitalisme. Quelqu'un qui travaille sur une problématique doit se compromettre à partir des thématiques qu'elle soulève. Je crois que ce que pense Karl Marx des philosophes est valable pour toutes les disciplines : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde ; il s'agit à présent de le transformer »(traduction libre).

[203]

***Mots-clés***:

Intellectuel critique, Coalition pour une radiodiffusion démocratique, Argentine

Bibliographie

Marx, Karl. 1981. « Tesis sobre Feuerbach ». In *Obras Escogidas.* Karl Marx et Friedrich Engels, dir. Moscú : Ed. Progreso.

[204]



Troisième partie.

**S’ENGAGER**

“Entre indignation  
et responsabilité.”

**Michel Venne** *Institut du Nouveau Monde*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Lorsque j'ai fondé, en 2003, l'Institut du Nouveau Monde (INM), j'ai rassemblé des intellectuels, des activistes, des journalistes, des dirigeants d'organismes de la société civile. Ensemble, pendant dix-huit mois, nous avons réfléchi à la mission de cette nouvelle organisation. Des années plus tard, l'INM a fait sa place dans l'univers social et politique québécois, reconnu comme une référence en participation citoyenne et en innovation sociale.

Le succès de l'INM, aussi inattendu qu'espéré, témoigne de la vitalité de la critique sociale au Québec. Car l'INM a démarré sans moyens. Avec un seul employé non rémunéré la première année, caché dans un petit bureau perdu dans le recoin d'un pavillon universitaire. Mais rapidement, dès l'annonce de sa création, les citoyens ont afflué pour en être. Ils ont donné leur temps en échange d'un lieu pour exprimer leurs idées, dialoguer avec les autres, approfondir une réflexion et rechercher les voies nouvelles de la transformation sociale.

La *Déclaration des fondateurs* disait ceci :

Nous affirmons que la société civile peut devenir le principal catalyseur des espoirs et des idées pour un Québec nouveau, pour un nouveau monde. C'est à elle qu'il revient de prendre le leadership et de se réapproprier les lieux de réflexion et les leviers d'action. Nous croyons que seuls les citoyens peuvent déterminer, par leur participation aux débats publics et au sein des institutions démocratiques, le changement qui correspond à leurs besoins et à leurs aspirations. (Institut du Nouveau Monde, 2003)

Cet appel fut donc entendu. Depuis onze ans, l'INM a réuni plus de 5 000 jeunes de 15 à 35 ans dans ses écoles de citoyenneté estivales et hivernales. Au moins 100 000 citoyens de toutes les régions du [205] Québec ont participé aux centaines de forums, de conversations publiques, de tables rondes et de rendez-vous stratégiques organisés par l'Institut sur tous les enjeux importants.

Plus de 20 000 personnes se sont accrochées à ses caravanes citoyennes. Aujourd'hui, l'expertise de l'institut est en demande de la part de ministères, d'industries, de comités de citoyens, d'organisations syndicales, de groupes écologiques, de municipalités, de communautés autochtones.

Un appétit pour le changement

L'INM n'est pas à l'origine de ce mouvement. Il offre simplement des méthodologies pour canaliser cette parole citoyenne en mal d'écoute dans le champ partisan. Cet institut est l'une des réponses à un appétit immense de la population pour des idées et surtout pour de nouvelles façons de faire. Nouvelles façons de faire de la politique autant que nouvelles réponses aux défis économiques, aux besoins sociaux et de santé ou aux aspirations culturelles. Cet appétit est incarné par bien d'autres organisations qui ont pris naissance au Québec et ailleurs au cours des dernières années. Du chantier de l'économie sociale, qui ose avancer une nouvelle manière de concevoir les rapports entre l'économie et la solidarité, à l'Institut de recherche et d'information socio-économique, dont les analyses percutantes bousculent les vues des économistes orthodoxes, le Québec a vu apparaître des organisations d'un nouveau genre.

Je parle du Québec. Je pourrais parler du Canada et du reste du monde. Le Centre des politiques alternatives d'Ottawa, dont les études sont de plus en plus citées, est un exemple d'une prise de parole critique à l'endroit des dogmes économiques difficiles à déloger. À l'échelle mondiale, citons des organisations comme *Ashoka, Skoll Foundation, Young Foundation,* qui conçoivent le changement à travers l'innovation sociale et l'entrepreneuriat social, des duos de mots que l'on n'avait guère l'habitude de voirensemble il y a une décennie ou deux.

À l'automne 2011, Montréal a reçu la société civile mondiale en grande pompe. Le *Sommet Ecocity,* le Forum international de l'économie sociale et solidaire et l'Assemblée mondiale de Civicus, une alliance mondiale pour la participation citoyenne, ont accueilli au total quelque 3000 délégués de plus de 130 pays pour réfléchir aux enjeux environnementaux, économiques, sociaux et culturels et au rôle des citoyens et de la société civile dans la gouvernance mondiale. Ces trois mouvements se sont déployés au cours des trente dernières années en rapport avec les bouleversements vécus par l'humanité depuis la crise économique des années 1980, la chute du mur de Berlin en 1989 et le Sommet de la Terre, à Rio, en 1992.

[206]

La critique sociale mène au développement durable

Rio a vu le concept de développement durable s'imposer aux décideurs politiques du monde entier. Ceux-ci, alertés par les conséquences désastreuses de catastrophes écologiques (Bhopal, Tchernobyl, l'Amoco Cadiz...), l'extinction accélérée d'espèces animales et végétales, le réchauffement climatique, ont pris conscience que ces éléments étaient les pièces d'un même puzzle. Il fallait considérer aussi la recrudescence de maladies liées à la pollution atmosphérique, mais aussi de troubles mentaux liés au stress ou d'afflictions sociales, violences et autres exclusions. Globalement, c'est le mode de vie dominant du 20e siècle qui est remis en question par l'approche du développement durable, un développement qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre les possibilités des générations futures de répondre aux leurs.

Si le développement durable est perçu par certains comme une expression galvaudée, il est pourtant en train de devenir le paradigme dominant du 21e siècle. Il résulte d'une critique profonde de la société et du monde dans lesquels nous vivons. Le dogme économique orthodoxe est remis en question par le développement durable. Il est relativisé par les exigences de l'équité sociale, de la protection de l'environnement et de la diversité culturelle. De ce concept découle celui de la responsabilité sociale des entreprises qui se voient imposer des restrictions sur le plan environnemental, des exigences sur le plan social et des interpellations sur le plan démocratique. Sous la pression des mouvements sociaux notamment, les États prennent des mesures pour s'y conformer. Le Québec ne fait pas exception, ayant adopté une loi sur l'élimination de la pauvreté et une autre sur le développement durable qui peuvent faire figure de modèles. Il est signataire de la Convention sur la diversité culturelle. Les problématiques territoriales s'imposent et façonnent notre façon de concevoir les politiques publiques.

Depuis trente ans, cette critique de la société porte. Elle est irréfutable. Des scientifiques la soutiennent par leurs travaux de recherche. Des citoyens s'en emparent pour créer des mouvements. Des entrepreneurs s'y collent pour réconcilier leurs valeurs avec leur gagne-pain. Des politiciens s'en inspirent pour proposer des politiques.

Je mesure la vitalité de la critique sociale par les changements dans les discours, les conventions et les lois. Je sais que la réalité n'a pas changé autant que les discours. Bien sûr, tous les efforts mis en œuvre depuis le protocole de Kyoto pour réduire les gaz à effet de serre n'ont pas été concluants partout sur la planète. Les inégalités sociales ont continué de croître au Canada et ailleurs dans les pays industrialisés. Des mineurs continuent de mourir dans les mines de charbon en Chine. L'injustice reste la norme dans nombre de pays d'Afrique bien que la scolarisation y fasse des progrès constants [207] notamment chez les filles. L'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'accroît. Je constate, comme tout le monde, les effets destructeurs de la crise financière de 2008 sur les ouvriers et les familles. Je sais qu'Israël occupe toujours la Palestine.

Sauf qu'à l'égard de tous ces enjeux, la critique est vive et elle est structurée, documentée, solide et convaincante. Et je vois, à travers les discours tenus par les jeunes participants aux écoles de citoyenneté organisées par l'INM, chaque été, que l'idée de développement durable fera son chemin.

L'indignation

En 2010, l'un des corédacteurs de la *Déclaration universelle des droits de l'homme,* le Français Stéphane Hessel, publie, à 93 ans, un opuscule d'une trentaine de pages, mal écrit, brouillon, un peu nostalgique, dont près de la moitié porte sur ses positions à l'endroit d'Israël et de la Palestine. Son petit livre prend la forme d'un diktat : « Indignez-vous ! », clame-t-il, enjoignant les nouvelles générations à trouver autour d'elles les motifs d'indignation qui les pousseront à résister, à combattre, à agir pour un monde plus juste. Le sort des sans-papiers, des Roms, les soupçons envers les immigrés, les menaces aux acquis de la sécurité sociale, autant de sujets qui, selon lui, méritent des soulèvements. Cet appel a résonné tellement fort dans le monde que l'on a vu apparaître des mouvements d'« indignés » dans plusieurs pays d'Europe frappés par la crise financière ainsi qu'à Wall Street. Des manifestations spontanées organisées grâce à l'utilisation des nouvelles technologies de la communication, Facebook, Twitter et YouTube. La parution d'*Indignez-vous* /, vendu à plus de deux millions d'exemplaires en France et à plus d'un million ailleurs, en traduction, a précédé de quelques mois le printemps arabe, les révolutions tunisienne, égyptienne, libyenne, les changements constitutionnels adoptés au Maroc, dépouillant le roi de certains de ses pouvoirs, et les affrontements sanglants vécus en Syrie ou au Bahreïn, toujours au nom de la démocratie.

Au Québec, le mouvement étudiant a déclenché au printemps 2012 une contestation sociale aux proportions inédites, entraînant des centaines de citoyens dans la rue. À ce premier mouvement s'est ajouté celui des écologistes dénonçant des aspects du Plan Nord et une certaine manière d'exploiter les ressources naturelles. Puis d'autres causes ont mobilisé des manifestants soir après soir, plus de 100 jours d'affiliée, jusqu'à ce que de petits groupes de personnes sortent à 2oh tous les soirs leurs casseroles pour exprimer leur désaccord avec un gouvernement qui venait de faire adopter une loi restreignant, au mépris de la justice fondamentale, le droit de manifester.

[208]

Je veux dire que s'il est vrai que toutes les batailles ne sont pas gagnées, plusieurs le sont, mais surtout, toutes sont menées. Sur chacun des fronts, des citoyens s'engagent, prennent des risques, au péril de leur vie dans certains pays, se regroupent et parlent. Ils expriment une critique sociale acerbe et celle-ci est presque toujours fondée sur la justice et la démocratie. Ils s'expriment aussi avec leurs pieds. En n'allant plus voter, par exemple. Cette critique est structurée, s'appuyant de plus en plus, comme c'est le cas pour les changements climatiques, sur une connaissance scientifique rigoureuse. Même chose lorsqu'il s'agit des inégalités de revenus. Nous savons qu'elles augmentent parce que nous possédons des instruments scientifiques pour mesurer les écarts. La critique ne repose pas sur des impressions, des anecdotes ou des témoignages. Les mouvements civiques se sont dotés d'instituts de recherche, ont créé des alliances avec des chercheurs. Leurs argumentations sont étoffées.

Si les changements tardent, ce n'est pas faute de critique. C'est parce que la dynamique des rapports de force n'a pas encore changé. Les riches dominent toujours la politique en Occident. Les partis sont encore influencés par les puissances d'argent. Ces transformations-là vont requérir un changement de génération au pouvoir.

Les leviers classiques de la critique sociale  
sont remis en question

Certains croient que la critique sociale est morte. Ils déplorent, un brin de nostalgie dans le trémolo de la voix, que les nouvelles générations ne sachent plus remettre en question les dogmes dominants. Je suis en désaccord avec leur analyse. Ce qui est vrai, toutefois, c'est que les leviers classiques de la critique sociale sont remis en question, remplacés par d'autres. De même, la critique s'exprime différemment qu'autrefois. Et puis les mouvements sociaux s'articulent selon des schémas et dans des organisations aux formes variées, moins pyramidales et hiérarchiques, pour emprunter la logique des réseaux, moins durables, mais plus intenses, à la fois locaux et mondiaux. Sans complètement reléguer aux oubliettes ses formes anciennes et dénonciatrices, la nouvelle critique sociale recherche les solutions, prône les compromis dans l'action si cela permet de progresser, ne croit pas aux grands soirs et préfère les petits pas au statu quo.

J'observe deux principales postures types de la critique sociale, sans en exclure d'autres possibles : celle de l'intellectuel et celle de l'activiste. L'intellectuel produit une réflexion, un questionnement, soulève un doute, un soupçon, met les faits à l'épreuve. L'activiste dénonce, alerte ses concitoyens, conscientise, éveille, promeut une espérance, s'indigne, appelle à l'action. Qu'elle soit réflexion ou dénonciation, la critique sociale est faite au nom d'une science, d'une histoire ou d'une éthique.

[209]

L'ancrage est scientifique, historique ou normatif. Ces trois ancrages ne sont pas mutuellement exclusifs. Et il arrive que l'intellectuel soit aussi un activiste et que l'activiste soit un intellectuel :

1) Lorsque la critique sociale repose sur la science, celle-ci dénonce ou réfléchit sur ce qui est perçu comme erroné en mettant en relief des observations empiriques ou des recherches structurées révélant des faits indéniables. Les écologistes appellent à des changements profonds dans le mode de vie et de consommation des êtres humains pour combattre le réchauffement climatique en s'appuyant sur un fort consensus scientifique.

2) La critique sociale s'inspire de l'histoire lorsque le présent est dénoncé parce qu'il rompt avec une continuité historique, une fidélité au passé, ou parce qu'il ne correspond pas à une anticipation de l'avenir partagée par un grand nombre. Les mouvements nationalistes ou antinationalistes se structurent autour d'une telle critique du présent.

3) Le cadre de la critique sociale est normatif lorsque celle-ci dénonce ce qui est ou qui est ressenti comme injuste au regard de droits et de libertés reconnus par des chartes, des lois ou des déclarations universelles, elles-mêmes, il est vrai, résultant de critiques sociales antérieures. C'est ainsi que la lutte contre la pauvreté ou en faveur d'un accès universel à l'éducation et aux services de santé se structure, évoquant le droit à la vie ou le respect de la dignité humaine. Les libertés d'expression et d'association sont au fondement des appels pour la démocratie ou pour la libération des prisonniers politiques.

Ces trois fondements classiques de la critique sociale sont ébranlés dans la société d'aujourd'hui. Peut-on encore tabler sur une science (contestée) ou une histoire (les versions, les interprétations se contredisent) comme leviers de la critique ?

Dans la société de communication instantanée et interactive, l'émotion et le sens commun servent plus souvent d'assise à la critique que les faits, le parcours historique ou les normes existantes. La critique sociale est autant de droite que de gauche. Qui a raison entre un industriel forestier qui veut couper les arbres pour en faire du papier et ainsi produire de la richesse, le syndicat de cette industrie qui veut protéger les emplois de ses membres, l'écologiste qui demande l'arrêt des coupes à blanc, le chef autochtone qui réclame le respect de son territoire et sa part des redevances ? Chacun dénonce ou réclame en fonction d'une éthique, d'une histoire ou d'une science qui lui est propre.

La critique ne suffit plus.  
Les citoyens veulent de l'efficacité, des résultats, de l'action

Certains affirment que la critique doit se sentir libérée de l'obligation de trouver des solutions aux problèmes qu'elle soulève. Sans quoi, elle serait condamnée à la stérilisation, dit-on. Cette posture semble devenir intenable. Au-delà des grands récits et des grands projets de société, les citoyens, les [210] jeunes notamment, ne réclament-ils pas de l'efficacité, des résultats, de l'action ? Cette intuition repose sur deux observations : celle du comportement électoral des citoyens du Québec depuis une quinzaine d'années et celle du discours tenu par les jeunes qui participent aux écoles de citoyenneté de l'INM depuis 2004.

Après le référendum de 1995 sur la souveraineté du Québec, la classe politique québécoise a fait porter son attention sur les questions économiques et sociales. Les discours sont devenus pragmatiques. Les réformes ont porté sur le fonctionnement de grands systèmes, ceux de l'éducation et de la santé. Depuis le début des années 2000, certains ont décelé une « montée de la droite » qui se serait reflétée par un appui important, au début de la décennie, à un parti se présentant volontiers de cette mouvance, l'Action démocratique du Québec (ADQ). Il est vrai que l'ADQ était, à un certain moment durant la campagne électorale de 2003, favorite dans les sondages. Le parti est devenu opposition officielle à l'Assemblée nationale, reléguant le Parti québécois au troisième rang. Cet engouement fut éphémère. Aux élections de 2008, la formation adéquiste a été marginalisée. Son chef fondateur a démissionné. Les troupes se sont divisées. Et le parti au pouvoir a consolidé sa position en Chambre par un appui majoritaire des électeurs. Une analyse fine des résultats électoraux, que j'ai publiée dans *L'annuaire du Québec 2008* (Venne et Fahmy 2008), indiquait pourtant que l'équilibre entre les votes de gauche et de droite s'était maintenu. En s'appuyant sur les résultats de sondages récurrents, menés à diverses époques, avant, pendant ou après des périodes électorales, il est possible de démontrer que la population québécoise continue d'appuyer l'existence d'un système public et universel de santé, le financement de l'éducation, des droits de scolarité universitaires raisonnables au nom de l'accessibilité aux études, des programmes sociaux généreux et le reste à l'avenant. Au-delà de la frange idéologiquement de droite qui compose son fonds de commerce (le vieux courant conservateur et créditiste), l'ADQ a pu gonfler ses appuis en récoltant les votes d'une classe moyenne au bout du rouleau, installée dans de nouvelles banlieues où les services de santé sont inadéquats, les écoles en construction, les routes inachevées ou crevassées et le prix des maisons en hausse constante alors que les salaires stagnent. L'ADQ a recueilli le vote d'insatisfaction de citoyens qui veulent des services publics efficaces. Ce ne sont pas les discours idéologiques qui séduisent ces électeurs. C'est la possibilité offerte par ce parti de résoudre des problèmes concrets.

Les électeurs qui ont tourné le dos au Bloc québécois pour élire une soixantaine de députés néodémocrates aux élections fédérales du 2 mai 2011 n'ont pas agi différemment. Ils ont peut-être vu dans le vote pour le NPD une possibilité d'empêcher le conservateur Steven Harper d'obtenir une majorité en Chambre en s'unissant aux néo-démocrates des autres provinces. Ils ont sans doute été charmés par le pragmatisme et les valeurs sociales de Jack Layton. Mais ils ont aussi constaté qu'après [211] vingt ans de présence bloquiste à Ottawa, rien n'avait changé pour la peine. Et si les néo-démocrates réussissaient à infléchir les politiques fédérales afin que les choses s'améliorent pour eux ? Ce vote est un appel au changement, un espoir de créer du mouvement. Des résultats, de l'action, de l'efficacité.

J'entends le même message de la part des jeunes qui, année après année depuis 2004, participent aux écoles d'été de l'INM et y expriment leurs souhaits pour la société et le monde dans lesquels nous vivons. Ils ne récusent pas le rôle de l'État. Au contraire, ils l'enjoignent de prendre ses responsabilités, de protéger les programmes sociaux, de veiller à combattre les injustices sociales et de punir les citoyens et les entreprises qui détruisent l'environnement. De même, ils poursuivent un idéal de justice et de solidarité. Ils adhèrent au dogme du développement durable autant pour la vision à long terme et le sens des responsabilités qu'il impose à chaque individu et à chaque organisation, que pour la vision globale qu'il propose par la réconciliation entre les dimensions économique, sociale, environnementale et culturelle du développement. Ils ne croient plus, cependant, aux grands discours sur les projets de société. Ils ne sont pas découragés, ils sont déçus de ceux qui nous gouvernent et dont la rhétorique ne se traduit que trop rarement par des changements concrets. Les propositions et les projets qu'ils formulent sont tournés vers l'action. Ils ne veulent plus attendre qu'une institution prenne en charge la solution. Ils veulent la mettre en œuvre eux-mêmes, à leur échelle, locale ou professionnelle, civique et familiale. Ils appellent à des changements de comportement individuel par l'éducation à l'environnement, l'achat de café équitable ou le compostage domestique. Ils proposent de créer des entreprises sociales réconciliant leurs valeurs avec leur gagne-pain. Ils désertent les organisations hiérarchiques, syndicats, ONG, partis politiques, pour se tourner vers les médias sociaux et les réseaux de toutes natures.

En 2008, les jeunes de l'École d'été de l'INM ont proclamé la *Déclaration jeunesse de Québec,* une déclaration qui tient sur deux pages et dans laquelle ils expriment d'abord le fait que chaque individu est responsable de l'humanité. Ils enjoignent les jeunes de reconnaître cette responsabilité et d'agir en conséquence. Ils appuient la construction d'un monde plus juste, plus ouvert, plus solidaire. Leur priorité est l'éducation. Pour chaque thème abordé dans cette déclaration, ils évoquent les principes puis lancent un appel à l'action. Chaque chapitre se termine par une injonction : Agissons ! La déclaration a été traduite en sept langues. Une campagne a été menée pour recueillir des signatures. Plus de 6 000 personnes de 60 pays l'ont paraphée en quelques mois à peine. Puis la déclaration fut remise au Secrétaire général adjoint des Nations unies lors de son passage à Québec au moment de sa proclamation. Il y avait toutefois une condition pour pouvoir signer le texte : s'engager personnellement par écrit à faire une action en faveur d'un monde plus juste, plus ouvert et plus solidaire. Les mots ne suffisent plus. La critique sociale ne suffit plus. Sans action, sans geste concret, sans engagement concret, le reste est futilité.

[212]

Du social au durable,  
des droits aux responsabilités

Les ancrages de la critique sociale sont désormais multiples. La critique sociale a été historiquement dominée par une critique des écarts entre les riches et les pauvres. On s'indignait soit de la misère des pauvres, soit de l'égoïsme des riches. Ou des deux en même temps. Les choses sont désormais plus compliquées.

J'adhère à l'analyse de sociologue allemand Ulrich Beck qui explique bien que nous sommes passés, dans les sociétés industrialisées, d'une logique de la répartition des richesses dans une société de pénurie à une logique de répartition du risque dans la modernité avancée. C'est le cas du moins là où la véritable misère matérielle est minorisée objectivement et socialement exclue grâce aux technologies et aux systèmes d'assurance et de protection sociale.

Dans une société de pénurie, on développe. On promet de libérer les hommes de la pauvreté non méritée et de leur dépendance. Mais le combat pour le pain quotidien a cessé d'être central dans les sociétés comme la nôtre. Nous vivons désormais dans une société du risque. Dans une telle société, c'est la sécurité que les gens veulent et c'est ainsi que sont revendiqués l'application du principe de précaution, celui de l'acceptabilité sociale des grands projets et les préceptes de la responsabilité sociale des entreprises. C'est aussi au nom du risque que des discours sécuritaires en faveur d'un accroissement des peines de prison ou pour la réduction des quotas d'immigration influencent les politiques publiques. L'évaluation du risque dépend désormais autant des attentes et des peurs de la société que d'arguments scientifiques, historiques ou normatifs. C'est par le dialogue que s'évalue le risque qui n'est pas jugé à l'aune uniquement d'une science, d'une histoire ou d'une norme.

Dans la société du risque, le passé perd sa fonction déterminante. C'est l'avenir qui vient s'y substituer. À la pénurie en approvisionnement s'ajoutent des pénuries de sécurité affective, sociale ou matérielle. Les riches qui possèdent peuvent y répondre en achetant des assurances santé complémentaires, des régimes de retraite, l'éducation et la culture ou se payer un cadre de vie exempt de violence et de misère. Dans une société de classes, les pauvres crient : j'ai faim ! Dans une société du risque, ils crient : j'ai peur !, même s'ils ne sont pas seuls à avoir peur.

Les stratégies privées sont plus accessibles qu'autrefois. Mais les stratégies privées ne mettent pas complètement à l'abri des risques planétaires : la pollution, l'intoxication alimentaire, les virus, les changements climatiques. À mesure que les situations de risque se renforcent, les stratégies privées de prévention et les possibilités de compensation se restreignent en même temps qu'elles se [213] propagent. Les risques rattrapent les riches ainsi que ceux qui les produisent et en profitent. La pauvreté, les inégalités, sont des risques qui affectent aussi la vie des riches lorsque l'exclusion engendre de la violence, de la criminalité, la maladie... Dans une société du risque, ce n'est pas seulement les écarts entre les riches et les pauvres qui sont en cause. C'est le mode de vie dominant.

Dans nos sociétés de pénurie, la critique sociale pouvait réclamer que les pauvres aient le même accès que les riches au mode de vie des riches. Qu'ils puissent avoir un bungalow en banlieue, un chalet à la campagne, une ou deux automobiles dans le garage, des vacances annuelles dans le Sud et un cinéma maison. Dans la société du risque, c'est le mode de vie associé à ces objets de consommation qui est carrément remis en question. La mondialisation nous en fait cruellement prendre conscience : si tous les Chinois et tous les Indiens et tous les Africains adoptaient le mode de vie des Nord-Américains, la planète sauterait littéralement.

Mais comment refuser le développement aux populations les plus démunies du monde ? Il n'y a pas d'autres manières qu'en appliquant les freins à la croissance d'activités économiques nuisibles et en remettant en question la société de consommation. Et cette critique ne peut pas se limiter aux riches. Puisque nous sommes tous responsables, tous séduits par le même mode de vie destructeur de la planète. La critique sociale peut-elle désormais consister à débusquer les risques ? Montrer les liens entre l'utilisation de l'automobile et les maladies respiratoires, le stress, la dépression, les divorces ? Révéler la dynamique politique et systémique des risques ? Voire même contester cette thèse de la société du risque...

Entre égalité, liberté et fraternité

Dans la société du risque, toutes les grilles d'analyse s'entremêlent. Pour simplifier, et en reprenant les termes des Lumières, on peut construire une critique sociale à partir du principe de liberté, du principe d'égalité ou de celui de fraternité.

Pour illustrer cette réflexion, j'ai dessiné un tableau rudimentaire. Le tableau du lecteur vaut certainement le mien et les associations de mots que je propose peuvent fort bien être contestées. Mon but ici n'est pas de figer des catégories, mais uniquement de montrer que la critique sociale s'exprime, dans les sociétés pluralistes, complexes et mondialisées, en s'appuyant sur de multiples fondements. Celle-ci peut s'exprimer différemment selon que l'on se réfère à un pôle plutôt qu'à un autre. Il va de soi que ces trois pôles sont liés et qu'ils ne sont pas mutuellement exclusifs.

[214]

La critique formulée à partir du pôle « égalité » s'inscrit dans la logique du marché. Elle sera un appel à substituer au système capitaliste un autre système. Elle tient pour dominants les rapports de force. Elle dénoncera « l'égoïsme des riches qui crée la misère des pauvres ». Elle alimentera les luttes ouvrières, s'appuiera sur le syndicalisme, l'action communautaire et le plaidoyer. Elle combattra les violences économiques.

Le pôle « fraternité », reformulé aujourd'hui par « solidarité » ou « réciprocité », engendrerait une critique sociale s'inscrivant non pas dans une logique de marché, mais une logique de réseau où les rapports de force seront remplacés par la négociation, la concertation, la conciliation entre les dimensions économique, sociale, environnementale et culturelle du développement durable. Il ne s'agit plus de remplacer un système par un autre, mais de compléter le système par d'autres, fondés sur l'économie sociale, la coopération, l'entrepreneuriat social et la responsabilité sociale des entreprises. Le don, la gratuité, la simplicité volontaire s'ajoutent aux revendications ouvrières, voire les remplacent. On dénoncera « l'égoïsme des riches qui tue la planète » et non seulement celui qui crée la misère des pauvres.

Le troisième pôle, que j'ai appelé celui de la « liberté », attire à lui la critique « artiste », celle qui combat toutes les formes de censure. C'est une critique sociale consciente du marché, à l'aise dans les logiques de réseau, mais qui, de toute manière, défend d'abord l'émancipation de l'individu, sa mobilité, la valeur intrinsèque de son existence, l'expression artistique et littéraire, la liberté académique et la recherche fondamentale, l'anti-utilitarisme, la créativité. La critique artiste n'est pas nécessairement égalitaire ni fraternelle, mais elle rappelle que le monde est pluriel et que c'est dans le rêve, voire l'utopie, que s'élaborent de nouveaux mondes possibles.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Égalité | Liberté | Fraternité-Solidarité-Réciprocité |
| L'égoïsme des riches crée la misère des pauvres |  | L'égoïsme des riches tue la planète |
| Rapports de force |  | Développement durable |
| Luttes ouvrières | Arts et lettres | Écologie |
| Syndicalisme | Création artistique | Économie sociale |
| Action communautaire | Recherche fondamentale | Entrepreneuriat social |
|  |  | Responsabilité sociale des entreprises |
|  |  | Innovation sociale |
| Violences économiques | Censure | Indifférence |
|  | Reconnaissance | Don |
|  | Émancipation | Simplicité volontaire |
|  | Mobilité | Décroissance |
| Marché |  | Réseau |
| Productivité | Connectivité | Gratuité |
| Changer le système |  | Acheter, c'est voter |
| Droits | Libertés | Responsabilités |

[215]

Participation citoyenne et délibération publique

La critique sociale continuera de s'exprimer diversement. La question qui reste alors est de savoir comment la canaliser pour en faire un levier de transformation. La faculté de transformation sociale n'est plus l'apanage de la politique partisane. Le changement naît et s'expérimente désormais dans la société civile, dans les laboratoires ou même les conseils d'administration d'entreprises. L'influence de Steve Jobs sur la façon de communiquer est sans doute bien plus grande que celle de quelque député de l'Assemblée nationale aux prises avec des lignes de parti et des contingences innombrables. Les Centres de la petite enfance, créés au Québec, sont le fruit d'une action citoyenne de longue haleine. L'entrée de l'écologie dans la politique résulte de la persévérance d'une multitude d'acteurs sociaux, de chercheurs scientifiques et d'intellectuels.

Les sociétés sont pluralistes. Elles sont fragmentées. Elles sont soumises à des influences diverses communiquées à la vitesse de la lumière par des médias de moins en moins institutionnalisés. Ces sociétés sont plus difficiles à représenter dans les Parlements. Elles sont plus difficiles à gouverner parce que les consensus sont plus difficiles à établir. Les États ont du mal à arbitrer les conflits entre les groupes d'intérêt.

La critique sociale ne s'adresse plus uniquement à la classe des riches qui crée la misère des pauvres. C'est le mode de vie rêvé par la multitude et non seulement celui des nantis qui est remis en question. Nous sommes tous responsables. Alors, nous sommes tous concernés. Les actions qui devraient découler de la critique sociale engagent la responsabilité de tous et affecteront les intérêts de tout le monde. Les changements souhaitables ne peuvent découler que de compromis. Vivre en démocratie veut dire que tous doivent avoir le droit de participera leur formulation. Dans les sociétés pluralistes et ouvertes, scolarisées et informées, la critique sociale trouvera son sens dans la participation et dans la délibération publique, dans la rencontre entre les modèles.

La critique sociale s'appuie sur des fondements diversifiés. On ne peut plus vraiment employer cette expression au singulier. L'affrontement entre la gauche et la droite est dépassé, même s'il existe encore. Il faut savoir aller au-delà de cette dichotomie. Les points de vue sont multiples et se chevauchent, s'entremêlent, s'expriment à différents niveaux. Les modalités du débat public, cristallisé par les campagnes électorales, sont devenues inopérantes. Le pluralisme idéologique nous oblige à concevoir d'autres façons de délibérer en public, dans le cadre de processus construits de [216] manière à admettre les diverses critiques sociales dans un esprit de dialogue plus que dans un esprit d'arbitrage car aucune vision ne l'emportera définitivement sur l'autre.

***Mots-clés***:

Critique sociale, développement durable, société du risque, dialogue social, participation citoyenne

Bibliographie

Beck, Ulrich. 2003. *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité.* Paris : Flammarion, Champs.

Stéphane, Hessel. 2010. *Indignez-vous !* Montpellier : Indigène éditions.

Kempf, Hervé. 2007. *Comment les riches détruisent la planète.* Paris : Seuil.

Venne, Michel et Miriam Fahmy. 2008. *L'annuaire du Québec 2008.* Montréal : Fides.

Institut du Nouveau Monde. 2003. *Déclaration des fondateurs.* Document électronique <https://inm.qc.ca/>, consulté le 19 octobre 2011.

[217]



Troisième partie.

**S’ENGAGER**

“Nos œuvres demandent  
à l’autre de se positionner.

Entrevue avec Annie Roy, ATSA.”

**Karine Gentelet** *Université de Montréal*

*L'ATSA, Action terroriste socialement acceptable, est un organisme à but non lucratif fondé en 1998 par les artistes Pierre Allard et Annie Roy. Sur un ton ludique et percutant, ils créent, produisent et diffusent des œuvres et événements transdisciplinaires sous forme d'interventions, d'installations, de performances ou de mises en scène réalistes motivées par le désir d'interpeler la population envers des causes sociales, environnementales et patrimoniales cruciales et préoccupantes. Leur démarche vise à ce que le propos esthétique et symbolique de l'art soit aussi un outil d'interaction et d'éducation populaire, nous confrontant à nos responsabilités individuelles et collectives et redonnant à la place publique sa dimension d'espace ouvert à la rencontre, à la réflexion. L'ATSA s'engage dans un mouvement créatif, pacifiste et responsable, faisant la promotion d'un développement durable et respectueux des droits fondamentaux de l'homme et de la nature.*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Karine Gentelet : *Bonjour, en introduction de cette entrevue, pourriez-vous vous présenter ?*

Annie Roy : Je suis avec Pierre Allard, la cofondatrice de *l’Action terroriste socialement acceptable* (ATSA). Nous sommes deux artistes et, depuis maintenant 12 ans, nous faisons des œuvres dans l'espace urbain ; œuvres qui ont comme matière de base les grands sujets de l'heure qui mènent le monde, les grands sujets sociaux, environnementaux, patrimoniaux et économiques. Bien que nous nous penchions sur ces questions-là, notre motivation vient vraiment du fait que nous pouvons créer quelque chose à partir de ces questions et faire œuvre utile.

Karine Gentelet : *Qu'est que ce pour vous la critique sociale ?*

Annie Roy : Premièrement, je pense que l'expression « critique sociale » fait référence au fait d'être informé, d'être intéressé par d'autres choses que, peut-être, son travail, le ménage de la maison ou l'éducation des enfants. Cela réfère aussi à l'action de se poser des questions sur les raisons qui font que les choses arrivent, sur leur fonctionnement ou encore de se faire une opinion sur le comment des [218] choses. Beaucoup de gens se laissent simplement aller par le flot de la vie et ne se posent pas vraiment de questions. À partir du moment où l'on se demande si ça pourrait être autrement, que l'on s'informe et que la réponse est positive, on a alors déjà un beau germe de critique sociale. Après, savoir si suite à ces informations, on s'inscrit dans un mouvement de changement, autant pour soi-même que pour les autres autour de soi, c'est une autre étape : une grosse marche à monter parce que ce n'est pas tout le monde qui est prêt à se mettre en action. Les gens sont passablement informés grâce aux médias qui sont omniprésents. Ils écoutent les nouvelles, regardent l'Internet, ou de gros spectacles de sensibilisation de nos vedettes. Somme toute, les gens sont plutôt informés. Après, il faut laisser l'information nous transformer, nous envahir. Il faut que l'émotion nous amène à changer notre propre vie et à nous inscrire dans un mouvement qui nous permettra de nous définir.

Karine Gentelet : *Ce qui fait la différence entre le fait d'émettre une opinion et l'engagement serait-ce donc de passer à l'action ?*

Annie Roy : Oui, de passer à l'action. Que ça soit des actions quotidiennes, comme à l'épicerie, de composter ou d'arrêter d'utiliser sa voiture ou encore de s'impliquer dans l'école des enfants. Cela peut être un type d'engagement qui fait une différence au niveau de la vie personnelle, mais qui, si cet engagement devient généralisé, fera une grosse différence au niveau du reste de la société. Ensuite, il y a le niveau d'engagement social public. Engagement pour lequel il faut donner son nom et participer à des actions publiques. Ou encore, tu as une vie publique - en tant qu'artiste on peut l'avoir - et il devient possible de prendre position et d'afficher tes opinions dans les médias. Je pense donc qu'il y a peut-être trois niveaux d'engagement. Un premier est simplement de s'informer et se tenir informé. Un deuxième est de mettre en action ses idées et prises de position dans son quotidien. Et le troisième est de se mettre en action publiquement et de poser des gestes concrets qui créent un événement et conséquemment une certaine mobilisation.

Karine Gentelet : *Trouvez-vous que ce type d'engagement peut être qualifié de militant ? Est-ce que « militant » serait un terme approprié ?*

Annie Roy : Oui, tout à fait. Pour moi, un militant est quelqu'un qui prend ça au sérieux, qui prend à coeur sa propre citoyenneté parce que ça fait partie de notre responsabilité comme êtres humains d'être un citoyen qui vote et qui s'intéresse à ce qui se passe autour de lui. Mais pour avoir travaillé avec les sans-abri, il est important d'y aller de sa capacité d'agir. Par exemple, le premier engagement d'un sans-abri est peut-être d'abord de s'en sortir et de se reprendre en main. Et même s'il reste concentré autour de sa personne, c'est tout de même un geste plein de conséquences pour lui. C'est un grand engagement citoyen parce qu'il aura décidé de ne plus dépendre des gens qui se trouvent autour de lui. Il va se responsabiliser et se tenir debout. En ce sens, il a un engagement citoyen fort juste dans le fait de prendre soin de sa propre personne. Pour d'autres, qui ont plus de chance, il est [219] possible d'aller à un autre niveau. Et finalement chaque niveau d'engagement est tout à fait légitime puisqu'il est déterminé en fonction de sa capacité personnelle d'agir sur soi et sur son environnement.

Karine Gentelet : *Je comprends. Donc en fait, l'engagement, c'est comme un chemin. C'est une démarche vers les autres ?*

Annie Roy : Ça dépend où on en est rendu dans la vie. Et concernant les sans-abri, il faut savoir qu'il y a des sans-abri qui participent à l'événement *État d'urgence* qui sont très engagés socialement. Ils sont de toutes les marches. Ils sont sur Facebook, ils encouragent les autres. Par contre, au niveau de leur vie personnelle, il leur est difficile de prendre soin d'eux-mêmes. Alors, il est très important de ne pas ranger toutes les expériences dans la même petite boîte préfabriquée. C'est une question de démarche à la fois individuelle et collective, selon ce que la collectivité peut t'offrir comme espace d'engagement. Il y a des gens qui, comme nous, prennent le terrain parce que ça fait partie de leur formation d'artistes d'aller en territoire inconnu, d'être innovateurs, originaux. Dans ce sens, ce n'est presque pas à honorer, parce que finalement c'est leur métier. Mais il y a des gens pour qui l'engagement ne va pas forcément de soi. Un avocat, par exemple, qui travaille dans un grand bureau, peut décider de faire une croisade pour éliminer les verres en styromousse des bureaux. Cela devient majeur. L'engagement peut être exprimé à différents niveaux. Cela dit, lorsque l'on parle de vouloir vraiment transformer l'environnement autour de soi, on peut alors davantage parler de militantisme.

Karine Gentelet : *Est-il possible de faire de la critique sociale sans engagement social ? Peut-on avoir une attitude critique sans pour autant être militant, ou est-ce toujours la grande question ? Nous avons posé cette question relativement aux chercheurs qui essaient d'avoir une posture critique tout en étant neutres. Est-ce possible selon vous ?*

Annie Roy : C'est un leurre que de dire qu'on peut être engagé professionnellement sans l'être personnellement. Personnellement, comme artiste, si j'ai une impulsion de créer une œuvre - j'ai cet objet précieux de départ - mais après ça je dois la détacher de moi et la traiter en tant qu'objet si je veux qu'elle ait une signification. Je dois pouvoir la regarder de tous les sens et trouver qu'elle est équilibrée en tant que réflexion, en tant qu'œuvre. De votre côté, les chercheurs, vous faites la même chose. Par exemple, vous avez eu l'impulsion de faire ce livre dans un domaine de recherche qui, en soi, n'est pas tout à fait neutre. Après, vous vous y intéressez comme objet global dans le sens que vous allez lui donner toutes les couleurs autour de cette question. Mais en soi, ça ne peut pas être neutre. Cela va même ouvrir la porte à des débats, à une discussion, à un regard sur un certain monde. Personnellement, la neutralité, je n'y crois pas. Il y aura toujours par rapport au choix du sujet quelque chose qui n'est pas neutre.

[220]

Karine Gentelet : *Je suis d'accord. Et par rapport à votre démarche artistique ?*

Annie Roy : C'est pareil. C'est sûr que le choix de l'objet que l'on met sur la table n'est pas neutre. Mais, notre œuvre a un gage de qualité du fait de notre formation professionnelle et de notre expérience artistique de 25 ans. À un moment, à force d'avoir travaillé avec toutes sortes d'autres créateurs, d'avoir voyagé et partagé beaucoup d'expériences, on peut avoir un regard sur ce qu'on produit et réussir à faire quelque chose d'intéressant d'un point de vue professionnel.

Karine Gentelet : *Peut-être aussi dans les choix ? Quand je lisais l'article de la revue Inter, art actuel [Inter, n° 107 - Art et activisme, 2011] qui est consacré à votre travail, il y a avait beaucoup d'exemples d'appropriation de l'espace et de transformation de création artistique. Est-ce que vous avez beaucoup de choix d'espaces à faire ?*

Annie Roy : Oui, tout le temps. Chaque œuvre a son territoire dans la ville. Finalement, la ville est un gros théâtre et c'est justement ce que la démarche dit aussi. Elle n'est pas un lieu, elle n'est pas à nous, elle est un lieu d'action, elle est un lieu à transformer et un lieu en constante transformation. On accepte cette transformation souvent lorsqu'elle est le fait de l'immobilier ou des commerces. Mais cela doit être aussi vrai en tant que lieu d'expression, en tant que lieu vivant, de dénonciation, de revendication. Il faut prendre en compte cet aspect aussi et se positionner par rapport à cela, sinon l'espace public sera uniquement envahi par des propos commerciaux. Il faut faire en sorte que la rue soit habitée et qu'elle soit un lieu où les gens peuvent s'éveiller à autre chose que le paysage convenu dans lequel ils marchent à tous les jours, et autre chose qu'un objet économique.

Karine Gentelet : *Je trouve ça très intéressant. J'aimerais revenir avec vous sur votre processus de création, sur le choix, par exemple, du lieu. Vous en avez un peu parlé, mais comment se passe le choix de votre structure artistique et des idées que vous voulez véhiculer à travers votre œuvre ?*

Annie Roy : Pour nous, une œuvre émet soit un commentaire, soit une question, donc elle est soit un reflet du miroir un peu dérangeant, ou alors elle pose une question dans la ville où elle est située. Ça veut dire qu'il faut essayer de mettre les gens en mouvement. Ça fait partie de l'œuvre, pas de toutes, mais de la plupart. Toutes nos œuvres n'ont pas la même synergie, mais nous faisons en sorte qu'elles aient l'effet que l'on a recherché initialement. Des fois, nos œuvres sont relationnelles. Leur but est de mettre le monde en contact pour qu'elles prennent leur sens. D'autres fois, par contre, l'objet est le seul message. Le voir, c'est suffisant. Je parle ici spécifiquement des œuvres *État d'urgence et Attentat # ±0.* Comment on fonctionne ? Souvent il y a un sujet qui nous dérange et nous allume, parce qu'il provoque des images fortes, des images contrastées. Et puis, il y a une réflexion autour du territoire sur lequel on va le faire, donc les lieux sont importants. Si on se réfère par exemple à *Attention : Zone Épineuse,* le choix a été de le faire sur la montagne. Ça aurait été moins bon dans un petit parc parce qu'il fallait avoir un espace suffisant pour avoir une grande promenade, et puis que ça devienne un parcours. Il y avait des stations où on pouvait élaborer les différents problèmes que vit la montagne : la [221] coupe à blanc, les déchets, l'expansion urbaine, l'inondation. La montagne nous offrait un territoire avec plusieurs possibilités à exploiter.

Comment met-on les gens en mouvement là-dedans ? Nous concevons l'espace comme un parcours, un lieu de rencontre, une place fixe comme le projet *Parc Industriel* qui devient une espèce de parc thématique où, lorsque l'on y entre, on se sent nécessairement happé par le décor qui provoque des interrogations ou une discussion sur le sujet. Le fait qu'on ait mis des barbecues, des tables à pique-nique fait que les gens restent et viennent passer du temps. Nous avons aussi invité des conférenciers spécialisés sur la question. Évoquer des problématiques réelles permet de faire réfléchir les gens à partir d'un lieu qui est à la fois un lieu de passage, d'information et d'éducation populaire. Je parlais de s'informer, il n'est pas possible de poser une critique socialement valable, si on n'est pas au départ informé ou éduqué. Or, c'est un peu ça aussi notre travail. Le côté informatif est nécessaire à la prise de pouvoir. Si tu ne le sais pas, tu ne pourras pas agir, donc c'est quand même quelque chose de base.

Karine Gentelet : *Vous disiez que, parfois, vous mettez des installations qui montrent votre position, alors que pour d'autres vous renvoyez la prise de décision du côté des gens.*

Annie Roy : Dans *Parc Industriel,* on amenait les gens à réfléchir sur le fait d'être bien au milieu des vidanges et sur cette surconsommation de tout ce qu'on produit. On les amenait à se rendre compte à quel point on vivait une absurdité puisque, même si on ramasse ces déchets, on les produit tout de même. On transposait les gens en 3541 après Jésus-Christ et ils venaient visiter cette espèce de site archéologique composé de vidanges. Ils venaient rencontrer une civilisation qui s'avérait être finalement la nôtre. C'était un regard du futur sur nous-mêmes. L'art crée une transposition, permet de prendre du recul. Ça donne l'effet neutre dont vous parliez tantôt. L'art donne la capacité de prendre du recul. Parce que l'on est dans une œuvre d'art, on est donc un peu dans une expérience extraordinaire, même si la situation est très proche de la réalité. Tu es dans l'extraordinaire, mais en même temps, la réalité est tellement proche qu'il y a un malaise. Et c'est ce malaise qui fait que les gens se questionnent et doivent se positionner.

Dans le fond, nos œuvres demandent à l'autre de se positionner. Moi, je cherche à interpeler chaque personne qui décide d'entrer dans nos œuvres. Je veux faire sortir la petite flamme en dedans et qui fera la différence. Cette petite flamme que les gens ont laissé dormir parce qu'ils pensaient que ça ne valait pas trop la peine de s'impliquer. Si on réussit par nos œuvres à faire ça, l'impact citoyen sera très fort. Ça fait partie de l'œuvre et ça fait partie de notre démarche artistique, ce qui peut être difficile à comprendre parce que les gens ont du mal à faire la différence entre le côté militant et le côté artistique. Mais, pour moi, tout ça, c'est de l'art.

[222]

Karine Gentelet : *Le fait de poser un geste ?*

Annie Roy : Le fait de passer à l'action. On peut prendre l'exemple du chorégraphe qui demande aux gens de passer de gauche à droite sur une scène. J'espère aussi les faire bouger, mais vers un changement de comportement ou un renforcement de comportement.

Karine Gentelet : *Et donc, dans le choix de vos thèmes, comment dissociez-vous la citoyenne de l'artiste lorsque vous décidez de créer quelque chose, de réagir à un événement ? Est-ce l'artiste ou la citoyenne qui intervient en premier, ou les deux ?*

Annie Roy : Ce sont les deux. Par rapport au projet ATSA, ce sont les deux. Ma démarche est vraiment devenue quelque chose de très intégré. À la rigueur, ça peut même devenir assez castrant (rire).

Karine Gentelet : *Pour la citoyenne ou pour l'artiste ?*

Annie Roy : Pour l'artiste, de devoir avoir un impact social fort. À partir du moment où je suis reconnue comme une artiste engagée, il est plus difficile de faire une toile rouge juste parce qu'on la trouve belle. À un moment donné, on n'a plus vraiment le droit de faire l'art juste pour l'art. Mais en même temps, c'est inévitable parce que si on faisait d'autres choses, il y aurait un trop gros manque, une insatisfaction profonde à sentir qu'il n'y a pas un discours derrière.

Une œuvre comme *Bubblegum Cannonballs* à La Havane était dans un contexte artistique hyper conventionnel, une biennale d'art, donc un lieu où il y avait plein d'autres œuvres d'art. Pourtant, nous avons été invités là parce que la thématique était *Résistance et intégration à l'ère de la globalisation.* On a quand même fait là-bas une œuvre qui pose des questions et qui était courageuse dans le contexte de Cuba. C'est une œuvre tout aussi engagée, même si elle n'est pas aussi provocante qu'un attentat en pleine rue, que notre œuvre *Attentat,* avec un véhicule explosé qui pourrait sortir de Bagdad, mais planté en plein milieu du boulevard Saint-Laurent pendant la vente trottoir. Parmi les gens que nous avons rencontrés à la biennale d'art à La Havane, il y avait des artistes et des Havanais. Notre démarche est d'aller à la rencontrer de monsieur et madame Tout-le-Monde dans la rue, d'être accessible en ce sens-là et d'avoir des œuvres qui font réagir et qui provoquent des réactions chez toutes sortes de personnes : des gens qui ne comprennent rien, des gens qui en savent dix milles fois plus que moi et qui vont nous en apprendre.

Karine Gentelet : *Donc, dans le fond, votre action est moins directe parce qu'elle passe par les gens et que finalement ce sont les gens qui viennent vers vous plutôt que vous qui contactez les gens.*

Annie Roy : Oui, c'est plus ça. Finalement, on met quelque chose dans l'espace public et les gens y adhèrent, ont envie d'y participer et de faire corps avec ça. Même avec certaines œuvres différentes parce qu'elles demandent plus d'implication. L'État d'urgence, c'est vraiment une œuvre où il y a 350 [223] bénévoles, donc ils font partie de cette grande expérience, d'une action plus globale. Mais on offre toujours une proposition de base dans laquelle il est possible de s'inscrire et de participer.

Karine Gentelet : *Par rapport aux organismes qui vous contactent pour prolonger votre action, comment est-ce que ça transforme votre action artistique en action politique ou en action plus sociale ?*

Annie Roy : Ce n'est pas aussi direct que ça. À un moment donné, nous avons travaillé avec le RAPSIM, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes à Montréal. Ça a pris plusieurs années avant qu'ils nous adoptent. L'univers communautaire se posait certaines questions nous concernant, à savoir d'où venaient nos fonds, quel était notre message et ce qu'on voulait faire. On sentait qu'il y avait peut-être un certain malaise face au fait qu'on voulait travailler sur le même type de sujet que le leur, que des artistes puissent investir le champ sans demander leur avis. Mais, nous tenions à faire cette œuvre sans avoir à demander la permission à qui que soit parce que nous sommes des artistes libres et indépendants. Mais, à partir du moment où l'œuvre prend du sens, les sans-abri l'ont adoptée, les médias et le public aussi. Le milieu communautaire a été un peu obligé d'admettre qu'il lui était devenu difficile de ne pas embarquer. De notre côté, nous avions les bras grands ouverts. Nous les avons ouverts pour eux, mais aussi pour d'autres. Et puis, nous nous sommes rendu compte que l'on disait des choses similaires, chacun à notre manière. Et finalement, tout serait pour le mieux si nous pouvions apporter l'extraordinaire qui donne de l'élan à la cause. Mais on ne va pas chercher d'emblée d'autres organisations. Nous n'avons pas de stratégie politique, d'envoyer, par exemple, des pétitions. Nous travaillons plus à partir d'un élan créatif et émotif, quelque chose qu'on lance dans l'espace urbain et puis, par la suite, qui appartient à tout le monde.

Karine Gentelet : *Est-ce que vous avez vu un changement dans l'attitude des gens ou la réaction des gens aux cours des années ? Et, je dirais, est-ce que vous avez modifié votre façon de faire suite à ces réactions ?*

Annie Roy : C'est sûr que pour *État d'urgence,* à partir du moment où le RAPSIM a voulu participer, il y a eu un certain impact. Certains organismes ont aligné leurs thématiques sur ce que nous avions planifié de faire. Par exemple, on a fait, pour le soixantième anniversaire de François Avard, *Derrière les barreaux.* Il y avait une synergie tout d'un coup entre le discours du milieu communautaire et certaines de nos oeuvres, comme *\'État d'urgence,* qui portaient spécifiquement sur ce sujet.

À partir de cette année-là, et à cause des années de récurrence de l'événement, on a pu développer ce genre de collaboration et de synergie au fil du temps. Quand on a fait *Attentat # 10* sans se lier forcément à Greenpeace, on a travaillé avec leurs membres parce que l'on avait besoin d'avoir des citoyens volontaires pour jouer le rôle de brigadiers qui donnent des contraventions aux grosses voitures. Étant donné que ce genre d'action était dans leurs cordes, ils ont passé le mot à tous leurs [224] bénévoles. Et pour cette œuvre, ce n'est ni l'ATSA qui s'est jointe à Greenpeace ni Greenpeace qui s'est jointe à l'ATSA. C'est une collaboration « officieuse » sur une cause commune. Quand on planifie une œuvre qui rejoint l'intérêt de groupes dont on sait qu'ils y travaillent, qu'on a besoin de monde, on leur envoie, bien évidemment, l'invitation parce qu'on sait que cela va leur donner aussi une occasion de participera l'œuvre, à l'action.

À l'inverse, l'organisme Choisir un Québec sans nucléaire nous a demandé de faire une manifestation en rapport avec ce sujet, mais malheureusement, étant trop occupés à ce moment-là, on n'a pas pu participer. Par contre, on a réfléchi entre nous et nous leur avons proposé des idées, mais sans être producteurs nous-mêmes de l'événement. On essaie d'aider les organismes de temps en temps de cette façon. Par exemple, j'ai participé au *brainstorming* de la Marche des femmes et je leur ai suggéré l'idée des brassières. Si, avant, les femmes brûlaient leurs brassières, elles les affichaient désormais fièrement et les enfilaient même par-dessus leur linge. Après ça, elles ont par elles-mêmes développé le propos exact ainsi que les vidéos appropriées. En somme, elles ont mis en branle nos idées. Nous sommes tout à fait d'accord pour que des organismes utilisent notre capacité de création, d'inventivité, de manière à pousser la donne. Avec l'idée des brassières, je crois que ça prenait une artiste qui ne se sentait pas liée par un courant ou un autre pour lancer ça.

Karine Gentelet : *Est-ce que parfois, vous vous êtes sentis seuls dans votre action, dans votre engagement, seuls ou pas soutenus ? Je ne sais pas quel mot vous voulez choisir*...

Annie Roy : Des fois, ce qui peut être étrange, c'est qu'à partir du moment où tu fais de l'art dit engagé, les gens te prennent moins au sérieux comme artiste que si tu faisais de l'Art pour l'art et ça, c'est dommage parce qu'on porte une attention énorme au côté très léché dans ce qu'on fait. Chaque œuvre a vraiment sa couleur, son énergie, son territoire, sa propre esthétique. Tout est réfléchi le plus possible. Mais c'est sûr qu'en même temps, on fait un art qui prend forme dans la rue. On ne fait pas de générale, nous ne sommes pas en salle. Actuellement, nous avons un projet en galerie, sinon on n'a pas une œuvre d'art que l'on peut regarder. Dans notre démarche, c'est donc quelque chose auquel il faut réfléchir tout de suite parce qu'il faut penser à tout, mais aussi à la manière militante, même s'il y a des modes de production qui sont similaires là-dedans. Faire une œuvre dehors, dans la rue, fait que l'on est sensible aux intempéries. Aussi le fait d'y penser, d'avoir toute une logistique, permet de faire en sorte que l'œuvre prenne tout son sens au jour J. C'est souvent ça aussi dans des manifestations militantes.

[225]

Karine Gentelet : *Est-ce que vous avez déjà payé le prix de votre engagement, autrement dit, les conséquences négatives sur votre organisme ?*

Annie Roy : Nous avons actuellement un gouvernement conservateur, donc nous devons faire face à de grosses coupures idéologiques de Patrimoine Canada. Tous les gens de gauche en ce moment, le milieu communautaire y compris, subissent malheureusement ces coupures-là. Et puis, évidemment, du point de vue de la recherche d'argent privé, de corporations, nous sentons bien que nous n'avons pas non plus la même écoute que si nous produisions un art qui ne pose pas de questions, qui ne remet pas les choses en question, qui n'accuse personne, qui ne demande pas de comptes. Tout est présentement assez *politicaly correct,* même les artistes souvent n'osent pas exprimer leurs opinions parce qu'ils ont peur de se priver de ventes de disques, de ventes de livres. Il y a plein d'autres artistes, parce qu'ils sont des personnages publics, qui n'osent pas prendre position parce qu'ils risquent de se couper d'un public. Alors pour nous, aller trouver un mécénat corporatif, ce n'est pas évident. Les corporations sont frileuses des fois parce que cela peut paraître inacceptable aux yeux de certains qu'ils mettent leur nom à côté de l'Action terroriste socialement acceptable. Par contre, d'autres peuvent se dire le contraire et voient en nous des artistes qui laissent leur empreinte. C'est peut-être à ce niveau que l'on se rend compte qu'on n'aime pas suffisamment l'art au Québec. L'Art est en fait une manière civilisée d'exprimer les choses et c'est important pour la démocratie qu'il y ait certaines prises de parole, et que les artistes soient une soupape et des révélateurs importants. On dit que c'est provocant, mais en réalité c'est hyper civilisé. Mon véhicule explosé, il est préexplosé, c'est une œuvre d'art dans la rue. Je ne l'ai pas fait exploser pour vrai. On aurait pu remarquer... il y aurait eu un gros périmètre de sécurité, ça aurait été l'œuvre de voir l'explosion. L'idée est de ne pas être responsable de violence gratuite.

Karine Gentelet : *C'est intéressant ce que vous dites parce que, dans le milieu universitaire, on a exactement les mêmes conditions, les mêmes craintes, les mêmes critiques, dans le sens où, parce qu'il y a des fonds importants d'organismes subventionnaires, beaucoup de chercheurs maintenant sont beaucoup moins critiques et ont peur de sortir, justement à cause de ça ; et il y a un contrôle énorme de ces fonds-là, dans leur utilisation. De plus en plus, il y a une frilosité des chercheurs et un manque de liberté*.

Annie Roy : En art, le Conseil des arts est composé d'un jury d'artistes qui décide ; mais inévitablement, ce jury, comme bien d'autres, est formé par des gens qui vont en doser la composition en fonction de grandes lignes d'un programme. Même s'il y a une production québécoise beaucoup plus forte, il faut quand même qu'une portion des subventions aille au Manitoba. À ce niveau-là, ce n'est pas tant une question de la qualité de l'œuvre, que de l'accessibilité de l'art pour la population là-bas, du développement des arts. Si on ne donne de l'argent à personne, c'est sûr que cela ne se développera pas non plus. Cela dit, il est également certain qu'il y a des lignes de programmes en arrière à respecter et que des fois cela va plus loin que ça. Étant donné que l'on a un gouvernement qui veut que l'art soit un moteur économique ou qui juge de la qualité d'une œuvre par sa capacité à engendrer une économie, il y a conséquemment des gens plus privilégiés que d'autres.

[226]

De notre côté, il est possible de toucher pas mal de monde autour de nous et d'avoir un certain impact auprès des gens qui adhèrent à nos propositions. Cela dit, je n'ai pas une clientèle qui va venir de New York. Et même si je vais à New York et que j'en intéresse certains, je n'ai pas la capacité d'aller me vendre là-bas. Le milieu artistique n'est pas comme celui de la musique. En ce sens, la musique se diffuse plus aisément que les arts visuels, que les interventions urbaines ou encore que le spectacle de rue. Nous sommes dans un univers inclassable.

Karine Gentelet : *Est-ce que vous mèneriez votre réflexion et votre action différemment ?*

Annie Roy : C'est sûr qu'on a été happé par toute une énergie, notamment à travers les médias. Mais, non, je pense que je mènerais pas mal les choses de la même manière, même si sur certains aspects j'aurais pu dire que nous aurions eu avantage à nous associer davantage avec certains groupes. Or, il est important de ne pas être le porte-étendard de la parole d'autres, mais de la mienne propre comme artiste et citoyenne qui est à l'écoute de tout ça et qui a envie de faire les choses différemment. Je ne crois pas que Pierre non plus aurait fait les choses différemment. Par contre, quant à l'envie d'accroître l'impact de nos oeuvres, je pense que oui, nous aurions pu faire différemment. Mais en même temps, l'impact est tout de même là. Le fait que des artistes soient dans des pages éditoriales et s'infiltrent dans les médias et dans des zones où les artistes ne sont pas, c'est super intéressant. Je crois que nous avons tout de même développé pas mal de choses, même si, finalement, il n'y a pas de recettes pour réaliser cela.

Karine Gentelet : *Il faut suivre son intuition, c'est ça ?*

Annie Roy : Oui. Le doute est notre meilleur allié. Il faut être constamment à la recherche de notre pertinence dans l'espace urbain, sur ce que les autres ont dit avant nous et sur ce que nous pouvons apporter de plus.

Karine Gentelet : *Donc un regard critique sur votre approche ?*

Annie Roy : Oui. Parce qu'il y a plusieurs sujets qui nous intéressent, comme la corruption. On ne fait pas une œuvre sur chacune de ces choses-là pour autant. Surtout que d'autres ont peut-être déjà travaillé sur ces sujets. Il faut alors mesurer la nécessité de continuer sur ce qu'ils ont déjà fait ou sur le fait d'aller ailleurs.

Karine Gentelet : *On a parlé déjà un peu de la collaboration avec, entre autres, des organisations communautaires. Trouvez-vous que la collaboration, le dialogue qui est souhaité avec les penseurs, les chercheurs, peut amener à des actions fructueuses ou si vous pouvez très bien travailler sans ça ?*

Annie Roy : Non on peut très bien travailler sans ça ! Ce qui ne veut pas dire que je ne trouve pas ça pertinent, utile et nécessaire. Je pense que le fait qu'il y ait des chercheurs qui se penchent sur ces [227] questions-là amène un regard qui peut justement faire avancer la critique. Quand on les lit, ça nous fait réfléchir, donc ça nous fait avancer dans ce sens-là. Mais que la personne l'ait écrit ou pas ne m'empêchera pas de mener une action ou de créer une œuvre non plus parce que notre décision vient d'ailleurs. On décide de le faire et, par après, à travers la réflexion et la lecture, on prend conscience de la structure de nos actions, parce que cela a été mis en perspective par les chercheurs par exemple. Alors finalement, ce type d'écrits nous nourrit. Mais si on ne les avait pas lus, on aurait continué quand même. Ce n'est pas une nécessité en soi, c'est plutôt un intérêt ou une curiosité. La recherche permet d'exprimer en mots une pensée ou une émotion par rapport à quelque chose. Et aussi, le fait qu'un intellectuel se penche sur ton travail, ça lui donne peut-être une importance. Mais ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas la première motivation.

Karine Gentelet : *Est-ce qu'à l'occasion vous trouvez que cette collaboration ne va pas assez loin ? Aimeriez-vous qu'elle aille plus loin ?*

Annie Roy : L'artiste est un peu rebelle quand même. Et s'il est important de réfléchir, il est tout aussi important de ne pas perdre la connexion avec l'émotion et que cela bloque le processus créatif. Par contre, si le fait de réfléchir te permet d'aller plus loin, c'est différent. L'autre possibilité peut être qu'une fois que l'on est détaché de l'œuvre, que l'artiste n'est plus dans l'étape de création, que l'œuvre a été donnée à la société, à ce moment précis, cette étape de réflexion peut permettre d'enrichir le débat et de continuer à alimenter les réactions, les discussions et les nouveaux points de vue. Ou alors, il faut que l'artiste ait un cadre vraiment précis d'intervention. Si, par exemple, je fais une œuvre sur la pédophilie, l'abus des enfants, je vais aller chercher un éminent chercheur pour lui soutirer de l'information, pas pour qu'il me dise ce que je dois faire en tant qu'artiste. Je n'accepterais pas qu'il s'immisce dans l'aspect éditorial de mes choix. Par contre, s'il accepte que sa contribution soit de m'informer des derniers développements de la recherche sur ce sujet, cela peut être intéressant. D'ailleurs, nous l'avons déjà fait dans des œuvres *comme Attention ! Zone épineuse.* Nous sommes allés rencontrer des gens ayant une expertise en foresterie. Nous avons fait toute la marche de la montagne avec quelqu'un qui connaissait très bien le Mont-Royal, qui pouvait identifier les problèmes de la montagne. Nous en avons choisis six, ceux qui nous semblaient le plus pertinents à mettre en images et que les gens pourraient s'approprier.

Karine Gentelet : *Donc, il est important de respecter l'indépendance de l'artiste, le processus créatif. Je dirais que la pertinence de votre création, la pertinence de votre commentaire ou de la critique que vous adressez dépendra de ce processus-là de création*.

Annie Roy : Et le chercheur va peut-être toujours vouloir que l'information soit nuancée. Mais, il faut comprendre qu'il va aussi y avoir des impératifs reliés au fait que l'on veut passer un certain message. [228] On va peut-être devoir tourner les coins ronds pour que ce message passe. Or, c'est à l'artiste de décider si on veut en fin de compte faire un œuvre d'art.

Karine Gentelet : *Y aurait-il quelque chose que l'on n'a pas abordé et dont vous aimeriez parler ?*

Annie Roy : Tout à l'heure, vous parliez de l'importance de l'art. Je trouve très bien que vous lui donniez cette importance-là. En Amérique du Nord, nous sommes dans une civilisation relativement jeune par rapport à l'Europe. Or, quand on regarde ce qui se passe au Japon, l'artiste est perçu comme un interprète, comme quelqu'un de sérieux qui a fait des choix difficiles dans la vie et qui force l'admiration. Ici, un artiste est quelqu'un de bohème qui ne sait pas s'organiser. À force de vouloir tout quantifier, on peut perdre l'émotion. Et en même temps, ce n'est pas vrai que tout passe par l'émotion. Il n'y a jamais eu autant d'émotion dans notre gestion de la planète. Pourtant, on nous demande de quantifier tout ce que l'on fait, par exemple lorsque l'on fait des demandes de subventions : le nombre de visiteurs, le nombre d'œuvres présentées, le nombre, le nombre, le nombre ! Tout est nombre. C'est incroyable ! On est tellement dans un besoin de quantitatif que l'on perd beaucoup la notion de qualité. On ne parle presque pas de l'inspiration et de la liberté. Alors, si les intellectuels pouvaient se pencher là-dessus, cela pourrait nous aider. À force de comparer les artistes les uns aux autres, on finit par devenir amer et, finalement, la démarche artistique peut perdre de sa substance.

Karine Gentelet : *Est-ce que la démarche artistique a perdu de son importance ?*

Annie Roy : La démarche artistique est maintenant définie selon l'importance que les gens lui donnent. C'est-à-dire combien de disques on a vendus, combien de personnes sont venues à notre exposition, combien d'articles ont été publiés sur notre travail.

Karine Gentelet : *Avec Marguerite et Gabriela, nous avons l'impression qu'il y a une vague de fond et une montée en puissance de l'art critique. Est-ce que c'est une mauvaise interprétation de notre part ou est-ce que vous ressentez vous aussi cette montée ?*

Annie Roy : Avec *État d'urgence,* nous nous sommes souvent fait poser la question de savoir si nous avions vraiment permis à des gens de sortir de la rue. Mais, était-ce vraiment notre mandat ? Et puis si je réponds non, est-ce que cela va faire en sorte que je sois non pertinente finalement par rapport au message que l'on tenait à passer ?

En tant qu'artistes, nous avons seulement voulu créer une architecture sociale, pas faire des changements structurels profonds dans la société. Maintenant, l'électrochoc qu'a provoqué l'œuvre a peut-être permis de sortir des gens de la rue, mais je ne veux pas que ce soit cet aspect-là qui détermine l'importance et la pertinence de mon œuvre. Mon mandat, à la base, n'en était pas un d'intervenante sociale. Mon mandat était de créer un objet qui reflète un problème et une émotion au [229] sein de la société, pas de quantifier le nombre de coupes de cheveux ou de morceaux de linge que nous avons distribués pour l'occasion. C'est drôle, mais on dirait que mon mandat d'artiste ne serait finalement pas suffisant. La création d'une œuvre autour d'une cause fait en sorte que la cause prend tellement d'ampleur sur la création que les attentes relatives aux impacts de cette œuvre peuvent être trop élevées. Les gens veulent des preuves et ils considéreront que l'impact est minime — « c'est parce que les artistes ne sont pas suffisamment engagés ! » — alors que cela n'a rien à voir. L'artiste lance un cri et c'est aux gens de saisir la balle au bond. Ce matin, j'entendais que des jeunes expérimentent la vie de sans-abri pour quelques jours. Je suis sûre que ces jeunes-là ont vécu et vu *État d'urgence,* qu'ils se sont approprié l'idée et qu'ils ont décidé de passer à l'action selon leurs propres moyens. Cela dit, et même si je pense que c'est un impact de notre œuvre, il me sera difficile de le vérifier.

Karine Gentelet : *Je suis très sensible à l'idée de distance et du chemin de l'engagement qui part de soi vers les autres de même que le fait de pouvoir, peut-être, donner aux autres cette idée du sens, du chemin à faire. Aussi, ce qui me frappe, c'est de voir que ce chemin-là est essentiel pour vous puisque c'est ce qui détermine la qualité de votre engagement et ce qui définit votre action, alors que tout ce qui importe aux autres c'est votre destination au moment du départ et votre destination d'arrivée ; et que finalement la direction et le sens du chemin ne sont pas très intéressants.*

Annie Roy : Le chemin, c'est la production de l'œuvre et comment celle-ci nous transforme parce que, par exemple, c'est à la suite de *Parc industriel* que nous nous sommes mis à composter. Faire des œuvres sur des sujets comme ceux-là nous transforme. Parce que l'on reste sensible sur le sujet, que l'on veut garder l'œuvre vivante et continuer d'éveiller la curiosité des gens.

Karine Gentelet : *Je trouve bien que ce soit justement une œuvre d'art qui ait lancé ce mouvement.*

Annie Roy : Oui et c'est pour ça que notre travail est stimulant ! Aussi, cela nous permet de passer d'un projet à un autre. Robert Lepage, par exemple, une fois qu'il a fini une pièce, il passe légitimement à une autre. Et on ne lui demande pas de parler constamment de la même chose. Notre travail est également stimulant parce qu'il nous permet de mettre à profit notre besoin d'en savoir toujours plus et notre curiosité tout en ancrant notre travail artistique dans le réel.

Karine Gentelet : *C'est exactement comme ça que nous percevons le travail de chercheuses ! Alimenter notre réflexion par une autre perspective, être actives pour ne pas dire militantes dans notre milieu, dans chacune sa propre vie et l'alimenter. Ce qui fait que, en tant que chercheuses, on développe une certaine acuité. La chercheuse et la personne ne sont pas différentes, au contraire, l'une et l'autre s'alimentent*.

Annie Roy : La recherche fondamentale en sciences est parfois loin des préoccupations réelles des gens et on ne sait jamais quand elle va avoir une application. Or, en sciences appliquées, il y a aussi, à [230] la base, de la recherche fondamentale. Alors, finalement, tout doit se répondre et c'est ce qui fait la richesse de la recherche. Dans l'art en ce moment, ma crainte est reliée au facteur économique, au fait que l'art risque de devenir seulement un art de divertissement (parce que c'est ce qui rapporte) et que cela se fasse au détriment de la qualité. Pourtant, certaines œuvres peuvent être à la fois très rentables du point de vue financier, tout en étant d'une grande qualité. Une œuvre cinématographique comme *Incendie,* par exemple, peut rapporter des millions au *box office,* cela n'empêchera pas sa grande qualité artistique. Néanmoins, je crains que l'on pousse le divertissement pour le divertissement ; et que les œuvres deviennent des instruments à mettre de bonne humeur et à inciter les gens à consommer. On laisserait alors de côté la qualité et le discours critique.

Karine Gentelet : *Merci beaucoup !*

***Mots-clés***:

Art engagé, critique sociale, engagement citoyen, militantisme

[231]



Troisième partie.

**S’ENGAGER**

“La critique sociale pour défendre  
d’autres mondes possibles.

Entrevue avec Ève Lamont et Denis McCready,  
Production du Rapide Blanc.”

**Marguerite Soulière** *Université d'Ottawa*

**Gabriela Coman** *CNRS-EHESS*

**Karine Gentelet** *Université de Montréal*

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Un désir de capter le réel, une quête incessante de sujets essentiels à traiter, une liberté de création des auteurs qui ont un droit de décision finale sur leurs films, voilà ce qui définit Les Productions du Rapide-Blanc (*[*http://www.rapideblanc.ca/*](http://www.rapideblanc.ca/)*). Fondées par Sylvie Van Brabant et Serge Giguère en 1384, les Productions du Rapide-Blanc ont pour mission première de produire des films qui engendrent un questionnement et ont le potentiel de provoquer des changements dans la société. Le Rapide-Blanc a adopté des pratiques concrètes pour permettre à ses cinéastes d'entreprendre des projets, au gré de leurs inspirations et de leurs besoins créatifs. Dans le milieu du documentaire, il est primordial d'être constamment à l'affût des événements et présent auprès des acteurs sociaux et politiques impliqués dans des changements de société. Très tôt dans le processus créatif et depuis toujours, les cinéastes du Rapide-Blanc ont eu accès à de l'équipement et à une équipe prête à s'engager, souvent gratuitement, dans l'élaboration d'un nouveau projet de film.*

Éditrices : *Qu'est-ce que la critique sociale pour vous ?*

Eve Lamont : Pour être en mesure de faire une analyse critique du système, tant au plan national qu'international, il faut comprendre les forces en présence, les rapports de force, et bien voir ceux qui [232] détiennent tout le pouvoir et toutes les forces pour en tirer profit au détriment du respect des droits de la personne, de la justice sociale et de l'environnement. Il faut aussi faire les liens entre toutes les oppressions (de classe, de sexe, de race, etc.) et chercher à fuir l'endoctrinement du système idéologique qui s'immisce insidieusement dans la conscience collective. La critique sociale doit défendre d'autres mondes possibles, en dehors du dogme du profit à tout prix et de l'individualisme qui tourne à vide. Et pour aller au-delà de la critique sociale, il faut tenter d'appliquer et de vivre dans notre quotidien les idées que nous défendons, entre individus ou dans les petits groupes, par la démocratie participative, le partage, la compassion et l'entraide.

Denis McCready : Une action essentielle à laquelle tous les citoyens devraient participer afin de maintenir une réflexion collective en perpétuelle évolution dans une recherche de consensus. En soi, la critique sociale ne devrait pas avoir lieu en dehors de la société, mais dans la société.

Éditrices : *Est-il possible d'envisager une critique sociale sans engagement social ?*

Eve Lamont : Non. Même si la critique sociale est vitale dans une société démocratique et qu'elle participe à l'engagement social, elle ne constitue pas en soi un engagement social. La critique sociale, lorsqu'elle reste marginale, lorsqu'elle n'offre pas de projet de société ou de modèle social inspirant et tangible pour la population, peut difficilement provoquer un changement social visible et effectif. Plusieurs ont l'impression qu'en critiquant socialement, ils s'engagent socialement de facto, alors que dans les faits, l'engagement social implique bien plus que cela. Il implique un travail militant de fond, sur une longue période, il participe à la mobilisation de la population rendue possible grâce à un travail de sensibilisation, par l'éducation populaire, par la participation à la réflexion et aux actions collectives, et par l'organisation d'un mouvement social.

Denis McCready : Oui, mais ça n'a que peu d'impact si des efforts ne sont pas faits pour étendre la portée de la critique au plus grand nombre de citoyens. Il faut aussi choisir la forme d'engagement social ; faire une critique et la faire connaître est une forme d'engagement.

Éditrices : *Certains affirment que l'engagement social tend à disparaître pendant que d'autres croient en l'émergence de nouvelles formes d'engagement ? Où vous situez-vous dans cette réflexion ?*

Eve Lamont : À mi-chemin entre les deux pôles. J'observe une nouvelle génération de militants altermondialistes, écologistes et féministes, ainsi qu'une cohorte signifiante déjeunes et moins jeunes résolument engagés pour de véritables changements de société et qui s'investissent dans divers champs d'action de façon dynamique et imaginative. Les nouvelles formes d'engagement sont souvent à l'échelle locale, à dimension humaine, regroupent des gens aux idéologies diverses ou multiformes et mobilisent spontanément autour d'une action ciblée et concrète, bien souvent sans [233] prendre le temps de procurer aux militants une autoformation politique partagée, sans construction d'une analyse théorique commune et sans mise en place d'un groupe structuré, ce qui en fait à la fois leur force et leur faiblesse. Cet engagement social actuel, incluant les jeunes et moins jeunes et qui prend forme principalement dans les petits groupes, atomise les luttes, chacune dans leur secteur respectif, et a du mal à se concerter avec les autres groupes œuvrant pour la même cause, ce qui demeure sa principale faiblesse. Au final, cette nouvelle forme de militantisme, qui bien souvent ne communique et ne se réunit que par le web (fini les rencontres de cuisine et les grands rassemblements), peine à proposer un projet social rassembleur et à mobiliser massivement. Pourtant, je sens dans la population un désir largement répandu d'un changement social, économique, environnemental et politique profond et global.

Denis McCready : Nous sommes à une croisée des chemins et l'engagement social évolue vers la création d'espaces communautaires cohérents où les citoyens prennent le contrôle de leur destin par des actions concrètes plutôt que de se poser en critiques passifs. Critiquer les élus et ne rien faire tant qu'ils ne changent pas notre société est la pire forme d'abdication citoyenne. Un citoyen passif qui gueule mais n'agit pas pour changer son environnement direct envoie le message qu'il n'est qu'un serf à grande bouche : insignifiant et surtout, inoffensif.

Éditrices : *Un de vos champs d'intérêt est l'environnement. De quelle manière abordez-vous cette question ? Comment se nourrit votre position sur l'environnement ? Comment la mettez-vous en action ?*

Eve Lamont : Pour moi, la question environnementale est indissociable des changements sociaux. La faiblesse des groupes écologistes est justement due à leur déconnection d'avec les questions sociales pourtant interreliées. J'observe aussi une riposte de plusieurs « citoyens ordinaires » avisés et souvent victimes de projets destructeurs dans leur communauté causés par des intérêts privés et publics, de plus en plus par des multinationales qui tentent d'écraser littéralement toute critique citoyenne. Pour ma part, lorsque j'ai réalisé un documentaire sur l'environnement, *Pas de pays sans paysans* (2005), formulant une critique de l'agriculture industrielle et démontrant qu'il est possible de cultiver autrement dans le respect de l'environnement, j'étais déjà engagée dans le groupe l'Union paysanne, qui a inspiré d'ailleurs la réalisation de ce film. Bien souvent, les films que nous réalisons nous amènent à nous impliquer parallèlement dans les organisations qui dénoncent, et qui défendent la même cause. Malheureusement, il est difficile de poursuivre un engagement social avec chaque projet documentaire et de mener plusieurs luttes de front tout en réalisant des films. C'est mon seul regret.

Denis McCready : Je ne suis pas un environnementaliste. Je suis un producteur de documentaires et ma préoccupation première est la qualité éditoriale des films : la recherche rigoureuse, les faits de sources fiables, l'argumentation solide, l'accessibilité et la portée d'un message clair et sans [234] ambiguïtés, afin que le film soit irréprochable, inattaquable et que les spectateurs sentent qu'ils assistent à une démonstration intelligente plutôt qu'à un appel à l'émotion par des subterfuges du cinéma. Si j'aborde un sujet à caractère environnemental, c'est toujours parce qu'il y a un lien avec les droits fondamentaux des citoyens : droit à un environnement sain, droit à l'usufruit du territoire, droit aux retombées économiques associées aux ressources naturelles. J'ai décidé de me concentrer sur les enjeux environnementaux qui sont liés directement à mon environnement de vie : je me tiens informé de manière sommaire sur les enjeux mondiaux. Je m'informe activement sur les enjeux liés à ma ville, à ma province. J'exprime autour de moi mes préoccupations urgentes. Je communique à tous mes contacts, amis, parents, mes préoccupations et je prends le pouls de leurs perceptions. Ensuite, je détermine quelle action je me sens capable de poser d'une manière soutenue afin de ne pas me disperser ; je préfère un seul enjeu sur plusieurs années que tous les enjeux actuels par à-coups et sans souffle. Je choisis mes « batailles » et je reste observateur des « combats » menés par les autres. Les médias sociaux (Facebook, Twitter, Google, etc.) sont des espaces d'une grande portée pour déclencher des prises de conscience et coaliser les énergies des citoyens. Je suis très actif sur ces plateformes. Avant de faire un film sur un sujet, je commence par me questionner sur la nature du projet et j'essaie de déterminer quel est le média idéal pour en faire l'articulation. Si ce projet a le potentiel de devenir un film, alors j'entreprends de déterminer des balises claires : choix du sujet, lieux où les enjeux sont présents, qui sont les spectateurs potentiels, quel est l'objectif du film, selon quels principes allons-nous élaborer son contenu éditorial, quelle approche factuelle prendrons-nous.

Éditrices : *Si c'était à refaire, mèneriez-vous vos actions et votre réflexion de la même manière ou différemment ?*

Eve Lamont : D'abord je m'inscris comme citoyenne dans une mouvance sociale et mes actions ont pris forme avec d'autres militants de qui j'ai beaucoup appris. Depuis plus de 25 ans, j'ai beaucoup participé aux luttes pour les droits sociaux, les luttes anti-pauvreté et pour le logement social. Avec le rouleau compresseur du néolibéralisme, les droits sociaux ont malheureusement beaucoup régressé. Depuis toujours, je m'inscris aussi dans les luttes féministes qui, malgré les attaques de la droite et les reculs, ont tout de même marqué des points depuis 40 ans. Sur la question de l'environnement, dans lequel je m'implique depuis moins longtemps, j'ai constaté que les environnementalistes avaient manqué le bateau, faute de critique globale du système, d'unité entre les groupes écologistes, et faute de propositions formulées sur un projet considéré comme social, pas seulement environnemental. En ce qui concerne mon travail de réalisatrice, les films que je réalise ont toujours élaboré une critique sociale du capitalisme et du patriarcat, en dénonçant les inégalités, l'exploitation et la destruction qu'ils génèrent ; ils ont démontré que celles-ci-ci n'étaient pas une fatalité et qu'il existe des alternatives ; ils ont été vus largement et de ce fait ont contribué au débat sur la place publique. Mais paradoxalement, ce travail intensif de réalisation m'a aussi éloignée d'un militantisme constant et [235] continu dans les causes qui me tiennent pourtant à coeur. Même si la diffusion de ces documentaires a démontré plus d'une fois leur utilité dans le travail de sensibilisation auprès du public (les nombreux commentaires du public en faisant foi), ils ne m'ont pas prouvé qu'ils pouvaient concrètement contribuer au changement social. Quelques rares documentaires ont réussi à jouer ce rôle, tel que *l'Erreur boréale* de Richard Desjardins menant à une commission sur la gestion publique de la forêt québécoise. Cela me force à faire le constat que les documentaires engagés ne peuvent, à eux seuls, changer les politiques en place, par contre ils peuvent contribuer à la critique sociale et à l'élaboration de propositions alternatives. Ce faisant, ils participent à la contre-information face à la pensée unique, stimulent l'éveil des consciences, nous permettent d'imaginer d'autres mondes possibles et deviennent en quelque sorte un autre grain de sable introduit dans l'engrenage du système...Du moins, ils n'ajoutent pas d'autres brouillages et distorsions dans un monde déjà envahi d'images et de sons...

Denis McCready : Je pense de la même manière, mais je ne donnerais plus le bénéfice du doute aux premiers critiques (diffuseurs, institutions de financement public).

Éditrices : *Est-ce que les dialogues souhaités entre les penseurs-chercheurs et des groupes et personnes engagés dans des actions citoyennes vous paraissent un partage fructueux ou un leurre d'intellectuels ?*

Ève Lamont : C'est toujours un partage souhaitable, il faut que les idées circulent entre nous et aussi entre le plus de citoyens possible. Tous retirent quelque chose d'enrichissant et évoluent grâce à la critique sociale, au débat et à l'échange d'idées. J'ai beaucoup appris des personnes qui étaient exclues, marginalisées et opprimées par les injustices et les inégalités sociales qui pouvaient expliquer leur réalité, et tout autant par les chercheurs qui pouvaient nommer et analyser avec pertinence cette oppression. Dans les films que nous réalisons, les savoirs de l'un et de l'autre sont souvent bien présents à l'écran.

Denis McCready : C'est une évolution essentielle de notre vie citoyenne ; si nous n'y arrivons pas, nous aurons échoué et nous subirons les conséquences de cette abdication devant ce qui est notre plus grande responsabilité comme citoyens actuellement. Les générations précédentes avaient d'autres enjeux, les générations futures en auront de nouveaux ; notre responsabilité est de changer le cours de l'histoire ou d'accepter le blâme de ne pas avoir défendu nos libertés fondamentales au détriment de la majorité et pour le profit de la minorité.

Éditrices : *Qu'est-ce qui vous apparaît le plus dommageable ou contre-productif ?*

Denis McCready : Les prophètes de malheur qui ne véhiculent que les problèmes sans jamais apporter de solutions. En cinéma documentaire, ce sont les pires films. Un documentaire qui ne fait qu'observer [236] une situation et se complait dans la description du malheur sans contribuer à trouver des solutions concrètes hormis quelques vœux pieux et une attitude de *wishfull thinking* est pour moi le summum de la stupidité humaine. Ces films sont inutiles, contre-productifs, abrutissants. Ils contribuent à la déprime et au désengagement des citoyens. Ils constituent une pollution mentale de l'espace citoyen et donnent des munitions aux corporations et gouvernements en agissant comme de *tree-hugging-hippies.* Je déteste ces films et je me fais un devoirde les dénoncerquand j'en vois un.

Éditrices : *Merci beaucoup !*

***Mots-clés***: Film engagé, engagement social, militantisme, environnement, droits des citoyens

[237]



Troisième partie.

**S’ENGAGER**

“Repenser l’université  
de manière critique.   
Expériences d’engagement académique.  
Une table ronde.”

**Charles Beaudoin-Jobin** *Université Laval et Cégep de Sainte-Foy* [[107]](#footnote-107)

**Roxanne Milot** *intervenante communautaire*

**Aude Fournier** *Cégep de Wictoriaville*

**Francisco Toledo Ortiz** *Université de Montréal*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Introduction [[108]](#footnote-108)

Une crise ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est-à-dire par des préjugés. Non seulement une telle attitude rend la crise plus aiguë mais encore elle nous fait passer à côté de cette expérience de la réalité et de cette occasion de réfléchir qu'elle nous fournit. (Arendt, 1972 : 225)

« L'occasion de réfléchir », à laquelle la citation de Hannah Arendt fait allusion, a sans doute été l'un des fruits les plus porteurs de la grève étudiante du printemps 2008 à l'Université de Montréal dont les motifs concernaient la hausse des frais de scolarité ainsi que des frais afférents. Cette grève a constitué une plateforme pour la critique sociale du modèle managérial qui règne actuellement dans nos universités. De plus, la grève a donné lieu à de multiples activités et discussions collectives. Au-delà des revendications pragmatiques sur la hausse des frais de scolarité, des préoccupations plus profondes et structurelles étaient avancées, entre autres, le rôle de l'Université dans la société, le glissement vers une « université-entreprise » ainsi que le statut des étudiants et des professeurs à [238] l'intérieur de cette institution. Un malaise était ressenti par ces derniers quant à la reconnaissance de leur pensée critique. C'est donc l'expérience et les mécontentements de chacun qui étaient en cause lors des débats et qui ont alimenté des initiatives étudiantes pour repenser l'Université.

Au département de sociologie de l'Université de Montréal, les étudiants ont été particulièrement actifs pendant les jours de grève de 2008. C'est ainsi que l'Association des Cycles Supérieurs en Sociologie de l'Université de Montréal (ACSSUM) a convoqué ses membres ainsi que les professeurs à une discussion pour essayer de mettre des mots sur l'expérience commune vécue. Nous sommes partis de l'idée que les actions et les pratiques des étudiants et professeurs sont et devraient rester intimement liées. Cette rencontre a suscité l'intérêt de notre communauté et c'est de cette manière que Paul Sabourin, président de l'ACSALF à l'époque, nous a suggéré d'organiser une table ronde dans le cadre du premier colloque international de cette association. Nous avons intitulé cet événement « Repenser l'Université de manière critique ? Différents parcours d'engagement », ce qui faisait suite aux questionnements autour du modèle actuel de l'Université, amorcés pendant la grève. Par ailleurs, cette table ronde trouvait tout son sens dans la thématique du colloque *Mutations, obstacles et tremplins de la critique sociale* de l'ACSALF. Effectivement, la pertinence de retrouver une table ronde portant sur la critique de l'Université comme événement de clôture d'un tel colloque était double. D'une part, en tant qu'organisateurs de cette discussion, nous avons voulu donner suite d'une manière concrète et constructive au mouvement de grève. D'autre part, les points de vue exprimés lors de cette table ronde constituaient une bonne manière de clore une semaine consacrée à la réflexion critique au sein même du milieu universitaire. Est-ce que la critique de l'Université est possible ? Quel peut être l'apport des étudiants et professeurs en sciences sociales ?

Nous vous proposons ici une synthèse [[109]](#footnote-109) de six regards, six parcours d'engagement d'individus et de groupes qui ont choisi la réflexion critique et l'action plutôt que la résignation. Si nous parlons ici de la notion de parcours, c'est avant tout dans le but de mettre l'accent sur les différentes pratiques d'engagement critique qui façonnent l'expérience sociale de chacun des panelistes. Ces expériences se traduisent en une pluralité de formes d'expression de la critique sociale sur le présent et l'avenir de nos universités.

D'abord, Michel Freitag, professeur émérite au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, a exposé ses réflexions critiques du modèle opérationnel d'Université qui accompagne le

[239]

développement du capitalisme financier. Aude Fournier, à l'époque, candidate à la maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal, nous a fait part de l'une des initiatives étudiantes mises en œuvre pendant la grève du printemps 2008 : un projet de manifeste produit d'une réflexion collective. Par la suite, Charles Beaudoin-Jobin, étudiant au premier cycle au département de sociologie de l'Université de Montréal pendant cette grève-là, a présenté les tenants et les aboutissants de l'écriture d'un article critique dans le contexte de la grève étudiante, publié dans *Le Devoir* (2008). Dans la même veine, Emmanuelle Sirois qui était candidate à la maîtrise en pratiques de recherche et action publique à l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS), a retracé la genèse de l'Université Populaire à Montréal (UPÀM), organisée dans le cadre de la grève étudiante à l'UQÀM. Ensuite, Marianne Kempeneers, professeure au département de sociologie à l'Université de Montréal et membre du comité exécutif du Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal en 2008, nous a partagé sa réflexion critique sur le modèle universitaire actuel, en prenant comme fil conducteur son propre parcours d'engagement académique. De même, dans le dernier exposé de la table ronde, Jacques Pelletier, professeur au département d'études littéraires de l'UQÀM et ex-président du syndicat des professeurs de l'UQÀM, a fait une lecture en miroir de son parcours militant et du modèle de gestion des universités québécoises.

Éducation supérieure et globalisation :  
intégration ou développement  
d'une autre antinomie ?

*Michel Freitag* [[110]](#footnote-110)

Je vais commencer par remercier les étudiants de m'avoir invité. J'ai été professeur à l'UQÀM pendant trente ans et je suis encore dans le milieu universitaire pour assurer des directions de thèses. Si j'interviens ici, c'est d'une part parce que j'ai écrit un essai critique sur la dérive de l'Université, livre intitulé *Le naufrage de l'Université.* D'autre part, plus récemment, j'ai édité un livre sur la globalisation [Freitag 2008]. Je vais faire la jonction de ces deux thèmes dans mon exposé. On assiste à une période d'intégration de l'économie capitaliste et je militerai pour la description d'une antinomie de plus en plus forte et radicale entre la logique du développement capitaliste et la mission de l'enseignement, en particulier l'enseignement supérieur.

[240]

Les phases de développement du capitalisme

Pour comprendre la globalisation, et ne pas parler uniquement d'une manière générale et vide de l'économie, il faut revenir sur les trois dernières phases du développement du capitalisme. La première est relativement récente dans l'histoire de l'humanité et de la modernité. C'est le développement du capitalisme industriel et entrepreneurial né de la dynamique de l'économie capitaliste qui s'étend de la fin du 18e à la fin du 19e siècle, mais continue aujourd'hui. Les principaux fondements institutionnels dans le développement du capitalisme entrepreneurial sont : la propriété privée, l'autonomie contractuelle et la réduction du travail en travail salarié. C'est le système de l'économie libérale classique. Une telle économie reste néanmoins étroitement insérée dans des structures de régulation nationales. Toutefois, la généralisation du libéralisme sous l'impulsion de l'économie capitaliste conduit, dès le milieu du 19e siècle, à une mise en précarité de l'ensemble du système social en Occident. Le développement d'une économie autonomisée à l'intérieur des sociétés en voie de modernisation conduit à une rupture de la solidarité sociale. À ce phénomène, va répondre le mouvement socialiste, social-démocrate et, éventuellement, révolutionnaire.

La deuxième phase du capitalisme se développe en même temps que la première. Aux États-Unis, au cours du 20e siècle et surtout après la deuxième moitié du 20e siècle, on voit la formation d'un capitalisme organisé, corporatif et managérial, qui deviendra le modèle fondamental du développement du capitalisme. Ce qui caractérise ce nouveau modèle, c'est le passage de la propriété privée individuelle ou d'une propriété familiale, à une propriété corporative. Le principe des sciences et des techniques de la gestion remplace l'organisation des entités productives et, de manière plus générale, un système de prises de décision et de contrôle se substitue au mécanisme de la libre concurrence marchande. À l'échelle mondiale, les mécanismes du marché sont pris en charge par les grandes corporations industrielles ou commerciales. Cette période est aussi caractérisée par l'essor d'une partie de la classe moyenne lié à une promotion du monde ouvrier dans le système des organisations. Parallèlement, les emplois du secteur tertiaire prennent une place de plus en plus importante à l'intérieur même du système de production. Finalement, une économie de consommation de masse se met en place.

La troisième période du capitalisme correspond à la période contemporaine et consiste en l'intégration fondamentale de l'ensemble du système. On parle ici de la mobilisation généralisée des capitaux sur les marchés boursiers. D'une part, les *managers* qui étaient au service de leurs entreprises se désolidarisent de celles-ci et favorisent la mise en marché des actions. D'autre part, les ouvriers et les employés qui ont des caisses de retraite font fructifier leurs épargnes en les intégrant dans des [241] fonds au service du système financier. Par conséquent, l'instance suprême de régulation devient la spéculation financière et le régulateur ultime devient la crise financière.

Dans cette troisième phase, une aporie fondamentale du développement d'une économie capitaliste se développe. Déjà, Aristote avait distingué deux formes d'économie : la chrématistique, qui était la logique et le savoir-faire de l'argent ainsi que l'accumulation au profit de la richesse ; et l’*oikonomia,* qui était l'ensemble des grandes typologies d'aménagement de la communauté familiale et de la cité. *L'oikonomia* n'était pas autonome ; elle était un tissu des normes sociales qui visait à réaliser un bien-être collectif. Dès le début du développement du capitalisme industriel, le principe de la chrématistique se déploie en usurpant l'ancien nom de l'économie *(oikonomia).* Le problème de l'économie capitaliste n'est pas tant le principe du profit sur lequel elle s'appuie, mais le fait qu'elle soit liée à un mécanisme d'accroissement continu. Dorénavant, le profit s'obtient non pas par accumulation, mais par la valeur différentielle existant dans un système de concurrence généralisée. Dès que le système ne s'accroît pas, il s'éteint. Dans la logique du capitalisme, la décroissance est synonyme de risque d'effondrement généralisé, donc le système ne peut exister et se reproduire qu'à travers une logique de croissance continue. Cela viole une loi fondamentale : dans un monde limité, rien ne peut croître indéfiniment. Le résultat, vous le savez bien, c'est la crise écologique. On a saturé le monde. Cette barrière qu'on peut qualifier d'absolue remet en cause de manière radicale la logique même du capitalisme.

Le mythe de la croissance absolue a également entamé l'élimination du problème de la justice en tant que problème social fondamental. Or, c'est seulement dans le cadre de la réalisation de la justice qu'on peut envisager une vie humaine qui n'implique pas un développement continu de la production et de la consommation. La seule solution est de revenir à l'ancien principe de l’*oikonomia* aristotélicienne qui visait l'harmonie et le bien-vivre, plutôt que la croissance.

Les transformations de l'institution universitaire

Passons au deuxième point : l'Université. En ce moment, l'Université vit d'une manière absolument directe un procès de subordination systématique à la logique de l'économie. L'Université est une institution, c'est-à-dire une structure de pratiques sociales qui réalise, avec une certaine autonomie, des finalités sociales particulières qui ont été justifiées par un débat collectif. On voit émerger des structures spécialisées d'éducation à mesure que les sociétés se complexifient - Durkheim parle de division du travail social - et que le principe d'unité de la vie n'est plus occupé par la religion sur les plans de la légitimité, des valeurs, des normes et des fins.

[242]

À partir de ce moment se développent des systèmes d'éducation. Auparavant, l'éducation était assumée directement soit par la religion, soit par les différents milieux sociaux, ce qui impliquait une formation spontanée et vernaculaire des moeurs, des manières de faire et d'être. La spécialisation du système universitaire apparaît au moment où la société échappe à une emprise directe de la tradition religieuse. En s'autonomisant, l'éducation supérieure affronte deux tâches. La première, la formation professionnelle (formation des prêtres, des médecins, des avocats, des différentes élites sociales) et la deuxième, la formation du lien social, au niveau intellectuel, qui n'est plus directement assurée par la division du travail social. Alors, le système d'éducation hérite d'une tâche de reproduction d'un système de valeurs. Il ne s'agit pas simplement de le recevoir d'une manière autoritaire, mais plutôt de le développera travers un débat public.

L'histoire des universités en Occident, c'est l'histoire du développement d'un débat public autour des valeurs, des idéaux et des formes fondamentales de la vie sociale. Pour résumer ce deuxième aspect, la formation humaniste transcende d'une certaine façon les exigences de formation professionnelle, qui ont toujours été une fonction de la vie universitaire.

L'avenir de l'Université  
dans le monde contemporain

Mon troisième point est le suivant : qu'en est-il de ces deux tâches dans le monde contemporain ? Ce qui se passe dans l'Université actuellement, c'est sa mise au pas dans ses uniques fonctions de formation professionnelle, sous prétexte de rentabilité. Cependant, en même temps, c'est une réduction de la formation professionnelle à la fonctionnalité qu'elle peut avoir dans le développement du système capitaliste : la mobilité, la précarité, la circulation et l'adaptation. Cela élimine donc de plus en plus ce qui est de l'ordre de la recherche d'harmonie et d'équilibre, c'est-à-dire tout ce qui était inhérent à l'idéal humaniste. Une pression continue s'exerce sur l'Université pour qu'elle se défasse de ce qui était l'essentiel de sa tâche historique critique : la formation à l'autonomie ainsi qu'à la participation à l'orientation de la société, à travers les débats concernant les finalités et les valeurs.

Face à cette situation, nous sommes dans un contexte où, sur le plan économique, nous avons une alternative. Tout le monde dépend du système économique et de sa prospérité pour vivre, puisque tout le monde est salarié d'une manière ou d'une autre ; il y a l'obligation de sauver le système capitaliste comme condition de survie. Cependant, à mesure qu'on sauve le système capitaliste, on se précipite dans la crise écologique qui nous mène dans une impasse. On fuit un danger pour se précipiter dans un autre. Il n'y a de solutions qu'en dehors du système.

[243]

En ce sens, l'Université peut s'ajuster de plus en plus à la logique du système et disparaître dans sa spécificité en s'y intégrant entièrement. La manière dont la recherche est commanditée et dirigée illustre ce phénomène. Les nouveaux programmes se multiplient et la formation s'ajuste aux besoins du système. Dans ce contexte, les étudiants sont obligés de trouver du travail dans le système tel qu'il est. Face à cette mouvance, l'alternative, c'est que l'Université mette toutes ses ressources à préparer la suite, c'est-à-dire former des gens qui soient capables de reconstruire un système de vie humain. Au-delà des exigences du capitalisme, ces gens devraient être en mesure de redéfinir les valeurs, les objectifs et les modalités pratiques de la vie sociale, de nature morale, technique, esthétique ou de la civilité. Tout le monde est d'accord avec ce type de discours, mais non avec l'idée d'en assumer la réalisation par des choix collectifs. Cela implique, effectivement, d'adopter une optique de décroissance ; c'est-à-dire un partage de la rareté plutôt qu'une augmentation indéfinie de la production et de la consommation.

Ainsi, l'Université se trouve en crise, comme jamais depuis sa fondation. Elle a connu d'autres crises et ruptures par avant, mais elle ne s'est jamais retrouvée au point où elle en est actuellement, devant un choix aussi radical. La démission de l'Université vis-à-vis de sa fonction critique signifie la fin de la formation sur une base collective et organisée en vue de la poursuite du monde. Je ne vois pas ce qui peut remplacer le système général de l'éducation, dans ses différents degrés, pour préparer la suite. C'est au niveau de l'éducation qu'il faut préparer des êtres humains capables de sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes et de le faire au niveau de leur désir et de leurs compétences. Cette conclusion est un peu radicale, mais je pense que nous sommes dans une situation qui invite à une prise de conscience, elle aussi radicale.

Les défis de la critique de l'Université

**Aude Fournier** *avec la collaboration de*

**Roxanne Milot** *Francisco Toledo Orbiz*

La critique de l'éducation et du système universitaire représente un véritable défi aujourd'hui, tel que nous l'a enseigné une expérience de réflexion collective durant la grève de l'hiver 2008 au département de sociologie de l'Université de Montréal. Six associations étudiantes de l'Université de Montréal, dont les étudiants du premier cycle et des cycles supérieurs en sociologie, ont participé au [244] mouvement de contestation en réaction au dégel des frais de scolarité. Si elle n'a pas eu un impact direct important, cette grève a été l'occasion de développer un espace de réflexion critique sur les transformations de l'Université, réunissant étudiants et professeurs du département. Elle nous a permis d'éteindre nos ordinateurs, de sortir de nos bureaux et de nous rassembler, étudiants et professeurs, pour voir là où le bât blesse, mettre des mots sur les malaises que l'on ressent et réfléchir collectivement aux alternatives pour améliorer le système, du moins à l'échelle du département. À l'issue de cette grève, un groupe a été créé pour poursuivre ces réflexions et les mettre par écrit, dans l'optique de publier un manifeste [[111]](#footnote-111) pour proposer une nouvelle vision de l'Université.

Le point de départ de cette expérience a d'abord été de mettre des mots sur le malaise et les transformations que nous vivons au quotidien et le décalage qu'entretiennent ces transformations avec la vision que nous partageons de l'Université. Il ne s'agissait aucunement de susciter un plaidoyer pour un retour à l'Université de la Renaissance, ni de tomber dans la remémoration nostalgique du « bon vieux temps ». Nous étions simplement convaincus de la nécessité d'une mise à jour des institutions d'enseignement et d'une réappropriation de l'Université par ceux et celles qui la font vivre tous les jours.

À travers cette expérience, nous nous livrons ici à un exercice d'autocritique. Il s'agit de répondre à la question suivante : pourquoi la réflexion critique sur l'éducation et sur le système universitaire représente-t-elle un défi aujourd'hui ? Trois pistes de réponse seront brièvement exposées soit : une éducation à la critique sociale déficiente, la gestion et les finances au premier plan du débat, et l'incorporation du discours dominant sur « l'étudiant-excellent ».

Une vision utilitariste de l'éducation

En premier lieu, nous remarquons que le développement des savoirs critiques occupe de moins en moins de place au sein de la formation universitaire. Les exigences du marché se conjuguent aux restrictions budgétaires pour contraindre les programmes à s'orienter vers la transmission de savoirs instrumentaux au détriment du développement d'une pensée autonome, critique et créative dans les cours. Tel qu'évoqué par Guy Rocher dans son article « L'université du XXIe siècle » [Rocher, 2002] l'Université ne doit-elle pas être ce cadre propice à la fois à l'épanouissement de l'activité intellectuelle et à l'analyse critique, c'est-à-dire l'aptitude à regarder les choses au-delà des apparences pour retrouver les racines cachées ?

[245]

À l'issue de notre expérience autour du projet de rédaction d'un manifeste sur le sujet, nous demeurons convaincus que le développement d'une pensée critique se fait non pas seulement assis sur un banc de classe, mais également au travers d'expériences concrètes d'engagement. Pour cela, il est important d'avoir du temps et des espaces pour s'impliquer, se rencontrer, échanger, apprendre à construire une argumentation solide.

Comment prendre part au débat ?

Dans les médias, le discours dominant porte sur les déficits budgétaires, le sous-financement chronique, la gouvernance et les dédales du développement immobilier. Face à ce discours gestionnaire et comptable, il est facile de s'y perdre. Faut-il entrer dans cette logique de rentabilité et de performance, utiliser les termes du débat pour faire valoir nos critiques ?

Selon nous, ce discours donne l'impression que nous nous trouvons devant un système qui nous est extérieur, qui est extérieur à ce que nous vivons quotidiennement. Or, il nous semble que la critique devient possible si elle est ancrée dans ce que nous vivons au quotidien. Avant d'être un énorme complexe immobilier, l'université repose sur des relations humaines de partage, de construction et de transmission sociale des savoirs. Si les transformations actuelles de l'éducation créent un malaise chez les étudiants, c'est parce qu'elles se répercutent concrètement sur le plan du bien-être, des relations professeurs-étudiants et étudiants-étudiants, sur leur parcours au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat.

L'étudiant « excellent »

L'université attend de nous, étudiants et professeurs, que nous remplissions un certain rôle. Récemment, les étudiants ont tous reçu un message de la part du recteur Luc Vinet qui les remerciait de leur contribution au rayonnement de l'Université de Montréal sur la scène internationale. D'autant plus qu'il semblait dire que si l'université était « excellente », c'était parce que des étudiants « excellents » et des professeurs « excellents » avaient à coeur leur institution. Comment ne pas accepter ce compliment (qui s'adressait même aux étudiants de sociologie) ? Dès lors, avec des collègues, nous nous sommes demandés comment nous pourrions contribuer davantage à l'excellence de l'université.

*Étudiant-consommateur :* D'abord, en développant une attitude propre au « consommateur averti ». Il s'agit alors de « magasiner » les meilleurs professeurs, les meilleurs cours, et ce, dans l'optique [246] d'obtenir la meilleure note possible au bout de la session. Après tout, un cours ne représente-t-il pas un service obtenu en échange du paiement des frais de scolarité ? D'ailleurs, notre ancien recteur affirmait que les gains de l'université étaient d'abord d'ordre individuel puisque le passage à l'université permettait une carrière prometteuse et l'acquisition de connaissances sur le plan personnel. Dans cette perspective, il apparaît tout à fait logique d'augmenter les frais de scolarité.

*Étudiant-travailleur :* Ensuite, dès que nous mettons les pieds à l'université, il est nécessaire de nous présenter comme étant hyper motivés, flexibles, adaptables, performants et rentables. À la maîtrise, les nouveaux étudiants sont accueillis en se faisant rappeler la nécessité d'avoir terminé leur maîtrise en deux ans, sans compter les invitations à faire un passage accéléré au doctorat.

*Étudiant-stratège :* Finalement, comme l'annonçaient les publicités de l'Université de Montréal récemment, le passage à l'université nous permettrait d'avoir « un bureau en haut d'une tour » ; ce qui est sans doute le rêve partagé par plusieurs d'entre vous. Selon ces publicités, une éducation de qualité est d'abord une éducation qui garantit l'employabilité et l'acquisition des compétences nécessaires à l'entrée sur le marché du travail. Cependant, si l'université doit s'assurer de transmettre les bonnes compétences à ses étudiants, il est d'abord du ressort et de la responsabilité de l'étudiant d'être « stratégique » tout au long de son parcours universitaire ; c'est-à-dire de faire les bons choix et, surtout, de ne pas trop s'engager au-dehors des études puisque cela pourrait nuire à son parcours académique.

Ces trois rôles que l'on attend de nous limitent la possibilité de critiquer et de créer ces espaces de réflexion sur l'Université et sur la société en général. Ils ne limitent pas seulement la critique, mais la transforment dans le sens d'une individualisation. On critique lorsque notre portefeuille est en jeu ou lorsque nos notes ne nous satisfont pas. Cela ne veut pas dire que nous ne comprenons pas les contraintes qu'un étudiant peut subir au moment de demander une bourse, au moment où les bonnes notes font la différence entre une insertion réussie ou un abandon de l'université. Nous sommes tous dans la même situation.

Se réapproprier l'université

Le sentiment d'appartenance à une institution « d'excellence » ne peut pas se faire artificiellement à travers un discours qui prône une « image de marque » par une stratégie publicitaire intensive ou qui prône une excellence d'un point de vue purement financier. Nous serons fiers de nos formations universitaires si les connaissances acquises nous permettent de développer un esprit critique, une rigueur dans le travail de réflexion et une sensibilité envers les autres. Dans le contexte actuel, il est [247] facile d'individualiser la critique et de reléguer la responsabilité de la déroute de l'université à des structures distantes et extérieures. Il nous semble important de rappeler que l'université, c'est d'abord nous, étudiants, professeurs, chargés de cours, administrateurs, employés, tous ensemble, porteurs et acteurs de cette structure. Nous avons la responsabilité de la maintenir vivante, dynamique et à notre image, et non de nous soumettre à une « image de marque ».

« Je me souviens »  
d'un projet pour l'éducation.

*Charles Beaudoin-Jobin*

Dans le théâtre de la vie sociale, l'institution universitaire n'est pas seulement un décor de scène ou un élément substantiel. En fait, cette institution, sous le visage de la démocratie et du collectif, a maintenant le « trac » quant à sa mission d'éducation globale. Ce constat d'une dérive universitaire, cristallisation, entre autres, d'un problème de démocratisation et d'une gestion managériale, ne nous a pas laissés muets et nous a interpellés. Dès les premiers mois suivant notre arrivée à l'université, plusieurs collègues et moi avons ressenti un malaise. Il nous semblait que cette institution était de plus en plus définie selon une vision utilitariste de l'éducation et soumise à une logique de marché où les professeurs sont considérés comme des fournisseurs de services et les étudiants, comme des clients qu'il faut satisfaire. Cette prise de conscience permit l'écriture d'un article dans *Le Devoir, « Je me souviens » d'un projet pour l'éducation...* quej'ai coécrit/cosigné avec Guy Rocher et mon collègue, Gabriel Dufour. De cet article il sera question dans cette intervention

À l'hiver 2008, en réponse aux hausses des frais de scolarité, des étudiants de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université de Montréal ont manifesté leur désaccord, notamment par un mouvement de grève. Ce vent de contestation étudiante n'est pas étranger, selon nous, à une représentation par l'administration universitaire de la « clientèle étudiante » considérée comme des crédits à recruter, spécialiser, puis diplômer le plus rapidement possible. *« Je me souviens » d'un projet pour l'éducation...* souligne également le processus d'instrumentalisation du savoir ; celui-ci n'étant plus considéré en fonction de la compréhension du monde et de la curiosité qu'il suscite, mais bien à l'emploi futur auquel il donne accès. En bref, malgré ce colloque, fenêtre à la critique sociale, il est pertinent de souligner que l'université ne semble plus se préoccuper de former des citoyens critiques, capables de saisir les enjeux sociétaux actuels, mais de futurs employés efficaces. La logique managériale colonisant donc, le cas échéant, la mission d'éducation globale et à la fois critique de l'institution universitaire.

[248]

Notre article - d'où l'expression « je me souviens » - s'insère ajuste titre dans cette conception et dans ce but d'éducation globale. Cette mission est, selon nous, déjà oubliée. Le statut de cette institution doit être repensé et impose donc un « devoir critique » de la part des artisans de l'enseignement universitaire. Si le théâtre de la vie sociale porte en son sein des jeux de pouvoir, il est de notre « devoir critique » de les exposer au grand jour afin de redonner au savoir le statut qu'il mérite.

De plus, cette dérive universitaire est porteuse d'un problème de démocratisation qui n'est pas étranger aux hausses des frais de scolarité. Légitimés par des discours à teneur technocratique et une logique organisationnelle, les acquis quant à l'accessibilité aux études supérieures demeurent fragiles. C'est dans cet élan que s'insère une autre problématique : les inégalités sociales. En effet, les pressions portées vers les étudiants quant à leur capacité de payer s'intercalent avec cet acquis fragile qu'est la démocratisation de la sphère universitaire. Considérées par certains comme un socle permettant la mobilité sociale, les universités doivent garder en avant-plan une finalité communautaire et non élitiste.

Finalement, ce n'est pas à la « main invisible », soit à une ingérence managériale, de donner une orientation à l'éducation, mais bien à la plume venant des mains étudiantes et des différentes figures de résistance critique.

UPAM : quand la critique sociale  
de l'éducation occupe l'espace

*Emmanuelle Sirois*[[112]](#footnote-112)

L'Université Populaire à Montréal (UPAM) est un projet d'université populaire qui s'est tenue pour la première fois lors de la grève étudiante de l'automne 2007 à l'UQAM. L'idée d'occuper l'espace physique et temporel libéré par la grève étudiante a émergé lors de différentes rencontres étudiantes. Devant l'imminence d'une grève locale et le constat de l'échec des grèves nationales, des dizaines de personnes se sont réunies avant le début de la grève pour tenter de mettre en place l'UPÀM. Le projet a donc été conçu dans un contexte d'urgence et de dénonciation et sous le signe de la dissidence. Il s'agissait de mettre en place, ici et maintenant, un espace de résistance au sein même de l'université et du système d'éducation qui faisait l'objet de notre critique. Lors de cette première expérience, un forum ouvert a été mis en place afin de permettre une gestion collaborative et flexible des ateliers de [249] la semaine, en parallèle à la programmation officielle. Étudiant(e)s, professeur(e)s, militant(e)s ont animé plus de quatre-vingts activités dans les locaux de l'UQÀM ou dans des bars et des cafés du coin. Nous estimons à environ 2 500 personnes le nombre de participantes.

Dans cette perspective, l'UPÀM était une plate-forme, mais aussi un outil politique, une façon préfigurative de manifester qui s'est surtout développée autour de la pratique. À la suite de ce projet, qui ne s'est pas réalisé sans heurts (notamment avec l'administration), un comité permanent a été mis en place pour permettre au projet d'assurer une certaine pérennité. Deux autres UPÀM se sont tenues, notamment pendant la grève de l'hiver 2008, dont l'une à l'Université de Montréal (UPÀM sur la montagne), et l'autre à l'UQÀM. Nous avons également collaboré avec le Centre Social Autogéré de Pointe-Saint-Charles. Nous avons organisé des tables rondes sur l'embourgeoisement du quartier, sur les mouvements sociaux et sur l'occupation physique et symbolique des lieux. Nous comptons publier des cahiers de l'UPÀM afin d'en garder des traces.

*A posteriori,* une mission a ainsi été formulée :

L'Université populaire à Montréal (l'UPÀM) est un projet d'échange, de partage et de construction des savoirs dont l'objectif est de promouvoir une vision de l'éducation ouverte, libre, gratuite, transdisciplinaire et autonomisante. [...] Sans contrôle des connaissances ni concours de sélection, les upamien-ne-s œuvrent dans un cadre libre et participatif dans le but de susciter la réflexion et le développement de l'esprit critique plutôt que la formation d'éléments économiquement productifs où l'arrimage au marché du travail est préconisé. De fait, une grande place est laissée à la discussion et à l'interaction avec et entre les participant-e-s. L'UPÀM poursuit depuis lors son travail de revendication et d'éducation en s'organisant de façon ponctuelle, en temps de crise, aux terrains des conflits, dirigeant ses activités des assises universitaires vers les interstices et les lieux communs de l'espace public. (UPÀM, 2007)

[250]

L'étudiant au cœur de la mission universitaire :  
un leurre ?

*Marianne Kempeneers*[[113]](#footnote-113)

Les étudiants ont parlé d'un malaise. Je ferai ici état de mon point de vue d'enseignante universitaire face à la dérive universitaire en attirant l'attention sur un paradoxe. Il s'agit de l'énoncé que l'on retrouve en tête du *Livre blanc* de l'Université de Montréal (2007) et qui se retrouve sans doute dans d'autres universités. Le *Livre blanc* est le cadre stratégique qui guide l'université à moyen et long terme et qui réitère - à qui veut bien l'entendre - qu'au coeur de la mission universitaire se trouvent l'étudiant et sa formation ; une sorte de mantra réitéré dans les discours à tous les échelons de l'institution. On peut se demander si un doute fondamental ne s'est pas insinué dans les esprits à propos de ce qui peut paraître une évidence. On n'a jamais eu tant besoin de rappeler cette priorité que depuis qu'elle n'est peut-être plus, justement, une priorité. Ce n'est pourtant pas aux professeurs qu'il convient de rafraîchir la mémoire. Ceux-ci sont généralement très conscients du volet « enseignement » et « encadrement » de leurs tâches à l'université, étant à la première ligne dans le contact avec ledit étudiant. Ils sont éveillés à cette responsabilité qui leur incombe de préparer

[...] les étudiants à devenir des forces de changement et de progrès, afin que, comme diplômés, ils s'affirment par leurs compétences, leur esprit d'initiative, leur sens de la responsabilité sociale et leur ouverture sur le monde. (Université de Montréal, 2007 : 5)

Pourtant, de nombreux signaux entrent en contradiction totale avec cette affirmation de la primauté de l'étudiant et de sa formation dans la mission universitaire. Parmi ces signaux contradictoires, j'en citerai deux. Le premier signal est la dévalorisation du volet « enseignement » dans la charge professorale par rapport aux volets « recherche et rayonnement » dans l'évaluation des dossiers pour l'obtention d'une permanence ou d'une promotion. Ce fait est bien documenté, entre autres, par l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU). Le deuxième signal contradictoire avec cette réitération de l'importance de l'étudiant est la dégradation des conditions du travail des professeurs au cours des dernières années, un problème important qui a été identifié ici à l'Université de Montréal. Les conditions d'exercice de la tâche professorale et la surcharge de travail sont des problèmes majeurs de l'institution. Outre l'augmentation du ratio étudiant-professeur, on constate une compression des ressources d'appui au travail professoral, comme les auxiliaires [251] d'enseignement et les services techniques et administratifs, ce qui a pour effet d'alourdir la tâche des professeurs. Forcément, cela a des répercussions sur la qualité de la formation.

Le financement des universités québécoises :  
passage au modèle américain

J'attirerai maintenant l'attention sur un rapport de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) paru récemment, qui compare les universités québécoises aux universités australiennes et américaines. D'après ce rapport, le Québec se trouve bel et bien engagé dans une transition entre deux modèles, du modèle de subventions directes de l'État au régime à contribution étudiante élevée. Ce modèle américain représente l'aboutissement d'un processus de dénationalisation et de privatisation de l'éducation, où l'enseignement n'est plus subventionné par une communauté transmettant son savoir aux nouvelles générations, mais financé en partie par l'étudiant lui-même, au moyen d'emprunts bancaires. Au détriment de l'acquisition d'un savoir et d'une formation à l'esprit critique et humaniste, cela favorise une formation en tant que main-d'œuvre. Le rapport de l'IRIS révèle que nous assistons à la fois à une mutation du financement de l'université et à un profond changement de la mission institutionnelle, à savoir sa fonctionnarisation dans un rapport de réponse adaptative aux besoins du marché. Plutôt qu'un projet collectif de société, l'éducation devient une affaire de risque personnel, l'étudiant cherchant à rentabiliser son potentiel par un investissement dans sa formation - son « capital humain ».

Ce qui est en train de changer présentement, ce sont les modes de financement et, corollairement à cela, les modes de gestion de l'université s'ajustant à cette logique privatisée et marchande. Je me réfère ici à l'article que j'ai écrit avec un collègue du département d'histoire, Othmar Keel, dans la revue *L'Autre Forum* (2007), et où nous illustrons les moyens concrets par lesquels s'opère ce changement. Nous soulignons, entre autres, la présence de gens d'affaires dans les instances qui gouvernent l'université, ainsi que les subterfuges de langage qui entrent de plus en plus dans les esprits cette fiction selon laquelle l'université serait une entreprise. Dans cet article, nous faisons la démonstration que l'université n'est ni une entreprise publique, ni une entreprise privée. L'université n'est pas une entreprise, malgré tout un langage idéologique qui tend à marteler et à convaincre les gens de cela.

Finalement, que pouvons-nous faire pour renverser la vapeur et aller vers un modèle d'Université plus viable ? On peut se poser la question à l'échelle de chaque professeur, à l'échelle de l'institution, à l'échelle du Québec ou du monde. À l'échelle de chaque professeur, individuellement, divers moyens s'offrent : engagement dans des réseaux d'instances critiques de la dérive de l'institution, engagement dans les syndicats institutionnels (comme le Syndicat général des professeurs de l'Université de [252] Montréal (SGPUM)), qui travaillent pour l'amélioration des conditions d'exercice du travail des professeurs et contre l'instrumentalisation complète de la formation. Cela dit, il faut bien voir qu'un syndicat dans une université se trouve dans une position assez ambiguë, étant donné que les membres du syndicat sont des professeurs susceptibles de devenir eux-mêmes des gestionnaires, ce qui ne favorise pas une position confortable pour renverser les choses. De plus, un syndicat universitaire est censé non seulement veiller à l'orientation de l'institution, garder le cap sur la véritable mission universitaire qui échappe aux emprises du capitalisme, mais aussi défendre les droits individuels des collègues, lesquels ne sont pas toujours en phase avec ces grandes orientations.

Hier, un de nos collègues de l'UQÀM, Éric Pineault, disait, en parlant du système en général, qu'il fallait absolument aller au-delà d'une simple dénonciation de la marchandisation du social. Il faisait remarquer à juste titre que tout le monde est rendu antinéolibéral - même Sarkozy. J'aurais donc tendance à abonder dans le sens de Michel Freitag, c'est-à-dire que les options possibles que je viens de décrire ne sont que des ajustements qui reproduisent le système. Mais maintenant, laissons ouvertes à la discussion les composantes de cette alternative idéaliste que Freitag appelle « l'Université de demain », car il faut de l'idéalisme pour avancer.

Les transformations de l'institution universitaire  
vécues par l'étudiant, le professeur et le syndicaliste

*Jacques Pelletier* [[114]](#footnote-114)

Comme mes collègues ici, cela fait longtemps que je suis immergé dans le milieu universitaire : comme étudiant, d'abord, puis comme professeur et comme syndicaliste.

Le point de vue de l'ancien étudiant

Je militais, dans les années soixante, en tant que journaliste étudiant. C'était à l'époque de la Révolution tranquille. Le mouvement étudiant se faisait alors le relais des revendications néonationalistes telles les positions politiques du *Rassemblement pour l'indépendance nationale* (RIN) ou celles de la revue *Parti Pris.* Déjà à cette époque, les questions d'accessibilité et de gratuité faisaient partie des revendications étudiantes. Il faut se rappeler qu'avant la création des Cégeps, l'accès à la formation universitaire par le biais des collègues classiques était très limité.

[253]

Ces revendications étaient organisées autour d'une conception que l'on pourrait qualifier de sociale, dans la mesure où elle se référait au statut, au rôle et à la fonction éventuelle des étudiants. Ces derniers, définis comme de « jeunes travailleurs intellectuels », avaient une responsabilité sociale : en intégrant le monde professionnel, ils se destinaient à mettre leurs compétences au service de la population d'abord, faisant passer leurs propres intérêts au second plan. Je rappelle cela parce que cette conception, qui s'est perdue au cours des années soixante et soixante-dix, pourrait être récupérée parle mouvement étudiant aujourd'hui.

Le point de vue de l'enseignant

J'ai commencé à travailler comme professeur dans les années 1970. J'ai été embauché à Rimouski en 1972 dans un contexte où l'Université du Québec était en pleine construction. L'université n'avait que deux ans à ce moment-là, il fallait donc tout construire. Il y avait là quelque chose d'extrêmement intéressant.

Mais je tiens à souligner surtout ceci : j'ai été engagé, à l'époque, comme professeur. À ce moment-là, l'enseignement constituait la principale dimension de la tâche. On nous demandait, bien sûr, à l'embauche, d'avoir des préoccupations de recherche et éventuellement un certain nombre de publications. Pour ma part, en début de carrière, j'avais publié deux ou trois articles de fond, ma is, en général, les jeunes professeurs n'en avaient pas tellement. Ce qui signifie que, si je me trouvais dans la même situation aujourd'hui qu'à l'époque, je ne serais probablement pas engagé. Bref, la dimension enseignement était centrale et la dimension recherche était, en quelque sorte, intégrée dans la conception que l'on se faisait d'un professeur d'université.

Depuis, cela s'est modifié. Le tournant - et c'est peut-être ma façon d'illustrer ce que Michel Freitag a dit auparavant - correspond à la genèse d'un deuxième modèle. C'est celui que l'on connaît aujourd'hui, dans sa forme exacerbée et hyperbolique. Il consiste en une sorte de dissociation entre la fonction enseignante du professeur et celle de recherche. Cela apparaît quelque part dans le tournant des années '80.

La recherche devient alors un domaine autonome, une dimension particulièrement importante dans les critères de reconnaissance des professeurs d'université, et ce, à toutes les étapes de leur carrière : du renouvellement de leurs contrats, en passant par l'attribution des permanences, jusqu'aux promotions. Pour évaluer la compétence d'un professeur, les capacités d'enseignement sont donc passées au second plan au bénéfice de la production en recherche. C'est le système dans lequel nous [254] sommes aujourd'hui, celui que vous connaissez comme étudiants et que nous connaissons comme professeurs. Si cette nouvelle conception s'impose à partir de la fin des années '80 et du début des années '90, on a connu pendant un certain temps une période de transition ; un modèle intermédiaire dans lequel cohabitaient les deux systèmes. Bref, depuis une vingtaine d'années, on assiste à l'émergence d'une nouvelle conception de la nature de l'Université et du rôle des professeurs. À mon avis, cette nouvelle vision se caractérise par une survalorisation de la recherche dans la tâche des enseignants.

Le point de vue du militant syndicaliste

En ce qui me concerne, je me suis engagé surtout sur le plan syndical. Dans les années '70, j'avais 32 ou 33 ans, j'étais jeune professeur et je me suis retrouvé président de syndicat. J'ai occupé ces fonctions assez rapidement. J'ai été associé à la grève de l'UQÀM en 1976 qui était une grève essentiellement pour la reconnaissance de la place du personnel d'université et des professeurs dans les instances de direction : commissions des études, C.A., etc. Et puis, de 2003-2006, j'ai fait un retour à la présidence du syndicat des professeurs de l'UQÀM (SPUQ). Entre autres objectifs, nous avions celui de s'opposer à ce que certains ici ont appelé « dérive » et que Michel Freitag avait qualifié de « naufrage » dans son livre. À ce moment, nous voulions nous opposer à un projet de politique facultaire visant à reconstruire l'UQÀM sur des bases hiérarchiques, plus traditionnelles. Nous avons, entre autres, défendu les principes d'autogestion à la base. Cette réforme n'est pas passée. Cela montre qu'il existe des moyens de résister aux initiatives des dirigeants d'université, mais à condition de s'y engager.

De même, on s'est impliqué dans les problèmes concernant l'immobilier. Il y avait certes un problème d'espace, mais ces problèmes ont été, à mon sens, un peu gonflés. À l'UQÀM, dans les années où j'étais à la présidence du syndicat, l'immobilier était la préoccupation centrale ; plus importante que les orientations générales de l'université. Dans ce contexte, assurer le développement immobilier est devenu l'orientation générale de l'université.

À propos des modes d'implication alternatifs

Par ailleurs, l'implication peut prendre d'autres formes. Le dossier que vous allez trouver dans la revue *À bâbord* (2008), « [*L'université entre déclin et relance*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/A_Babord/A_babord_26/A_Babord_26.html)», en est un exemple. Il propose un état de la situation actuelle des universités. Un certain nombre de questions y sont abordées et une d'entre elles n'a pas été soulevée jusqu'à présent : la gouvernance des universités. Ce n'est pas, à mon sens, la question la plus fondamentale. Il existe, en effet, des questions de fond plus importantes, par exemple, sur le type d'Université que nous voulons. Toutefois, il faut reconnaître que c'est une [255] question politique chaude. Ce que l'on sait, c'est que la ministre de l'Éducation, Madame Courchesne, doit présenter bientôt un projet de loi sur la gouvernance des universités. Ce projet de loi sera essentiellement inspiré par la réflexion de l'Institut de la gouvernance des organisations publiques et privées. Cet institut est composé d'un certain nombre d'économistes et d'experts en management, tels que : Yvan Allaire, Jean-Marie Toulouse (qui a longtemps été directeur des HEC à Montréal), André Cayer d'Hydro-Québec, Alban d'Amours des Caisses Populaires Desjardins, des recteurs dont celui de l'Université de Chicoutimi (Michel Belly), la Principale de McGill (Heather Munroe-Blum), etc. Bref, se retrouve là le fleuron de la bourgeoisie québécoise et ils proposent essentiellement deux choses :

1) Que les conseils d'administration des universités soient dorénavant composés majoritairement, voire aux deux tiers ou aux trois quarts, de « membres indépendants ». Et c'est un langage qui fonctionne à la litote ! Ces membres dits indépendants ont tous, comme par hasard, des compétences sur le plan économique, sur le plan financier, et il s'agit souvent de dirigeants d'entreprises. En résumé, on propose que les conseils d'administration des universités soient majoritairement composés de gens de l'entreprise privée.

2) Ensuite, que les principaux comités de travail des conseils d'administration (le comité des ressources humaines, le comité de gouvernance et éthique et le comité de vérification) soient strictement composés de « membres indépendants ». Autrement dit, de membres qui n'appartiennent pas à l'université en tant que telle, mais des gens du privé.

Ces aspects constituent un enjeu très important. Il semble que l'État ne prenne plus le contrôle des universités en tant qu'institutions publiques. Or, on pourrait penser que l'État voudrait être représenté aux conseils d'administration. Et pourtant, si le projet de loi arrive comme prévu, ce sont les gens des entreprises privées qui seront majoritaires dans les directions d'universités et pourront alors certainement faire passer leurs orientations. Autrement dit, nous courrons le risque d'une mainmise du privé et des dirigeants des entreprises à la direction des universités.

De ce point de vue, le cas de l'UQÀM est fabuleux puisqu'il sert de contre-exemple à la logique sous-tendant ce projet de loi. En effet, seuls les gens de l'interne, particulièrement les professeurs, ont été sceptiques par rapport au projet de l'« îlot Voyageur ». En effet, ils ont été les premiers à poser des questions et à s'y opposer. Autrement dit, si l'on augmente la proportion de membres du privé dans les C.A., se multiplieront les risques d'avoir d'autres échecs comme celui-là.

[256]

La revendication actuelle :  
l'appel aux états généraux sur l'Université

Le dossier de la revue *À bâbord* se termine par un appel aux états généraux. Nous pensons qu'il serait souhaitable que les principaux acteurs impliqués dans le milieu universitaire, à l'exclusion peut-être des hauts dirigeants des universités, généralement plutôt en accord avec les orientations actuelles, se réunissent et discutent des finalités de l'Université. Autrement dit, nous proposons que les professeurs, les étudiants, les employés, les cadres intermédiaires, les organisations syndicales du secteur de l'éducation et les milieux populaires qui se sont investis dans le domaine de l'éducation entament une réflexion collective à savoir si l'Université doit continuer à reproduire le modèle actuel ou si elle doit plutôt faire un retour en arrière ; revenir à ce qu'elle a été historiquement. À ce propos, nous avons publié, dans *Le Devoir,* un article qui n'a d'ailleurs pas eu grand écho jusqu'à maintenant. Cela dit, cette proposition va probablement être portée à la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU). Effectivement, la tenue d'états généraux pourrait être intéressante dans la mesure où les gens du milieu auraient l'occasion de se rencontrer pour établir une sorte de conception commune de l'Université.

Pour conclure, je pense avoir montré qu'il est possible de faire différentes actions, mais il faut avouer que le milieu universitaire est relativement amorphe par les temps qui courent.

En guise de conclusion

*Charles Beaudoin-Jobin, Aude Fournier  
Roxanne Milot, Francisco Toledo Ortiz*

Au carrefour des différentes positions critiques soulevées dans chacune des présentations de cette table ronde se situe la logique gestionnaire qui caractérise le paysage universitaire contemporain. L'éducation supérieure est dans un procès d'assujettissement à l'économie du nouveau capitalisme managérial, un indicateur de cela étant les analogies courantes et éloquentes au monde des affaires : les étudiants vus comme une clientèle, les professeurs comme des « coachs » accompagnateurs. Cette logique se traduit en une transformation des rapports entre universitaires ainsi qu'en une vision utilitariste de l'éducation.

Chez les étudiants, le rôle privilégié est celui de stratège de leur propre parcours académique. Il faut exceller si l'on veut avoir une niche dans le paysage universitaire de plus en plus compétitif. Ces [257] dispositions se révèlent de plus en plus comme des impératifs de conduite. Être excellents, certes, mais de quelle excellence s'agit-il et qui la définit ?

Chez les professeurs, les impératifs actuels ne sont pas moins lourds. Il faut bâtir une carrière en se démarquant des collègues, qui sont la plupart du temps envisagés comme étant des adversaires, des compétiteurs, plutôt que comme des collaborateurs. Les seules alliances possibles sont celles qui sont profitables aux parties impliquées, celles qui sont construites selon le discours du « gagnant-gagnant ». Cela se traduit bien sûr en une course aux subventions, aux publications internationales de type A, aux communications dans des colloques internationaux, aux pointages, etc.

Il faut dorénavant savoir performer selon les standards dictés par les bailleurs de fonds : qu'ils proviennent du public autant que du privé. Il faut publier, signer des ententes, organiser des ateliers. Pas pour le plaisir de rendre publiques nos découvertes, mais plutôt pour l'impératif de voir notre nom cité. On vit ainsi dans le royaume de l'évaluation (autant par les pairs que par les comités externes), de la scientométrie, de la bibliométrie.

Dans quelle mesure ces deux acteurs clés de l'institution universitaire - l'étudiant et le professeur - se font-ils imposer des trajectoires types sans laisser place à leur autonomie de pensée ? Comment l'instrumentalisation du savoir a-t-elle transformé les rapports entre universitaires ? Comment s'assurer que les universités conservent une finalité humaniste et non élitiste ?

Ces questions demeureront sûrement sans réponses. Toutefois, cette table ronde nous a permis d'avancer dans la critique du modèle actuel d'Université en mettant en mots le malaise que nous vivions au quotidien en tant qu'acteurs à l'intérieur des institutions d'éducation supérieure. Autour de cet événement, plusieurs regards se sont croisés pour faire état des transformations profondes traversant l'institution universitaire. D'étudiants, professeurs-chercheurs à syndicalistes et militants, les différents parcours d'engagement ont convergé vers un constat que l'on pourrait résumer comme suit : l'Université actuelle s'engage dans un processus d'instrumentalisation opérationnelle et s'éloigne de sa fonction critique. En découlent des conséquences majeures modifiant notamment le rôle attendu de l'étudiant, la tâche principale du professeur ainsi que le mode de transmission de la connaissance. Aux fondements de ces mutations, c'est la mission même de l'Université qui est compromise. Concrètement, il semble que nous assistons à la fois à une mutation du financement de l'Université et à un profond changement de la mission institutionnelle, à savoir sa fonctionnalisation dans un rapport de réponse adaptative aux besoins du marché.

[258]

Une des dimensions traversant l'ensemble des contributions est sans doute la nouvelle gestion entrepreneuriale de l'Université. D'un côté, cela se traduit par une redéfinition des étudiants en consommateurs, travailleurs et stratèges, bref, en étudiants « excellents ». D'un autre côté, la « dimension recherche » semble empiéter sur le volet enseignement et encadrement de la tâche des professeurs d'université. Plus généralement, la logique marchande tend à moduler la relation de transmission du savoir. La préoccupation centrale dans un modèle gestionnaire de l'éducation supérieure étant l'employabilité, les connaissances à acquérir se doivent d'être utiles, les parcours académiques modulés par les demandes du marché. Le cas échéant, les exigences du marché se conjuguant aux restrictions budgétaires s'imposent au détriment du développement de la pensée critique.

Face à ces mutations de l'institution universitaire, peut-on parler de crise ? L'Université ne devrait-elle pas rendre ses lettres de noblesse à la capacité de regarder les choses au-delà des apparences pour retrouver les racines cachées ? En soulevant ces questions, les intervenants de cette table ronde n'ont pas voulu retrouver une époque révolue, mais plutôt mettre en lumière les « dérives » d'une institution qui évacue sa mission féconde : orienter, dans une perspective humaniste, les débats socio-politiques. Les différentes participations à cette table ronde ont dressé un portrait que l'on peut qualifier de « sombre » de l'état actuel de l'institution universitaire. Pourtant, le malaise exprimé ici devrait se traduire de manière opératoire par un ensemble d'actions et de propositions théoriques qui contribueraient à renverser les tendances managériales mises en œuvre actuellement par les différentes universités. Ainsi, aux questions soulevées par l'anthropologue Gilles Bibeau pendant la période de débat suivant cette table ronde, à savoir : *Peut-on entraver les engrenages dans lesquels se sont engagées les universités-entreprises ? Peut-on repenser l'Université autrement que dans son expression entrepreneuriale et technocratique ?,* l'on pourrait ébaucher une première série de réponses à l'aide des éléments abordés par les participants de cet exercice critique.

En premier lieu, c'est à partir d'un mélange de praxis et de réflexions que l'on peut tenter de contrer le virage managérial dont on a tant parlé au cours des discussions de cette table ronde portant sur la critique de l'Université contemporaine. En ce sens, autant des actions concrètes à une échelle microsociale (tels le projet de l'UPÀM ainsi que la participation engagée à un syndicat ou à un groupe de discussion) que des réflexions philosophico-sociologiques sur le rôle de l'éducation supérieure (à la manière de celle réalisée par Michel Freitag) représentent des moyens pour revenir à une Université humaniste sans pour autant tomber dans la remémoration nostalgique et idéalisée de l'éducation supérieure de jadis. Par ailleurs, les contributeurs nous ont tous montré, chacun y allant de sa manière [259] personnelle, comment l'Université peut garder une mission d'engagement critique et de transmission sociale de la connaissance, et ce, tout en gardant un esprit d'innovation et de dynamisme.

Les solutions proposées par les conférenciers sont de natures très diverses, allant de l'appel aux états généraux à l'écriture d'un manifeste, d'articles ou de dossiers critiques dans des revues ainsi qu'à la poursuite d'un projet d'université populaire. Cette hétérogénéité de manières d'agir fait état d'une pluralité de visions sur ce qui peut advenir de l'institution universitaire dans un avenir proche. Ce qui semble cependant faire davantage l'unanimité est le fait que, quelle que soit la voie empruntée par la critique sociale de l'Université, elle doit se faire en tenant compte des propositions amenées par les différents acteurs de la communauté universitaire, spécialement les professeurs et les étudiants. Si l'on veut sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes actuellement, il faudra faire preuve d'imagination, de lucidité et d'engagement. Dès lors, nous espérons que cette table ronde, en fonction de la pluralité de témoignages critiques, a contribué à l'ouverture de quelques chemins de discussion et de réflexion sur les enjeux concernant l'institution universitaire dans laquelle nous évoluons.

***Mots-clés***:

Université, grève étudiante, engagement, marchandisation du savoir, mission universitaire, Freitag, Québec

[260]

Bibliographie

Arendt, Hannah. 1972. *La crise de la culture.* Paris : Gallimard.

Collectif. 2008. « Dossier : L'université entre déclin et relance ». *À Bâbord ! Revue sociale et politique.* 26, oct-nov 2008. Document électronique, <http://classiques.uqac.ca/contemporains/A_Babord/A_babord_26/A_Babord_26.html>, consulté le 10 novembre 2013.

Freitag, Michel. 2008. *L'impasse de la globalisation. Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme.* Montréal : Écosociété.

Gouvernement du Québec. 2009. « La Ministre Courchesne dépose deux projets de loi pour renforcer la gouvernance des Cégeps et universités ». *Communiqué de presse, Section « Gouvernance des cégeps et des universités », 16 juin 2009.* Document électronique.

Hurteau, Philippe et Éric MARTIN. 2008. « Financement des universités : vers une américanisation du modèle québécois ? ». Rapport de recherche. Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). Document électronique. https://iris-recherche.qc.ca/publications/financement\_des\_universites\_vers\_une\_americanisation\_du-1

Keel, Othmar et Marianne Kempeneers. 2007. « La fiction de l'Université-entreprise ». *L'Autre Forum.* Décembre 2007 : 29-36. Document électronique, <http://sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2008>, consulté le 10 novembre 2013.

Rocher, Guy, Charles Beaudoin-Jobin et Gabriel Dufour. 2008. « Je me souviens » d'un projet pour l'éducation... ». *Le Devoir.* 7 avril 2008. Document électronique, <http://www.ledevoir.com/2008/04/07/183932.html>, consulté le 10 novembre 2013.

Rocher, Guy. 2002. « L'université du XXIe siècle ». *Possibles.* 26(1-2) : 194-208.

Université de Montréal. 2007. *L'Université de Montréal : une force de changement. UdeM 2010 Livre blanc.* A-2/525e/g87. Juin 2007. Document électronique.

Université populaire. 2007. *Présentation et mission.* Document électronique.

[261]



**Visages contemporains de la critique sociale.**

*Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.*

Quatrième partie

RISQUER

[Retour à la table des matières](#tdm)

Risquer, c'est avoir le courage d'être à contre-courant, de parler et d'agir. Risquer, c'est envisager de rompre la quiétude de sa vie de famille et mettre enjeu sa position publique. Risquer, c'est accepter de nouvelles circonstances : de la mise à l'écart jusqu'à la menace de disparition physique, en passant par la judiciarisation (instrumentalisée par certains critiques, subie par d'autres). Risquer, c'est se mettre en danger. C'est aussi vivre la solitude et la peur de se sentir vulnérable. Risquer c'est en même temps la tension soutenue des luttes sur plusieurs scènes ou le goût amer de l'échec.

[262]

[263]



Quatrième partie.

**RISQUER**

“La résurgence de la désobéissance  
civile en France : reconfiguration  
des rapports de force, mutation  
des formes de l’action collective et de  
la fonction de l’engagement politique.”

**Delphine Zamai** *Université Paul-Valéry Montpellier III*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Cet article propose d'étudier le collectif des *Faucheurs volontaires,* un mouvement social français se réclamant de la désobéissance « civique » qui s'oppose à la culture en plein champ d'organismes génétiquement modifiés [[115]](#footnote-115). Nous allons voir que ce collectif participe à un processus grandissant de reconfiguration des rapports de force entre les champs civil et étatique en France. La mise en lumière des logiques ayant déterminé le choix de ce type d'action et son glissement sémantique et pratique nous permettra ensuite de mettre en perspective cette reconfiguration des rapports de force avec une mutation de la fonction de l'engagement politique et des formes de l'action collective.

On assiste en France à une généralisation contemporaine des mouvements de désobéissance civile : les actions de fauchage de cultures transgéniques par les Faucheurs volontaires (FV), l'opposition à l'expulsion d'enfants sans-papiers par le Réseau éducation sans frontières, l'occupation de locaux par des sans-logis appuyée par le mouvement Droit au logement, le refus des instituteurs et des psychologues scolaires de partager le secret professionnel pour servir le projet de loi sur la prévention de la délinquance, le refus des agents de l'Agence nationale pour l'emploi de communiquer les noms des chômeurs en vue de leur radiation, l'opposition de citoyens au fichage génétique suite à leur arrestation dans le cadre d'actions politiques, etc.

Ces collectifs légitiment leurs actions en argumentant que désobéir dans le but de créer un débat démocratique devant les tribunaux est un état de nécessité quand tout autre recours démocratique a été utilisé sans résultat. En effet, la remise en cause des choix politiques de l'État par la société civile ne suffit parfois qu'à faire entendre sa voix, sans apporter concrètement de changements[264] d'orientation politique notable. La fonction de la société civile étant de faire contrepoids à un système dominant quand celui-ci est jugé par les citoyens antidémocratique, ces derniers deviennent de plus en plus acteurs, et il s'instaure une vigilance citoyenne. De plus en plus de collectifs dénoncent aujourd'hui en France, pays des droits de l'Homme, un délitement démocratique, car il se profile un décalage entre démocratie idéale et démocratie réelle. D'un côté, les mouvements contestataires ont tendance à surinvestir et à idéaliser leur participation au sein d'une démocratie représentative ; de l'autre, l'État français, de plus en plus autoritaire, restreint les libertés de la société civile. Ces facteurs conjoncturels orientent ainsi selon Charles Tilly le choix des acteurs parmi « un répertoire d'actions, c'est-à-dire une configuration de moyens de pression et d'influence théoriquement mobilisables par le groupe » (Tilly, 1978 : 298).

La désobéissance civile s'appuie sur le droit à la résistance et à l'autonomie de pensée, qui légitime le refus de se conformera une loi si sa conscience individuelle la juge injuste. Elle oppose le droit positif (il régit les comportements collectifs par la loi et la constitution) au droit naturel (il fait appel à des valeurs morales, à une éthique supérieure à la loi). John Rawls définit ce mode d'action comme :

[...] un acte public non violent décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement de la loi ou de la politique du gouvernement. En agissant ainsi, on s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté et on déclare que selon une opinion mûrement réfléchie, les principes de coopération sociale entre des êtres légaux ne sont pas actuellement respectés. (Rawls, 1986 : 405)

L'acte de désobéissance est donc un choix autonome et rationnel suite à l'exposition à un conflit de devoirs, entre le devoir d'obéir à une loi et celui de lutter contre l'injustice. La philosophe Hannah Arendt définit le concept de désobéissance civile comme le moyen de « justifier par le droit la violation du droit » (Arendt, 1972 : 55). En fait, c'est la raison qui permet de justifier le droit à la violation d'un droit. Cette notion de résistance individuelle a pour but la restauration du contrat social et, en aucun cas, un changement révolutionnaire. L'acte de désobéissance civile constitue une réponse à l'imposition de normes véhiculées par l'État.

Cependant, le traitement juridique français des actions de désobéissance civile est extrêmement répressif et alimente un rapport de force entre l'État et la société civile : les comparants volontaires revendiquent leurs actions dans le but d'être jugés sur leur fondement, alors que les tribunaux s'en tiennent strictement à juger la forme de l'acte, c'est-à-dire son caractère illégal. Les juges argumentent que les tribunaux ne sont pas le lieu pour effectuer des débats démocratiques. Cette [265] raison invoquée permet non seulement d'évacuer les revendications, mais aussi de décourager l'acte, en rabaissant les désobéissants au niveau de criminels de droit commun et, de surcroît, en bande organisée ; cette qualification permet à la justice de leur appliquer des peines prévues pour le grand banditisme. Les normes sociales et juridiques n'évoluent pas et ceux qui tentent de les remettre en question sont stigmatisés ; la répression semble vouloir empêcher toute remise en question de la loi, qui constituerait pour le pouvoir en place une violence symbolique. Ainsi, si la désobéissance civile est pour le philosophe Rawls une garantie de la bonne marche de la démocratie, en France, elle se révèle pour l'instant un pis-aller.

Pour comprendre le « dialogue de sourds » entre les citoyens pratiquant la désobéissance civile et les institutions politiques et judiciaires françaises, il est intéressant de comparer les systèmes politiques français et américain. En effet, leur manière différente d'envisager la liberté individuelle et la constitution détermine un traitement juridique différentiel de la désobéissance civile. Selon Arendt (1972), les États-Unis offrent une version horizontale du contrat social, dans le sens où le gouvernement d'une société par les individus empêche l'imposition de chaînes, alors que la version verticale du contrat social français offre l'autorité par pouvoir de délégation ; les hommes ne peuvent ainsi agir qu'une fois enchaînés. Les mouvements de désobéissance civile en France insistent en effet constamment à revendiquer leur légitimité, alors qu'il s'opère une tentative de disqualification symbolique des désobéissants par l'institution judiciaire. Selon Élise Féron (2002), trois niveaux de disqualification interviennent. D'une part, les désobéissants sont décrédibilisés en les comparant à des personnes déviantes, voire illuminées. D'autre part, la revendication elle-même est disqualifiée, retournant la théorie du complot en conférant aux désobéissants des objectifs cachés, par exemple celui de faire la révolution. Enfin, la méthode d'action est stigmatisée, caractérisée de violente et de non démocratique (alors que le désobéissant revendique la non-violence et réclame le débat démocratique). En fait, l'acte de désobéissance produit de la répression, ce qui favorise une résolution violente du conflit. Il est assimilé par les pouvoirs en place à un acte de délinquance et de violation de la loi et doit donc être traité comme tel. Selon Éric Agrikolansky, tant que ces collectifs faisant appel à la désobéissance civile « demeurent pacifiques, ils font l'objet d'une tolérance souvent bienveillante de l'opinion et d'une reconnaissance accrue comme forme légitime d'expression par les pouvoirs publics » (2005 :ii5-n6). Cependant, ils sont aujourd'hui de plus en plus désignés comme violents, assimilés à des « écoterroristes » par l'État et les médias. En effet, outre l'acte de destruction de biens privés, les FV font preuve de violence symbolique envers l'État en s'octroyant le rôle de ce dernier quant à la sécurité sanitaire des citoyens.

Outre le monopole de la violence physique, l'État détient de fait celui de la violence symbolique. Le qualificatif d'« écoterroriste » permet la délégitimation du collectif et sa criminalisation. À l'instar de [266] Lilian Matthieu, nous nous demandons : « la violence produite serait-elle fonction de la violence subie ? » (Mathieu, 2004 : 191).

Centrons-nous maintenant sur le collectif des FV : le fauchage de cultures transgéniques consiste à arracher à la main, dans une propriété privée, des plants de cultures génétiquement modifiées, puis à revendiquer cet acte, en se posant en tant que comparant volontaire devant les tribunaux. En effet, d'après les FV, le principe de précaution, en matière de cultures génétiquement modifiées en plein champ, ne serait pas respecté. Par ailleurs, ils revendiquent de protéger et de maintenir une « agriculture paysanne ». Ainsi, les six mille membres de ce collectif, formalisé depuis 2003, et néanmoins sans statut associatif, informel et hétérogène, pratiquent de concert, mais revendiquent individuellement des actes illégaux. Face à la tentative de disqualification symbolique des faucheurs par l'institution judiciaire, il s'opère une complexification des rapports de force. En effet, lors des procès des FV à Orléans et Versailles en 2006, le tribunal a reconnu le bien-fondé de leur action, compte tenu de l'état de nécessité. « Le jugement met pour la première fois en adéquation juridique le droit tiré de la Convention des droits de l'homme sans même la citer, comme si elle faisait partie intégrante du droit interne » (Etelin, 2006 document électronique). Par ailleurs, une variété de maïs transgénique, le MON 810, a été retiré du marché, car reconnu toxique pour un papillon.

Le caractère poreux de la frontière entre savants et militants a entraîné chez ces derniers la prise de conscience que, pour rendre effectif un rapport de force, il faut adopter le même mode d'action que ses « adversaires », le but étant de devenir, au même titre que l'État, des régulateurs de sens. Il se produit ainsi une lutte symbolique dont l'opinion du sens commun est l'enjeu. La régulation du sens se réalise chez les FV, à travers la production et la diffusion de représentations, grâce à des actions symboliques et des discours euphémisés, et à la création de glissements sémantiques. Ce choix stratégique s'appuie sur le fait que tout symbole suscite des projections émotionnelles et cognitives pouvant constituer un levier pour l'action politique. Les acteurs de désobéissance civile utilisent pour ce faire la pollution symbolique ;

[...] un symbole est polluant lorsqu'il perturbe fortement et d'une manière effrayante l'ordre symbolique existant, qui régit le comportement de la société. Par exemple, quand la société civile utilise la critique, elle pollue l'univers symbolique qui donne du sens et une légitimité aux institutions. (Perlas, 2003 : 183)

Ainsi, l'arrachage de plants de maïs dans un champ est revendiqué comme symbolique et non violent. Pour affirmer ce principe de non-violence, les fauchages sont organisés dans une ambiance « bon enfant », dépolitisée, avec la présence de familles fauchant toutes dans la joie et la bonne humeur. [267] Pratiquer une action symbolique, dans un contexte convivial, voire ludique, permet l'euphémisation de la violence en non-violence. Comme le dit Arendt, « la non-violence n'est pas le contraire de la violence » (1972 : 157). L'euphémisation est une figure de rhétorique consistant à atténuer une idée, à la déguiser, car elle renvoie à des domaines illégitimes (dans notre cas, la nature violente d'une action la délégitime aux yeux du sens commun). C'est une pratique langagière courante dans les discours politiques et médiatiques, qui obéit à une logique de masquage. Le champ politique est en effet un lieu privilégié où s'exerce le pouvoir des mots. Le discours est un instrument générant, au sens bourdieusien, du pouvoir symbolique.

Ainsi, les FV justifient la violence symbolique causée aux biens matériels par le fait que « la propriété privée ne peut s'opposer à l'intérêt général » (Bové et Luneau, 2004 : 193). Cette autolégitimation par des normes universalisantes, se révèle un moyen stratégique indirect de contraindre l'État au débat, en remettant en cause la validité de l'éthique véhiculée par ce dernier à travers des lois. De même, les FV tendent à faire basculer le rapport de force en légitimant leurs actions par la revendication du « bien commun » : selon ce principe éthique, certains éléments, comme l'eau, l'air, le patrimoine génétique, les semences agricoles, appartiennent à tout le monde *(res communis)* et à personne *(res nullius),* et ne peuvent par conséquent en aucun cas faire l'objet de commerce, de profit, d'appropriation, notamment à travers l'extension du domaine des brevets (brevetage du vivant). C'est donc une notion difficile à cerner, car elle désigne des « choses », mais c'est aussi une construction sociale érigée en valeur, en principe philosophique, colorée d'investissements émotionnels (« bien » s'entend au sens de « chose » comme au sens de « principe positif » nécessitant la préservation d'un bien universaliste et universalisant qu'il faut protéger, selon nos acteurs, contre de noirs desseins représentés par le néolibéralisme). Le fait d'ériger des valeurs permet « de porter un jugement de légitimation ou de stigmatisation sur des attitudes, des comportements ou des événements » (Braud, 1996 : 62), et donc d'alimenter le rapport de force. De plus, la désobéissance civile crée une situation temporaire d'anomie, par brouillage des repères entre légalité et illégalité. Les FV se posent ainsi en expérimentateurs : la création d'événements nouveaux perturbe les logiques politiques et judiciaires, et favorise une violence symbolique, génératrice d'efficacité symbolique.

La lutte symbolique se retrouve également à travers un rapport de force entre deux discours scientifiques opposés. En effet, la science constitue un discours de pouvoir légitime. Elle « dit la vérité ». Les faucheurs volontaires mobilisent ainsi des ressources cognitives importantes, créent des alliances avec le milieu scientifique pour pouvoir produire un discours scientifique qui légitimera indirectement leurs actions, ou s'appuyer sur lui, alors que la science est aussi au service des dominants pour légitimer leurs prises de décision.

[268]

Le collectif emploie également un outil de contrôle social contemporain : la mobilisation des peurs collectives. L'invocation du problème des OGM par leurs détracteurs s'effectue à l'instar d'une tragédie au sens littéraire du terme, ayant une fonction pédagogique de prise de conscience par mobilisation des peurs collectives. La peur est en effet porteuse de force politique. La peur de l'étranger ou du voyou, par exemple, légitime dans notre société la répression et l'idéologie sécuritaire, comme instrument de gestion des risques. Par transposition, nous postulons que les FV mobilisent d'autres peurs collectives : les risques de mutation génétique, de contamination, de destruction de la biodiversité et du bien commun. Le but est de conférer aux actions de fauchage d'OGM une légitimité, en les présentant comme un moyen de gestion des risques répondant au principe de précaution.

Le collectif utilise par ailleurs d'autres procédés de rhétorique produisant du sens et donc des représentations alternatives : José Bové, leur porte-parole, a créé un glissement sémantique en qualifiant la désobéissance de « civique » au lieu de « civile ». Le terme « civile » fait référence « aux citoyens en tant que particuliers » et restreint l'acte à la dimension personnelle « d'un individu qui s'oppose au nom de sa conscience individuelle (...) à une loi ». Le terme « civique », quant à lui, fait référence « à la valeur appréciative de caractéristique d'un bon citoyen » et « implique l'attention portée à l'intérêt commun. Comme un affichage indélébile » (Bové et Luneau, 2004 : 192). Ce glissement sémantique favorise ainsi une idéalisation de la notion de citoyen et permet en conséquence de légitimer les actions de désobéissance civile. Cette lutte pour la distinction constitue ainsi un moyen de s'affirmer, de s'imposer et de créer un rapport de force. Le principe de différenciation est un principe de distribution du pouvoir.

En outre, nous avons identifié un processus de resémantisation de la notion de paysan : les militants créent une opposition signifiante entre « l'agriculture paysanne » et « l'agriculture productiviste néolibérale » dont les OGM constituent pour eux le symbole. Les paysans sont investis d'une mission noble, sacralisée, celle de nourrir la planète et de la protéger en préservant le bien commun contre les OGM qui constituent pour ces derniers non seulement une transgression de la nature (travail sur le génome, brevetage du vivant, contamination de plantes non OGM), mais aussi une transgression de la culture (avec la remise en cause des traditions constituantes de l'identité paysanne, tel le bien commun). Ainsi, le métier, la mission du paysan et la notion de bien commun sont des constructions sociales érigées en valeurs, en principes philosophiques, colorés d'investissements émotionnels, permettant leur légitimation.

Cette volonté de réappropriation sémantique, symptomatique d'une reconfiguration des rapports de force, est à mettre en perspective avec une mutation de la fonction de l'engagement politique : le [269] caractère symbolique et créatif des nouvelles formes de l'action collective se révèle ici un moyen de déréification, par autoaffirmation d'un *opus proprium :* en effet, créer, symboliser, resémantiser, traduit une volonté de « se produire » et de « produire son monde », en le plaçant au-dessus des choses, de s'imposer en tant qu'acteur et non en tant qu'agent, de résister à un monde surdéterminant, de s'approprier son « historicité » (Touraine, 1978), c'est-à-dire de s'affirmer comme producteur, et non simple consommateur, de la situation sociale. En effet, des différents entretiens individuels que nous avons réalisés , il ressort un sentiment de désappropriation de nos vies lié à la privatisation du bien commun ; à la division du travail et son hyperspécialisation consubstantielle ; à la représentativité politique en démocratie ; à l'uniformisation du monde entraînant un « viol de l'imaginaire » (Traoré 2002) et un déficit du monde symbolique ; à l'objectivation marchande favorisant la réification et l'aliénation de l'homme à l'objet ; au processus de naturalisation de l'économie de marché. La désappropriation de la vie constitue une première étape à sa réification. Voici un court extrait d'une interview avec un FV qui illustre ce sentiment aliénant :

[...] j'ai l'impression que le monde devient magique pour les gens, c'est-à-dire que la société s'est tellement agrandie, que quand ils ont des ordures, les gens les mettent à ramasser dehors et ne s'en occupent plus, puisqu'elles sont gérées pas d'autres gens... dans le même ordre d'idée, on appuie sur un bouton et on a de l'électricité, donc pour moi, c'est la restauration d'un monde magique au sein d'un monde qui parait hyper-rationnel alors qu'en fait, c'est l'inverse, il y a très peu de gens qui savent comment tout ça marche et qui sont responsables de toutes ces tâches [...].

Ce que ce jeune homme appelle « magique », c'est le fait que

[...] le monde objectivé perd son intelligibilité en tant qu'entreprise humaine et devient fixé en tant que facticité interne, non humaine, non humanisable. La relation réelle entre l'homme et son monde est renversée dans la conscience. L'homme, le producteur d'un monde, est appréhendé comme son produit, et l'activité humaine comme un épiphénomène de processus non humains. (Berger et Luckmann, 1996 : 167)

Ce sentiment aliénant est insupportable pour ceux qui prennent conscience de ce processus de réification. Il est alors nécessaire de réhumaniser ce monde, en lui réinjectant une dimension symbolique, poétique, éthique, voire mythique.

L'invention de phrases comme symboles de ralliement permet par exemple d'insuffler un processus de déréification. Les phrases « un autre monde est possible » et « le monde n'est pas une marchandise », énoncées en 1999, en France, ont été le cri de ralliement des mouvements altermondialistes. Elles sonnent comme un manifeste contre la finitude, la réification du monde, du travail et des hommes, [270] pour se tourner vers l'absolu et l'idéal. Elles s'opposent à la raison instrumentale et pragmatique symbolisée dans nos sociétés par le calcul et le profit, et démontrent un souhait de décrédibilisation et de délégitimation structurelle du système. Elles mettent en lumière une volonté civile de réintégrer l'imagination politique dans les activités et les orientations humaines. Cette phrase permet de plus une restructuration mentale, par une vision globale du présent et du devenir collectif clairement visible, ainsi qu'une puissance de mobilisation, car la restructuration mentale entraîne une restructuration sociale. De plus, clamer « le monde n'est pas une marchandise », sous-entend « l'homme n'est pas une marchandise, et le travail non plus ». Cette phrase s'oppose à l'actuelle valorisation idéologique du travail, en l'inscrivant comme une valeur, condition de production de la société et condition de réalisation des hommes. En effet, la conception libérale d'Adam Smith met en évidence que la richesse d'une nation ne réside pas dans l'or et l'argent, mais qu'elle est essentiellement produite par le travail. Nos acteurs revendiquent au contraire de se « produire » eux-mêmes, indépendamment du travail.

Le processus d'idéalisation du « paysan », comme de « l'agriculture paysanne », ne recherchant pas le profit mais la subsistance, faisant référence à un âge d'or mythique de la paysannerie, constitue un autre procédé de déréification à l'œuvre au sein du groupe étudié ; il permet de repenser les conditions de l'émancipation humaine en idéalisant un modèle sociétal, celui du mode de production domestique des sociétés archaïques. En effet, ces dernières avaient la volonté de produire avec des limites strictes pour éviter que l'économie ne prenne le pas sur le social. L'économie n'était qu'une simple catégorie de la culture. Elle était une fonction et non une structure. Le mode de production domestique (MPD) fonctionnait comme « une machine anti-production » (Sahlins 1976) hostile à la formation de surplus, première étape du profit. Il permettait la satisfaction des besoins ; la communauté produisait elle-même ce qui était nécessaire à sa subsistance. Son objectif était d'éviter la dépendance économique qui entraîne l'hétéronomie. Le MPD représente ainsi, dans la littérature anarchiste et dans les représentations des désobéissants, un idéal autarcique, anti commercial, mais aussi un idéal d'indépendance politique, car la société contrôle le chef. Il fait également écho à certaines idées marxistes, en particulier sur la division du travail, qui entraîne morcellement, aliénation et réification du travail et des travailleurs. Finalement, mythifier le MPD a le pouvoir de réversibilité du rétrospectif (âge d'or) au prospectif (attente messianique) (Barthes, 1957).

Par ailleurs, la réappropriation de la vie se réalise à travers le mode de l'action directe individuelle. Même si l'action est collective, le faucheur agit individuellement et assume son acte devant la justice, en son nom propre. Le principe de l'action directe est en effet d'agir soi-même, de façon à peser sur un problème auquel on veut être directement confronté sans avoir besoin de faire appel à l'intermédiaire [271] d'une personnalité politique. Se sentir toujours dans l'action, dans la recherche d'efficacité permet de ressentir un rapport direct à la société. L'action directe place la conscience morale au-dessus de la loi officielle et prône l'autonomie de pensée et d'action. Elle suppose une prise de responsabilité, car elle est souvent illégale ou à la limite de la légalité. La dimension du développement personnel est ainsi à prendre en considération pour comprendre l'engouement contemporain pour ce mode d'action. Il permet de développer la confiance en soi, il exalte le courage par rapport aux risques encourus et favorise un sentiment de cohérence, voire d'exemplarité. En ce sens, nous qualifions l'engagement des FV d'individualiste, mais dans l'acception foucaldienne : « intensité des rapports à soi, c'est-à-dire des formes dans lesquelles on est appelé à se prendre soi-même pour objet de connaissance et domaine d'action, afin de se transformer, de se corriger » (Foucault 1976 :56). Ce type d'individualisme s'oppose à un individualisme d'ordre structurel, conséquence de la société marchande, poussant l'individu à n'agir que par profit personnel, le coupant de la collectivité et du « vivre ensemble » au sens arendtien, c'est-à-dire d'un renoncement à la citoyenneté. Au contraire, l'individualisme évoqué par Michel Foucault entretient « un souci pour le monde », revendique de se préoccuper, en premier lieu, de la condition des individus composant la société avant la condition de la société elle-même. C'est une prise de conscience de l'influence des facteurs structurels sur soi-même et un combat quotidien contre ces structures et leur domination par un indispensable développement personnel du sens critique.

Ainsi, la résurgence de la désobéissance civile dans notre société française témoigne plusieurs bouleversements :

\* Une remise en cause de la version verticale du contrat social français et de la démocratie représentative, par la prise de conscience citoyenne des effets pervers engendrés par ce système.

\* Une remise en cause consubstantielle de l'éthique déontologique de notre système français, orientant l'action par rapport au devoir, à l'obligation, à la norme et servant ainsi la verticalité de notre contrat social.

\* Un conflit éthique sur le projet même de notre société, qui lui aussi nécessiterait un débat démocratique : « l'intelligence économique », véhiculée par le système néolibéral en place, représente une vision du monde à court terme, basée sur la logique du profit et obéissant aux lois du marché.

Son réfèrent relatif se caractérise par le fait de donner de la valeur à tout ce qui permet le développement économique et la croissance. Son credo, la fin justifie les moyens, est une éthique utilitariste. Face à ce fonctionnement mondialisé, l'éthique du vivant, alliant éthique de conviction et éthique de responsabilité, véhiculée par les mouvements de la société civile, représente une vision du monde basée sur la logique du long terme, de la prévention et du principe de précaution. Son réfèrent [272] relatif se caractérise par le fait de donner de la valeur à tout ce qui permet le développement raisonné de la vie ; l'absence de débat public entre ces deux formes d'éthiques contradictoires provoque une manichéisation des conflits et mène irrémédiablement à des procédures non démocratiques. La prise de conscience des déterminismes sociaux, permettrait-elle de remettre en cause justement la théorie bourdieusienne selon laquelle

[...] les révolutions partielles dont les champs (ici le champ de la contestation) sont continûment le lieu, ne mettent pas en question les fondements mêmes du jeu, son axiomatique fondamentale, le socle de croyances ultimes sur lesquelles repose tout le jeu. Au contraire, elles contribuent à rendre impensable pratiquement la destruction pure et simple du jeu [?] (Bourdieu, 1984 : 114-116)

En effet, l'éthique du vivant ne peut être défendue que sous condition d'une politisation et d'une autonomisation de l'acteur dans sa société. Les jeunes militants que nous avons rencontrés postulent justement que les conditions de production d'un changement social passent par la nécessité d'« éclairer » l'autre, de l'éveiller, en opérant, par le changement progressif de ses représentations, une « révolution culturelle » permettant de l'autonomiser. C'est cette dimension de l'engagement renouant avec le principe philosophique de la liberté, au sens de maîtrise et d'autonomie de la vie, qui nous a particulièrement intéressée, car montrer que l'esprit cherche à identifier les mécanismes de déterminations sociales signifie qu'on veut s'en distinguer. De même, montrer et se prouver que l'on peut agir sans intérêt, voire contre ses intérêts propres (revendiquer l'acte de fauchage entraîne des arrestations et des condamnations, comme nous l'avons vu plus haut) prouvent selon les militants interviewés leur indépendance par rapport aux déterminismes sociaux. Le don, l'action dite désintéressée expriment à leurs yeux leur liberté, par opposition à la rationalité instrumentale symbolisée par le système économique actuel.

En outre, la liberté revendiquée se traduit par l'appel à une métaphysique de la politique en opposition à une loi du profit déterminant le champ politique. Par métaphysique politique, nous entendons se poser des questions sur la finalité de la politique, sur la relation de la politique à la Nature. C'est une métaphysique exprimant un souhait de réhumanisation voire de ré-enchantement du politique.

La crise de légitimité des cosmologies intermédiaires, l'inefficacité notoire des formes traditionnelles d'actions collectives, la porosité de la frontière entre savants et militants permettant une conscientisation des processus de domination symbolique à l'œuvre, ainsi que la prise de conscience des dangers écologiques liés à l'idéologie d'une croissance débridée ont entraîné un glissement de la nature et de la fonction de l'engagement politique. Aux côtés des « militants de carrière », dont l'engagement partisan exprime une volonté identificatrice et unificatrice, pour qui l'action est une fin [273] et non un moyen, une fraction jeune de la société civile utilise de plus en plus des modes d'action inventifs, symboliques, mais aussi responsabilisants et individualisants. L'action est alors un moyen et non une fin. L'objectif poursuivi est la recherche d'efficacité et le développement personnel. L'engagement semble devenir « distinctificatoire ». Même si à ce jour leurs luttes ne parviennent pas à renverser la logique dominante, elles semblent dépasser les simples contre-pouvoirs en cherchant d'autres types de rapports entre la société civile et l'État. Finalement, pour modifier les règles du « jeu » auxquelles Pierre Bourdieu fait référence, ils expérimentent de nouveaux modes de relation avec le pouvoir, par rapport au pouvoir en place, par le biais d'actions de désobéissance civile, mais aussi dans leur fonctionnement interne, par l'utilisation de plus en plus courante de la démocratie directe. L'action directe, la structure souple, en réseau, supposent un processus de décision horizontal, égalitaire, où chaque voix a son importance. Ces procédés encouragent l'autonomie de chacun, et rendent inopérantes la hiérarchie et la concentration du pouvoir.

***Mots-clés***:

Désobéissance civile, action collective, rapport de force, engagement politique, organismes génétiquement modifiés (OGM)

[274]

Bibliographie

Agrikoliansky, Eric. 2005. *Radiographie du mouvement altermondialiste, le second FSE.* Paris : La dispute.

Arendt, Hanna. 1972. *Du mensonge à la violence.* Paris : Calmann-Lévy.

Barthes Roland. 1957. *Mythologies.* Paris : Seuil.

Beck, Ulrick. 2003. *Pouvoirs et contre-pouvoirs à l'heure de la mondialisation.* Paris : Flammarion.

Berger, Peter L. et Thomas Luckmann. 1996. *La construction sociale de la réalité.* Paris : Masson/A.C.

Bourdieu, Pierre. 1984. *Questions de sociologie.* Paris : Éditions de Minuit.

Bové, José et Gilles Luneau. 2004. *Pour la désobéissance civique.* Paris : La découverte.

Braud, Philippe. 2000. *Sociologie politique.* Paris : LGDJ.

Braud, Philippe. 1996. *L'émotion en politique.* Paris : Presses de Sciences Po.

Braud, Philippe. 2004. *Violences politiques.* Paris : Seuil.

Collectif des Faucheurs Volontaires d'OGM. 2005. *Une rapide analyse du jugement rendu par le tribunal correctionnel d'Orléans, par Marie-Christine Etelin et François Roux.* Document électronique, <http://www.monde-solidaire.org/spip/spip.php?article2629>, consulté le 3 octobre 2014.

Féron, Elise. 2002. « La désobéissance civile en Irlande du Nord ». In (*Dés)obéissance et droits humains.* Adam Kiss, dir. Pp. 75-100. Paris : L'Harmattan.

Foucault, Michel. 1976. *Histoire de la sexualité.* Tome 3 : Le souci d'être soi. Paris : Gallimard.

Rawls, John : 1986. *Théorie de la justice.* Paris : Seuil.

Matthieu, Lilian. 2004. *Comment lutter ? Pour une sociologie combattive des mouvements sociaux.* Paris : Textuel.

Perlas, Nicanor. 2003. *La société civile : le 3e pouvoir : changer la face de la mondialisation.* Paris : Yves Michel.

Sahlins, Marshall. 1976. *Âge de pierre, âge d'abondance, l'économie des sociétés primitives.* Paris : Gallimard.

Tilly, Charles. 1978. *From mobilization to revolution.* Reading. Mass. : Addison-Wesley Publishing Co.

Touraine, Alain. 1978. [*La voix et le regard*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030275970)*.* Paris : Seuil.

Traoré, Aminata. 2002. *Le viol de l'imaginaire.* Paris : Fayard /Actes Sud.

[275]



Quatrième partie.

**RISQUER**

“40 ans d’engagement  
communautaire.

Entrevue avec Pierre Lavergne et Jean-Claude Landry, Comité de solidarité/Trois-Rivières.”

**Marguerite Soulière** *Université d'Ottawa*

*Le Comité de solidarité/Trois-Rivières est un organisme communautaire d'éducation populaire et de mobilisation sociale et politique. Durant les 40 dernières années, il a traversé différentes périodes et débattu nombre d'enjeux liés à la critique sociale. Il a dû s'adapter aux changements institutionnels qui ont affecté les organismes communautaires et aux transformations de la mobilisation sociale. Pierre Lavergne et Jean-Claude Landry, deux cofondateurs de l'organisme en 1973 et toujours actifs au comité, racontent ici leur parcours de militants engagés dans la critique sociale.*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Marguerite Soulière : *Comment est née votre organisation ? Quelles sont les actions que vous menez ?*

*Pierre Lavergne*: Les gens qui ont créé le comité étaient imbus d'un sens aigu d'indignation contre l'injustice, ici et ailleurs. Ils se connaissaient déjà avant la formation du comité et étaient impliqués de diverses façons dans des luttes sociales. De plus, ils étaient très préoccupés par l'exploitation des populations dans le Tiers Monde. C'était donc tout naturel qu'en 1973, quand le coup d'État au Chili mené par le Général Pinochet et soutenu par les États-Unis a eu lieu, ils se soient rencontrés pour voir ce qu'ils pouvaient faire au Québec pour protester et pour agir en solidarité avec le peuple chilien. Surtout ils étaient révoltés que le gouvernement canadien soutienne ce coup d'État, car des compagnies canadiennes étaient aussi impliquées dans l'exploitation des ressources chiliennes du cuivre, du salpêtre, etc. C'est ainsi que le Comité de solidarité Québec-Chili de Trois-Rivières a été fondé. Le Comité a reçu trois réfugiés chiliens, les a logés, nourris, etc. pendant un certain temps et sans l'aide de nos « autorités », alors qu'elles soutenaient bien les réfugiés vietnamiens et autres. Par ailleurs notre activité principale était de dénoncer la répression de la population chilienne par les militaires de Pinochet, de condamner les massacres ainsi que la politique canadienne qui se collait à celle des États-Unis, soit le soutien à Pinochet. Nous avons mobilisé plusieurs sympathisants qui [276] soutenaient nos activités, mettant ainsi la population de la région au courant de cette répression appuyée par le gouvernement fédéral. Ce coup d'État militaire au Chili visait à éliminer le président socialiste Salvador Allende, démocratiquement élu avec le mandat de mettre fin à la domination des monopoles étrangers sur l'économie chilienne. Cet exemple classique d'intervention étrangère politique et même militaire a été suivi par une série d'autres dans plusieurs pays pour imposer une politique acceptable aux gouvernements occidentaux, surtout américain, et aux intérêts des monopoles. La mondialisation capitaliste en dépend. Le travail du comité ne s'arrêtait pas !

Les orientations fondamentales du Comité sont restées essentiellement les mêmes. Le Comité s'est impliqué dans d'autres luttes qui ont surgi aux divers coins du monde : luttes dans le cadre de l'opposition à la domination coloniale ; contre l'ingérence économique, politique et même militaire dans des pays du Sud ; contre l'apartheid. Depuis sa formation, le comité a exprimé sa solidarité avec d'autres peuples exploités et souvent opprimés. Donc il a adopté le nom de *Comité de solidarité Tiers Monde* et ensuite simplement *Comité de solidarité de Trois-Rivières.* Il a informé la population régionale concernant la situation dans ces pays et l'a encouragée à faire pression sur le gouvernement canadien pour que celui-ci adopte des politiques qui ne favorisent pas cette exploitation et cette oppression, mais contribue plutôt à un épanouissement durable des peuples.

Tout au long de presque quarante années, le leitmotiv a été de s'engager aux côtés des gens qui voulaient un changement, qui voulaient se partager les avantages des ressources de leurs pays. Pendant la décennie 1970, le comité a fait des campagnes pour la fin du colonialisme portugais, notamment en Mozambique et en Angola. Nous nous sommes engagés contre la guerre au Vietnam. Puis on s'est engagé pendant 15 ans pour aider à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Pendant les décennies 1980 et 1990, le comité a aussi mené des campagnes de solidarité avec des pays d'Amérique centrale, notamment le Guatemala et le Nicaragua, théâtres de révolte surtout des paysans contre la répression des armées gérées par la droite, notamment des propriétaires fonciers, encore soutenus par les États-Unis. De plus, le Comité a créé des projets pour aider les populations rurales de ces pays. Toujours avec l'idée de base qu'il y a des gens qui veulent bâtir une société autrement, en fonction de leurs propres besoins ; mais qu'il y a aussi des forces qui s'opposent à eux. Nous avons pensé que la meilleure manière de défendre ces peuples était de travailler ici, avec la population, et travailler sur les perceptions ou sur l'information que les gens avaient ; information qui était le plus souvent inexacte et incomplète. Au départ, nous faisions des manifestations et des campagnes de sensibilisation (vidéos, soupers-conférences, animations de petits groupes). Mais très vite, nous sommes arrivés à l'idée qu'il fallait trouver des moyens de diffusion, des moyens de toucher le plus de gens possible, parce que même si nous étions sept, huit, dix au début, nous voulions arriver à toucher des centaines de milliers de personnes afin d'avoir une influence sur le plan politique. Donc, [277] nous avons travaillé avec les médias. Mais la plupart du temps, ils extrayaient un paragraphe de notre campagne ou de nos messages et arrangeaient le reste à leur goût. Étant donné que c'était très limitant, nous en sommes venus à publier un journal communautaire *Les Cossins.* Dans ce temps-là, les ordinateurs n'existaient pas, on écrivait nos textes, on les découpait, on faisait un montage et puis on photocopiait et on distribuait ça de porte en porte dans les quartiers. Nous avons créé un journal modeste : on faisait 2 500, 3 000 copies. Peu à peu, nous nous sommes dit qu'il fallait trouver un moyen de rejoindre plus de gens sans que nous soyons obligés de faire du porte-à-porte. C'est à travers le développement de ce journal que nous avons élargi notre champ d'intervention. Aujourd'hui, *La Gazette de la Mauricie* a environ 175 000 lectrices et lecteurs chaque mois. Bien que nous soyons souvent critiques des médias écrits traditionnels, nous avons eu quelques projets de coopération intéressants avec Le Nouvelliste, qui publiait à l'époque près de 60 000 exemplaires chaque jour dans la Mauricie. Par exemple, au début des années 90, nous avons établi avec la rédaction une collaboration qui s'appelait *Les jeunes génies de l'international.* Il s'agissait d'une collaboration tripartite impliquant aussi les élèves de douze écoles secondaires. Ainsi il y avait 18 pages par année d'information sur les pays ou les situations dans le Tiers Monde, qui étaient rédigées par des jeunes dans les écoles. Ces jeunes nous amenaient leurs textes, leurs choix de photos. Cette collaboration a continué de 1989 à 1998. Le Nouvelliste, grâce à notre approche créative, a investi dans ce projet 630 000$ au cours de ces neuf années de publication.

Marguerite Soulière : *Est-ce que c'étaient les jeunes qui choisissaient les textes ?*

*Pierre Lavergne*: Oui. Nous leur suggérions peut-être une vingtaine de thèmes, par exemple la vie de grands personnages engagés socialement comme Mandela ou Gandhi, l'exploitation des enfants ou des femmes, la guerre et ses causes... en début d'année et, parmi ces questions, les jeunes choisissaient leur sujet et menaient une action dans leur école. Cela se basait encore sur le même principe selon lequel un petit noyau de gens en mobilise d'autres dans leur école, à tel point que, la première année, nous avons reçu 1952 coupons de participation ; et après neuf ans, nous étions rendus à plus de 89 263 coupons. Il y avait donc eu une progression démontrant que quand les gens ont de l'information, qu'ils participent et qu'ils peuvent avoir une influence dans leur milieu, ils se mobilisent et ils arrivent à amener du changement dans leur école. S'adaptant aux changements technologiques, le comité a lancé en 2000 un journal électronique. Ce journal s'appelle RITA (Réseau InterActif). RITA a transformé les jeunes « génies » de l'international à une échelle encore plus grande. Les jeunes, organisés en équipe par les professeurs, font des recherches et produisent des textes. Nous avons en moyenne plus de 20 000 visites sur notre site par mois, plus de 1 200 professeurs utilisent les outils pédagogiques que nous produisons et 500 écoles sont inscrites comme membres du réseau. Ces outils témoignent toujours d'une préoccupation de développement social et de critique sociale ; dans la mesure où cela permet aux jeunes de développer une vision et un sens critique par [278] rapport à ce qui se passe dans le monde. Ils expriment ce sens critique et ils essaient de mobiliser leur milieu. Pour nous, l'éducation a toujours été un peu cela : on travaille avec un groupe de personnes et ces personnes-là travaillent à leur tour dans leur milieu. C'est le type d'intervention que nous faisons au Québec et c'est la même approche que nous favorisons dans nos rapports avec nos partenaires du Sud.

*Jean-Claude Landry*: Pour répondre à la question que tu nous as posée, « de quelle manière abordez-vous cette question ? », je dirais que ce qui est au coeur de l'intervention ou de l'action du Comité, c'est la lutte pour la justice. Pierre Lavergne a fait un petit retour historique, mais il y avait effectivement dans les gènes du Comité une recherche de justice. Donc parallèlement à ça, une indignation par rapport à l'exploitation, par rapport à l'injustice. Et c'est assez évident, en tout cas, ce l'était très évidemment quand on regardait la situation des pays du Tiers Monde ; parce que non seulement il y avait une injustice entre les pays du Tiers Monde et les pays occidentaux au niveau des rapports économiques, des rapports politiques, mais, à l'intérieur même des sociétés du Tiers Monde, il y avait des injustices très grandes, avec des écarts de richesses très importants entre une minorité et une majorité de la population qui était dans la misère. Et, dans l'expérience du Chili, c'était ça qui était intéressant. C'était une expérimentation axée sur la justice sociale.

Cela dit, on ne peut pas s'occuper de justice sociale dans le Tiers Monde et être insensible à l'injustice ici. Ce qui fait que le Comité a toujours été d'une certaine façon animé par deux volontés. C'est-à-dire de faire en sorte de proposer de la solidarité avec les peuples qui vivaient de l'injustice et de l'exploitation au Tiers Monde, mais aussi ici, quand on regardait notre propre société. Si on combat l'injustice ailleurs, il faut être conséquent et ne pas l'accepter chez nous. À ce moment-là, durant les 15 premières années du Comité, nous avions développé de façon assez importante une action au niveau local pour venir en appui à des gens qui vivaient des grèves ou qui étaient en lockout. Nous organisions des soupers de solidarité avec ces gens-là, en nous disant que, finalement, c'était le même combat. Un combat pour la justice ailleurs, un combat pour la justice ici. C'est le même combat parce que c'est un combat pour le progrès social. L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité, c'est une question de justice et d'implication des gens par rapport à ces combats-là.

Au fil des ans, nous avons quand même pu voir une certaine évolution quant à l'implication des gens, la mobilisation, etc. Assez rapidement, au tournant des années 2000, nous avons constaté que la nouvelle génération n'a pas nécessairement la même indignation ou les mêmes réactions par rapport à l'injustice. Nous nous sommes alors dit qu'il fallait faire en sorte que les jeunes découvrent l'importance de l'engagement social, l'importance de s'impliquer pour que ces valeurs-là, de justice sociale, prennent le dessus par rapport aux réalités de l'exploitation. En ce sens, la démarche qui a été [279] faite auprès des jeunes est en bonne partie pour ça aussi. Il fallait intervenir de ce côté-là pour encourager le maintien de la mobilisation et encourager les gens à s'impliquer et faire en sorte que cette force-là, qui est une force de changement, soit toujours présente au sein des prochaines générations, chez les plus jeunes. Dans le fond, nous voulions permettre aux jeunes d'ouvrir leurs horizons, puis éventuellement faire en sorte que ce qu'ils découvrent les amène à s'impliquer et à s'engager. C'est dans ce contexte que nous avons élaboré la collaboration entre le Nouvelliste et les écoles secondaires.

Marguerite Soulière : *C'est intéressant. Et comment nourrissiez-vous votre propre réflexion, la réflexion du Comité ?*

*Jean-Claude Landry*: Je pense qu'au départ, on avait, et on a toujours, une vision du social avec des dominants et des dominés. Soit on accepte cette situation, soit on ne l'accepte pas. On peut dire que nous sommes dans le camp de ceux qui acceptent difficilement cette réalité-là. Donc, la réflexion se nourrit d'elle-même. Quand on regarde l'actualité aujourd'hui, on n'a pas besoin de grand-chose pour s'indigner. À partir du moment où on a cette paire de lunettes là et qu'on regarde les choses sous l'angle de la justice et qu'on voit les événements toujours sous cet angle-là, on est alors constamment interpellé parce qu'on fait le constat que l'injustice est partout et à différentes échelles. Certaines sont plus dramatiques que d'autres. Je dis toujours à mes étudiants, lorsqu'on parle des lois sociales, qu'il est important de garder cette capacité de s'indigner par rapport à ce qui nous apparaît comme inacceptable et par rapport à ce qui nous apparaît comme profondément injuste. C'est donc ça qui nous nourrit, parce que je ne fais pas nécessairement de recherche particulière, je n'ai pas une démarche réflexive. Je dirais que la réalité m'interpelle quotidiennement. Quand on pense à ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient, en Palestine, en Amérique latine, à Cuba sous blocus américain, il y a tellement de situations où on se dit qu'il faut faire quelque chose.

*Pierre Lavergne*: C'est difficile à dire. Si je regarde dans ma propre vie, je pense que ce qui m'a amené au Comité de solidarité, c'est l'injustice vécue au niveau personnel. Cette injustice m'a amené à ne pas l'accepter dans quelqu'autres situations et je pense que lorsque nous avons commencé à travailler avec les adolescents, c'était dans cette perspective aussi. Parce que quand tu es adolescent, tu es révolté. Tu ne sais pas toujours pourquoi, mais souvent tu es révolté contre tes parents, contre l'école, contre la société. Dans le fond, c'est cette énergie-là qu'il faut arriver à canaliser, cette révolte individuelle, pour la diriger contre des injustices plus collectives. Quand j'étais plus jeune, je voyageais et ça me révoltait de voir, par exemple au Mexique, un enfant à qui il manque un membre, assis dans un canal - pratiquement un égout - qui te demande un peso. Ça n'a pas d'allure et tu te dis : « Il faut que je fasse quelque chose parce qu'il y a trop de personnes qui sont dans cette situation-là ». Après, au cours des années, à mesure que tu rencontres des gens, à mesure que tu voyages, que tu échanges, [280] que tu lis, un peu à la manière d'un casse-tête, les pièces s'ajoutent et tu arrives à comprendre la structure qui permet l'exploitation et qui fait que certains sont de plus en plus riches alors que d'autres sont de plus en plus pauvres. Dans le fond, c'est là que toi, tu peux jouer un rôle, en mettant un peu de sable dans l'engrenage, en peignant les engrenages de façon plus voyante, en les rendant plus apparents et plus visibles avec, comme conséquence, que j'aurai envie de faire quelque chose, moi aussi, parce que j'ai cette capacité de changer les choses. Et c'est possible.

Quand on a commencé, le Comité était une organisation de quatre, cinq personnes et puis, peu à peu, à force de promouvoir ces valeurs, on a changé la vie de centaines de personnes. Au Guatemala, il y avait 3000 enfants qui avaient perdu la parole parce qu'ils avaient vu leurs parents se faire fusiller devant eux. Nous sommes intervenus pour ramener ces enfants à la parole en leur achetant un poulet pour qu'ils puissent permettre à ce poulet de grandir et de vivre. Chaque jour, ils voulaient de l'information pour prendre soin de leur poulet ; et ainsi, peu à peu, les enfants ont retrouvé la parole et ont recommencé à communiquer. Nous avons créé des projets de collaboration avec des groupes paysans et communautaires. Surtout nous avons aidé des populations déplacées par la répression armée à reprendre possession de leur terre, dès que la situation s'est calmée un peu. On contribuait à fournir aussi des services de santé mentale, pour contrer le découragement et le sentiment d'impuissance qui affectaient une partie des gens qui ont été chassés de leur village. C'est un exemple de ce qu'on peut faire dans différents endroits, à différents niveaux. Même ici, au Québec, nous pouvons donner la parole aux jeunes dans les écoles pour qu'ils expriment leurs malaises, pour qu'ils puissent dénoncer ce qu'ils trouvent inacceptable pour les gens, en se mobilisant, en écrivant dans les journaux, etc. Finalement, ils ne se sentent plus tout seuls. Alors, on essaie d'intervenir et de leur montrer que leur situation n'est pas due à leurs propres déficiences, mais à un ensemble de circonstances et de problèmes largement en dehors de leur contrôle. Car le Comité a été convaincu, dès son origine, que les problèmes subis par la population ici et ceux subis par les peuples d'autres pays ont essentiellement les mêmes causes. Tout en nous concentrant sur le soutien des peuples du Sud, nous considérons que l'exploitation et la dégradation des conditions des pauvres sont dues en premier lieu à la domination et la recherche de profits exorbitants des grandes compagnies, appuyées par les gouvernements des pays occidentaux et les institutions internationales qu'ils ont créées, comme le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, etc. Et je pense que les situations changent effectivement au niveau mondial. Par exemple, avant que les gens ne se mobilisent contre la guerre au Vietnam, cela a pris des dizaines d'année : avant que les gens réalisent que cette guerre était insensée et qu'ils remettent en question le discours dominant disant qu'il fallait combattre le communisme pour régler les problèmes. Mais quand il a été question de partir en guerre contre l'Irak, les gens ont commencé à manifester avant même que les gouvernements expriment leur appui aux États-Unis dans la guerre en question. Regardant les raisons avancées pour justifier cette [281] nouvelle guerre contre l'Irak, beaucoup de personnes se sont rendu compte que l'objectif était de contrôler le pétrole, tout en soutenant l'industrie militaire, source de profits énormes. Le niveau de conscience planétaire n'est plus le même qu'avant. Donc, un groupe comme le nôtre, avec un autre groupe dans une autre ville, dans une autre région, et ainsi partout sur la planète, fait circuler l'information ; plus l'information circule et plus les gens se disent que ça n'a pas d'allure. Et l'étape qu'il faut ensuite franchir, c'est que cette révolte, ce sentiment d'indignation se traduise sur le plan politique afin que les gens puissent aller vers un changement à caractère plus positif, plus social, plus juste. Le printemps arabe en ce sens sera intéressante suivre...

Marguerite Soulière : *Si je comprends bien, il y a dans votre action toute une dimension d'éducation, de mobilisation collective. Vous donnez la parole aux personnes qui ont envie d'exprimer les souffrances. J'imagine que votre projet au Guatemala a été mis en place là-bas, mais que vous avez été appuyés par des fonds que vous avez trouvés ici ?*

*Pierre Lavergne*: Oui, nous avons trouvé des fonds, surtout des subventions gouvernementales canadiennes pour nous aider à apporter de l'aide à des enfants qui avaient été fortement traumatisés. En même temps, il fallait contribuer au rétablissement de la structure sociale pour encadrer les familles. Cela impliquait la création d'une base de développement et de défense des intérêts des paysans, une lutte qui les engage à définir eux-mêmes leurs orientations politiques. À un point tel que, alors que nous ne subventionnions qu'un groupe, ses membres ont voulu partager l'argent avec les groupes des cinq autres régions concernées. Ils auraient pu garder l'argent pour eux, mais ils étaient à un autre niveau de conscience, à un autre niveau d'implication qui faisait qu'ils ont voulu poser un geste de solidarité.

Marguerite Soulière : *Ce double engagement, engagement politique et engagement social, était très présent dans le mouvement communautaire au Québec. Est-ce que c'est toujours possible de mener ce double engagement actuellement malgré les contraintes financières ou institutionnelles ?*

*Jean-Claude Landry*: Un des problèmes, lorsqu'on fait référence au débat concernant « la perte d'autonomie et d'indépendance » du milieu communautaire, c'est qu'au tournant des années 80, ce milieu était dans l'obligation de donner des services parce que, même si la revendication était là, sa crédibilité passait aussi par la réponse aux besoins des gens, une réponse la plus immédiate possible. On a donc développé un volet de service tout en gardant le volet revendication. D'une façon lente mais progressive, la dimension du service a pris alors beaucoup de place à l'intérieur des actions, notamment à cause du financement qui était de plus en plus rattaché à la notion de service, et non à celle de revendication. Et aussi parce que c'est plus gratifiant de donner des services que de mener une revendication politique. Et là je le dis absolument sans cynisme par rapport au mouvement communautaire : mais quand tu donnes des services, tu as directement accès au résultat de ton action.

[282]

Alors que quand tu fais de l'action politique, tu peux avoir l'impression que c'est un échec parce que c'est une action à très long terme. Donc, la dépolitisation générale, cette tendance à donner des services ainsi que la pression sur l'offre de services (parce que les gouvernements, voyant que le financement de ces organismes permettait de diminuer leur propre prestation de services, continuaient d'accentuer la pression pour accroître l'offre de services dans le secteur communautaire) ont fait en sorte qu'il y a eu une nouvelle génération d'organisations communautaires davantage axées sur le service que sur le changement social. Même si le changement social fait toujours partie du discours, cette dimension de la revendication politique est moins présente qu'elle ne l'était, elle se fait très différemment d'avant. Cela dit, les stratégies ont changé aussi parce que le public a changé, on ne mobilise plus aussi facilement qu'on mobilisait avant, c'est une réalité. Au Comité de solidarité, comme nous sommes dans le champ de l'éducation, nous avons aussi développé notre volet service à travers les projets de coopération. C'est un danger qui guette une organisation comme la nôtre : devenir une ONG assez tranquille qui a des projets dans le Tiers Monde. L'enjeu est finalement de ne pas rester que dans l'action humanitaire, et de conserver ces valeurs militantes et ces revendications de justice sociale, de changement social, de lutte contre l'inégalité.

Marguerite Soulière : *Mais n'avez-vous pas l'impression qu'il y a une dépolitisation de la génération montante, des 15-30 ans... ?*

Pierre Lavergne : C'est difficile à dire, mais si on regarde à notre niveau, nous avons une campagne en cours contre les dépenses militaires canadiennes. Les budgets militaires ont augmenté de 10 % juste pour l'an dernier, alors que presque tous les autres budgets ont diminué. Nous sommes rendus à des dépenses militaires au-dessus de 23 milliards cette année, et on prévoit y consacrer 480 milliards dans les 15 prochaines années. Nous avons organisé une rencontre régionale où nous avons demandé à des organisations communautaires ce qu'elles feraient si elles pouvaient dépenser, dans leur secteur d'intérêt, un milliard de dollars de plus, grâce à une réduction des dépenses militaires. Une vingtaine de groupes - de jeunes et de moins jeunes, de représentants syndicaux et d'étudiants -, dont des groupes religieux et sociaux, ont participé et ont présenté des mémoires pour donner leurs réponses à notre question. Leur participation par l'écriture d'un mémoire est une forme d'engagement importante ; les gens avaient plein d'idées et une vision sociale ; chacun dans son champ d'intervention démontrait que cet argent pourrait permettre de créer de cinq à six fois plus d'emplois que les dépenses militaires. L'événement a été bien couvert par les médias.

Marguerite Soulière : *D'où venaient les gens qui ont participé ?*

*Pierre Lavergne*: Des organismes communautaires de la région. Personnellement, je suis convaincu qu'une forme d'engagement, c'est de faire en sorte que la conscience des gens se branche sur la politique. J'ai l'impression que cela ne se fait pas assez.

[283]

Marguerite Soulière : *Les traditions familiales sont aussi très fortes au Québec. Le vote est un héritage familial, même si on assiste aussi à de lentes transformations. Si c'était à refaire, est-ce que vous mèneriez vos actions, vos réflexions, de la même manière ?*

*Jean-Claude Landry*: Je pense que oui. Mais globalement, le principal indicateur de réussite dans des sphères comme le secteur communautaire c'est la durée. Et puis, si 35 ans plus tard, l'organisation est toujours là, qu'il y a toujours un noyau de militants, qu'il y a eu une relève de militants autour de l'organisation et puis que les valeurs et la mission de l'organisme n'ont pas été altérées, n'ont pas vieilli, n'ont pas été modifiés par rapport à ce que c'était au début, je pense que c'est un indicateur que nous n'avons pas si mal travaillé que ça ; et je ne sais pas comment on pourrait faire autrement par rapport à nos objectifs... C'est sûr que l'organisation s'est adaptée, mais la mission est toujours restée une mission fondamentalement politique. Cet aspect a toujours été ma préoccupation dès le départ quand on a formé le Comité Québec-Chili en 1973. C'était ma préoccupation de départ de s'assurer que la mission pouvait durer, qu'elle pouvait traverser des crises et être capable de perdurer. J'avais été impliqué dans un comité de citoyens dont l'animation était assurée par *La compagnie des jeunes Canadiens,* un organisme fondé et financé par le gouvernement fédéral dans les années 60. C'était un comité ici, à Trois-Rivières. Quand le gouvernement fédéral a décidé de couper le financement, le comité de citoyens n'a pas eu d'autre choix que celui de se dissoudre. Cela m'a marqué. Et puis je m'étais dit que si jamais on partait quelque chose en lien avec la mobilisation citoyenne, nous allions essayer de faire en sorte de ne pas être dépendants à ce point-là, pour être capables de durer en fonction de nos valeurs, pas en fonction du financement. Puis tout le monde a un peu emprunté cette vision-là. Les gens qui se sont associés au Comité avaient un engagement assez profond pour que ça dépasse la mode, en tout cas en bonne partie, et ça fait en sorte que le Comité existe encore 35 après sa fondation même s'il n'a jamais pu compter sur un financement récurrent et subséquent. Mais l'effort, la volonté de durer étaient là. Et si tout ça était à refaire, personnellement je pense que l'on repasserait pas mal dans les traces qui sont là. Je ne sais pas pour toi Pierre ?

*Pierre Lavergne*: De toute façon il est trop tard pour faire des changements...

Marguerite Soulière : *Mais, est-ce que cela ne vous est pas arrivé de vous dire que vous aviez manqué ou laissé passer certaines choses, que vous n'auriez pas vues venir ?*

*Pierre Lavergne*: C'est sûr, qu'un groupe comme le nôtre, au départ, c'était un groupe de pression. Donc toute notre existence a été sur une corde raide. C'est-à-dire qu'il ne fallait pas renier nos idées, mais aller jusqu'à la limite acceptable pour continuera exister. Et puis en 95...

*Jean-Claude Landry*: La limite acceptable a été dépassée.

[284]

*Pierre Lavergne*: On a peut-être fait un pas trop vite, et pas seulement nous, mais aussi le gouvernement libéral. Le ministre Ouellet, qui était en poste à cette époque, a coupé le financement de tous les groupes qui avaient une mission éducative et plutôt militante. Dans ces circonstances, il a fallu tirer des leçons. Et ça se répète actuellement pour les organisations de droits de la personne, les organisations qui luttent par exemple pour faire connaître la répression qu'exerce Israël contre le peuple palestinien. Toutes ces organisations sont en danger. Il faut quand même dire les choses, mais s'assurer de ne pas mettre l'organisme en danger. Actuellement, nous menons une campagne sur la militarisation, les budgets militaires et tout ça. C'est sûr que ça ne fait pas plaisir au gouvernement actuel qui est promilitaire. Tous les projets qu'on peut présenter à l'ACDI doivent être signés par le ministre, tous les projets. Des fois, cela peut prendre un an ou deux avant qu'il ne les signe. Mais, il faut être conscients de ça et trouver des stratégies pour faire avancer les choses sur d'autres fronts aussi, et puis continuer à agir, mais en ne jetant pas le bébé avec l'eau du bain. Alors, c'est peut-être ça, la caractéristique du Comité : être un groupe de pression et développer des stratégies qui vont faire en sorte qu'il ne s'éliminera pas lui-même ; mener des campagnes qui ont de l'impact sans se suicider en se coupant des fonds de l'État ; ces fonds appartiennent à la population, mais les gouvernements les distribuent en fonction de leurs propres objectifs partisans. Nos organisations doivent s'organiser pour avoir les fonds nécessaires pour assurer leur survie.

Marguerite Soulière : *C'est vrai que la capacité de s'indigner peut être au cœur de n'importe quelle organisation, peu importe le milieu. Cette capacité doit toujours être négociée pour garder la possibilité d'être présente, de rester dans l'institution ou de garder les financements. C'est un peu un jeu d'équilibre, non ?*

*Jean-Claude Landry*: C'est sûr que c'est un jeu d'équilibre ! Mais il s'agit de savoir comment il est joué. Il y en a qui sont portés sur le compromis alors que d'autres non. C'est effectivement une question d'équilibre, mais en même temps je pense que cela dépend beaucoup des valeurs qui sont vraiment à la base de l'organisation et des valeurs qui sont portées par le conseil d'administration, parce qu'en fin de compte, ce sont les conseils d'administration qui sont les plus aptes à dicter l'orientation des organisations, qui ne sont pas pris entre le marteau et l'enclume. Alors que l'équipe de travail, par la force des choses, doit tenir compte d'un paquet de facteurs. Par exemple, quand tu as le choix de garder ton emploi ou de le perdre, tu es peut-être plus prêt à faire des compromis. C'est là que le conseil d'administration peut venir équilibrer les choses et poser certaines balises concernant les compromis à faire ou pas. Puis, il y a une question d'analyse sociale et d'analyse politique derrière ça. Si on pense que la pauvreté est due au fait que certains ne sont pas chanceux, qu'il faudrait avoir de meilleurs programmes sociaux pour les gens pauvres, etc., c'est une chose. Mais si on pense que la pauvreté est due à une structure sociale qui créer la pauvreté, on n'a pas la même approche par rapport aux compromis. Il y a des choses sur lesquelles nous ne voudrons pas faire de compromis [285] parce que cela va à l'encontre de notre analyse sociale. Sans compter que l'analyse politique et l'analyse sociale ce n'est pas quelque chose qui se fait toujours dans les organisations ; elles sont plus axées vers l'action et c'est normal. Nous, nous avons eu la chance, ici, et je le dis tout le temps, d'avoir un président, Brian Barton, qui a beaucoup alimenté nos analyses politique et sociale. La génération des fondateurs a été alimentée par cet esprit qui nous fait regarder les choses sous un angle politique, sous un angle d'analyse de classes. Cela change pas mal la dynamique quand on a ce regard-là par rapport à un autre type de regard où on conçoit le monde en terme de chance : il y en a qui sont chanceux, il y en a qui ne sont pas chanceux, il y en a qui vont avoir un peu plus, il y en a qui vont avoir un peu moins... Ça fait une bonne différence.

Marguerite Soulière : *Qui est Brian Barton ?*

*Jean-Claude Landry*: Il est économiste et a enseigné à l'Université de Trois-Rivières de 1971 à 1997, quand il a pris sa retraite, tout en continuant son travail bénévole. Il est dans l'organisation depuis le début. Britannique d'origine, il arrivait des Nations unies à New York, où il était le représentant de la Fédération syndicale mondiale. Il avait une approche qui était très douce, mais avec une analyse à la fois très pointue et très lucide des choses. Ce n'était donc pas rebutant travailler avec Brian parce qu'on n'avait pas le sentiment de devoir convaincre les gens en criant ou en chialant après eux, mais avec un long et patient travail de communication, et puis en respectant les autres points de vue, avec une analyse très cohérente. Personnellement, je trouve que nous avons été chanceux d'avoir Brian comme accompagnateur.

*Pierre Lavergne*: J'aimerais revenir peut-être un peu en arrière pour parler de la façon dont travaillent les groupes ici par rapport à l'expérience que j'ai eue avec certains groupes du Tiers Monde, dont au Guatemala, parce que c'est quelque chose qui m'a frappé. Au Québec, comme dans certains conseils de ville, les réunions commencent souvent par une prière. Alors que, quand j'étais au Guatemala et que les gens se rencontraient pour discuter des détails concernant l'organisation ou les services, la première heure était toujours consacrée à une discussion politique sur la conjoncture, sur l'analyse que les gens faisaient de la situation. Ce n'est qu'après qu'ils rentraient dans le vif du sujet de la réunion. Pour moi ça a été un choc culturel parce que, ici, nous ne parlons jamais de politique ou peut-être parfois entre amis. C'était dépaysant. Là-bas, ils glanaient l'information un peu partout et arrivaient à mener une discussion sur la conjoncture au sein de laquelle leur organisme se trouvait et l'action qu'ils avaient à mener. Alors qu'au Québec, dans la plupart des groupes communautaires, c'est comme si on avait coupé la tête du corps social que nous constituons et que les bras s'agitaient seuls. On peut s'agiter, s'agiter, mais il n'y a pas de direction, pas de vision à long terme, à grande échelle. Il faut cette vision qui va permettre de mettre un petit grain de sable à un endroit précis pour arrêter la machine qui opprime. Je pense que c'est comme ça qu'il faut s'engager avec l'énergie et la capacité d'action [286] dont on dispose d'abord comme individu et ensuite comme organisation. Il faut arriver à donner un sens et une direction à l'action pour concrétiser notre mission. Afin qu'il y ait plus de gens qui mangent, aient un toit et accès à des soins de santé.

Marguerite Soulière : *C'est frappant de voir qu'au Guatemala, comme ailleurs en Amérique latine, cette culture politique est ancrée dans les mœurs. Ça fait partie des familles, ça fait partie des organisations. Ici c'est comme si la politique était un sujet de discorde...*

*Pierre Lavergne*: Ce que j'ai remarqué aussi dans nos façons d'être au Québec, c'est comme si c'est un péché de ne pas être de la même opinion lorsqu'on discute. Comme si, parce que tu n'as pas les mêmes idées que moi, cela me remettait en question en tant que personne. Mais cela dilue beaucoup les débats parce que les gens, au risque de se confronter, ne se parlent pas, ne changent pas, n'évoluent pas et n'avancent pas. Il faut donc arriver à avoir assez d'estime de soi, probablement, pour extérioriser et affirmer sa propre opinion. On peut regarder chacun de son côté, mais travailler ensemble pour régler et faire avancer les choses sans que l'un ou l'autre ne se sente mal. C'est cette manière de travailler qu'on a essayé de promouvoir au comité : plusieurs religions, différentes visions politiques, des gens de tout âge, de tout sexe, mais avec un objectif commun. Et malgré ces différences, on avance dans la même direction. Tout le monde rame dans la même direction et fait que le bateau avance.

Marguerite Soulière : *Quand on est à l'université, on voit la quantité fabuleuse d'informations et d'analyses, de mémoires, de thèses intéressantes, riches, diversifiées, en sciences humaines et sociales particulièrement, dont les auteurs ont passé trois, cinq, dix ans à approfondir une question... ; les bibliothèques d'universités sont pleines de ça. Ce sont là de petits trésors et on se demande comment on pourrait faire pour que ces connaissances-là puissent traverser la barrière académique et servir à mieux comprendre les enjeux économiques, sociaux et politiques actuels. L'institution universitaire ne valorise pas ces échanges citoyens, n'en offre qu'une mince reconnaissance professionnelle, quand elle le fait. De votre côté, est-ce que pour vous, cela vous semble des illusions, des leurres d'intellectuels que de vouloir créer des ponts entre les universitaires et leurs travaux, et les milieux communautaires ? Pour documenter, enrichir, nuancer vos analyses structurelles, est-ce que ces connaissances en histoire, géographie, environnement, sociologie, anthropologie, etc. pourraient être des sujets de dialogue et d'échanges de perspectives ?*

*Jean-Claude Landry*: Par rapport à ta question, ce que je serais tenté de répondre c'est que je crois au monde universitaire lorsque les universitaires sortent de l'université. Leurs recherches doivent être « groundées », et la meilleure façon d'y arriver, c'est d'être au coeur de l'action et avec les gens. La collaboration qui s'est établie avec Raymond Corriveau, professeur en communication sociale, en est un exemple. Il a mené des projets à Cuba. Ce n'est pas nous qui sommes allés le chercher, c'est lui qui, d'une certaine façon, est sorti de l'université et a pris contact avec nous. Michel Nolin, professeur en [287] communications sociales et impliqué dans un groupe pour la défense des prestataires d'aide sociale, a comme avec les autres professeurs, fait le choix de mettre son expertise au profit du milieu pourvu qu'ils puissent être alimentés par ce même milieu. Malheureusement, il y a une culture universitaire qui fait en sorte que les professeurs sont un peu comme dans une tour d'ivoire, un cercle fermé. Mais, je crois qu'il est possible que des gens puissent s'impliquer, se mettre à l'écoute du milieu qu'ils veulent soutenir et aller chercher des gens qui n'ont même pas le réflexe de se manifester. Et il n'est pas tant question de recherches, que d'individus, parce que si quelqu'un n'a pas le coeur à s'impliquer, il aura beau être le meilleur savant du monde, il ne livrera pas la marchandise. Si le chercheur est en lien avec le milieu, la façon dont il va livrer l'information va correspondre à la façon dont les gens sont capables de la recevoir. Ça va être configuré de façon à ce que cette information soit utile pour les gens et qu'elle soit comprise par les gens. Par contre, le problème avec les thèses de doctorat et les mémoires de maitrise est que, même s'ils sont peut-être intéressants, j'ignore s'ils sont arrimés aux problématiques actuelles.

*Pierre Lavergne*: J'ai travaillé à l'Université du Québec à Trois-Rivières dans le cadre d'une recherche avec d'autres chercheurs pour évaluer si l'université était impliquée dans le milieu, si elle répondait aux besoins du milieu et si l'université était populaire au sein de la population. Nous avons travaillé auprès d'une centaine de groupes du milieu communautaire, d'entreprises privées et selon un échantillonnage scientifique. En un mot, les conclusions de l'étude étaient que les gens de l'université ne leur apportaient rien et qu'ils ne connaissaient personne qui pouvait travailler avec eux. Finalement, l'ensemble des résultats de l'étude démontrait qu'il s'agissait d'une véritable tour d'ivoire. Même s'il y avait des centaines de professeurs qui y travaillaient, la centaine de groupes et d'industriels que nous avons rencontrés considéraient que les universitaires ne répondaient pas à leurs besoins. Les résultats de l'enquête n'ont finalement jamais été publiés, ni même diffusés auprès de ceux qui avaient participé à l'enquête, même si nous nous étions engagés à leur donner les résultats. Il y a eu un manque de transparence, mais les résultats de l'étude démontraient aussi qu'il y avait un manque d'implication du corps professoral auprès de son milieu. Pourtant ce ne sont pas les besoins qui manquaient : toute la région était en crise, il y avait des restructurations dans le secteur du papier et du textile. Plusieurs économistes, dont Brian, s'étaient déjà impliqués auprès des travailleurs. Mais, quand on sait qu'il y a à l'université quelques 700 à 800 professeurs, on s'attendrait à plus de collaboration. De ce côté-là, c'est toujours assez difficile d'avoir du support, d'avoir des gens qui vont travailler avec nous. Nous allons avoir un ou deux stagiaires, voire trois ou quatre, qui vont venir travailler quelques mois parce qu'ils vont avoir un diplôme et que ça entre dans leur curriculum, mais sur la centaine de stagiaires qu'on a eus ici, très peu sont arrivés à un engagement social et ont continué avec nous. Je pense que la formation qu'ils ont reçue n'était pas connectée à la réalité des organismes. Ça ne répondait pas aux besoins de l'organisation. Et puis, peut-être qu'il y aurait une [288] certaine ouverture, mais quand on gagne entre 70 et 100 000$ par année, ce n'est peut-être pas une priorité que d'aller se mêlera la population, à des gens qui n'ont pas la même culture, qui n'ont pas les mêmes préoccupations. C'est comme un choc culturel, deux classes, deux groupes séparés. Certains passent outre, mais compte tenu du nombre de professeurs, c'est tout de même étonnant qu'il y en ait si peu. Ce n'est pas nécessairement leur faute, c'est un processus qui commence au primaire, se poursuit au secondaire, au Cégep et ainsi de suite. Lorsque la personne devient professeur, elle n'a pas la culture qui fait qu'elle va s'impliquer avec les autres et partager ses connaissances et en faire profiter les autres.

*Jean-Claude Landry*: À l'université, il faut vraiment qu'un professeur ait une grande volonté pour s'impliquer. Par exemple, Brian s'est fait reprocher qu'il n'avait pas déposé assez de projets de recherche. Le milieu universitaire fait en sorte que les gens sont évalués sur leurs performances qui se mesurent au nombre de projets, au financement. C'est évident que si quelqu'un est perçu par ses collègues comme quelqu'un qui perd son temps parce qu'il collabore à des organisations populaires, ce n'est pas encourageant. Il y a tout un paradigme à défaire à ce niveau-là, quelque chose à revoir. Même s'il y a beaucoup, beaucoup de contraintes actuellement, lorsqu'il y a collaboration, c'est intéressant. Je regarde, par exemple, la collaboration de Daniel Landry et Alain Dumas, deux professeurs au niveau collégial, avec le Comité. Alain écrit une chronique dans la Gazette sur l'économie, parce qu'il est professeur d'économie au Cégep. Il fait de façon très, très rigoureuse sa chronique à tous les mois sur l'autre visage de l'économie, pour faire tomber un certain nombre de mythes. Daniel, lui, s'implique dans le conseil d'administration de notre comité et il donne des conférences à son collège. Le problème c'est que tout joue contre cette collaboration. Le milieu universitaire joue contre ça, la culture universitaire joue contre ça, de même que la difficulté qu'un intellectuel peut avoir à entrer en communication avec les gens du milieu. Ce n'est pas nécessairement le même langage, ce n'est pas nécessairement la même approche. C'est presque une révolution culturelle, et il faut passer par-dessus un certain inconfort, s'habituer à un nouveau milieu. Ce n'est pas quelque chose qui est facile, mais c'est souhaitable, c'est absolument souhaitable. Il faut que le dialogue entre penseur-chercheur et le groupe du milieu passe par une présence ou, occasionnellement, des commandes. Lorsque les gens sont présents dans un milieu, on peut mieux détecter les opportunités de recherche ou d'expertise. Si la personne n'est pas présente, il est plus difficile pour nous de deviner qui fait quoi à l'université et pour le chercheur de savoir qui pourrait être utile pour le milieu. C'est le problème.

*Pierre Lavergne*: Le Comité de solidarité et la Gazette de la Mauricie avaient des besoins en marketing. Le département de marketing de l'Université pourrait nous aider, faire des études de marché, mesurer l'impact du travail qu'on fait. On a un journal qui rejoint 75 000 foyers, peut-être [289] 175 000 personnes, on communique avec ces gens-là. Eh bien, il me semble que si j'étais professeur, cela serait un outil extraordinaire que d'amener des étudiants en communication sociale à travailler sur l'appréciation, l'utilité ou la réception de ce journal. Il y aurait un champ d'étude extraordinaire pour quelqu'un qui est professeur en communication sociale. Nous avons eu très rarement ce genre de collaboration. Il y a eu Raymond Corriveau, professeur de communication sociale, mais on est allé surtout travailler à Cuba. Ils sont peut-être 12 à 15 professeurs dans ce département-là. Que font-ils ? De quoi parlent-ils ? Je comprends qu'il y ait beaucoup de théorie à élaborer et à soutenir, mais cette théorie-là pourrait être aussi associée à du concret. Les jeunes pourraient aller sur le terrain, amasser des données, travailler à partir de celles-ci et ensuite en tirer une théorie. Dans tous les domaines, il y aurait ainsi des professeurs, tout un département de professeurs, qui pourraient être impliqués avec les écoles sur des comités. Mais comme dirait Jean-Claude Landry, ce serait quasiment une révolution. Par ailleurs on voit parfois des professeurs faire des recherches pour l'entreprise privée et même des découvertes... Je ne comprends pas que les profits qui seront engrangés grâce à ces découvertes restent privés alors que nous avons payé ces professeurs par nos taxes !

*Jean-Claude Landry*: Le chercheur, pour être capable de bien faire son travail, doit être à l'intérieur de l'organisation. Il faut qu'il fréquente l'organisation, qu'il l'apprivoise parce qu'elle a aussi ses contraintes. Ses membres ont du temps à lui consacrer, mais ils ont aussi une obligation de livrer à rencontrer ; et si la collaboration est trop exigeante pour l'organisation, ils vont refuser. En tant qu'organisation, nous nous sommes volontiers prêtés à des études, mais nous avons aussi des choses à faire. Cela nous demande un certain ajustement mutuel sur le temps offert en tant que professeur et la façon dont celui-ci va collaborer avec l'organisme. Si le projet de recherche ou d'étude demande trop d'énergie, l'organisation ne collaborera pas. C'est vraiment à double volet. C'est pour ça que la meilleure façon pour un chercheur d'être utile à sa communauté tout en faisant de la recherche est d'abord de s'impliquer comme militant dans une organisation, peu importe laquelle, même si elle ne relève pas de son expertise, de découvrir ce qu'est cette organisation et ensuite d'apporter ses connaissances. Il connaîtra ainsi les contraintes et les ressources de l'organisme.

Cela dit, cette collaboration nécessite aussi au préalable un engagement du corps professoral et du reste de la société, pour permettre à ceux qui ont envie de s'engager d'avoir les moyens de le faire. Je pense par exemple à Michel Nolin, professeur retraité en communication sociale, qui est membre depuis 10 ans du conseil d'administration du Groupement pour la défense des droits sociaux (GDDS), qui vient régulièrement aux réunions de son comité de travail. Sa participation au GDDS est sa façon de rester « groundé ». Pourtant, ce n'était pas toujours évident par moments parce certains administrateurs étaient prestataires d'assurance sociale alors que lui était professeur d'université. Or, il peut y avoir de la distance sociale, mais aussi une attitude d'écoute et de respect mutuel de ce que sont les gens et de ce qu'ils représentent. Et c'est une présence que ça prend.

[290]

Marguerite Soulière : *Mais qu'est-ce que c'est la critique sociale pour vous ? Qu'est-ce que c'est que de faire de la critique sociale ? Est-ce que vous considérez que vous faites de la critique ?*

*Jean-Claude Landry*: Je pense que la critique sociale c'est de remettre en question les structures sociales en expliquant justement pourquoi on les remet en question. C'est donc de critiquer le mode organisationnel de la société, quand on lutte par exemple contre la privatisation de l'énergie éolienne au lieu qu'il devienne un secteur de pointe qui profiterait à tout le Québec en le nationalisant. La critique sociale, pour moi, c'est d'être en action et de critiquer la façon dont la société est organisée lorsque ces formes d'organisation là font en sorte qu'elles maintiennent ou qu'elles approfondissent les injustices, ou qu'elles n'aillent pas dans le sens du bien commun.

Marguerite Soulière : *Et est-ce qu'on peut faire de la critique sociale sans engagement social ?*

*Jean-Claude Landry*: Oui. Je pense qu'on peut en faire. Pour être porteur de critique sociale, il faut le courage de donner un point de vue qui va aller contre les idées dominantes. Pour ceux qui font de la critique sociale, et on pense souvent aux universitaires-chercheurs, il s'agit d'une forme d'engagement social parce que contester l'ordre établi comporte une part de risque au niveau de ta perception, de ta réputation, au niveau de ton aura professionnel. Les gens qui critiquent la société souvent sont ceux qui vont être moins invités à des colloques, moins invités dans les médias, etc. Et ça peut même porter ombrage à leur carrière. Faire de la critique sociale représente une forme d'engagement social.

Marguerite Soulière : *Merci beaucoup !*

***Mots-clés***:

Comité de solidarité/Trois-Rivières, éducation populaire, organisme communautaire

[291]



Quatrième partie.

**RISQUER**

“Quelle place pour les savoirs critiques  
dans notre université corporative ?”

**Gilles Bibeau** *Université de Montréal*

Une brève introduction [[116]](#footnote-116)

[Retour à la table des matières](#tdm)

J'ai appris, en quelque 40 années de recherche, qu'on ne peut pas pratiquer notre métier d'anthropologue ou de sociologue sans avoir en tête un projet social et politique, lequel est forcément sous-tendu par une « vision du monde » et par une éthique. Ainsi, il existe deux attitudes principales face aux injustices et aux inégalités : on peut les refuser, les combattre, même si l'on sait que c'est un combat sans cesse recommencé ; on peut aussi les accepter, sous divers prétextes, s'en accommoder, en soutenant que les inégalités ont toujours existé et que le monde est ainsi fait. Le choix entre ces deux positions est un choix philosophique et éthique fondamental.

Nous produisons des savoirs techniques, mais nous soulevons souvent plus de questions que nous n'apportons de réponses. Il en sera toujours ainsi dans les sciences de la société : nos textes jettent en effet un soupçon sur ce qui semble aller de soi, ils sèment le doute dans les certitudes, et ils touchent à ce qui fait mal dans une société, ce sur quoi on trébuche, ce devant quoi on hésite et qu'on préfère parfois taire. Il y a encore tant et tant à retravailler, à repenser, pour que les droits à la dignité, à une vie décente, au travail, à la santé, à l'éducation, soient une réalité pour l'ensemble des gens, ici et à travers le monde. Que dire, par exemple, face aux guerres que nos pays mènent un peu partout dans le monde, au nom de la paix, du droit et de la démocratie ?

Nous sommes les chroniqueurs plus ou moins fidèles de notre temps, partageant avec nos concitoyens l'aventure incertaine, tâtonnante, de la société dans laquelle nous vivons. Notre rêve est de nous élever autant que faire se peut au-dessus de la mêlée et de nous mettre, si la chose est possible, dans [292] une position d'arbitre rigoureux qui rend compte de la vérité des coups qui se donnent. Nous ne sommes pas les médecins de la société, mais notre rôle est, comme les anciens philosophes, de « faire penser les citoyens », dans l'exploration de nouvelles façons d'agir, de vivre et d'être ensemble. Cela implique un engagement, aussi lucide que possible, dans le combat pour plus de justice et de liberté, ce qui ne peut se faire que si nous possédons un sens élevé de ce qui nous fait humain.

De la philosophe Hannah Arendt, nous avons appris combien est fragile toute pensée qui ne s'élabore que dans la solitude, loin des violences du siècle, à l'abri des polémiques, dans la non-résistance à l'inacceptable. Elle n'a cessé de répéter que la vie de l'esprit doit se laisser happer par les problèmes de la Cité, qu'il faut penser et théoriser ce qui se passe, inscrire les événements dans des réflexions plus générales, ne pas plier devant le réel, mais tenter de l'ordonner intellectuellement pour permettre l'action lucide. Elle réclame la mise à l'épreuve des idées à partir des tourmentes de l'action, dans des ruptures parfois nécessaires avec ceux et celles qui ont été les alliés d'une cause et d'un temps, mais qui peuvent avoir changé de camp.

Quelles que soient la profondeur et la rigueur de nos études, nous ne saurons bien sûr jamais acquérir de certitudes absolues sur le cours des choses ; cependant, cela n'empêche nullement la saisie de « vérités partielles », celles à partir desquelles l'action lucide puisse se déterminer. Arendt a toujours considéré le politique comme le lieu primordial, incontournable, dans lequel les convictions éthiques et philosophiques de l'intellectuel universitaire doivent se forger, comme un espace tragique aussi dans lequel se met en forme une pensée qui ne peut jamais échapper à la contingence et à l'épreuve du temps. C'est à partir des événements que la réflexion doit naître, répète-t-elle, dans un rejet allergique à toute conception philosophique qui conférerait un sens unique ou une raison à l'histoire et dans une sensibilité aux aléas de la vie des collectivités humaines.

À qui profite le savoir ?

Une première question à laquelle il m'apparaît important de répondre est de nous demander : « À qui profite le savoir ? ». S'agit-il pour les universitaires, professeurs et chercheurs, de produire des savoirs techniques, spécifiques, opérationnels et en somme des savoirs experts, comme le souhaitent nombre d'administrateurs d'université et de promoteurs de la recherche universitaire ? L'énergie des universitaires doit-elle se concentrer, en sciences sociales par exemple, sur l'étude des sujets reliés au meilleur fonctionnement de notre modèle de société néolibérale en documentant, par exemple, les raisons des préjugés anticapitalistes, les causes sociales de la sous-productivité de notre système, les caractéristiques des fauteurs de troubles, etc. ? Nos collègues de biologie, chimie et physique doivent-ils se laisser dicter leurs sujets de recherche par les compagnies et fondations qui les financent comme [293] c'est le cas, par exemple, avec les sociétés agroalimentaires qui leur demandent d'étudier les liens entre consommation de frites et maladies cardio-vasculaires ? Faut-il nous laisser enrôler dans la nouvelle philosophie internationale de protection des nouveaux savoirs par la course aux brevets ?

S'agit-il plutôt de défendre un projet d'émancipation sociale par la connaissance ? Faut-il persister dans l'idée que la publication d'articles dans des revues académiques constitue la voie royale de diffusion des connaissances ? Faut-il résister aux transformations de nos programmes de formation qui se font dans le sens d'une plus grande adéquation entre contenu des cours et marché du travail ? Les cours plus théoriques et les approches critiques ne risquent-ils pas de passer à la trappe dans une telle réforme ? Faut-il repenser, dans une meilleure rationalisation, le partage des tâches du professeur, du chercheur ? Faut-il articuler autrement enseignement, recherche et supervision des travaux des étudiants des cycles supérieurs ?

Disons, à titre provisoire, qu'il n'est pas de crise économique, pas de transformation sociale, pas de choix politique en matière de financement de services publics, par exemple, dont les effets concrets puissent être séparés de l'interprétation qui en est proposée. Assigner un sens à ces phénomènes, trouver les mots ou les catégories pour dire les choses et le pourquoi de celles-ci, débusquer ce qui se cache derrière les décisions prises, constituent des lieux de batailles décisives pas seulement quant à la forme des faits qu'il nous appartient évidemment de décrire des points de vue sociologique et anthropologique, mais plus encore sur le plan des lectures et interprétations que nous devons proposer face aux phénomènes étudiés.

Ainsi, par exemple, dans le cas de l'analyse du chômage de masse, nos collègues économistes peuvent penser, globalement, en se référant à l'un ou l'autre des deux grands cadres suivants d'explication : 1) imputer ce chômage massif à la rigidité du marché, à la trop grande force des syndicats qui empêcherait, soi-disant, la mobilité des travailleurs ou à la mauvaise préparation de la main-d'œuvre ou 2) analyser ce chômage comme le résultat de la voracité des actionnaires ou aux bonus des chefs d'entreprise. Ces deux types de lecture renvoient, la chose est évidente, à des visions fort différentes du fonctionnement de l'économie réelle, mais aussi de la question de la justice dans nos sociétés ; de plus, il est clair qu'ils n'entraînent pas les mêmes implications sur le plan social et politique. L'intrication du social, du politique et de l'éthique ne se comprend, nous le savons, qu'à partir de l'élucidation des liens que nous établissons, dans nos modes d'analyse, entre antécédents et conséquents, et à travers les systèmes de relations que nous privilégions, tout cela s'intégrant dans des cadres interprétatifs particuliers et dans des théories sociales bien spécifiques.

[294]

Quelle place pour l'universitaire  
dans nos sociétés du savoir ?

De nos jours, nous vivons dans des sociétés du savoir dans lesquelles bientôt 25%de la population possédera un diplôme universitaire ; souvent, il est vrai, un diplôme venant d'une école professionnelle. Suite à l'élévation continue des niveaux de scolarité et à la circulation de plus en plus d'informations sur toutes sortes de supports, l'économie du savoir occupe dans les sociétés occidentales industrialisées une place de plus en plus dynamique qu'il est d'autant plus urgent de prendre en compte que nos sociétés sont de moins en moins polarisées sur le plan idéologique.

La place occupée de nos jours par les travailleurs de l'esprit que sont les universitaires est beaucoup plus ambiguë, incertaine, floue, qu'elle l'était dans le passé. On peut dire que les universitaires ont toujours été dans leur très forte majorité et qu'ils le sont même encore, généralement, du côté du pouvoir, avec bien sûr des exceptions. En voici quelques exemples :

\* à l'époque de la colonisation, les anthropologues furent très nombreux à vanter les mérites de la civilisation occidentale, certains allant jusqu'à essayer de démontrer l'infériorité intellectuelle des colonisés et à les ranger dans des classifications de races dominées par les Blancs, tout ce prétendu savoir servant à mieux justifier le devoir de civiliser incombant aux nations occidentales ;

\* au lendemain des indépendances des pays colonisés, les économistes libéraux recommandèrent avec enthousiasme des plans d'ajustement structurel et proposèrent des prescriptions inspirées des politiques du FMI, lesquelles se révélèrent partout catastrophiques ;

\* les économistes néo-libéraux d'aujourd'hui sont peu nombreux à dénoncer les effets pervers de l'insertion du privé dans les services publics de santé, convaincus qu'ils sont que la liberté de se payer des soins (pour qui le peut) est un droit dans une société vraiment libérale ;

\* les spécialistes de la communication refusent souvent de documenter l'appauvrissement pour la communauté de la concentration des médias, dans un oubli qui s'explique sans doute par leur enthousiasme face aux nouvelles techniques de communication ;

\* les géographes décrivent avec précision la fragilisation de nos écosystèmes suite à nos modes d'exploitation de la nature, mais sont-ils nombreux à réclamer que nos sociétés d'abondance changent leurs styles de vie ?

\* les biologistes s'inquiètent de la puissance de nos biotechnologies sans qu'ils questionnent cependant le transgénique, la production d'hybrides issus d'humains et d'animaux ;

\* les psychologues vantent, avec raison, le respect des droits individuels, mais s'interrogent-ils suffisamment sur l'impact que l'adoption d'enfants par des couples homosexuels aura éventuellement sur le devenir des enfants et sur la filiation ;

[295]

\* que disent les politologues de ce « parcage », encore aujourd'hui, de groupes humains entiers dans des espaces appelés « réserves » ?

La plupart des universitaires tendent à conforter l'ordre social et les modèles dominants de pensée, chose parfaitement compréhensible quand on sait que c'est parmi eux que se recrute la quasi-totalité des élites politiques, économiques et administratives dans la plupart des pays du monde.

Bien souvent, et cela n'est pas étonnant, les interprétations que nous donnons aux phénomènes que nous étudions relèvent d'une idéologie qui ne se dit pas et qui tend même à se dissimuler, à s'effacer sans doute parce qu'elle se donne des airs de critique qui n'en est pas. Pensons par exemple :

\* aux commentaires de sociologues conservateurs sur les flambées de violence de l'automne 2005 dans les banlieues françaises (un mot de Robert Castel à ce sujet : « Si l'on veut appeler les choses par leur nom, c'est bien à un retour de la race sur la scène politique et sociale que l'on assiste aujourd'hui » (Castel 2007 : quatrième de couverture) ou à la dramatisation autour des gangs de rue dans les études faites au Québec (j'y reviendrai) ;

\* aux psychologues qui n'hésitent pas à donner un zéro de conduite aux enfants de 3 ans, débusquant dans le tiraillement de certains petits à la garderie de la graine de futurs contrevenants ; la prescription issue de ce dépistage précoce est claire : il faut corriger au plus vite ces futurs déviants ;

\* aux professeurs de science politique qui dénoncent les penchants autoritaires et racistes des milieux populaires ;

\* aux économistes néo-libéraux qui soutiennent la philosophie prévalente des budgets des États qui conduit à faire payer les classes moyennes plutôt que de s'attaquer, par exemple, aux paradis fiscaux ou de réclamer leur juste part aux multinationales.

Les intellectuels universitaires ne se bornent pas, il faut le dire, à simplement mettre leurs idées au service du maintien de l'ordre social. Leur savoir et leur position sociale les placent, cela est vrai, du côté des privilégiés (des postes garantis mur à mur), mais ils ne sont qu'une fraction relativement dominée au sein de la classe dominante qui s'est construite sur l'économie, le marché et le savoir, classe située proche du sommet de la société à laquelle ils appartiennent. Les universitaires collaborent volontiers avec les dominants les plus riches et sont même souvent complaisants à leur égard, sans doute parce que ces strates dominantes et riches de la société, le plus souvent des industriels, leur donnent l'impression de les faire participera leur pouvoir.

Une bonne part des prises de position des universitaires face aux grands défis sociaux, culturels, politiques, économiques découlent précisément de la position ambiguë qu'ils occupent dans l'espace [296] social : d'une part, ils appartiennent à l'élite relativement privilégiée et d'autre part ils sont dominés par les groupes économiques situés au sommet de leur catégorie socio-économique, groupes qui réclament de plus en plus, au nom même de l'efficacité, de diriger les institutions de savoir. Voyons d'un peu plus près ce que cette situation contribue à produire et comment les choses semblent se passer.

Certains critiquent, mais pas trop car il faut bien que ce qu'on dit soit acceptable, recevable, que les critiques dérangent, mais jusqu'à un certain point seulement, et que les prises de position ne soient pas trop menaçantes. On se donne ainsi l'allure de l'universitaire critique qui affirme, par exemple, que telle ou telle politique est désastreuse, avant d'ajouter, de manière prudente, que les choses sont en fait bien « plus complexes » et que toute dénonciation radicale est à éviter. On se présente alors comme le partisan d'une réforme qui implique un adoucissement des conditions de l'exploitation et du contrôle des effets pervers, sans proposer une vraie correction des sources de l'exploitation, de l'inégalité. On affecte même parfois de ne pas savoir ce que l'on sait du monde et de ses injustices, sans doute parce qu'on estime que la classe à laquelle on appartient pourrait perdre à ce que les cartes soient redistribuées d'une autre manière et à ce que les choses changent trop. Consultants et experts sont des spécialistes de ce genre de discours.

D'autres sont plus radicaux, coupant parfois carrément les ponts, mais pour agir ainsi, il faut une grande notoriété scientifique et être totalement intouchable sur le plan de l'emploi, ce qui veut dire qu'il faut souvent attendre d'arriver à la fin de sa carrière universitaire pour pouvoir commencer à dire vraiment ce qu'on pense. Bien sûr, il y aura toujours des collègues comme Noam Chomsky, Edward W. Said, Pierre Bourdieu ou Michel Foucault qui seront des penseurs extrêmes dont les prises de position, en politique et d'autres domaines, seront d'emblée en parfait accord avec leurs idées. Il y a aussi d'autres intellectuels moins assurés en tant qu'universitaires établis et moins connus que ces grands noms qui se sont aussi résolument engagés dans la guerre des idées.

Y a-t-il vraiment une crise de la pensée critique ?

Malgré tout ce que je viens de dire, je ne suis pas sûr que nos sociétés traversent véritablement une crise de la pensée, comme certains analystes se plaisent à le répéter dans des raccourcis un peu caricaturaux. Encore faudrait-il s'entendre sur ce qu'est une crise collective de la pensée.

Je crois qu'il n'y a jamais eu, dans le passé, autant d'idées exprimées, autant de livres et d'articles publiés, autant de tribunes de presse et autant de lieux de débats, dans les médias et via Internet. Il n'y a jamais eu autant de gens aussi instruits et autant de moyens d'apprendre et de se tenir au courant [297] des choses de la pensée, en dépit même de la concentration des médias et de cette Babel qui tend à égaliser tous les points de vue ou à en faire triompher l'un ou l'autre.

La sensation d'existence d'une crise vient sans doute d'une conjonction entre les séries de faits suivantes :

\* les positions défendues par les universitaires et par les intellectuels en général tendent à être beaucoup moins polarisées qu'elles ne l'étaient dans le passé, voire dans un passé même récent, et à s'exprimer dans des idées qui manquent désormais de radicalité ;

\* les structures de l'université et les modes de financement de la recherche sont en pleine réorganisation, introduisant une fluidité et du mouvement dans les institutions, ce qui crée de l'incertitude dans la vie des professeurs et des chercheurs ;

\* la société québécoise est assez indifférente face aux universitaires et à ce qui se passe dans les universités (je ne veux pas dire qu'il existe un anti-intellectualisme dans notre société, mais je m'interroge tout de même sur la manière dont nous sommes perçus par la population en général).

Les débats académiques et scientifiques me semblent démontrer qu'il existe de nos jours de grands consensus autour de positions moyennes et que les universitaires tendent à s'éloigner des points de vue radicaux et extrêmes.

Si on peut parler d'une misère intellectuelle dans le temps d'aujourd'hui, je suis tenté de dire que cette misère est celle d'une pensée dé-radicalisée, douce et conciliante, qui s'est installée tranquillement dans notre nouveau contexte de travail et qui a fait naître en nous d'imprenables certitudes. En voici quelques exemples :

\* le discours dominant dans les sciences sociales est devenu respectueux des pouvoirs établis, à commencer par celui du marché et de l'argent ;

\* les économistes se refusent de faire la leçon aux banques et aux grandes entreprises en mal d'aide gouvernementale, sans que ces mêmes économistes (des lucides) ne se gênent pour faire la leçon aux citoyens (des paresseux qu'il faut mettre au travail) issus des milieux sociaux défavorisés, surtout quand ils réclament l'aide de l'État ;

\* les philosophes et les spécialistes des sciences sociales sont intarissables sur les questions morales (surtout les droits politiques de l'homme), mais on les entend trop peu souvent soulever les problèmes de justice sociale en réclamant le droit à une vie décente, au travail, à la santé pour tous ;

\* au nom des valeurs occidentales à défendre (la liberté, la sécurité, dit-on), combien de clercs au service de l'État (et pas mal de nos collègues comptent parmi eux) n'ont-ils pas approuvé les [298] États-Unis quand ils se sont lancés contre Sadaam Hussein, parvenant à rejeter la responsabilité morale de l'agression américaine sur les victimes ;

\* on évoque la re-politisation des sciences sociales, mais c'est souvent pour mieux affirmer le droit d'ingérence des pays occidentaux dans les autres sociétés au nom d'arguments démocratiques et humanitaires qui s'ancrent dans nos valeurs à nous.

Les universitaires affirment plus que jamais les grands idéaux (la raison, les droits, l'universalité, la démocratie, la protection de la nature, etc.) derrière lesquels ils s'abritent assez confortablement, se rendant parfois aveugles face à l'injustice et à l'inégalité sociales croissantes, aux drames du monde et dans une relative indifférence aux problèmes sociaux. Sans doute sommes-nous trop indulgents et myopes face à notre propre aveuglement. Ainsi, la place déjà réduite accordée à la critique des idées des uns par celles des autres tend à s'effacer toujours davantage dans une espèce d'accord tacite autour de quelques valeurs tenues pour primordiales qui sont organisées autour de la question des droits. Dans tout cela, la réalité sociale, ses injustices et notre contribution à leur maintien ont vraiment tendance à être oubliées.

Parmi les thèmes à la mode que travaillent les sociologues et les anthropologues du Québec, on trouve les éternels débats autour des tensions bipolaires suivantes : la différence contre l'identité ; la pluralité contre l'unité ; l'altérité contre le « nous » ; la souveraineté des États contre la mondialisation ; la religion contre le sécularisme et la laïcité ; toutes ces polarités permettant de relancer la question de la société en tant que réalité plurielle qui résiste à tout réductionnisme. Il est vrai qu'il existe des discussions franches, soutenues et pertinentes (trop peut-être) autour de tous ces sujets, mais ces débats tendent trop souvent, du moins dans les sciences sociales pratiquées au Québec, à prendre place dans un enlisement autour de l'inépuisable question de l'identité nationale québécoise, laquelle m'apparaît elle-même faire de moins en moins de place à la pensée de la solidarité, de l'hétérogénéité, de la social-démocratie et au principe d'inclusion.

Ce qui a certainement changé et ce qui pourrait bien être en crise, c'est la figure même de l'universitaire, laquelle est en train de se recomposer dans une société, il est vrai, de plus en plus savante, mais dont le savoir, il faut le rappeler, est un savoir commodifié, nourri d'une idéologie profondément libérale, obnubilé par la nouvelle religion des droits individuels, optimiste jusqu'à l'excès et tourné vers le progrès. L'universitaire sait qu'il travaille désormais dans un monde dans lequel l'université n'est plus la seule institution productrice des savoirs et que de nombreuses autres personnes ayant reçu une éducation supérieure manipulent les idées et les théories, complexifiant du même coup la géographie des professions intellectuelles. Managers, architectes, ingénieurs et [299] banquiers se joignent de nos jours aux avocats, médecins et enseignants pour produire des savoirs utilitaires sur le monde qui viennent souvent s'opposer à ceux de l'élite universitaire cultivée et savante qui est encore souvent perçue comme déconnectée d'avec la réalité.

L'universitaire sait aussi qu'il vit dans une société de plus en plus médiatisée qui valorise le savoir-spectacle (il ne faut pas oublier Guy Debord). Les médias de masse aiment les virtuoses de la parole (nous n'en avons pas beaucoup au Québec) et donnent une prime de popularité à certains universitaires capables, avec style et parfois même avec brio, d'évoquer des problèmes complexes dans une langue simple, accessible, souvent très simplificatrice. Certains universitaires savent mieux maîtriser que d'autres (ce ne sont pas nécessairement les meilleurs chercheurs) les formats des médias, devenant ainsi les chouchous des émissions d'affaires publiques à la mode ou des émissions culturelles (lesquelles sont quasi toutes disparues de nos grandes chaînes). Ainsi, certains se font un nom à la radio ou à la télévision, un peu comme les imprésarios le font avec les artistes C'est heureusement plus le cas en France que ce l'est chez nous au Québec bien que nous n'en soyons pas vraiment protégés.

L'activité médiatique de ces collègues (peu nombreux) contraste avec l'activité des scientifiques construisant patiemment dans des travaux sur le terrain ou dans leur laboratoire un objet de recherche sur lequel ils écriront des textes qu'ils destineront hélas, d'abord et avant tout, à leurs seuls collègues. Ces collègues prêtent sans doute plus d'attention à leur rang dans l'obscur Social Sciences Citation Index (SSCI) qu'à leur nombre de présences dans les studios de radio. Parmi ces collègues, rares sont ceux qui engagent leur savoir dans les débats de société, témoignant parfois d'une telle irresponsabilité sociale qu'ils nourrissent l'anti-intellectualisme (la tour d'ivoire) dont certains hommes politiques jouent plus ou moins habilement pour discréditer certaines formes de recherche en sciences sociales.

Ainsi, nous avons été forcés de justifier les retombées sociales de ce que l'on fait, de faire du lobbying pour convaincre les décideurs politiques de l'importance d'augmenter les budgets des organismes subventionnant la recherche en sciences sociales et humaines. L'autonomie de pensée des universitaires et des chercheurs n'est jamais définitivement acquise et il nous faudra sans doute toujours « supplier » les détenteurs du pouvoir si on veut être capable de poursuivre nos recherches sur des sujets que nous considérerons, par nous-mêmes, être d'importance pour la société. On réussira à maintenir cette autonomie à la condition de développer un sens accru de notre responsabilité à l'égard de la société.

[300]

Conclusions

Le monde des professeurs et des chercheurs universitaires est tiraillé entre deux grands modèles qui lui sont imposés : d'abord celui de l'entrepreneur de la pensée (c'est le cas de nos jours des jeunes professeurs) qui crée son laboratoire, lutte pour les subventions, s'associe parfois à l'entreprise privée, essaie de conquérir une chaire qui lui permettra d'étendre son aire d'influence ; ensuite, à l'autre bout du spectre, soit celui du penseur solitaire ou du penseur critique qui s'engage dans divers combats, dans les causes humanitaires et dans le militantisme partisan. Il y a, il est vrai, encore bien d'autres modèles, notamment celui d'experts, de conseillers gouvernementaux, syndicaux, de partis et de consultants (tous des producteurs de réponses à des questions concrètes), et celui d'intellectuels spécifiques au sens où en parlait Foucault, d'intellectuel universel (le « compagnon de route ») à la Sartre ou encore de l'« intellectuel collectif » de Bourdieu (ceux-ci posent généralement plus de questions qu'ils n'apportent de réponses).

Les intellectuels des médias et les intellectuels publics proches des gouvernements viennent de l'un ou l'autre de ces groupes. Les occasions de donner leur point de vue ou de produire un rapport bien payé ne leur manquent pas : Que penser des réactions des musulmans face aux caricatures danoises du prophète ? Faut-il envoyer des missions humanitaires sur tel ou tel terrain (au Darfour par exemple) ? Convient-il d'augmenter les troupes militaires pour faire avancer les pratiques démocratiques en Afghanistan ?

Les universitaires prétendument experts de l'une ou l'autre de ces questions sont au garde-à-vous en attendant qu'on les invite à donner leurs réponses, lesquelles sont souvent d'autant plus courtes que le problème est complexe. Il y a aussi les connaissances élaborées dans les *think tanks* privés dont la principale préoccupation est, dans la majorité des cas, de légitimer l'idéologie dominante ou dans tous les cas, de défendre les intérêts de leurs bailleurs de fonds. On ne peut s'interroger en profondeur sur les modèles qui s'imposent de nos jours aux professeurs et chercheurs des universités que si on examine dans le détail ce que sont devenues les infrastructures de recherche en tant que lieux de production du savoir, comment se fait de nos jours la diffusion de la pensée et des résultats des recherches, et ce qu'est l'université dans notre société.

Sur la question même de l'université, je tiens à faire quelques réflexions critiques. Disons d'abord que toutes les réformes faites depuis vingt ans s'inspirent du management de type entrepreneurial et qu'on tend à favoriser une gestion calquée sur celle des entreprises privées. Cela se fait parfois au mépris du travail académique et scientifique qui nécessite, au contraire, une large autonomie intellectuelle et une certaine indépendance économique, lesquelles sont les garantes d'une véritable [301] liberté de la pensée. Aussitôt que la mentalité entrepreneuriale s'impose dans les universités, le primat de la rentabilité devient la règle de base qui doit être suivie, avec parfois l'injonction (heureusement pas toujours) de produire des savoirs qui sont en accord avec les besoins des entreprises ou des gouvernements. Ainsi, dans ce nouveau contexte, on tend à penser que le système universitaire américain (celui qui produit le plus grand nombre de prix Nobel et qui gère le plus grand nombre de revues scientifiques) constitue un modèle pour nos universités. On oublie que l'excellence de quelques établissements d'élite (ceux de la *Ivy League)* dissimule la dégradation de la situation dans la majorité des campus des universités publiques dont le rôle pourrait être central pour réduire les inégalités au sein de ce pays qui est là, au sud du nôtre. Les récents débats autour du projet de loi du président Obama sur la santé ont montré que la réduction des inégalités est le cadet des soucis de nombreux Américains. Est-ce ce système que l'on veut voir s'introduire dans notre pays ?

Dans un tel contexte, il n'était pas étonnant qu'on en vienne à proposer de transformer les modes de gouvernance de l'université, jugés archaïques, afin de rapprocher celle-ci des entreprises privées, de la rendre plus productive et de la mettre vraiment au service du développement de la société. Ce sera donnant-donnant, nous a-t-on dit : d'un côté, des fonds privés viendront grossir le nombre de chaires, aider à la construction des bâtiments, etc. ; de l'autre, des « administrateurs de sociétés privées » apporteront leur expertise dans la « gouvernance » des universités, de préférence dans les conseils d'administration qu'il faudra structurer sur le modèle des conseils d'entreprise. L'univers relativement autonome que les universités avaient réussi à construire, au fil des siècles, en échappant au pouvoir des églises et des gouvernements, s'est fracturé avec l'entrée de l'esprit de l'entreprise et du privé, en un mot avec la présence du pouvoir économique, dans l'espace même de l'université. Tout cela se fait, dit la rhétorique à la mode, au nom d'une meilleure articulation de l'université sur la société et c'est là un discours parfaitement recevable pour la population, et même pour un bon nombre d'universitaires.

Je défends la pratique de sciences sociales profondément articulées sur l'étude des grands défis qui se posent à nos sociétés ; je refuse le faible sens de responsabilité sociale de certains collègues qui cherchent encore un refuge tranquille dans cette tour d'ivoire que l'université a été pendant trop longtemps. À peu de temps de la retraite, je crains que la réforme en cours à l'université ait des conséquences graves pour tout le monde : on n'a pas encore mesuré, en effet, les impacts radicaux, dévastateurs mêmes, que l'intrusion de critères et de décideurs externes à l'université même ne manquera pas de provoquer.

Je reviens, en terminant, à Hannah Arendt qui nous a rappelé que l'on ne peut vraiment penser la réalité et agir sur elle qu'à la condition d'avoir d'abord senti l'écartèlement entre soi et le monde, la déchirure intime, la souffrance dans l'expérience de l'injustice, et qu'on a cherché sa place entre la [302] passion pour le savoir et le goût pour la politique, entre le retrait et la présence, entre ce qu'elle appelle la « vita contemplativa » et la « vita ».

***Mots-clés***:

Société du savoir, penseur critique, entrepreneur de la pensée, savoir-émancipation, savoir comme choix éthique

Bibliographie

Castel, Robert. 2007. *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes.* Paris : Seuil.

Haince, Marie-Claude, Gabriela Coman, Karine Bâtes et Charles Beaudoin-Jobin, dir. 2012. Numéro spécial *Université : savoirs et avenir ou pièges et dérives ?, Cahier de l'ACSALF,* 5(1) : 2-5*.*

[303]



Quatrième partie.

**RISQUER**

“« Moins on est nombreux à s’exposer,  
plus la pression est grande ».

Entrevue avec Alain Deneault.”

**Gabriela Coman** *CNRS-EHESS*

*Alain Deneault est docteur en philosophie. Il a publié en 2008, avec la collaboration de Delphine Abadie et William Sacher, le livre* Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique *aux éditions Écosociété. Avant même que l'ouvrage ne paraisse, Alain Deneault et Écosociété ont été mis en demeure par la compagnie minière Barrick Gold de ne pas le distribuer. Au moment de cette entrevue, en novembre 2010, les procès étaient en cours.*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Gabriela Coman : *Je commencerais avec une question très générale : qu'est-ce que la critique sociale de ton point de vue, à la lumière de tes expériences liées à Noir Canada ? Et surtout, que représente faire en même temps de la recherche et de la critique sociale ?*

*Alain Deneault*: Je ne proposerai pas une définition de principe, mais plutôt une définition relevant de considérations subjectives. Je dirais que me semble qualifiable de critique une pensée qui établit des liens, des faits de cohérence logique entre des secteurs d'activités qu'on a eu tendance à isoler les uns des autres. Prenons l'exemple de travaux qu'on peut faire sur le rôle des multinationales canadiennes en Afrique : il me paraît absolument indispensable pour penser d'une manière serrée les incidences graves qu'a eues la présence canadienne en Afrique, de faire entrer en corrélation des enjeux relatifs tout à la fois à l'histoire politique canadienne, à la haute finance, à la mondialisation industrielle, à la sociologie politique tournée vers l'exécutif politique canadien -je pense aux ex-premiers ministres qui deviennent les représentants ou les administrateurs de sociétés minières actives dans le monde, non sans controverses -, à l'histoire de l'Afrique, à la question des communautés en Afrique, aux comptes rendus journalistiques sur les affrontements entre belligérants en sol africain, à des questions minières telles que les géologues peuvent les décrire et aux questions boursières qui les touchent... Les intellectuels critiques mettent en relation de tels secteurs tandis que les « experts » vont précisément séparer ces champs par toutes sortes de barricades mentales qui se prétendent « disciplinaires » ou « théoriques », alors qu'elles restent très souvent idéologiques. Je reviendrai néanmoins sur les [304] apports bien réels d'acteurs qui maintiennent une position d'indépendance dans le champ de l'expertise. C'est donc en dépassant ces frontières qu'on peut arriver à penser d'une manière critique ; c'est-à-dire en faisant surgir une pensée susceptible de remettre en cause un ordre dont la stabilité repose sur toutes ces séparations et sur l'impossibilité donc de l'aborder comme tel.

Par ailleurs, si on n'est pas, disons, « critique », si on est « expert » (forcément à la solde d'un pouvoir, fût-ce une organisation dite « non gouvernementale »), qu'est-ce qui se produit ? Il se produit qu'on agit dans des sphères où la prévisibilité des discours règne, où on maintient sous silence tout problème qui provient de l'ordre politique général dans lequel on évolue historiquement. Dans le secteur minier, par exemple, les représentants de la société civile cooptés par le pouvoir vont s'empresser de signaler qu'ils restent souvent « pour » l'exploitation minière, même s'ils disent contester telle ou telle pratique, tel ou tel art de faire. Cette profession de foi est indispensable à leur présence dans le cercle de la « gouvernance » organisé comme on le sait par les plus puissants. Du reste, dès lors que le géologue parle en géologue, que l'économiste s'intéresse strictement aux rendements financiers des grandes entreprises présentes en Afrique, que le commentateur politique s'en tient uniquement à la vie professionnelle des politiciens de façon *people,* que l'africaniste se penche exclusivement sur les relations entre communautés sur le terrain, que le politologue n'en a seulement que pour les acteurs politiques occupant des fonctions officielles dans les diverses entités d'État... dès lors que chaque expert se cantonne aux pourtours exsangues du *sous-champ* qu'il a à charge d'étudier, on obtient socialement des penseurs qui peuvent très bien fournir des données pertinentes, mais sans toucher à ce qui constitue le nœud d'un problème historique.

La philosophie intervient de façon pertinente lorsqu'elle surmonte ces découpages factices. Elle relève d'une faculté d'établir des liens qui, non seulement ne paraissent pas dans le discours ambiant, mais qui sont presque proscrits. Donc, c'est à faire ces liens qu'on peut marquer une avancée critique, à mon sens. C'est la même chose quant à la question des paradis fiscaux. Quand on ne pense plus aux paradis fiscaux strictement en fonction d'une approche fiscaliste ou judiciaire, mais qu'on adjoint à ces préoccupations un apport du point de vue de la théorie de la souveraineté politique, du point de vue de l'histoire et de l'esthétique coloniales, du point de vue de l'esthétique de masse, du point de vue des théories constitutionnelles, tout d'un coup, on se met à penser les choses en fonction de points de gravité tout autres grâce à des liens absents quand chacun confine sa pensée à son domaine de prédilection.

[305]

Gabriela Coman : *Quelle est alors la relation entre ce chercheur qui fait de la critique sociale, toi, par exemple, et un expert ?*

*Alain Deneault*: Edward Said, dans *ReprEsentations of the intellectual,* est l'un de ceux qui ont proposé une distinction fine entre les deux figures. Quand il décline les caractéristiques qui définissent l'expert, il le fait essentiellement par rapport à la professionnalisation qui le qualifie. Aujourd'hui, on sait très bien qu'un universitaire doit se faire un courtier de la recherche. L'universitaire est un courtier qui vend des résultats scientifiques à des bailleurs de fonds. Son institution exige de lui que son activité rapporte financièrement. Ce qui pose beaucoup de problèmes, je dirais, du point de vue de la corruption. J'aborde le problème de la corruption à l'université, comme dans le domaine politique, comme partout où la corruption peut sévir, en ce qu'elle ne touche plus strictement à des enjeux de trafic d'influence, avec son lot d'« enveloppes brunes » ou de subventions à la recherche selon les secteurs, mais à ce qui vient intimement influencer le chercheur dans la façon qu'il a de définir son métier comme tel. La corruption agit à ce niveau de profondeur. La corruption se fait ainsi plus grave. Elle renvoie à la définition même qu'en donne Aristote dans ses travaux de physique, à savoir qu'il y a corruption quand une chose est tellement transformée qu'on n'en reconnaît plus la nature. L'université est corrompue au sens où elle est devenue méconnaissable en tant qu'entreprise fournissant des résultats de recherche aux acteurs sociaux privilégiés qui ont les moyens de se les payer et, donc, de les orienter, d'en commander en quelque sorte les termes. La recherche n'est donc pas ce lieu, autant que faire se peut, de désintéressement tourné vers des enjeux pertinents en eux-mêmes.

Donc, l'expert, auquel l'universitaire se confond aujourd'hui dangereusement, est celui qui, professionnalisant sa démarche, est tout à fait lié à des institutions forcément empreintes d'idéologies. Par « idéologie », entendons, si on lit Isabelle Garo, le discours qui, encastré dans un ordre existant physiquement dans une histoire, fournit à ce régime son naturalisme, sa justification de tous les instants. Donc, les experts se révèlent le plus souvent des acteurs qui sont professionnellement et donc financièrement tributaires d'institutions avec lesquelles ils doivent se montrer solidaires, solidaires à tout le moins d'un lexique particulier et de logiques convenues. Et ce lexique est précisément celui qui les empêche de penser de manière à soulever des interrogations fondamentales. Un fonctionnement clientéliste inhibe considérablement ce genre de réflexions. Plutôt que de parler de « guerre », il faudra par exemple parler de « problèmes relatifs à la sécurité humaine » ; plutôt que de parler de « dictature », il faudra parler de « mal gouvernance » et de « bonne gouvernance » plutôt que de « démocratie »... Il faudra également parler de « développement » plutôt que de « pillage » et ainsi de suite... Les bailleurs de fonds veillent à la bonne application de ce vocabulaire. Il faudra adopter toute une série de termes pour être admis dans un cercle, qui est un cercle de puissants à l'intérieur duquel, ou par rapport auquel, l'expertise est reconnue. Un cercle qui a [306] le pouvoir de reconnaître l'expertise en même temps qu'il en dépend. Il faudra aussi choisir les moments opportuns pour se donner des allures factices de penseur critique : c'est soudainement quand Ben Ali quitte le pouvoir de force que les politologues dénoncent le dictateur qu'il a été, sans jamais toutefois relever les complaisances dont le Canada a fait preuve à son égard et continue de faire preuve à l'égard d'autres potentats du genre toujours en poste. Et donc, cette « suture » entre la fonction de l'expert et un discours pratiquement préétabli et éminemment prévisible condamne, de fait, la pensée. C'est là qu'il y a corruption.

Le terme de « gouvernance » est très intéressant à cet égard. Il n'est pas intervenu dans le domaine du savoir parce qu'un philosophe ou un politiste faisant de la recherche fondamentale l'aurait jugé nécessaire, ou parce qu'un théoricien en sociologie ou qu'un économiste l'aurait développé en fonction d'une volonté de comprendre une problématique historique particulière. Non ! La gouvernance est un terme qui vient du domaine des affaires, qui est passé par la politique via le régime de Margaret Thatcher, pour ensuite arriver à la Banque Mondiale et, par le renfort de subventions, à des cercles universitaires ainsi qu'à des ONG. Il a trouvé sa légitimité grâce à un financement massif ; le mot « gouvernance » est éminemment « subventionné ». Est-ce pour avoir de l'argent ou pour jouir de la reconnaissance des pairs largement déterminée par le conformisme que les experts d'ONG, de plus en plus collaboratrices, et que les universitaires se sont mis à l'employer ? Ce que Saïd propose par rapport à ce problème, ce n'est surtout pas de l'amateurisme, mais c'est ce qu'il appelle une « attitude d'amateur ». « Amateur » surtout dans le sens où on s'éprend d'un problème au point de l'aborder selon tous les angles qui nous semblent nécessaires. L'intellectuel dont il parle n'est pas nécessairement attitré pour se prononcer sur toutes les disciplines qu'il mobilise afin d'aborder le sujet qu'il élit, au sens de la reconnaissance institutionnelle, mais cette attitude libre permet néanmoins ce point de vue dégagé sur des ensembles de problèmes, des nœuds de problèmes que l'on ne peut pas saisir du point de vue d'une seule lorgnette.

Gabriela Coman : *Donc, de ce point de vue, ça signifie que le critique social devrait être toujours en dehors du système ? Ou non ?*

*Alain Deneault*: Il y a heureusement dans les institutions quelques figures, quelques trop rares figures qui nous confirment qu'avec beaucoup de volonté, un sixième sens très développé, on peut arriver à ce point de vue critique en étant dans une institution. Mais ce sont des exceptions. Cent ans après qu'un illustre sociologue ait qualifié de médiocrité institutionnelle la tendance lourde qui fait aujourd'hui que, si on n'est pas un administrateur du savoir prêt à satisfaire et à anticiper les attentes de clients et des pairs, dont on a besoin pour être reconnu dans un système qui est forcément conformiste, on s'en voit exclu. Du point de vue des institutions, la vocation du savant se heurte toujours aujourd'hui aux [307] effets de médiocrité et à l'arbitraire du hasard dont Max Weber, qui est celui que j'évoque évidemment, parlait.

Gabriela Coman : *Est-ce que les gens qui sont dans le système et qui font de la critique sont des « dissidents » ? En fait, la question se poserait de cette manière : où peut-on se placer par rapport à ces institutions, qui sont finalement des instances de pouvoir, pour faire de la critique ?*

*Alain Deneault*: J'ai l'impression que les penseurs critiques qui sont dans l'institution répondent de deux types. D'une part, il y a les « critiques de service ». Dans certains départements, on se dit qu'il devrait y avoir un petit excité qui remplira cet office : *critiquer,* mais là davantage au sens de rechigner, prendre systématiquement fait et cause pour la veuve et l'orphelin, « *brailler »* au nom de la paix et d'une adolescente foi envers la justice sociale... « Il nous en faut un », semble-t-on se dire dans certains milieux libéraux dits éclairés. Permettre au sein de l'institution universitaire ce qui dans l'espace public passerait pour un graffiti somme toute sympathique sur le mur lisse d'une institution du reste immaculée. Cette espèce d'exception est admise pour se donner des airs d'ouverture : on en fait passer un et un seul. Et on va bien le désigner comme étant le gauchiste ou l'anarchiste de service. D'autre part, des acteurs et des penseurs pertinents mèneront plus sobrement un travail critique au sein de l'institution, ils seront titularisés. Et on assistera à une rencontre fortuite entre les attentes capitalistes de l'entreprise universitaire et la pertinence sociale de leur recherche. Ce qui se peut, par exemple, dans le domaine de l'éthique. Là, tout d'un coup, on peut être éthicien et adopter un discours que l'institution entend, et qui porte aussi socialement. C'est évidemment, encore là, la marge. On peut, par exemple au nom d'un discours éthique, s'en prendre seulement à des éléments particuliers du système - sur les modalités d'effectuation d'une enquête par exemple - tout en ménageant l'institution quant à ses motivations fondamentales. Mais, il y a quand même de très belles exceptions dans le secteur. Alors, il peut y avoir des rencontres. Pour le reste, on constate qu'un discours à la Nietzche ou à la Simmel souvent ne passera pas, beaucoup moins qu'un discours sur Nietzche ou sur Simmel. L'encadrement du discours à l'université reste particulièrement serré.

Gabriela Coman : *Comment ça s'est passé avec votre livre,* Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique *? Est-ce que vous avez choisi le sujet en vous disant que vous alliez faire de la critique sociale ou n'était-ce qu'une curiosité ?*

*Alain Deneault*: D'abord, j'ai écrit *Noir Canada* à partir de recherches que j'ai initiées auprès d'un collectif d'universitaires, que j'ai mis sur pied sur la base de préoccupations de nature politique et morale quant au rôle du Canada en Afrique. Dans les faits, on ne réfléchit pas à de telles questions, en adoptant la pose du penseur de Rodin, pour se demander comme tel : quelle sera ma problématique, quelle sera ma méthode, quel sera mon objet ? La démarche procède *d'habitus* qui sont relatifs à nos formations de chercheur, à des expériences de lecture, à des rencontres, à des croisements et à des contributions issues de cette pensée en collectivité. De fait, on organise le travail autour d'une [308] problématique qui se dégage, de thèses qu'on étoffe au fil des analyses et qu'on organise en fin de compte sous la forme d'un livre. J'ai travaillé à l'ossature de l'ouvrage, lequel doit beaucoup aussi à toute une équipe interdisciplinaire, notamment à Delphine Abadie qui agissait à ce moment-là comme diplômée en relations internationales et à William Sacher qui, lui, était doctorant en mathématiques appliquées. De plus, il s'agissait de penser en fonction, d'une part, du legs de François-Xavier Verschave, qui est décédé l'année précédant le moment de travailler sur *Noir Canada.* Verschave a élaboré ce concept de « mafiafrique » sur l'état d'anomie dans lequel sont immergées les affaires africaines, sitôt que confrontées à des investisseurs occidentaux dans les mines ou le pétrole, qui peuvent être en même temps en lien avec des vendeurs d'armes ou des firmes de mercenaires. Cela permet le développement de réseaux souvent d'apparence mafieuse, dégagés de toutes contraintes, pillant les ressources du continent sous des formes violentes.

D'autre part, la philosophie politique de Jacques Rancière a pu motiver une pensée indépendante des titres professionnels. Penser l'économie sans être économiste, penser l'Afrique sans être africaniste, penser une histoire du Canada sans être historien, penser la constitution canadienne sans être constitutionnaliste, penser le dénouement des confrontations sur le théâtre des opérations militaires en Afrique sans être journaliste, et ainsi de suite, devenait non plus seulement possible, mais hautement nécessaire, pour les raisons que j'ai évoquées. À la condition d'y mettre le temps et l'énergie bien sûr pour assimiler rigoureusement la matière. C'est faisable. Il ne s'agit surtout pas de dénigrer en bloc le travail particulier de chercheurs qui oeuvrent dans des disciplines précises, il s'agit au contraire de considérer ce travail sectoriel lorsqu'il est bien fait (qu'il ne respire pas trop les obligations de résultats conformes aux attentes idéologiques d'un régime), pour mettre en relation ces contributions relatives et obtenir un résultat d'ensemble qui, pour advenir, nécessite en soi ce travail de synthèse. Lequel travail se mérite l'épithète *critique* lorsqu'il s'agit, ce faisant, d'oser confronter des suites de la recherche les termes idéologiques qui visent à justifier un ordre soudainement découvert autrement.

Ainsi, ces deux approches - à la Verschave et à la Rancière - nous ont amenés à percevoir ce que nous n'aurions pas vu si nous nous étions cantonnés à un ordre productiviste de savoir « expert ». Et qu'est-ce qu'on a vu ? Un système qui relève à la fois de la corruption politique en Afrique, des paradis fiscaux, de la juridiction canadienne telle qu'elle est aménagée depuis l'ordre colonial, de la bourse de Toronto, de relations de pouvoir incestueuses entre le secteur minier, le secteur financier et la classe politique canadienne.

[309]

Gabriela Coman : *D'identifier d'autres relations*.

*Alain Deneault*: Oui. Quand on travaille ainsi de manière interdisciplinaire, il va sans dire que l'on se trouve à définir des objets qui appellent une méthodologie *ad hoc.* Cette méthodologie nécessite elle-même à son tour d'être définie en fonction de ce nouvel objet, et ne peut donc pas se trouver *a priori* toute faite et toute donnée dans un manuel d'inspiration scolaire. Nous avons avancé dans la recherche en allant de surprise en surprise. Nous ne savions pas d'emblée si nous allions travailler à un article ou à un livre. Jusqu'à ce qu'on découvre l'importance des intérêts canadiens dans la conquête des ressources minières au coeur du conflit des Grands Lacs, au tournant des années 1990 et 2000. L'ONU, notamment, jusqu'à tout récemment, a cité dans différents rapports des sociétés canadiennes présentes comme partenaires financiers, comme Banro et Barrick qui nous poursuivent pour « diffamation » en réclamant des dommages et autres frais « punitifs » pour des totaux respectifs de 5 millions $ et 6 millions $. Cette guerre a fait cinq millions de morts directes et indirectes, selon des modalités d'évaluation plutôt imprécises. Disons qu'il s'agit indéniablement d'une catastrophe pour toute une population. À la manière des Français qui ont des raisons de s'interroger sur la participation de leur État dans le génocide rwandais, nous avons de bonnes raisons ici de nous demander combien ont pesé les intérêts canadiens dans cette guerre des Grands Lacs africains- c'est-à-dire autant les politiques qui couvrent moralement et légalement l'industrie minière que les sociétés privées, telles Barrick Gold, engagées dans des négociations avec le régime violent d'un kleptocrate corrompu comme Joseph Mobutu ou avec des rebelles sans titres formels comme ceux de Laurent-Désiré Kabila. Et ce, bien que des censeurs cherchent à rendre littéralement illégale une telle interrogation. On a pourtant à notre disposition un matériau suffisant pour appeler à la création d'une commission d'enquête afin d'y voir plus clair. Des experts de l'ONU le font dans des termes semblables. La question est d'autant plus d'intérêt public que les Canadiens sont appelés à confier leur épargne à des gestionnaires de compagnies d'assurance, de fonds de retraite, ou à des institutions financières qui placent cet argent dans le domaine minier. Notre travail a donc consisté en la synthèse de données éparses et en l'analyse du système qui rend possible le constat que l'on fait.

Gabriela Coman : *Est-ce qu'en travaillant à ce livre, vous avez pensé aux défis qu'il a suscité, mais aussi qu'il a soulevés ? Je pense au procès, à la grande réception critique, aux appréciations. Autrement dit, est-ce que vous aviez une idée de ce qui pourrait arriver ?*

*Alain Deneault*: On savait qu'il était possible d'être poursuivis dans la mesure où tout livre qui dérange peut susciter ce type de réaction ; notre système ne protège pas adéquatement les acteurs du débat public même si on peut se dire encouragés par les dernières mesures sur les poursuites abusives votées par le gouvernement québécois. Par exemple, l'anthropologue Gilles Bibeau a fait l'objet d'une mise en demeure scandaleuse pour son ouvrage *Le Québec transgénique. Science, santé, humanité.* Nous nous étions fait la réflexion que, puisqu'on faisait état d'une industrie et non pas d'une société en [310] particulier, puisque notre livre portait à l'évidence sur le régime politique canadien et ses complaisances - le titre du livre n'est pas par hasard *Noir Canada* -, et puisqu'on décrivait un système et non pas tel ou tel acteur de façon ciblée - bien qu'il faille à un stade ou à un autre identifier les éléments occurrents de ce système qui pose problème, eux-mêmes cités dans la masse d'informations internationales rapportant nombre d'allégations sérieuses -, nous estimions qu'une société n'avait pas vraiment d'intérêt à nous poursuivre, à faire en sorte qu'on parle beaucoup d'elle et du livre, à ce qu'on travaille sur son cas particulier et fasse de nouvelles découvertes quant à elle. Selon l'avis de bien des juristes qui se sont prononcés publiquement, on ne s'était pas trompés. On ne savait pas toutefois qu'il nous fallait en plus en faire la démonstration à une société qui ne l'avait pas compris.

Gabriela Coman : *Est-ce que tu as eu un moment de peur quand tout ça a commencé, par rapport à toi, à ta famille ?*

*Alain Deneault*: Ce que j'ai en quelque sorte éprouvé dans ma chair quand les mises en demeure nous sont parvenues, ensuite les poursuites, les documents à consulter et à produire en rafales, puis les interrogatoires et le reste, c'est la pression tacite qui motive chez les penseurs et chez les universitaires l'autocensure. J'ai senti surtout le combat que je devais mener en moi-même contre l'autocensure. Et qui se poursuit jusque dans cette entrevue sachant que chaque mot que j'emploie sera scruté quelque part, que tout peut être utilisé contre moi, potentiellement de façon retorse et malicieuse, et donc qu'effectivement je m'expose à des dommages. On en vient à se demander si cette poursuite pour diffamation ne nous a pas elle-même diffamés, précisément. Publiquement, une requête judiciaire contre nous affirme que nous ne saurions pas travailler, que nous serions négligents, que nous ferions semblant d'être des universitaires alors qu'on fomenterait en réalité une campagne de diffamation savamment orchestrée, et quoi encore qui apparaît clairement délirant, voire paranoïaque. Dans un tel contexte judiciarisé, il faudrait donc conclure qu'on n'essuiera pas cette mauvaise presse, seulement si on sait se garder de dire qu'un partenaire financier dans une guerre qui fait des millions de morts peut avoir directement ou indirectement un rôle à y jouer. Il faudrait se garder de dire qu'on n'accède pas à 82 000 km carrés de gisement minier comme on ouvre un dépanneur à Laval quand il s'agit d'un Congo où tous les acteurs fourbissent leurs armes... Le problème, c'est que moins on est nombreux à s'exposer, plus la pression est grande.

[311]

Gabriela Coman : *Ce que tu dis, auquel je m'intéresse beaucoup, me fait penser au rôle du « dissident » dans les sociétés totalitaires, dont on parlait plutôt. La moindre critique ou contestation des relations et des pratiques quotidiennes ou des idéologies devient, dans ces sociétés-là, une « dissidence ». Est-ce qu'il y a, selon toi, un rapport entre le « dissident » et le « critique social », vus comme deux personnages spécifiques de deux systèmes politiques différents ? Aussi, je trouve pour le moins surprenant le fait qu'un travail académique soit soumis à une évaluation par des instances non universitaires. Quel est le rôle du milieu académique dans ce contexte ? Comment a-t-il réagi ? Tu disais plus tôt qu'il n'a pas beaucoup réagi, mais est-ce qu'il y a eu un soutien* formel, des appuis formels ou d'autres formes de manifestations ?

*Alain Deneault*: Ici, on le laisse penser. La beauté de la « diffamation passive » que peuvent constituer de telles poursuites, c'est qu'elles laissent suggérer qu'on est fautif de quelque chose d'imprécis, laissé à l'imaginaire de tous, en fonction d'un cadre idéologique qui est rigoureusement établi par ailleurs par des institutions de pouvoir conformes aux intérêts du grand capital. Dans le cadre de notre procès en Ontario par exemple, il est clair que la Cour Supérieure apprécie le moindre mot cité dans la procédure en fonction des intérêts d'entreprises présentes dans un marché, jamais en fonction de la protection que requièrent des intellectuels pour faire leur travail. La stratégie consiste à mettre hors jeu les penseurs, symboliquement, du point de vue de leur réputation, sitôt qu'ils ne conviennent pas des prémisses idéologiques tacites, celles qui prévalent plus ou moins sourdement dans la procédure judiciaire.

Du reste, que des non-universitaires jugent le travail des universitaires, non seulement ça ne me pose pas problème, mais c'est ce que je souhaite ardemment. Le problème en ce moment, c'est que les acteurs n'ont pas les mêmes atouts sitôt qu'ils se trouvent devant les tribunaux. Les plus riches ont accès à des ressources techniques relatives au savoir du droit que n'ont pas les pauvres (et on se sent vite pauvre dans une arène où les frais se comptent très rapidement en centaines de milliers de dollars). L'administration de la preuve ne se fait pas à armes égales et la discipline scientifique dans laquelle on travaille doit continuellement voir ses termes transposés et encodés dans un discours légaliste qui ne lui est pas propre. On entre dans des logiques où les avocats se sentent bien entendu infiniment plus à l'aise que les acteurs de toute autre discipline, d'ailleurs réduits continuellement à devoir répondre à des questions (alors que leur métier est plutôt d'en poser) ou à participer à la rédaction de documents là aussi en fonction de considérations discursives qui ne sont pas d'emblée les leurs.

Cela dit, on ne se trouve pas tant confronté à des difficultés théoriques nouvelles en se confrontant au droit, que surpris de devoir travailler à partir d'un vocabulaire très pauvre, tout à fait insuffisant, enfermé dans des prémisses idéologiques d'un autre âge qui se présentent comme les vestiges d'une culture bourgeoise surannée. On doit donc continuellement s'adresser au droit sur des questions qui, [312] en principe, regardent l'ensemble de l'opinion. Le pouvoir de poursuivre peut être, sitôt qu'on en a les moyens, d'un point de vue sociologique, le pouvoir de *traduire en justice,* au sens de traduire linguistiquement toute assertion en termes légalistes, ce qui a pour effet de détourner le débat de la langue naturelle qui est celle qu'on utilise dans le débat public. Les conséquences pour la recherche sont importantes. En viendra-t-on à encadrer par le droit la façon dont on peut travailler à l'université ? C'est préoccupant dans la mesure où il revient aux professionnels de la recherche et à l'ensemble de la population à en juger, me semble-t-il, et non à une seule personne, fût-elle honnête, sérieuse et encadrée par les règles et la doctrine du droit. Des questions de fond se posent. Va-t-on se mettre à prescrire positivement des modes de recherche en vertu du droit, de telle façon qu'aujourd'hui, selon les standards qu'il pourrait établir, des figures pensant à la manière de Marx, de Freud, de Nietzche ou d'autres intempestifs deviendraient littéralement illégales en notre temps ?

Nous sommes confrontés au Canada à d'importants problèmes quant aux libertés. C'est donc sans surprise que beaucoup d'universitaires américains, qui jouissent chez eux, comme on le sait, d'une défense de la liberté d'expression qui est réelle, n'osent pas participer à des colloques au Canada de peur d'être poursuivis pour des sujets qu'ils étudient pourtant sur une base quotidienne, comme le fait remarquer, par exemple, Violaine Ballivy [« Des scientifiques craignent pour la liberté d'expression ». *La Presse,* 25 août 2008].

Il importe par conséquent de poser la question de la distance critique par rapport au pouvoir occurrent de la norme. Lorsque la norme se fait impérative, il en faut peu pour être taxé de radical. Un jour, quelqu'un qui roulait les « r », m'a qualifié de « rrradical » alors que je cite dans mes travaux des universitaires forts réputés, des rapports de l'ONU, des dépositions faites à la Chambre des Représentants aux États-Unis, des travaux du Sénat belge, des documents du tribunal espagnol, par exemple. Si c'est ça être radical, qui ne l'est pas ? Ou plutôt, à quel clan conformiste appartient celui qui ne l'est pas ? Par ailleurs, n'est-ce pas la caste financière à l'origine d'un modèle d'exploitation dénoncé de toute part qui est radicale ? Ainsi que les responsables d'actes de corruption qui sont radicaux ? De même que les partenaires financiers de dictateurs comme Mobutu, Pinochet ou Suharto qui ont été radicaux dans l'histoire ? Les comportements abusifs que l'on se permet pour faire monter le titre des actions à Toronto ne sont-ils pas radicaux ? Des questions de cet ordre se posent quant à *Noir Canada.* On me dit continuellement que c'est un livre controversé. Est-ce que ce ne sont pas plutôt les compagnies canadiennes qui sont aujourd'hui controversées, les poursuites dont nous sommes l'objet qui le sont tout autant ? Pourquoi transposer nécessairement le problème sur le messager ?

[313]

Gabriela Coman : *Il y a une confusion des niveaux ?*

*Alain Deneault*: Oui, il y a une confusion qui est très grave. Très rapidement, du moment qu'on quitte l'ordre du consensus - et on sait que dans un régime de la « gouvernance », le consensus est un maître mot -, on est qualifié de marginal, de critique, de dissident, de radical... et ce, par des acteurs qui sont nos pairs, même pas nécessairement par des institutions puissantes ! Cette promptitude avec laquelle on traite quelqu'un de dissident ou de radical ou de critique renvoie aujourd'hui à un problème que l'on peut désigner comme étant de l'ordre du règne de l'« extrême centre ». C'est-à-dire le caractère *impératif* d'une pensée moyenne, en rappelant que le substantif pour désigner le fait d'être moyen, c'est la médiocrité. Ce type d'exclusion au nom de l'extrême centre relève d'un paradoxe : il s'agit d'une position d'intolérance à tout ce qui ne tient pas du consensus suscité par les institutions de pouvoir. Alors, sourdement, subtilement, tacitement, il y a une indication qui est donnée socialement, à savoir que si on veut ménager ses intérêts et évoluer dans les sphères contemporaines de pouvoir, il vaut mieux adopter un discours moyen, médiocre. Sinon, sans dire que c'est ce qui nous arrive dans le cas qui est le nôtre (nous avons plutôt droit à des faits de solidarité probants parmi maints professeurs et juristes), mais à titre de probabilité, on devra assumer la fonction anthropologique du tabou. Un tabou craint parce que contagieux socialement, comme on le sait. Il faudra accepter, dans ces cas de figure types, qu'on ne veuille pas trop nous approcher, pas trop nous citer, pas trop nous soutenir dans nos travaux, bien que quelques-uns, minoritaires, viendront sincèrement nous encourager pour notre « courage » dans des contextes informels inapparents.

Gabriela Coman : *C'est le Marginal avec un M majuscule ? Le critique accepté seulement comme personnage singulier, l'« excité de service », comme tu disais plutôt ?*

Alain Deneault : Il suffit d'en trouver un qui remplit la fonction de l'« excité ». La question de l'« extrême centre » est évidemment une nuisance pour la démocratie, parce qu'elle encourage fortement le consensus entre tous. Alors que la politique est plutôt l'affaire du débat, du différend, éventuellement du conflit. C'est pour ça qu'on va parler de *gouvernance,* plutôt que de démocratie, parce qu'on ne supporte plus le mot même de démocratie quoiqu'on l'ait en grande partie domestiqué.

Gabriela Coman : *Ce que tu dis à propos de cette idée de gouvernance et consensus me fait penser à l'Europe de l'Est, au début des années 1990, quand les mots à la mode étaient le « consensus » et l'« apolitisme ». On est même arrivé à la situation ironique que des politiciens se considéraient comme apolitiques. Comme si la politique était une mauvaise chose, à ne pas toucher*.

*Alain Deneault*: Les charges policières contre les manifestants tout à fait pacifistes de Toronto, à l'occasion du G20, avaient comme fonction de nettoyer la ville, mais aussi d'offrir auprès de la population le spectacle d'un nettoyage de tout élément s'éloignant de l'extrême centre. C'est la [314] profondeur et la cohérence réflexives des gens qu'on a balayées de la scène, justement pour avoir droit à cet extrémisme de centre qui nage, lui, dans la confusion (par exemple en reprochant au gouvernement de trop taxer les entreprises dont les revenus sont pourtant à peu près exonérés d'impôts, tout en lui reprochant son incapacité à gérer convenablement les systèmes de santé et d'éducation). La mise en scène de la crédibilité favorise nécessairement les têtes d'affiche les plus « pondérées », c'est-à-dire les agents du pouvoir formés dans les écoles de marketing ou de communication, qui susurrent posément, avec un sourire, les termes attendus d'une ligne politique absolument prévisible qui sert inexorablement les intérêts des plus forts.

Gabriela Coman : *Tu parlais tout à l'heure de la judiciarisation de la recherche, de l'acte de la parole publique, donc de toute attitude critique. Je pense aux faucheurs qui posent des gestes contestataires à caractère illégal, spécialement pour en arriver au tribunal (un article qui traite ce sujet est publié dans le présent volume). Comment vois-tu dans ce contexte la possibilité de la critique sociale et du débat public ?*

*Alain Deneault*: Dès qu'on n'appartient pas aux cercles nantis des pouvoirs financiers, industriels ou politiques, on se trouve handicapé dans l'arène judiciaire. Beaucoup trop de questions de procédure relèvent du pouvoir financier des justiciables pour qu'il en soit autrement. Et il n'est pas dit qu'un procès même suscité aux fins de stratégies politiques sera couvert par les médias. Les problèmes du droit concernent entre autres choses la façon dont le droit crée des entités fictives, par exemple le statut de « personne » (« morale ») conféré aux sociétés privées. C'est hautement problématique, ce fait qu'une société privée puisse passer en droit pour une personne. Dans le cadre d'une poursuite, tandis que les humains faits de sang et de chair éprouvent littéralement à travers leur système nerveux les effets du stress qu'occasionne une poursuite, la multinationale reste pour sa part *fictivement* une personne, n'existe pas en propre, sinon que par qui elle se laisse déléguer, par des professionnels qui, eux, ne souffrent pas de l'activité même du tribunal et de ce que ça implique d'être au procès. Une personne morale qui existe nécessairement sous la forme de mandataire peut exister aussi souvent qu'elle dépêche quelqu'un à un endroit pour la représenter. Elle peut donc intervenir dans plusieurs procès à la fois, mener des campagnes de relations publiques, négocier des contrats, écouler sa production sur les marchés... La personne physique n'est jamais, elle, une entité fictive ; elle se trouve au contraire intimement interpellée et engagée dans le procès qu'on lui intente.

Gabriela Coman : *Après toutes ces expériences, est-ce que tu dirais que faire de la critique sociale est une affaire risquée ?*

Alain Deneault : On peut se demander du point de vue des enjeux collectifs s'il n'est pas plus risqué de se taire collectivement plutôt que de laisser faire les auteurs d'un régime destructeur, inique et culturellement infantilisant. Sinon, s'il y a un risque associé aujourd'hui aux prises de position [315] politiques telles que les nôtres, il est lié à son équilibre psychologique dans un monde où domine l'extrême centre. Soulever des problèmes politiques, c'est passer illico pour quelqu'un de « négatif » et de désespérant. C'est propre à la mondialisation libérale, qui est « depressionniste » comme le disent au Québec les organisateurs d'un mouvement ironique baptisé « la conspiration depressionniste ». La dépression ne se lit pas seulement dans les néons des boulevards de banlieue, mais aussi dans l'attitude contagieuse qui consiste à rendre nécessairement tristes et déprimantes des propositions politiques qui n'ont pas vocation de l'être. (Où est donc passé *le désir de la politique* qui qualifiait l'engagement public au milieu du 20e siècle ?). L'Occident est politiquement déprimé. De sorte, encore une fois, sur ce plan également, que les rares qui s'exposent sont encore les plus vulnérables, les plus ciblés. On dira d'un tel ou d'une autre qui a une position critique sur quelque chose qu'il est déprimant, alors que ce sont les auteurs du reproche qui le sont en réalité. C'est un commentaire qui peut sembler trivial, il reste que la pensée critique est risquée dans la mesure où quiconque s'y met s'engage dans la voie de la solitude, ce qui comporte, oui, des risques sur un plan social, voire psychologique. Les poursuites judiciaires ne sont que la conséquence de cet isolement, ou disons que l'isolement politique constitue la condition de possibilité des poursuites bâillons, des *slapps.* Je reviens à notre cas : nous sommes poursuivis pour avoir demandé à ce qu'il y ait une commission d'enquête indépendante à partir des données avancées à l'échelle internationale sur le rôle controversé et préjudiciable de sociétés canadiennes en Afrique. Certaines d'entre elles emploient ou comptent en leur sein d'anciens premiers ministres. Pourquoi sommes-nous poursuivis alors que ne le sont pas tous ceux qui, au même moment, demandent des enquêtes publiques au Québec sur les liens entre le milieu de la construction et le Parti libéral du Québec, ou encore sur la façon dont la Caisse de dépôt et placement du Québec a liquidé sur les marchés les avoirs collectifs des Québécois (sur ce dernier point, le journaliste Mario Pelletier et son éditeur ont reçu d'invraisemblables menaces de poursuite de la part de la Caisse, qui en disent long sur le peu de protection dont jouissent les tenants du débat public) ? Nous sommes poursuivis tout simplement parce que nous ne sommes pas suffisamment nombreux à avoir relayé ici cette information pourtant de notoriété publique à l'échelle internationale, tandis que la loi du nombre fait qu'il est impossible de poursuivre collectivement tous ceux qui demandent à ce que l'État enquête sur le financement du Parti libéral. C'est donc à la source l'isolement de celui ou de celle qui pense par lui-même ou elle-même qui rend périlleuse l'activité critique. Ce péril est toutefois vivifiant et si nécessaire sur un plan historique qu'il est rare que l'on regrette fondamentalement de s'y être exposé.

Gabriela Coman : *Tu disais que les universitaires n'ont pas beaucoup cité votre travail au niveau académique, mais est-ce qu'il y a eu d'autres supports, d'autres types de soutien ?*

*Alain Deneault*: Des penseurs universitaires nous ont soutenus ou ont légitimé notre questionnement. Je pense aux 34 professeurs de droit de plusieurs universités qui ont signé une déclaration dans *Le Devoir* sur les incidences de la poursuite de Barrick Gold contre nous [316] [<http://slapp.ecosociete.org/fr/pierrenoreau>] et des centaines de professeurs qui ont fait de même à l'échelle de tout le Canada quant à celle intentée par Banro [<http://www.freespeechatrisk.ca/academic-petition/>]. On pourrait également parler de soutiens qui nous sont parvenus de syndicats ou d'instances liées à la recherche. En même temps, il y a peut-être des chercheurs ou des administrateurs d'université qui ont pu considérer que critiquer ceux qui financent la recherche ou l'université nuit à la corporation de la recherche. Après tout, le financement des universités et de la recherche dépend beaucoup du secteur privé.

Gabriela Coman : Connais-tu d'autres cas de poursuites du même type que les vôtres ici au Canada ?

*Alain Deneault*: Il est difficile de recenser le nombre de cas de censure liés à la judiciarisation du débat public étant donné que les mises en demeure ne sont pas rendues publiques le plus souvent. On ignore qui en reçoit et quel effet dissuasif elles peuvent avoir sur des acteurs qui se savent dans leur bon droit, mais qui n'ont pas les fonds, ni l'énergie, ni les dispositions pour se laisser attirer dans la très exigeante arène judiciaire. Pierre Trudel, professeur en droit public à l'Université de Montréal, lors d'une entrevue à Radio-Canada, disait justement que dans son université, une instance d'autorité a demandé à des professeurs, et il pensait à des cas précis, de ne pas rendre publics des résultats de leurs travaux, de peur de poursuites. Personne ne pensait que les recherches en cause avaient été menées de façon répréhensible, simplement on craignait les coûts financiers et humains liés aux poursuites. Si Pierre Trudel n'était pas passé ce jour-là à Radio-Canada, si on ne l'avait pas invité, une telle information serait restée à peu près inconnue. On ne sait pas envers qui, on ne sait pas pourquoi, on ne sait pas comment exactement on en vient à censurer des travaux. Donc, il y a un phénomène de censure qui fonctionne d'autant plus qu'on n'en connaît pas la portée, ni l'ampleur, ni l'intensité. Peu de gens se vanteront d'avoir reçu une mise en demeure. Ils n'iront pas publiquement disant « on a été accusés ». Ils se contenteront seulement, s'ils plient l'échiné, de petits travaux sur la gouvernance à propos de sociétés « que l'on ne nommera pas ».

Grâce au mouvement écologiste et par la suite au rapport que trois professeurs d'université (Roderick Macdonald, Pierre Noreau et Daniel Jutras) ont rendu sur les poursuites bâillons au ministre québécois de la justice, la notion même de poursuite bâillon s'est trouvée connue d'un certain public, sinon du grand public. Sans cet apport, il aurait été très difficile pour nous, l'éditeur Écosociété et les auteurs de *Noir Canada,* de démarrer une campagne dans l'opinion. On peut plus aisément expliquer que nous sommes confrontés à une poursuite bâillon. On nous bâillonne. On utilise le droit pour qu'on se taise, pour qu'on rentre chez soi abattu, honteux, et pour qu'on n'ose plus sortir de notre trou. On peut parier que sur la forme directe des mises en demeure ou sur celle de l'autocensure, ce phénomène-là est totalement intégré à notre ordre politique.

[317]

Gabriela Coman : *Qu'est-ce que tu changerais de tes démarches après toutes ces expériences ?*

Alain Deneault : Pas grand-chose, dans la mesure où même dans cette entrevue, je réitère le propos. Forcément, on ne referait jamais une chose de la même façon. Mais bien sûr que nous persistons et signons, à savoir qu'il y a des sociétés canadiennes citées quant à des cas d'abus graves, voire à des crimes, dans une pléthore de documents internationaux crédibles qui justifient la création d'une commission indépendante, si tant est que les autorités fédérales souhaitent assumer leurs responsabilités politiques. Et, oui, le système politico-boursier qui rend possible l'enrichissement d'actionnaires privés via la montée des actions, en raison de l'appropriation des ressources africaines par la corruption ou à la faveur de guerres sanglantes, mérite d'être analysé. D'autant plus que les citoyens canadiens se trouvent collectivement à confier leur épargne à des gestionnaires qui sont au coeur de ce système.

Gabriela Coman : *Merci beaucoup !*

*Novembre 2010*

Épilogue

La poursuite de Barrick Gold a finalement été abandonnée à l'automne 2011 en échange du retrait de *Noir Canada* de la circulation commerciale. Banro Corporation a également laissé tomber sa plainte l'année suivante en Ontario. *Noir Canada* a été piraté sur internet et se trouve désormais librement accessible. Avec William Sacher, Alain Deneault Deneault a également repris ses analyses dans une synthèse parue chez Écosociété et, à Paris, chez Rue de l'échiquier, intitulée *Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale.* Alain Deneault avait fait paraître auparavant, en 2010, *Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle* en France chez La Fabrique et au Québec chez Écosociété. L'ouvrage a été traduit en anglais sous le titre *Offshore. Tax Havens and the Rule of Global Crime,* The New Press, New York, 2011. Les derniers livres de l'auteur sont *Gouvernance. Le management totalitaire,* Lux Editeur, Montréal, 2013 ; *Paradis fiscaux : la filière canadienne : Barbade, Caimans, Bahamas, Nouvelle-Ecosse, Ontario...,* Écosociété, Montréal, 2014.

*Août 2014*

***Mots-clés***:

Intellectuel engagé, poursuites bâillons, critique sociale, *Noir Canada*

[318]

[319]



**Visages contemporains de la critique sociale.**

*Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.*

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#tdm)

Nous tenons à remercier tous les collaborateurs qui ont participé à cet ouvrage. D'abord les auteurs et chercheurs, les représentants d'organismes communautaires et d'entreprises artistiques et sociales qui nous ont fait confiance. Nous remercions également pour leur temps et leur générosité les évaluateurs des articles académiques, qui grâce à leurs précieux commentaires, ont amené chaque article un peu plus loin : de *Dublin City University,* l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, l'Institut national d'études démographiques (France), l'Institut National de recherche agronomique (France), l'Université Concordia, l'Université d'Ottawa, l'Université de Laval, l'Université de Montréal, l'Université de Saint-Boniface, l'Université de Sherbrooke, l'Université de Toulouse 2 Le Mirail, l'Université du Québec à Montréal, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, l'Université Marc Bloch à Strasbourg, la *York University.*

Nous souhaitons également témoigner notre reconnaissance à Madame Claire Gauthier pour sa lecture linguistique méticuleuse, attentive et bienveillante. De même, nous remercions Marion Soulière-Rotzetterqui a assuré la fidèle transcription d'entrevues.

Finalement, nous remercions chaleureusement l'ACSALF pour le soutien réitéré à la publication de ce livre.

[320]

[321]



**Visages contemporains de la critique sociale.**

*Réflexions croisées sur la résistance quotidienne.*

Notes sur les éditrices

[Retour à la table des matières](#tdm)

Marguerite Soulière

Marguerite Soulière est anthropologue médicale de formation (Ph. D. Université de Montréal), professeure à l'École de service social de l'Université d'Ottawa et chercheure affiliée à L'institut de recherche de l'Hôpital Montfort (IRHM). Elle s'intéresse particulièrement à la construction sociopolitique du risque, à la (dé)pathologisation des événements des cycles de vie (naissance, adolescence, ménopause), aux relations de socialité et d'intimité chez les adolescents et aux redéfinitions du masculin-féminin. Ses travaux l'ont amenée à développer une approche de recherche « avec » qui s'adapte aux sujets de ses études en ayant recours à des méthodes diversifiées (de l'ethnographie classique à des modes variés de création individuelle et collective, et à des méthodes participatives). Par son enseignement et ses recherches, Marguerite Soulière tend des ponts de compréhension et de résistance entre les champs académique, militant et artistique, entre le travail social, l'anthropologie et les sciences de la santé.

Karine Gentelet

Karine Gentelet détient une double formation en anthropologie (M.A., Université Laval) et en sociologie (Ph. D., Université de Montréal). Depuis son post-doctorat en sociologie du droit avec le professeur Guy Rocher, elle est rattachée au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal (CRDP) à titre de coordonnatrice scientifique du Laboratoire de cyberjustice ainsi que de chercheure associée. Ses sujets de recherche ainsi que ses publications portent sur les représentations et le discours concernant la reconnaissance des droits politiques des Premières Nation du Canada à travers une approche de sociologie et d'anthropologie du droit. Karine Gentelet est depuis 2 ans également présidente d'Amnistie internationale Canada (francophone).

Gabriela Coman

Gabriela Coman est titulaire d'un Diplôme d'études approfondies en anthropologie (Université Lumière Lyon 2) et d'un Ph.D. en sociologie (Université de Montréal). Ses recherches l'ont amenée à s'intéresser aux rapports sociaux à l'espace, au changement social selon différents contextes socio-politiques, à la construction processuelle et multiniveaux de l'espace public, à la mémoire collective et aux expériences personnelles, aux interventions d'aménagement urbain et aux résistances/appropriations de la part des habitants. Elle étudie actuellement, dans le cadre de son postdoctorat (Laboratoire d'anthropologie urbaine, Institut interdisciplinaire de l'anthropologie du contemporain, CNRS-EHESS), la portée politique de la présence corporelle lors des « manifestations de casseroles » du Québec, en 2012.

Fin du texte

1. En référence au manifeste *Pour un Québec lucide* signé par douze personnalités québécoises, dont l'ex-premier ministre Lucien Bouchard, et publié le 19 octobre 2005. [↑](#footnote-ref-1)
2. Nous datons le virage sécuritaire de l'État à 1997, date du Colloque de Villepinte « Des villes sûres pour des citoyens libres ». Plus tard, en juillet 2010, « Le discours de Grenoble » du président de la République Nicolas Sarkozy, exemplifiait ce traitement (Sarkozy 2010). [↑](#footnote-ref-2)
3. « Loi pour l'égalité des chances », mars 2006, mesures en faveur des « jeunes issus des zones urbaines sensibles », mesures en faveur de la « diversité ». [↑](#footnote-ref-3)
4. Contrat de recherche entre la Ville de Paris, le Centre d'Étude des Mutations en Europe de l'Université Paris 8 et le Laboratoire des Théories des Mutations Urbaines, CNRS, UMR 7136. Cette enquête nous a été confiée dans le cadre du vaste projet de rénovation du quartier conduit par la mairie de Paris. Ce quartier, très commerçant (l'équivalent d'un centre commercial) est un nœud important de transports urbains. Il est fréquenté par 40 millions de visiteurs par an et 800.000 voyageurs par jour. Il se situe entre le Musée d'Art Moderne, le centre Pompidou et le musée du Louvre (RATP et Fromonot 2005). [↑](#footnote-ref-4)
5. « Politique de la ville », nom donné par l'État à la mobilisation, l'organisation et la structuration, les interventions publiques sur des territoires définis comme prioritaires en raison des difficultés que rencontrent leurs habitants (chômage, échec scolaire, délinquance, enclavement, etc.). [↑](#footnote-ref-5)
6. Précisons que la jeunesse ne figure pas explicitement parmi les objectifs de la politique de la ville. Cependant la question de la jeunesse y est omniprésente. [↑](#footnote-ref-6)
7. Les établissements situés en ZEP sont dotés de moyens supplémentaires, d'un effectif réduit par classe, d'équipes pédagogiques renforcées. D'autres mesures ont été créées comme le programme « loisirs quotidiens des jeunes » s'adressant aux jeunes défavorisés, souvent en situation d'échec scolaire et ne fréquentant pas ou rarement les structures de loisirs. [↑](#footnote-ref-7)
8. Le fonds d'intervention culturelle (FIC) encourage par exemple l'expérimentation de nouveaux lieux culturels ou encore des actions telles que « l'ouverture à l'échange interculturel avec la deuxième génération immigrée » (Commissariat au Plan 2001 : 153). [↑](#footnote-ref-8)
9. Le Conseil national de prévention de la délinquance (CNDP) est créé en 1983 et relayé au niveau départemental et au niveau local. En 1985, 200 conseils communaux de prévention de la délinquance étaient créés à l'initiative des municipalités (CCPD). En 1987, le nombre de conseils communaux était d'environ 500. Sur le terrain, l'action du CNPD se traduit par la mise en œuvre, à partir de 1985, de contrats d'action prévention pour la sécurité des villes (CAPS). (Commissariat au Plan 2001 : 154). [↑](#footnote-ref-9)
10. Circulaire du Garde des sceaux du 13 octobre 1999 N° NOR : JUSD9930152C sur le suivi des décisions des Conseils de Sécurité Intérieure des 8 juin 1998 et 27 janvier 1999 : bilan d'application de la circulaire du 15 juillet 1998 relative à la délinquance juvénile. [↑](#footnote-ref-10)
11. La volonté disciplinaire de la part de l'État marque l'abandon du « tout éducatif » (Youf, 2006). [↑](#footnote-ref-11)
12. Certains maires iront jusqu'à ordonner des couvre-feux illégaux dans leurs villes à l'endroit des jeunes de moins de 13 ans (Castres, Orléans, 2002). [↑](#footnote-ref-12)
13. Plus de 5 ans après les faits, les policiers n'ont toujours pas été jugés. Mis en examen en 2007 pour « non-assistance à personne en danger », ils sont relaxés par un « non-lieu » en septembre 2010. Cependant, en octobre 2010, ils sont de nouveau mis en examen pour « non-assistance à personne en danger ». [↑](#footnote-ref-13)
14. L'état d'urgence fut adopté une seule fois sur le territoire national français, en avril 1955, lors de la Guerre d'Algérie. Il fut voté une seconde fois en 1984 en Nouvelle-Calédonie. [↑](#footnote-ref-14)
15. Cette mesure pour la promotion de l'égalité des chances, mise en place en 2008, est inscrite depuis 2009 parmi les priorités nationales financées par l'emprunt national. [↑](#footnote-ref-15)
16. Les établissements de réinsertion scolaire (ERS) accueillent des collégiens perturbateurs dont le comportement nuit au bon fonctionnement de la classe et de l'établissement. Les ERS proposent, pour un an au moins, une scolarité aménagée avec, le plus souvent, un hébergement en internat dans des locaux annexes permettant une prise en charge suivie de l'élève. Le texte de référence : Bulletin officiel n°28 du 15 juillet 2010. [↑](#footnote-ref-16)
17. L'occurrence « jeunes vivant en banlieues », est ici une expression générique qui désigne ici aussi bien les « jeunes des quartiers » ou les « jeunes des cités ». [↑](#footnote-ref-17)
18. Notre enquête n'est pas le lieu pour le développement de problématiques telles que la qualification des quartiers de banlieues, la violence, les émeutes, les rapports avec la police, l'école, la laïcité ou encore le chômage et les discriminations dont ses jeunes sont l'objet. [↑](#footnote-ref-18)
19. Que les Halles soient identifiées comme un lieu tranquille ne signifie pas l'absence de violences entre jeunes. Cependant, les violences n'identifient pas, ni ne caractérisent les Halles, en pensée, pour les jeunes interrogés. Notons, que c'est également le cas pour les experts de la concertation et la Ville de Paris, au moment de l'enquête début 2007. Quant à la police, le 23 mars 2007, le commissaire du quartier affirmait, lors du comité permanent de la concertation des Halles, que le quartier n'était pas pour l'instant le lieu de rivalités entre bandes. Cependant, il faisait état de son inquiétude quant à l'idée de voir s'affronter, un jour, des bandes aux Halles, à l'image de certains affrontements ayant eu lieu à la Défense notamment. Le capitaine du quartier, le capitaine Guibert, interviewé par la chaîne de télévision TF1 en 2008 suite à une rixe violente entre jeunes dans le Forum, spécifiait que c'était la première fois qu'il faisait face à une situation de cette envergure. Deux affrontements entre « bandes » eurent à ce jour un écho dans la presse : en novembre 2008, juste après le reportage de TF1, puis en mars 2009. [↑](#footnote-ref-19)
20. Je remercie M. Patrick Desjardins et M. Richard Martel de l'Université de Montréal de même que M. Peter Grütter de l'Université McGill pour leur accueil, ainsi que toutes les personnes interviewées et observées dans le cadre de cette enquête. [↑](#footnote-ref-20)
21. Nous entendons ici par discours de vulgarisation, la vulgarisation scientifique, c'est à dire, selon le Dictionnaire le Petit Robert, « le fait d'adapter un ensemble de connaissances de manière à les rendre accessibles à un lecteur non spécialiste » (Dictionnaire Le Petit Robert). [↑](#footnote-ref-21)
22. Tel que mentionné sur le site Internet du magazine. [↑](#footnote-ref-22)
23. Comme le rapporte une enquête du Pew Research Center for the People & the Press effectuée en 2008 aux États-Unis et intitulée Internet overtakes newspapers as news outlet. [↑](#footnote-ref-23)
24. L'histoire officielle des nanotechnologies débute en effet par la construction en 1981 du microscope à effet tunnel (STM) par Gerd Binnig et Heinrich Rohrer, premier instrument pouvant cartographier (en étudiant la morphologie et de la densité d'états électroniques) une surface avec une résolution spatiale de l'ordre de l'atome. [↑](#footnote-ref-24)
25. Comme l'illustre, par exemple, le projet *Time for Nano* de l'Union européenne ([www.timefornano.eu](http://www.timefornano.eu)), qui vise à sensibiliser les jeunes au développement des nanotechnologies à travers un « Kit Nano » disponible pour les enseignants. Seuls les applications et leurs dangers potentiels sont pris en compte ici, dans un souci de pédagogie certes, mais avec une conséquence claire, celle que les nanotechnologies apparaissent avant tout comme « naturelles ». [↑](#footnote-ref-25)
26. C'est, notamment, une des raisons pour lesquelles le récent débat sur les nanotechnologies organisé en France a connu un échec cuisant : les acteurs de la société civile, souhaitant être impliqués dans le choix de développement de produits potentiellement dangereux, ne pouvaient se contenter d'une simple consultation sur la commercialisation de tels produits (Bensaude-Vincent 2010). [↑](#footnote-ref-26)
27. Bruno Latour nous apprend ainsi que le pharaon Ramsès 2 n'est pas mort de tuberculose, contrairement à ce que des scientifiques ont récemment prouvé. En effet, la tuberculose n'ayant été découverte qu'en 1882 et diagnostiquée en 1976, elle n'existait ainsi, dans la perspective de Latour, pas avant ces dates, et l'on ne peut donc pas, dans cette logique, attribuer la mort du pharaon à cette maladie (Latour 1998). [↑](#footnote-ref-27)
28. Ainsi, nombre de chercheurs interviewés, alors même qu'aucun d'entre eux n'était « catalogué » comme ingénieur, avaient du mal à définir clairement la distinction entre leur travail et celui d'un ingénieur. Le critère de distinction principale relevait ainsi de la réaction face à un problème. L. rapporte ainsi que, lorsqu'une expérience ne fonctionne pas, un ingénieur va tout de suite en chercher une autre pour atteindre le plus rapidement possible son résultat, là où le physicien ou le chimiste cherchera à comprendre pourquoi ça ne marche pas (Entretien avec L., Question sur l'interdisciplinarité). Un ingénieur apparaît ainsi être plus à la recherche d'une action efficace que d'une connaissance optimale. [↑](#footnote-ref-28)
29. Nouveauté qui apparaît par ailleurs négociée en fonction du discours et du public auquel le discours s'adresse. Les deux inventeurs du STM en ont été pour leurs frais lorsque, après leur brillante invention, ils ont insisté dans les médias sur le caractère révolutionnaire de leur découverte, là où, comme l'ont souligné beaucoup de leurs collègues, il ne s'agissait en fait que d'une avancée dans les techniques d'analyse des surfaces de matériaux (Hessenbruch 2004). [↑](#footnote-ref-29)
30. Ce décalage de la fin vers le moyen contribue également à entraîner les discours sur les nanotechnologies dans la voie de la fiction, en insistant sur une réalité en devenir, plutôt que sur la réalité extérieure, ouvrant ainsi la porte aux anticipations, optimistes ou pessimistes, de toute sorte (Hessenbruch 2004). [↑](#footnote-ref-30)
31. Le philosophe Alfred Nordmann a bien explicité le problème épistémologique du nanomètre : « And if one wanted to how long a meter was in terms of human experience, the approximate answer would refer to the human being and the gesture that a meter is about so-and-so long relative to our body in space. The nanometer is not so defined. There is no "standard nanometer" on display in some vaul that provides visual comparison, and there is no gesture indicating that it is roughly so-and-so small. Since the nanometer is a billionth of a meter, this is no problem for science. The size of nanoscale objects is perfectly secure relative to other size scales. But the scientific definition does not satisfy the demand for another, more intuitive grasp of how long a nanometer is. » (Nordmann 2005 : 111-12). [↑](#footnote-ref-31)
32. Les images de types artistiques sont à différencier de l'image brute donnée par l'instrument. Dans notre étude sur les nouvelles des journaux de vulgarisation, nous avons observé que la rapidité de diffusion des découvertes et avancées liées aux nanotubes limitait la possibilité pour un magazine comme *Sciences et Avenir* de recourir à des images artistiques, celles-ci prenant plus de temps à être développées. Nature, et dans une moindre mesure *Scientific American,* n'hésitant pas à diffuser des images plus « brutes », plus proches de la réalité de la recherche, le nombre d'images illustrant les nouvelles dans ces deux journaux est beaucoup plus élevé. [↑](#footnote-ref-32)
33. La définition de Nordmann est la suivante : « Noumenal technologies arise when we successfully create artefacts and perhaps a technical agency whose presence and action are inscrutable to us and, in effect, indistinguishable from the presence and action of the natural processes that serve as an unconsidered background and framework of our lives » (Nordmann 2005 : 7). Le premier exemple de technologies nouménales est, pour cet auteur, la bombe atomique, dont la puissance dépassait proprement l'entendement humain. [↑](#footnote-ref-33)
34. Cette catégorie de chercheurs flirte souvent avec des caractéristiques propres aux ingénieurs. Il existe cependant une différence fondamentale entre eux : là où un ingénieur cherche à optimiser l'instrument pour développer une application, le chercheur technico-instrumental cherche à pousser l'instrument dans ses derniers retranchements, sans applications définies en vue. [↑](#footnote-ref-34)
35. « Considérer les rapports économiques comme des rapports distincts et séparés des autres rapports sociaux est *une démarche de la pensée* apparue tardivement dans l'histoire des sociétés occidentales, dans le courant du 17e et surtout au 18e siècle. » (Godelier 1984 :i8, notre souligné). [↑](#footnote-ref-35)
36. « (...) l'activité sociale peut être déterminée : a) de façon *rationnelle en finalité [zweckrational],* par des expectations du comportement des objets du monde extérieur ou de celui d'autre hommes, en exploitant ces expectations comme 'conditions' ou comme 'moyens' pour parvenir rationnellement aux *fins* propres, mûrement réfléchies, qu'on veut atteindre. » (Weber 1978 : 22). [↑](#footnote-ref-36)
37. Sur cette question, voir les travaux de Jean De Munk, notamment *La construction sociale de l'esprit,* PUF, 2002. [↑](#footnote-ref-37)
38. Ce problème n'est pas sans rappeler le rôle de l'idéologie et le processus de « réification » chez Marx. Or, pour Marx, le passage d'une réalité abstraite (ici, le modèle de l’*« homo œconomicus* ») à un objet concret (passage qui définit le mouvement même qu'est la réification) est déterminé par le fétichisme de la marchandise, processus par lequel la valeur d'une relation sociale relève de la valeur économique des marchandises échangées. Nous connaissons bien ce processus depuis Marx : il nous permet de montrer comment la société capitaliste renverse (autant dans la vie concrète que dans ses représentations) la réalité, en comparaison aux sociétés antérieures. Or, ce qui nous intéresse particulièrement ici n'est pas le renversement comme tel (qui, finalement, résume tout à un déterminisme d'ordre économique), mais bien le processus sociocognitif qui institutionnalise - dans le langage notamment - ce processus de « réification ». Nous croyons qu'il faut aller au-delà de ce déterminisme économique marxiste, au-delà du déterminisme de l'« infra-structure » sur la « superstructure ». La raison première est que les conditions matérielles d'existence sont d'abord des « conditions », elles ne contiennent en elles-mêmes aucun déterminisme. La deuxième raison (peut-être la plus importante) est que la société ne saurait être expliquée par l'économique ni par un déterminisme qui lui serait relatif. Si cela était le cas, aucune sociologie économique ne serait possible. La société capitaliste est une société économique dans le sens sociologique suivant : la généralisation de l'échange marchand est le produit de l'institutionnalisation du marché comme forme qui domine la production, la circulation et la consommation : c'est pourquoi nous nous tournons vers Weber pour la définition de la rationalité économique comme « idéal type » afin d'en découvrir le contenu (nous verrons alors le rôle que joue à cet égard le « naturalisme » pour la période analysée), et vers Polanyi et Granovetter pour l'intérêt qu'ils portent à l'économie « *en tant que procès institutionnalisé »* (Polanyi, 1975[1957]). [↑](#footnote-ref-38)
39. Avant cette période, le terme « environnement » appliqué au contexte n'apparaît qu'une seule fois, en 1983. [↑](#footnote-ref-39)
40. Cette référence au monde de la nature et aux lois de la physique n'est pas exceptionnelle, mais courante dans le domaine de l'administration et du management. Par exemple, le numéro de septembre 1989 de la revue *Gestion,* qui porte sur la gestion stratégique de l'entrepreneur, montre cette image sur la couverture de la revue : un funambule marchant sur une corde raide. L'introduction de ce numéro, rédigée par M. Alain Noël (Ph. D., professeur agrégé à HEC-Montréal), s'intitule « Comme un funambule... ». Citons l'avant-dernier paragraphe de ce texte puisqu'il est remarquable dans l'établissement de ce rapport explicite à la loi de la gravitation universelle afin de cerner la notion d'« équilibre » dans le domaine de la gestion stratégique : « Le dirigeant d'entreprise de demain qui gérera stratégiquement sera en quelque sorte... comme un funambule. Marchant sur la corde raide d'une performance toujours croissante, il devra bouger continuellement pour maintenir son équilibre et assurer la survie de son entreprise. Comme un funambule, il assurera son équilibre en balançant soigneusement court terme et long terme, souplesse et rigueur, innovation et productivité, adaptation et spécialisation, efficacité et efficience, finalités et contraintes, consensus et conflits. Un pas en avant... deux pas en avant... tantôt un pas en arrière... Recherchant continuellement à maintenir cet équilibre, il sera plus que jamais sous les feux de la rampe, vulnérable, la moindre chute s'avérant fatale, faute de filet de sauvetage. Gérer stratégiquement dans les années à venir ne sera pas facile. Les dirigeants qui consacreront les efforts nécessaires à cette gymnastique administrative réussiront mieux que les autres à survivre et à progresser face aux grands bouleversements économiques, politiques, culturels et sociaux auxquels nous serons confrontés dans la prochaine décennie. » (Noël, 1989 : 114). [↑](#footnote-ref-40)
41. « Une relecture sociologique de l'approche anthropologique de Polanyi permet de repérer ces principes, comme l'association - le partage de mêmes intérêts personnels - et la réciprocité - l'appartenance à un groupe restreint où les buts communs l'emportent sur les intérêts individuels immédiats. » (Mingione, 1998 : 70). [↑](#footnote-ref-41)
42. Notons sur ce point que les auteurs identifient le capitalisme à l'économie de marché, ce qui semble fortement sujet à caution au vu de la distinction établie entre ces deux termes par de nombreux experts (Braudel, Fraser, Polanyi, Wallerstein etc.). [↑](#footnote-ref-42)
43. Des propos au sujet desquels il précise : « Cette révolte méritocratique (donc, en un sens, aristocratique) redouble lorsqu'elle se double des fidélités, des refus et des impossibilités, ou des refus de l'impossible, qui sont corrélatifs d'une origine sociale petite-bourgeoise ou populaire et qui, joints aux limites purement économiques, interdisent le plein accès à la bourgeoisie » (Bourdieu, 1979 : 331). [↑](#footnote-ref-43)
44. Les seules critiques qui apparaissent sont l'usure provoquée par l'insécurité permanente et l'effacement du temps de travail/temps hors travail. [↑](#footnote-ref-44)
45. L'image d'une opposition entre « terroir » et « territoire » doit évidemment être nuancée en ce qu'elle suggère indûment l'idée d'une unité structurelle des terroirs ou des formes territoriales d'institutionnalisation de l'espace, ce qui bien entendu est loin d'avoir été et d'être encore aujourd'hui le cas. Sur la production politique de l'espace moderne (Gottmann, 1973 ; Sack, 1986 ; Giddens, 1987 ; ainsi que les deux premiers tomes de Gauchet, 2007). [↑](#footnote-ref-45)
46. Parmi une très vaste littérature critique envers les thèses concernant la déterritorialisation (Sassen *et al.* 2007 ; Veltz 2005 [1996] ou Cox *et al.* 1997). [↑](#footnote-ref-46)
47. Entre autres Di Méo *et al.* 2005. En reprenant et en commentant nombre d'auteurs (Edward T. Hall, Abraham Moles et Elisabeth Rohmer, André Frémont, Claude Raffestin, Roger Brunet, Paul Claval, Marivonne Le Berre, etc.), cet ouvrage témoigne parfaitement des ambiguïtés épistémologiques de ces approches. Se réclamant souvent d'une perspective phénoménologique plus ou moins réduite à l'assomption d'un processus d'investissement d'un sens d'origine sociale, elles masquent mal en effet à quel point elles ne sont que la contrepartie subjectiviste des approches objectivistes qu'elles dénoncent par ailleurs. Postuler l'extériorité ou l'hétérogénéité ontologique de l'homme et de l'espace, quelque soit ensuite le versant privilégié, ainsi que le disaient déjà les Heidegger, Merleau-Ponty ou Patocka, et ainsi que le dit encore aujourd'hui Augustin Berque, ce n'est manifestement pas une façon adéquate de poser la question. L'espace n'est pas un vide à remplir, un désert des sens ou un désert du sens que nous peuplerions en l'investissant - auquel cas il faudrait dire que nous sommes nous-mêmes a-spatiaux -, mais une différenciation d'emblée significative, du moins « signitive », qu'un être vivant habite par déploiement perceptif et moteur, c'est-à-dire sensible, et éventuellement symbolique. (Heidegger, 1958 [1954] : 186 ; Merleau-Ponty, 1995 : 141 ; Patocka, 2002 ; Berque, 2000 ; Lefebvre, 1976 : 220). « L'espace vacant, vide mental et social, permettant la socialisation du non-social, c'est une représentation de l'espace », écrivait pertinemment Henri Lefebvre. [↑](#footnote-ref-47)
48. Nous pensons tout spécialement au regain d'intérêt concernant les formes de spatialisation politique propres aux États multinationaux, du Saint-Empire romain germanique aux États fédéraux contemporains, ou aux fascinantes (re)considérations concernant les rapports entre spatialité et politique dans les mondes grec, romain, médiéval ou moderne (Spruyt, 1994). [↑](#footnote-ref-48)
49. Sur cette question, voir la double distinction « spatialité étatique au sens strict »/« spatialité étatique au sens large », d'une part, et « projets spatiaux »/« stratégies spatiales » de l'État, d'autre part, proposée par Neil Brenner (Brenner, 2004 : 69-94). [↑](#footnote-ref-49)
50. C'est le mérite de la perspective de Benno Werlen, notamment, qui en posant l'espace comme « cadre de référence », dira qu'une « géographie humaine alternative » devrait se fonder sur une théorie de l'action et avoir pour principal objet la question des articulations entre les « arrangements spatiaux », figures de la contrainte matérielle et symbolique, et les formes subjectives. Toutefois, la solution de l'auteur, l'adoption du paradigme de l'individualisme méthodologique sur la base d'une opposition entre « action-oriented theory » et « structure-oriented theory », nous semble problématique, ne serait-ce qu'en raison de sa compréhension de la socialité de l'action comme interaction intersubjective, et non dans le caractère constitutif de la subjectivité humaine elle-même de la médiation symbolique. Dans ce cas, l'action est un a priori, non pas formel, mais réel et déjà donné comme tel, indépendamment de sa structuration sociale-historique, c'est-à-dire indépendamment de l'historicité de la médiation symbolique qui l'institue comme action sociale (Werlen 2007[1993, 1988]). Sur le concept de « structuration » ou de « médiation symbolique de l'action » compris en tant qu'« infrastructure » constitutive de la vie humaine (Ricoeur, 1997[1986] 335-351). [↑](#footnote-ref-50)
51. À propos de la notion de gouvernance, Philippe Moreau Defarges écrit : « La notion est floue, contradictoire, évolutive [...] » (2003 : 73) ; c'est une notion « attrape-tout », dans les termes de Marie-Christine Meininger (1999 : 314). [↑](#footnote-ref-51)
52. Il semble que nous puissions dégager dans la littérature trois usages de la notion de gouvernance : en tant que phénomène social (un mode d'organisation de l'action collective), en tant qu'outil analytique (une approche, une perspective de recherche, voire un véritable « paradigme ») et en tant qu'idéal normatif (une « solution » à un problème ou un « projet » exaltant). Dans la majorité des cas, et c'est cela qui est significatif, bien malin est celui qui pourrait départager ces trois usages. Du descriptif au normatif, voire au prescriptif, ce que Jacques Caillosse nomme la « doxa de la gouvernance » se donne très souvent à lire comme un brouillage systématique de sa propre définition (Caillosse, 2007 : 38). [↑](#footnote-ref-52)
53. Notons que certains sont enclins à inscrire un tel projet dans la logique de contractualisation amorcée avec l'entreprise de « réingénierie » ou de « modernisation » de l'État depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral en 2003, voire dans les suites du tournant entrepreneurial de la régulation de l'organisation territoriale dès la Réforme Picotte de 1992. Cf. entre autres Morin, 2006 ; Beaudry 2000. [↑](#footnote-ref-53)
54. Sur la gouvernance comme gestion d'un « système dynamique complexe » (Leloup *et al.* 2004). Symptomatiquement, pour sa part, Gilles Paquet parle de la gouvernance territoriale dans les termes d'une « géo-gouvernance » comprise comme une « écologie de la gouvernance coopérative » pour laquelle, à l'heure du « pragmatisme éclairé », la mise en place de mécanismes visant un « apprentissage organisationnel efficace » est le moyen de remédier au caractère « fluide » et « dispersé » du pouvoir (Paquet, 2002). [↑](#footnote-ref-54)
55. Ce « 'péché originel' du politique », selon l'expression de Régis Debray (1981 : 418). À ce propos, on peut aussi consulter Hannah Arendt (1995). [↑](#footnote-ref-55)
56. Dans le cadre de mes études doctorales, j'ai réalisé en milieu hospitalier au Québec une observation participante d'une durée de près d'un an qui avait pour objectif de saisir les conditions actuelles des divers niveaux de l'intervention hospitalière et leurs incidences sur le statut symbolique conféré au patient. [↑](#footnote-ref-56)
57. Robert Castel note toutefois qu'à ce principe d'universalité de la charité chrétienne s'articulait une « perception discriminatoire des pauvres » déjà à l'œuvre au haut Moyen Âge. Associé à l'hérétique, le « mauvais pauvre » était celui qui, d'un point de vue théologique, refusait le sort que Dieu lui avait promis. Concurremment, il y avait une survalorisation des signes physiques de la pauvreté (pauvres infirmes, grabataires, malades, etc.) au détriment de ses autres modalités d'expression (Castel, 1995 : 48-49). [↑](#footnote-ref-57)
58. En Nouvelle-France, ce sont les hôpitaux généraux de Montréal (1694) et de Québec (1692) qui ont eu pour mission officielle de contrer l'oisiveté en hébergeant et en occupant les mendiants valides et invalides. Mais leur portée semble avoir été moins « agressive » et « répressive » que pourraient le laisser entendre les lectures foucaldiennes. Selon l'analyse de Serge Lambert sur l'Hôpital général de Québec, on aurait peu accueilli de voleurs, de criminels ou de vagabonds, au profit des « bons » et « vrais » pauvres qui, point responsables de leur précarité, méritaient la charité (Lambert 2001). Quant à l'Hôpital des Frères Charon, lorsqu'il fut repris en 1747 par Marguerite d'Youville, il n'y avait, rappelle André Cellard, que deux vieillards. Au cours de ses cinquante premières années d'existence, on y aurait hébergé au maximum une soixante de « patients » pour la plupart très âgés et on n'y aurait accueilli jusqu'en 1741 qu'une dizaine d« imbéciles » et de « caducs » (Cellard, 1991 : 109 et 123). [↑](#footnote-ref-58)
59. Rappelons que même si les Hôtel-Dieu de Québec (1639) et de Montréal (1644-45) s'adressèrent dès leur fondation aux malades pauvres, leur fonction de restauration des corps, essentielle à la colonisation, ne constituait pas encore une fin en soi. En soignant les corps, on visait d'abord la réalité de l'âme (Bernier, 1949 ; D'Allaire, 1971 ; Gagnon, 2002 ; Rousseau, 1989). « Le corps n'est que le vêtement qui recouvre l'âme pendant la vie ; il ne mérite d'égards qu'en raison de l'être immortel qui l'habite », écrivait en ce sens Sœur Jeanne Bernier (Bernier, 1949 : 98). [↑](#footnote-ref-59)
60. La biomédecine, qui se met en place avec l'approche anatomique, pourrait être définie comme l'ensemble des pratiques diagnostiques et thérapeutiques qui s'articulent et s'exercent en fonction de pratiques interprétatives dont le principe organisateur est celui de la « biologisation » de la maladie en tant qu'entité distincte du malade qui s'inscrit, s'observe et se guérit à l'intérieur des limites du corps individuel (Laplantine, 1986). [↑](#footnote-ref-60)
61. Outre les sanatoriums et asiles, il y avait au Québec, en 1932, 79 hôpitaux. En 1955, on en dénombrait 122 et, en 1970, 187. En moins de quarante ans, la capacité d'accueil des hôpitaux a ainsi plus que doublé, passant de 2,36 lits par 1000 habitants en 1932 à 5,96 lits en 1970 (Renaud, 1995 : 261 n. 6). Simultanément, on assistait à l'accroissement du nombre de journées d'hospitalisation et du personnel hospitalier. Il y avait, en 1945, 23 000 travailleurs en milieu hospitalier, en 1960, 45 000 et, en 1969, 107 000 (Petitat, 1989 : 372 n. 13). [↑](#footnote-ref-61)
62. Pour une analyse de l'histoire et des principes du management : Boltanski et Chiapello 2004 [1999] ; Jorda 1999 ; Pinard, 2000. [↑](#footnote-ref-62)
63. Pensons ici au *« functionnal nursing »* des années 1940 ou aux premiers programmes d'agrément qui imposaient une standardisation des activités et des dispositifs techniques (Petitat, 1989 : 155-156 ; Rousseau, 1994 : 161-165). [↑](#footnote-ref-63)
64. Castonguay, C. 1972. Implantation de la loi 65. [↑](#footnote-ref-64)
65. Constituée de plusieurs modèles de soins, cette logique sera notamment formalisée par les sciences infirmières (Kerouac *et al.* 1994 ; Pellissier, 2006 ; Saillant, 2007). [↑](#footnote-ref-65)
66. Selon Antoinette Chauvenet, la technicisation de la biomédecine du début du 20e siècle aura été une condition privilégiée de la « managérialisation » de l'hôpital en conférant aux pratiques biomédicales une lisibilité croissante qui les a rendues « du même coup, passibles d'un contrôle administratif et d'une quantification économique » (1982 : 341). [↑](#footnote-ref-66)
67. Traduction : « La tournée médicale se réalisera plus rapidement que d'habitude puisque nous ne devons pas rencontrer tous les patients du département. Nous avons six patients que nous avons décidé de ne pas traiter 'activement' et de ne pas réanimer le cas échéant, et quatre dont nous ne sommes plus responsables car en attente d'une place en CHSLD ». [↑](#footnote-ref-67)
68. Pendant organisationnel de l'être « bio-psycho-socio-culturo-spirituel », l'« interdisciplinarité » peut être considérée comme une tentative palliative aux effets nocifs de la division technique du travail. L'objectif est de faire en sorte que les divers intervenants puissent, au moyen de réunions tenues régulièrement, échanger et faire la synthèse des évaluations et traitements réalisés ou à réaliser, en vue d'assurer l'efficacité et l'efficience des prises en charge. Dans certains lieux, cela ne concerne que les « cas problèmes ». Dans d'autres, on présente tous les cas. Encore que ce ne sont pas tous les intervenants impliqués qui sont sollicités. Bien que ce thème soit aujourd'hui très à la mode et promu par la plupart les gestionnaires, plusieurs départements n'ont pas encore véritablement incorporé ce mode de travail, notamment en raison de résistances internes diverses. [↑](#footnote-ref-68)
69. Cette citation provient d'un mémoire adressé en 1918 par les médecins et hôpitaux de Montréal au premier ministre, cité par Rousseau (1994 : 140). [↑](#footnote-ref-69)
70. D'abord *opital* (1170), ensuite hospital (1190), ces termes ont pour origine le nom bas latin *hospitalis,* adjectif de *hospes.* Ce dernier résulte de la réunion de deux notions : *pet-* et hostis, qui est son terme initial. Pet- fait référence au terme de *potis,* signifiant le maître à partir de l'unité sociale qu'il représente. *Hostis* correspond aux termes gotique *gasts* et slave *gosti,* signifiant « hôte ». À l'origine, *hostis* désignait, non pas l'« étranger » en général ou l'« ennemi », mais « celui qui est en relations de compensation » ; ce qui constituerait, selon Emile Benveniste, le principe organisateur de l'institution d'hospitalité, en tant que forme affaiblie de la pratique du potlatch (Benveniste 1998 [1969] : 88-94). [↑](#footnote-ref-70)
71. Ce manifeste s'intitule « On the Need for Political Action by Men of Culture », <http://www.barnettnewman.org/artist/chronology>. [↑](#footnote-ref-71)
72. Voir l'ouvrage d'Yves Michaud sur cette question, dans lequel l'auteur recense les arguments employés par les pourfendeurs de l'art contemporain (Michaud 1997) : nul, moche, incompréhensible, soumis au marché, dépolitisé, etc. [↑](#footnote-ref-72)
73. Certains artistes sont généralement visés dans cette critique récurrente : Jeff Koons aux États-Unis, Maurizio Cattelan en Italie, Fabrice Hybert en France, Wim Delvoye en Belgique, Wang Du en Chine, Takeshi Murakami au Japon... [↑](#footnote-ref-73)
74. Nous ne parlons pas ici des artistes, toujours contemporains, qui travaillent sur la mémoire, le rapport à l'histoire, et qui sont également redevables d'un art critique, mais ne relèvent pas du cadre d'analyse que nous avons élaboré. Nous pensons notamment à Jenny Holzer, Christian Boltanski, Barbara Kruger... [↑](#footnote-ref-74)
75. Voir le très beau texte que lui consacre Daniel Arasse : « Andres Serrano ou la venustà de la mort : notes sur la peinture endormie » (Arasse 1994). [↑](#footnote-ref-75)
76. Inès Champey présente sous ce « critère esthétique » de « formalisme réaliste », les œuvres de six artistes : Bernard Piffaretti, Patrick Saytour, Gwen Rouvillois, Matthieu Laurette, Yoon Ja et Paul Devautour, et Andréa Fraser (Champey, 2001). [↑](#footnote-ref-76)
77. Département français situé dans le sud-ouest de l'Océan Indien. [↑](#footnote-ref-77)
78. Travaux effectués au sujet du phénomène évangélique insulaire en vue d'une thèse de doctorat en anthropologie. De 2005 à 2010, nous avons mené une étude ethnologique des mouvements pentecôtistes et charismatiques à l'île de La Réunion (Aubourg 2014). La méthodologie adoptée comprenait la réalisation de 112 entretiens avec des fidèles et des responsables ecclésiaux (pentecôtistes, évangéliques charismatiques et catholiques charismatiques). Simultanément à ces entretiens, notre examen du développement de ces différentes assemblées a été conduit en situation d'observation participante (observation de leurs activités religieuses et sociales). [↑](#footnote-ref-78)
79. Deux phénomènes conjugués président à la destinée de Bourbon, ancien nom de l'île de la Réunion : le fait que l'empire du café n'ait pas pu résister à la concurrence des Antilles, d'une part, et la baisse des cours d'autre part. En 1815, la France, qui vient de perdre ses deux fournisseurs en sucre, l'Ile de France et Saint-Domingue, convertit Bourbon en île à sucre, rendant cette dernière encore plus dépendante des cours du marché et des intérêts de la Métropole. [↑](#footnote-ref-79)
80. « Qu'est-ce qu'un Blanc ? Qu'est-ce qu'un Noir ? La question peut faire sourire, mais à Bourbon on s'aperçoit que c'est moins la pigmentation réelle de la peau que le statut social qui détermine la couleur d'un individu. Autrement dit que l'on y voit Blanc un homme qu'en Amérique on appellerait métis ou mulâtre, parce qu'il appartient à une famille ou excède une fonction qui le fait reconnaître comme tel ». (Wanquet, 1980 : 215). [↑](#footnote-ref-80)
81. En 1964, le leader du parti communiste, condamné en appel à trois mois de prison, et convoqué devant la Cour de Sûreté de l'État pour « atteinte à la sûreté intérieure », disparaît corps et biens pendant plus de deux ans. Le fait qu'il tienne ainsi tête aux pouvoirs publics, dénonçant « l'arbitraire colonial », joue en sa faveur. Dans l'imaginaire insulaire, il est facilement associé aux Noirs marrons fuyant pour retrouver leur liberté. Au-delà de l'affaire en question, nous insisterons sur l'image extrêmement positive dont jouit le marronnage auprès de la population. [↑](#footnote-ref-81)
82. Vraisemblablement à la suite d'une divergence au sujet des femmes... [↑](#footnote-ref-82)
83. En 1963, on a vu la création du Bumidom, le Bureau de la migration dans les Dom, organisme chargé de favoriser le départ des Réunionnais en direction de la Métropole. [↑](#footnote-ref-83)
84. En 1946, ces deux secteurs confondus représentaient 73% de la population active contre 44% en 1974. [↑](#footnote-ref-84)
85. TCR cité par Nicaise (1999 : 251). [↑](#footnote-ref-85)
86. TCR cité par Nicaise (1999 : 253). [↑](#footnote-ref-86)
87. Alain Foulon évoque à ce sujet le discours de Paul Vergés en 1975 lors d'une conférence extraordinaire du PCR qui se pose en cette occasion « quasiment en codirecteur de l'Église de la Réunion » (Foulon 1989 : 142). [↑](#footnote-ref-87)
88. TCR cité par Nicaise (1999 : 256). [↑](#footnote-ref-88)
89. Nous faisons référence ici à la distinction faite par Georges Dumézil entre sacra et signa. Si ces deux champs sont complémentaires dans l'étude des phénomènes religieux dans leur ensemble, dans la réalité, ils se trouvent bien souvent opposés. [↑](#footnote-ref-89)
90. Lorsqu'un fruit était mieux vendu, plus charnu, on parlait alors d'une « pêche de France » ou d'un « bibasse de France », par exemple. [↑](#footnote-ref-90)
91. Expression du sénateur Boyer, maintes fois reprise, à commencer par Gilbert Aubry dans le titre de son ouvrage « Pour Dieu et pour l'Homme réunionnais », 1988. [↑](#footnote-ref-91)
92. « Ce développement de la Réunion ne peut se faire en priorité par et pour les Réunionnais qui assument solidairement leur histoire sur ce morceau de terre situé dans l'espace indiano-céanique. Espace disjoint de l'espace français hexagonal et de l'espace européen. (...) Cela suppose que nous ne soyons pas les figurants d'une superproduction venue d'ailleurs. Nous devons être les acteurs de premier plan de notre devenir humain à partir de notre identité réunionnaise et de notre culture métisse, une et plurielle en même temps. » (Aubry 1989). [↑](#footnote-ref-92)
93. Fondé sous le nom du Christian Center. [↑](#footnote-ref-93)
94. Assemblée Chrétienne Missionnaire de la Réunion. [↑](#footnote-ref-94)
95. Instance diocésaine du Renouveau charismatique local. [↑](#footnote-ref-95)
96. « C'est endémique, c'est vrai. ». [↑](#footnote-ref-96)
97. Selon l'expression de l'ancienne responsable du Renouveau diocésain. [↑](#footnote-ref-97)
98. Ce morcellement date en partie du début du 20e siècle. Jusqu'alors, deux hommes étaient à la tête de véritables empires fonciers faisant d'eux les plus grands propriétaires de l'Ile. Il s'agissait du comte Kerveguen et du comte Choppy. Mais au lendemain de la guerre de 1914-1918, ils décidèrent simultanément de vendre leurs domaines sucriers respectifs. La mise en vente de leurs biens entraina la division des propriétés en de nombreuses parcelles dont une cohorte de petits planteurs se sont faits acquéreurs. [↑](#footnote-ref-98)
99. « Du moins, comme le précise Jean Benoist sur le plan sociologique, car de nombreux métissages ont fait dériver leur appartenance ethnique réelle » (Benoist, 1973 : 56). [↑](#footnote-ref-99)
100. Plus ou moins métissés. [↑](#footnote-ref-100)
101. Jusque dans la première moitié du 20e siècle. [↑](#footnote-ref-101)
102. Revue d'analyse institutionnelle. Les cahiers de l'implication, n° 1 (Autogestion) [↑](#footnote-ref-102)
103. L'expérimentation sociale ne peut cependant pas être confondue avec l'autogestion comme on le comprend à la lecture de Jean-François Marchât dans « Recherche-action et question politique ». [↑](#footnote-ref-103)
104. Leur ouvrage commun, L'université en transe, réalisé sur la base de leur observation participante d'un mouvement universitaire en 1986 en est représentatif. [↑](#footnote-ref-104)
105. Je développe en détail cette approche dans « L'usage du concept de résistance pour analyser la coopération des parents d'élèves avec les enseignants dans l'institution scolaire » (Monceau, 2009). [↑](#footnote-ref-105)
106. Les Cahiers de l'implication. *Revue d'analyse institutionnelle*, n° 4 (Institutionnalisation). [↑](#footnote-ref-106)
107. En 2008, au moment de la tenue de cette table ronde, tous les organisateurs étudiaient à l'Université de Montréal : Charles Beaudoin-Jobin était candidat au baccalauréat en sociologie, Aude Fournier et Roxanne Milot étaient candidates à la maîtrise en sociologie, tandis que Francisco Toledo Ortiz était candidat au doctorat en sociologie. [↑](#footnote-ref-107)
108. Nous remercions Nicolas Le Dévédec pour la relecture minutieuse du texte ainsi que pour ses précieux commentaires. [↑](#footnote-ref-108)
109. Les textes qui suivent constituent des retranscriptions abrégées de l'ensemble des présentations à la table ronde qui eut lieu à l'Université de Montréal, le 24 octobre 2008. Les propos des panelistes ont été retranscrits puis mis en forme par le comité organisateur de table ronde : Aude Fournier, Roxanne Milot et Francisco Toledo Ortiz avec l'aide de Charles Beaudoin-Jobin. [↑](#footnote-ref-109)
110. En souvenir de Michel Freitag (1935-2009). En 2008, il était professeur retraité du Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. [↑](#footnote-ref-110)
111. Au moment de la publication du présent article, la rédaction dudit manifeste reste inachevée, toutefois, l'esprit de ce projet a donné lieu plus tard au groupe *Nouvelles orientations pour une université solidaire* (N.O.U.S.) qui a regroupé des étudiants de différents départements en sciences sociales lors de la grève étudiante de 2012. [↑](#footnote-ref-111)
112. Emmanuelle Sirois a participé à la création de l'Université Populaire à Montréal. En 2008, au moment de la tenue de cette table ronde, elle était candidate à la maîtrise en Pratiques de recherche et action publique à l'INRS. [↑](#footnote-ref-112)
113. Marianne Kempeneers est professeure titulaire au Département de sociologie de l'Université de Montréal. En 2008, elle était membre du comité exécutif du Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal (SGPUM). [↑](#footnote-ref-113)
114. Jacques Pelletier est professeur au département d'études littéraires de l'UQÀM. En 2008, il était président du syndicat des professeur(e)s de l'UQÀM (SPUQ). [↑](#footnote-ref-114)
115. Pour cette étude, la méthode ethnologique de l'observation participante a été utilisée, couplée à 100 questionnaires anonymes et à 10 entretiens semi-directifs de faucheurs volontaires libres, condamnés et emprisonnés. [↑](#footnote-ref-115)
116. Cet article a été publié dans le numéro spécial de *Cahier de l'ACSALF, Université : savoirs et avenir ou pièges et dérives ?* (Haince *et al.* 2012). [↑](#footnote-ref-116)